

Le syndrome vietnamien

La Chambre des représentants, à majorité démocrate, a définitivement clos pour cette année la longue bataille pour l'aide américaine aux « contras ». L'opposition armée au régime sandiniste de Managua. En rejetant par 303 voix contre 123 toute assistance des États-Unis, la Chambre met ainsi un terme à trois ans de campagne de l'administration Reagan contre le Nicaragua et provoque le premier échec majeur du président dans sa politique en Amérique centrale. Même au Sénat, où les républicains ont la majorité, l'adoption du plan n'avait été rendue possible que par la promesse du chef de l'État de ne pas utiliser les fonds pour l'achat d'armements mais pour des vivres et des médicaments.

M. Reagan avait tenté jusqu'au dernier moment de convaincre la Chambre des représentants du bien-fondé de ses projets. Il avait multiplié les concessions pour essayer d'obtenir un vote favorable. Un texte, présenté par la minorité républicaine sur l'octroi de 14 millions de dollars en aide humanitaire aux rebelles, et tenu par la Maison Blanche, avait aussi été repensé de justesse par 215 voix contre 213. Le seul plan adopté, proposé par l'opposition démocrate, prévoit l'attribution de 10 millions de dollars aux réfugiés nicaraguayens et de 4 millions pour l'applicabilité d'un éventuel plan de paix en Amérique centrale.

Dans ce cas, il s'agit d'interdire toute aide militaire ou paramilitaire aux « contras » pendant les années suivantes. Le syndrome du Vietnam n'a toujours pas disparu. Il est manifeste que la majorité des parlementaires américains et l'opposition continuent de refuser tout ce qui pourrait conduire les États-Unis à un engagement militaire où que ce soit dans le monde, même dans cette « arène-cour » que constitue pour le pays, selon la formule consacrée, l'isthme centro-américain. D'autant plus que la démocratie pays du terrien en Amérique latine. La victoire récente à l'élection présidentielle d'un libéral comme M. Drapeau conforte l'opposition à M. Reagan dans l'idée qu'une aide accrue aux rebelles aurait un effet désastreux sur la politique américaine dans la région au moment même où Cuba semble tenter certaines ouvertures envers les États-Unis.

M. Reagan n'est déclaré « profondément déçu » par « ce genre d'action qui nuit à la sécurité nationale et aux objectifs de politique étrangère ». Quant aux dirigeants nicaraguayens, ils ont accueilli la nouvelle avec satisfaction mais sans triomphe. Le ton du communiqué officiel publié à Managua est modéré et montre une volonté de ne pas s'appesantir sur ce vote pour s'intéresser plutôt à l'avenir.

Si le président américain a d'ores et déjà manifesté son intention de présenter pour la prochaine année budgétaire une demande d'aide d'un montant deux fois supérieur à celle d'aujourd'hui, il ne dit pas si son intention est toujours d'« évincer » du pouvoir les sandinistes ou seulement d'obliger le gouvernement de Managua à une décentralisation du régime. Dans ce dernier cas, le texte voté par la Chambre des représentants en faveur des réfugiés sandinistes, qui doit encore être adopté au Sénat pour avoir force de loi, pourrait dans sa deuxième partie (consacrée à un plan de paix) relancer les activités du groupe de Contadora, qui compte le Mexique, le Venezuela, le Panama et la Colombie.

(Lire nos informations page 6.)

LE SOMMET DES PAYS DE L'EST

Le pacte de Varsovie reconduit pour vingt ans

Les dirigeants des pays membres du pacte de Varsovie se réunissent dans la capitale polonaise - où un important dispositif de sécurité a été mis en place - en vue d'entériner la reconduction pour vingt ans du traité politique et militaire signé le 14 mai 1955.

L'arrivée des délégations - et notamment celle de M. Gorbatchev - était prévue ce jeudi 25 avril dans l'après-midi. C'est la première visite d'un dirigeant suprême du Kremlin à Varsovie depuis la grande crise polonaise de 1980.

Une si longue absence

Varsovie, la Varsovie officielle, n'avait pas été à pareille fête depuis bien longtemps. Le dernier numéro d'un soviétique qui lui ait fait l'honneur d'une visite était Leonid Brejnev, au printemps 1980 - quelques mois avant le grand ébranlement de l'été. Et encore n'était-ce que pour une réunion de routine du pacte et surtout pour une étrange et fameuse rencontre avec M. Valéry Giscard d'Estaing. Si l'on oublie cet épisode dont la Pologne ne fut que le lieu et M. Gierek, le premier secrétaire d'alors, l'organisateur complaisant, il faut remonter à 1975 pour retrouver une véritable visite officielle d'un dirigeant suprême du Kremlin en Pologne : le même Leonid Brejnev, venu pour un congrès du parti et que ce séjour avait mis particulièrement en vogue. Alors que retentissent dans la salle du congrès les accents de l'international, il s'agit mis, devant tous les autres dirigeants du bloc, à battre platement la mesure, fort satisfait appa-

remment de mimer son propre rôle d'un chef d'orchestre qui fait marcher son petit monde à la baguette.

C'était, en 1975, la fin de la période rose de M. Gierek, du temps où le pays croyait pouvoir s'embourgeoiser tranquillement à coups de crédits occidentaux. C'était le début des désillusions. Cinq ans plus tard, l'économie avait déjà plongé, et aujourd'hui, après que la Pologne, en l'espace de quelques incroyables années, connut tout et son contraire, elle se retrouve encore plus bas. Mais l'important est ailleurs. Si M. Gorbatchev peut venir à Varsovie, c'est parce qu'il a le sentiment, c'est-à-dire les apparences, sont sauves.

Pour le reste, le choix de Varsovie pour cette réunion des dirigeants du camp soviétique n'est que logique et naturel.

JAN KRAUZE

(Lire la suite page 3.)

CONSEIL DES MINISTRES EXTRAORDINAIRE

Le référendum en Nouvelle-Calédonie reporté au-delà des législatives

Le conseil des ministres s'est réuni en séance extraordinaire, jeudi 25 avril, à 11 heures, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Mitterrand, pour arrêter ses décisions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Le premier ministre, M. Lan-

rent Fabius, devait en rendre compte en début d'après-midi. Le scrutin d'autodétermination aura lieu - au plus tard le 31 décembre 1987 -. Entre-temps, le gouvernement mettra en œuvre un « statut de transition ».

Le gouvernement ne reprend donc pas à son compte le calendrier initialement proposé par le délégué du gouvernement dans le territoire, M. Edgar Pisani, qui prévoyait d'organiser la consultation avant les élections législatives.

Il réaffirme que l'indépendance-association demeure, à son avis, la meilleure solution politique, mais le référendum est reporté après les échéances électorales du printemps 1986. Cette consultation aura lieu « au plus tard le 31 décembre 1987 ». En revanche le gouvernement entend aller très vite dans la mise en œuvre d'un statut de « transition » qui viendra se substituer au statut de septembre 1984. Dans un souci de rééquilibrage politique, un projet de loi rapidement soumis au Parlement proposera de découper la Nouvelle-Calédonie en quatre régions dont les territoires coïncideront avec les quatre circonscriptions qui forment actuellement la base électorale du territoire. Dans chacune de ces régions sera instituée une assemblée élue au suffrage universel et

à la proportionnelle, ce qui permettra aux indépendantistes canaques de partager le pouvoir territorial avec la communauté caldoche, majoritaire à Nouméa, et sur une partie de la côte ouest de la Grande Terre.

Les délégués de ces assemblées régionales constitueront la nouvelle assemblée territoriale qui sera dénommée « congrès ». Sur ce point particulier comme sur certains autres, on soulignait jeudi matin, dans l'entourage de M. Fabius, que ce projet s'inspire du plan présenté par le président de l'actuel gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR. Les quatre assemblées régionales seraient élues, suivant le nouveau calendrier, dès le mois d'août prochain. M. Pisani est confirmé dans ses fonctions de haut-commissaire de la République dans le territoire.

A l'hôtel Matignon on affirmait, jeudi matin, que les décisions du gouvernement s'inspirent d'une volonté de « sortir du climat passionnel entretenu à la fois en Nouvelle-Calédonie et en métropole ».

Retour à la case départ

L'objectif de MM. Mitterrand et Fabius n'a officiellement pas changé : il s'agit d'accélérer le processus d'autodétermination. Deux solutions se trouvaient en concurrence : la voie courte, très aléatoire, qui avait la préférence de M. Edgar Pisani, et une voie plus longue, non moins aléatoire, conçue apparemment comme solution de repli par le délégué du gouvernement.

La première consistait à hâter l'instant de vérité en organisant le scrutin d'autodétermination le plus tôt possible, en tout cas avant les élections législatives, suivant le schéma retenu le 7 janvier, avec l'aval de M. Mitterrand, par M. Pisani lors de la présentation de son plan d'indépendance-association. Les Calédoniens se seraient vu proposer, au plus tard en janvier 1986, une alternative : l'indépendance-association ou un nouveau régime d'autonomie à définir à bref délai. Pour peu que ce scrutin se soit déroulé dans le respect des règles démocratiques et que personne ne l'ait boycotté, le chef de l'État pouvait espérer en gérer personnellement le résultat, quel qu'il soit, à condition d'observer la plus stricte neutralité au moment de la consultation. Quitte à oublier ses prises de position antérieures et à désavouer le délégué du gouvernement, dont l'engagement a fortement irrité la communauté caldoche et a fourni aux représentants locaux de l'opposition un prétexte pour refuser toute concertation.

Victoire indépendantiste ou non, le chef de l'État aurait dû assumer, dans ce schéma, le maintien d'une force armée d'interposition entre les deux communautés pour éviter, au lendemain du scrutin, les éventuelles réactions de mécontentement, d'un côté ou de l'autre. De retour de sa visite éclair dans le territoire, M. Mitterrand expliquait, le 20 janvier, qu'il valait mieux organiser cette consultation le plus tôt possible, du moins dès que les convergences apparaîtraient localement assez fortes pour que le résultat du vote ne provoque pas un affrontement général.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 10.)

LE BRÉSIL DANS L'ATTENTE DES RÉFORMES

José Sarney, président de gauche ?

Brasilia. - « José Sarney ? Il va gouverner plus à gauche que ne l'aurait fait Tancredo Neves. Le ministre qui fait cette confidence appartient à l'aile progressiste du gouvernement. Il était du même bord que le président défunct. Il ressent comme une crainte du destin la perte de Tancredo Neves et n'accepte pas de gaieté de cœur son remplacement. Pourtant, il n'hésite pas à prédire que le gouvernement Sarney sera celui des réformes. Il est l'un des représentants de la droite libérale au sein de l'Alliance démocratique, la coalition gouvernementale. Cette droite est elle-même une

De notre correspondant CHARLES VANHECKE

émulation du patronat. Comment, dans ces conditions, peut-il gouverner à gauche ? Au prix de quels renoncements ? Il y a une contrainte, répondent nos interlocuteurs, en raison même de ses origines et de la façon dont il est arrivé au pouvoir. L'agonie et la mort de Tancredo Neves ont jeté dans la rue des millions de Brésiliens désespérés et révoltés à quel point la transition démocratique symbolisait l'aspiration au changement.

Les observateurs interprètent les innombrables cortèges de ces derniers jours comme une manifestation aussi importante, sinon plus, que les défilés massifs de l'an dernier en faveur des « directes » (l'élection du président au suffrage direct). Ce pays qui a exprimé sa douleur, disent-ils en substance, pensait avoir trouvé en Tancredo Neves l'homme capable d'améliorer son sort. Aucun chef d'État ne pourrait, sans risques de troubles très graves, renier les engagements qui ont été pris au nom de la justice sociale et de la démo-

cratie. « La bourgeoisie elle-même est convaincue qu'il faut faire des réformes, explique un editorialiste de la capitale. Elle sait que la situation n'est plus tenable. Elle l'apprend toujours à ses frais en affrontant la violence des rues. »

M. Sarney peut d'autant moins décevoir l'opinion publique qu'il arrive à la présidence en situation de faiblesse, ce qui n'était pas le cas de Tancredo Neves à la veille de prendre ses fonctions. « Il succède à un homme qui était devenu un mythe, explique-on à Brasilia. Il n'a pas la légitimité que Tancredo avait gagnée dans la rue et qui s'était amplifiée avec sa maladie. Il n'a pas de parti, puisqu'il est un transfuge du régime militaire. Il n'a pas non plus de gouvernement, puisque ce n'est pas lui qui a choisi les ministres qui sont aujourd'hui en place. »

(Lire la suite page 6.)

LIRE

5. LIBAN

L'armée israélienne a achevé la deuxième phase de son retrait.

7. POLITIQUE

M. Giscard d'Estaing à la tribune de l'Assemblée.

8. OPPOSITION

L'OPA de M. Barre sur l'UDF.

32. MIP TV

Au royaume du dessin animé, le prince est un Français.

35. ÉCONOMIE

Les Américains à la recherche d'investisseurs français.

40. BELGIQUE

Accord de principe entre la presse écrite belge et RTL.

ARMAND TOUPET

BERLIN 1945

(22 avril - 29 avril)

ce fut l'Enfer

L'histoire d'une population en proie à la panique et qui se débat pour survivre, alors qu'elle est sacrifiée par son dieu d'hier et les fanatiques qui l'entourent.

PRESSES DE LA CITÉ

AU JOUR LE JOUR

Équité

Le Saint-Père se garde à droite, le Saint-Père se garde à gauche.

Parmi les vingt-huit nominations de cardinaux décidées par Jean-Paul II, trois au moins ont une signification très politique : l'archevêque de Managua, qui n'a pas les faveurs du régime sandiniste ; celui de Santiago-du-Chili, qui ne passe pas pour un soutien de Pinochet, et l'archevêque de Wrocław, qui n'est pas un ami de Jaruzelski.

Au total, à l'échelle de la planète, voilà une série de nominations qui paraît inspirée par un réel souci de justice distributive. Dans cette volée équilibrée de coups de crosse, il y en a pour tous les totalitarismes.

BRUNO FRAPPAT.

هكذا من الجاهل

débats

Météopolitique à moyen terme

L'idéologie au placard. C'est la faute à l'économie qui produit trop de concepts consommables

par RÉGIS MENÉY (*)

Mentalités

« Tout coule », disait Héraclite. A une vitesse incroyable, qui bouscule les schémas intellectuels du fait d'une emprise trop forte de l'économie, constate Régis Menéy. C'est la pénétration en force du modèle américain dans notre pays qui frappe surtout Jean-Claude Eslin.

Une France anglo-saxonne ?

Chance ou menace du modèle d'individualisme calviniste ?

par JEAN-CLAUDE ESLIN (*)

LONGTEMPS les Français ont résisté à l'influence du mode de vie et de pensée américain.

Depuis quelques années, les défenses craquent. Les deux influences structurant la psyché française, celle de l'Eglise catholique et celle de la Révolution française, ont été violemment remises en question. Elles perdent leur emprise sur l'esprit des Français. Souvent opposées, elles s'accrochaient sur l'idée que la vérité est unitaire et doit être transmise sur un mode plutôt magistral. L'Université, même devenue gauchiste, fonctionnait sur le modèle d'une vérité qui vient d'en haut et se transmet depuis les grands maîtres intellectuels jusqu'aux classes inférieures. Et avec le côté Eglise s'efface aussi le côté contre-Eglise, le PC. Tout ce qu'on pouvait accepter en France, c'est une dualité des valeurs, rarement une pluralité.

Profitant de la place vide, le modèle américain pénètre en force. Les jeunes Français parlent mieux l'anglais, ils écoutent la chanson américaine, ils acceptent le self-service, le hamburger... Les titres des films américains ne sont plus traduits : *Stranger than Paradise*, *Love Streams*, et font rêver américain. Surtout, le jeune Français devient, comme l'Américain, un individu qui définit seul son rapport de vérité, avance seul, non assisté. Ce qui pénètre dans notre culture depuis quelques années, c'est, pour parler avec les termes de Max Weber, *l'ascétisme dans le monde*, selon lequel l'individu, qui dans le catholicisme n'est finalement pas tellement contraint et en dépit du cliché, pas tellement surveillé, se met lui-même l'épée dans les reins, se fait lui-même l'objet de son effort, se donne des objectifs, des échéances, bref s'oblige à vivre dans le monde et à y réussir, sur un autre mode que celui de la jouissance, sans compter sur le soutien des autres (la famille, le Parti, l'Eglise). *I am a poor lone-some cow-boy...*

Ce qui masque l'emprise de cet ascétisme individuel, c'est l'apparence d'une libération sexuelle qui, à bien regarder, relève beaucoup plus du puritanisme ou de ce qu'il en reste dans la société américaine (son côté si volontaire, si fonctionnel, si soucieux d'efficacité) que de la liberté latine. En réalité, la revendication de la réussite sexuelle est elle-même comprise dans le cadre de la rationalité individuelle et de l'ascétisme dans le monde, elle dissipe rapidement toutes les fumées du romantisme, et les femmes, pierres d'angle de l'ancienne culture, sont au premier rang de cette nouvelle anthropologie.

C'est une question de savoir jusqu'à quel point l'adoption en France d'un tel modèle d'individualisme d'origine calviniste, constamment refusé depuis quatre siècles, est une chance ou une menace. Il semble bien que les Français trouvent ces années-ci une liberté de pensée qu'ils ignorent depuis le seizième siècle, une liberté de conception dans la confrontation, selon un modèle plural, qui en principe est favorable à la recherche et à l'imagination. Ils apprennent à vivre en tension, alors qu'ils avaient l'habitude de vivre en équilibre, selon un modèle d'humanisme harmonieux, voire organique. C'est toute la personnalité qui est en nouvelle élaboration.

Est-il possible qu'en quelques années un nouveau modèle se substitue à l'ancien ? La vacance de ce qu'on pourrait appeler la vieille matrice socio-religieuse catholique, qui dans le passé n'a jamais manqué de donner le jour à des formes nouvelles, doit-elle se poursuivre ? S'il en va ainsi, l'éthique américaine, l'éthique protestante, qui domine encore le pays le plus puissant du monde, fût-ce sous la forme la plus sécularisée qu'on voudra, ne s'imposera-t-elle pas en France et ne réélaborera-t-elle pas notre psychisme selon des figures tout à fait insoupçonnables ?

(*) Professeur à l'EAP (Ecole européenne des affaires), collaborateur de la revue *Esprit*.

EN mai 68 éclate la revendication du droit de vivre en pauvres. Au début des années 70, ces pulsions ingénues vont se vulgariser. C'est l'éclatement des beaux jours du joli mois de mai. Un chèvrot et puis quelques moutons (de Panurge) : Dieu qu'elle était belle, la débêche... en Ardèche.

La crise du pétrole a été un révélateur : tout ça, c'était des idées de riches ! On s'était offert le luxe de prêter pauvreté, faim et amour tous azimuts parce que l'abondance allait de soi. La société vue comme un self ou un hyper, sans la caissière. Eh bien, non ! Etre pauvres en esprit, ça n'est donné qu'aux riches.

Panique : et si on venait à manquer ? Sous le charme attiré de mai, on ne se souciait d'abord que du salut des denrées pures : l'air ?... l'eau ?... De gauche, on vira école. Et puis, si : une denrée vient à manquer, vers 1975 : le travail. Entre-temps, le soixante-huitard (ennemi juré de la consommation) avait pris goût à la volonté de puissance en solitaire (grue cube), à la fraîcheur de vivre conditionnée en rouges bidons (Coca-Cola), à la liberté à roulettes tiers-mondistes (trial et autres 4 x 4), aux maxipieds musicaux peinture 45 watts (chaîne hi-fi), etc.

On s'éclate à crédit. Les banques vont bien, merci.

Les cerveaux, ras le bol

Car si le puritanisme accumuleur fait éclore le capitalisme, il finit un jour par l'entraver. Doute : et si c'était le capitalisme qui avait « fait » mai 68 pour que mai 68 lui « fasse » de nouveaux marchés ? L'œuf ou la poule ? Drame éternel. Un des deux devait mourir, le capitalisme se porta comme un charme. Mai 68 l'a fait trembler ? En réalité, il a fait sauter le dernier verrou, celui des mœurs, qui lui bloquait la route définitive vers de nouvelles frontières. Lesirs, plaisirs, godelots flâneurs dans le sens du poil. La génération d'avant était bien trop concernée dans sa tête pour apprécier tout ça. Mai 68, c'est la victoire du ventre sur la tête.

Déormais, le bonheur était sensuel et en vente au drugstore. Toutes ces gâteries, par la grâce de la publicité, étaient parties de plumages intouchables : liberté, culture et convivialité. Et voilà qu'avec le chômage on allait les perdre. Le coupable ? La société, puisque Dieu était mort. Il fallait la casser : punk ! punk !

La gauche, elle, avait ses exorcismes pour gérer ses chasses gardées. Elles avaient nom : liberté, culture et convivialité. Le temps qu'il parviennent jusqu'à l'électeur de base, nous étions en mai 81. Il avait fallu une grosse décennie

quand même. Et la gauche au pouvoir se mit en tête de faire ce qu'elle avait annoncé : catastrophe !

Trouille verte en conseil des ministres. Mais maintenant, au moins, pas de blagues, hein ! On sait à quel on se cramponne. Les acquis matériels. Et tourne le manège, à 180°. Inversion des valeurs, toute ! Ce qui se porte bien aujourd'hui, outre la cravate et les cheveux courts ? Une mentalité de gens qui veulent s'en tirer. A nouveau, on se marie. Pour les gamins, vive l'école (libre) de papa ! Pour le féminisme, c'est le retour d'âge. Retour de la responsabilité, de l'initiative personnelle. Et bonjour le profit. Naguère, la bête noire, c'était le patron exploiteur-pollueur. Aujourd'hui, c'est le fonctionnaire. Les syndicats étouffent. On idolâtre B. Tapie, Séguela et Thierry Sabine. Même le jogging (jadis un plaisir) sert désormais à punir le corps, on dirait.

Ainsi, on serait rendu à la case départ ? Comme à la Libération : une mentalité de reconstruction ? On se retrousse les manches, alors. On avait écorché la bête nazie. On était sûr de son bon droit. Les lendemains seraient purs et triomphants. On fit donc des enfants.

Des enfants promis à toutes les chances. Pensez donc, avec le PROGRES ! On leur avait inculqué (sans douceur) des valeurs. Au nom desquelles ils jugeront leurs parents, ces enfants ouais-là, vingt ans plus tard. Verdict : incertitudes, hésitations et/ou schizophrénies. Depuis 1960, c'est le *feeling*. Les idées, on se méfie. Ça même au stalg. Au goulap. Les cerveaux, ras le bol ! Perception et communication doivent être immédiates, physiques et démocratiques. Oh ! pardon : démocratiques. Toutes les parties du corps vont y passer. Et ça marche encore mieux - quel bonheur ! - avec tous les bidules qu'on peut vous fourguer. Enclenchez le turbo. Merci Monsieur Plus.

« T'es ringard, coco »

L'oreille d'abord. La pop non stop, c'est les yéyés qui l'ont branchée. Salut les crénins ! Mais, justement, tout est là : incantations défilées ou jargon anglais. Après, on s'est envoyés en l'air dans des « éres » à sringues. Ça flippait. A qui le tour ? L'œil ? Ça marche ! Et voilà la tornade vidéo : magnétoscopes et télé à gogo (à gogos). Ça clippe. Et le corps tout entier, au diable l'avarice ! Raz de marée porno-érotique, danse tonique, massages intimistes et relaxation à bulles.

A l'heure où nous mettons sous presse, donc, l'idéologie est au placard, la pensée au rancart, c'est le

ringard. Plus de message, de thèse ou d'antithèse. Foutaises ! Et bonjour la conversation. Super-dément, les points de suspension. Le roman nouveau, l'a raconté pas.

Avant 68, on croulait sous l'éthique. Vingt ans plus tard, c'est l'esthétique. Avant, on risquait le totalitarisme libéral. Aujourd'hui, un fascisme atomisé. On est gaga.

La politique de rigueur a séparé la paille et le grain : communistes trop bêtes pour évoluer, socialistes trop malins pour ne pas retourner leur veste. On sent la fin de la crise. Déjà, les riches s'enrichissent. Le capitalisme a dégrainé la machine et reserré les boulons. Une fois de plus, on baigne dans le pétrole. C'est le sac et le rascasse de l'économie : reflux, surplus, luxe et superfluité !

Un détail (tel un œillet au revers) pour compléter la panoplie *new look* : des idées de dénuement qui

(*) Professeur agrégé d'anglais.

reviendront en force. Bientôt en vogue, les nouveaux nouveaux-pauvres. Ah ! cracher dans la soupe !

Inscrivez : *Théorème des idées de saison* : « Elles varient en raison inverse de la richesse des nations. »

Trouvez pratiques : pour quand, tout ça ? En 1986, la droite prend le contrôle du Parlement et le premier ministre sort de ses rangs. Le PC sort ses crocs : un vieux dentier ! La prospérité peut s'affirmer, la droite va repérer la bataille idéologique, et les fantasmes paupérotides se confirmer. Aux prochaines présidentielles, Mitterrand ressort ses discours de 81, 78, voire 71. Il fait miroiter un premier ministre de gauche. Il est régu dans un fauteuil.

L'histoire ne bégaye pas. Elle radote. C'est la faute à l'économie d'abondance qui produit des idées consommables. Qu'elle fait valser au rythme de ses phases-accordées. Vite, toujours plus. Choc du futur. Ce n'est pas la girouette qui tourne. C'est le vent. Ça grince. Faudra-t-il faire passer le mandat présidentiel à vingt-quatre mois ?

« L'HISTORIEN EN CET INSTANT »

de Pierre Chaunu

Un radeau à la dérive

PIERRE CHAUNU, historien des grandes espèces des temps modernes, a fait beaucoup pour imposer en France une « histoire du temps présent ». Avant d'autres, il a compris que le présent n'est que du passé en gestation et de l'avenir en transit. Les historiens, fils d'Héraclite, ont donc vocation légitime à maîtriser le spectacle de l'instant, pour peu qu'ils aient relu Bergson. A preuve, cet « éditorial » torrenciel, sur plus de trois cents pages, qui « détaille » suivant l'humour, un instant social, un « grain vrai » de temps, que la conscience saisit dans la continuité d'un devenir.

D'entrée, une certitude, épinglée dououreusement parmi des sondages publiés dans l'excellent recueil de Jacques Surtout sur la *Vie religieuse des Français à travers les sondages d'opinion, 1944-1978* (éd. du CNRS) : entre 1965 et 1969, années du malheur, sur notre radeau occidental à la dérive, la majorité qui croyait depuis quarante mille ans que la mort n'était pas le néant est devenue minorité désespérée. Dès lors, à quoi bon risquer, créer, procréer ? Il se trouve que Pierre Chaunu lui-même eut l'intuition de ce pêche capital, précisément en 1964-1965, après un détour fructueux par l'épuisement vital des civilisations américaines au seizième siècle. Le voici donc désigné pour sonner le glas à très larges volées. Ces trois cent soixante-deux pages redisent les quatre

mille cinq cents autres qui les ont précédées depuis quelques années.

Cer tout est lié, tonne Chaunu. Asthénie, d'espérance, « panne d'être », refus de gagner la vie sous le regard de la mort ont entraîné la chute de la fécondité en Occident, nourissent la crise, tuent le désir d'entreprendre et pourissent l'âme. La livre tangue, leurré rageusement, dénonçant pêle-mêle les responsables de la catastrophe selon Chaunu, des néo-cathos à côté routés de Vatican II et du barthisme qui ont refusé l'apologétique, aux experts de l'ONU maniaques de l'infanticide ou aux socialistes mous de l'Euro-Providence qui « s'accrochent au pouvoir ».

Cette intuition d'une formidable erreur de temps dans nos sociétés dès avant la crise, ce goût de la vie, si attentif à tous les trébuchements culturels, le protège encore, à l'extrême, des errances monotones. Cet homme de foi qui campe à droite, ce réactionnaire de progrès qui encense Raymond Aron et Paul VI, refuse tout net le royaume (p. 275), désigne quelques plaies secrètes du tiers-monde, et son goût pour la liberté a préservé des tentations de la Terreur blanche. Jusqu'à l'outrance, il nous réapprend au moins à vomir les tiédes.

JEAN-PIERRE RIOUX.

* Hachette, 362 p., 120 F.

FOURRIER DES LECTEURS

A propos d'Enver Hodja

A la suite du portrait d'Enver Hodja par Bernard Féron (*Le Monde* du 12 avril), nous voudrions préciser un aspect de la démarche du dirigeant albanais qui paraît avoir prêté à confusion. (...)

Ce sont les deux superpuissances que Deng appelle « premier monde » et « second » étant formé des autres pays impérialistes (France, Grande-Bretagne, Japon, etc.). Sa théorie n'était donc pas une simple tactique (l'impérialisme contre le social-impérialisme), mais bien, sous couvert de tactique, une perversion de la vision du monde marxiste, par l'introduction, comme l'indique Enver Hodja dans son rapport au VII^e congrès du PTA (novembre 1976), de concepts « non scientifiques » : tiers-monde « sans conflits de classes entre les Pahlevi, les Mobutu ou les Pinochet et les peuples d'Iran, du Zaïre ou du Chili » ; « second monde » à la fois impérialiste et non impérialiste (...).

IDA ZAJDEL et MARC ASCIONE, enseignants, membres de l'Association des amis franco-albanais (A.A.F.A.).

Il était de mon devoir de vous écrire cette lettre après avoir lu dans le journal *Le Monde* les articles publiés ces derniers jours à l'occasion du décès du dirigeant du peuple albanais, Enver Hodja.

(...) Assurément, vos journalistes ont le droit d'avoir leur opinion sur l'ordre social d'un pays, sur les idées qu'il défend et sa politique. Toutefois, il me semble qu'il est indigne d'offenser un peuple à des moments de deuil et de douleur, comme cela

arrive dans les articles de votre journal. Le peuple albanais a une longue histoire semée d'embûches, c'est pourquoi il sait fort bien pour quelle raison il éprouve la douleur, comment il la manifeste et pour qui il doit être en deuil. Le nom d'Enver Hodja est indissolublement lié aux fondements, à l'histoire et à l'édification de la nouvelle Albanie. Voilà ce qui détermine les dimensions de sa figure et, conséquemment, l'ampleur du deuil.

Nous avons trouvé étrange, mes confrères et moi, que le journal *Le Monde* (...) ait inséré à cette occasion la déclaration d'un criminel comme le fils de l'ex-roi Zog, de ce fantasme ridicule qui veut instaurer à nouveau la monarchie en Albanie, cette monarchie que votre France a renversée deux siècles auparavant. Ce dont elle est à juste titre fière. Seuls les gens mal intentionnés peuvent désirer faire faire marche arrière à l'histoire de l'Albanie.

ISMAIL KADARE (Tirana).

Nouveaux impôts ou économies ?

Votre journal a consacré, dans son numéro daté du 6 avril, un intéressant article « Comment loger les nouveaux députés ». Malheureusement, vous avez supposé le problème résolu en omettant de répondre à la question « Comment payer les nouveaux députés ? » Devra-t-on créer de nouveaux impôts ? Ou devra-t-on gager les nouvelles dépenses sur des économies, et lesquelles ? Autant de questions auxquelles il faudrait s'intéresser, sauf à considérer que les questions de financement se résorbent comme par enchantement.

CLAUDE LACHAUX (Paris).

En Finlande

DÉCOUVREZ LA LAPONIE ET LA MAGIE DU SOLEIL DE MINUIT

Un jour, un seul jour, qui dure 73 jours. Voilà la magie du soleil de minuit au pays des Lapons. Un paysage sauvage peuplé de bouleaux, traversé de torrents, parsemé de lacs. Un peuple : les Lapons qui vivent toujours de l'élevage du renne, de la pêche et de l'artisanat.

Et si la tentation se fait forte de connaître des étendues sauvages, si vous voulez rencontrer un peuple qui vit à l'écart du monde, retournez-nous le coupon réponse ci-dessous.

Vous verrez alors dans nos brochures, les mille et une manières de vivre pendant l'été, chez l'habitant à la ferme, à l'hôtel ou en gîte de randonnée, la fantastique aventure du Grand Nord.

Office National du Tourisme de Finlande

13, rue Auber, 75009 PARIS - Tél. : 266.40.13.

Non. Adresse. Non.

Le Monde

4, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 69572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fenet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Varner

Conducteur en chef : Claude Sales

Imprimerie : Le Monde, 4, rue des Italiens, PARIS (8^e)

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1150 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1305 F 1915 F 2480 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1098 F 1330 F

IL - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1365 F 1790 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte-d'Ivoire, 330 F CFA ; Danemark, 1,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,250 DA ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 225 F CFA ; Suisse, 8,00 fr. ; Tchécoslovaquie, 110 sc.

EUROPE

RFA

LEUR CARBURANT PRÉSENTANT DES RISQUES L'implantation des Pershing-II est suspendue

De notre correspondant

Bonn. — Le déploiement des missiles Pershing-II américains en Allemagne fédérale restera suspendu en attendant leur modification, pour éviter le renouvellement de l'accident qui s'était produit le 11 janvier dernier sur la base américaine d'Heilbronn. Trois soldats américains avaient été tués, et seize autres brûlés, en cours du montage d'un missile dont le carburant s'était brusquement enflammé.

Ces mesures, qui ne remettent pas en cause le principe du déploiement, ont été révisées mercredi 24 avril, à Bonn par les membres de la commission de la défense du Bundestag, informés officiellement des résultats de l'enquête menée aux Etats-Unis pour déterminer les causes de l'accident. Une résolution des membres sociaux-démocrates de la commission de la défense, exigeant le gel formel du déploiement, a été repoussée par la majorité, bien que le représentant du parti libéral, le député Feldmann, se soit lui-même inquiété de la fiabilité du système.

D'après les experts, l'accident est dû à un phénomène d'électrostatique statique. Les recherches ont montré que le carburant utilisé pour les Pershing était sensible à des températures basses et à de faibles degrés d'humidité dans l'air, à des dé-

charges d'électricité statique. Ces conditions étaient réunies lors de l'accident. Les tests ont fait apparaître un type de réaction qui était jusqu'à présent inconnu des spécialistes. Ceux-ci vont devoir modifier la formule du carburant avant toute remise en service des Pershing.

Les responsables américains et ouest-allemands ont réaffirmé qu'il n'y avait eu à aucun moment danger d'accident nucléaire, ni même d'irradiation, les têtes nucléaires étant stockées à part en temps de paix. Ces propos rassurants ne suffiront pas à convaincre de la crédibilité d'un système qui depuis ses tout premiers tests, a toujours fait preuve d'une grande fragilité.

Les responsables ne semblent pas cependant avoir grand-chose à redouter. Le temps des grandes manifestations pacifistes de l'automne 1983 contre le déploiement des Pershing-II est révolu. Même si le mouvement pacifiste a démontré une nouvelle fois à Pléques que la question restait sensible, il n'a plus la force, aujourd'hui, de déclencher une mobilisation susceptible de gêner à nouveau le gouvernement de Bonn.

HENRI DE BRESSON.

Belgique

Les huit parlementaires écologistes arrêtés ont été libérés

De notre correspondant

Bruxelles. — Les huit parlementaires écologistes emprisonnés le 22 avril pour avoir pénétré de façon illicite dans la base de Florennes, ont été remis en liberté le mercredi 24 à la suite d'une intervention éditoriale du Parlement belge.

La Chambre comme le Sénat avaient requis la « suspension de détention » jusqu'à la fin de la session parlementaire. Cette décision, toutefois, ne préjuge pas la suite des poursuites à l'égard de parlementaires arrêtés en flagrant délit et privés ainsi de leur immunité.

Le cas du député européen, qui figurait parmi les huit parlementaires arrêtés, M. François Roelants du Vivier, a été résolu avec la même dil-

gence : M. Pflimlin, président de l'Assemblée de Strasbourg, était intervenu auprès du ministre belge des affaires étrangères, M. Leo Tindemans.

A sa sortie de la prison de Lantin, dans la périphérie de Liège, l'un des députés écologistes, M. Olivier Deleuze, a protesté contre le fait que les représentants de sa tendance n'aient pas obtenu l'autorisation de visiter la base de Florennes, alors que ce privilège a été offert aux membres de la commission de défense de la Chambre. Comme on leur avait ainsi « fermé la porte », les députés et sénateurs écologistes avaient résolu d'entrer sur la base de Florennes en passant « par la fenêtre ».

J. W.

Pologne

DIX JOURS APRÈS SON ARRESTATION Un Suisse est accusé d'avoir aidé un éditeur clandestin, lui aussi arrêté

Dix jours après l'arrestation à Varsovie d'un enseignant suisse, M. Clive Loetscher, les autorités polonaises ont fait savoir mardi 23 avril que l'intéressé était accusé d'avoir « aidé dans ses activités illégales » un militant clandestin de Solidarité, Czesław Bielecki — responsable d'une des principales maisons d'édition clandestine — CDN (Le Monde du 17 mars).

M. Bielecki a lui-même été arrêté le 13 avril, selon ses amis, et les deux arrestations semblent étroitement liées — ce qui pourrait expliquer le silence longtempore maintenu par les autorités sur ces deux affaires. L'ambassade de Suisse à Varsovie elle-même n'a été informée de la détention de M. Loetscher que quatre jours après son interpellation, et le consul de Suisse n'a pas été autorisé à lui rendre visite à la prison de Varsovie avant le mercredi 24 avril. Quant à l'arrestation de M. Bielecki, elle s'est déroulée de manière particulièrement brutale, selon le récit qui en donne le dernier numéro de l'hebdomadaire clandestin *Tygodnik Mazowiecki* : l'éditeur indépendant, — qui vivait dans la clandestinité depuis le coup de force de décembre 1981 — a été arrêté en pleine rue par une vingtaine de policiers, en compagnie d'une amie,

M^{me} Maria Twardowska. Selon des témoignages rapportés par l'hebdomadaire, on l'a entendu, alors qu'il avait le visage recouvert d'un torchon maculé de sang et recevait des coups de matraque, « crier son nom, son pseudonyme de militant clandestin et son appartenance à Solidarité ». Ce n'est pas la première fois que les militants arrêtés dans des lieux publics ont pour alerte les passants, afin d'éviter que leur « chute » ne reste ignorée de leurs proches.

D'autre part, la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), dont le siège est à Bruxelles, a reçu une lettre de M. Lech Walesa dans laquelle le président de Solidarité dénonce « les pressions de toutes sortes, y compris le chantage et la corruption », exercées, selon lui, en Pologne pour contraindre les travailleurs à adhérer aux nouveaux syndicats mis en place par les autorités. « Je peux personnellement témoigner », écrit M. Walesa, « de l'existence d'un document adressé à la direction de ma propre entreprise (les chantiers navals de Gdansk) lui demandant instruction de faire adhérer, avant la fin du mois, 50 % de tout le personnel au nouveau syndicat gouvernemental. » — (AP, AFP.)

La célébration en France du 70^e anniversaire du génocide des Arméniens de Turquie Deux manifestations à Paris

La communauté d'origine arménienne de France, la plus importante d'Europe occidentale avec ses quelque 300 000 représentants a célébré le mercredi 24 avril le soixante-dixième anniversaire du génocide de 1915 en Turquie, qui avait commencé par l'arrestation d'intellectuels à Constantinople et s'était poursuivie par des massacres et une déportation massive de population, provoquant la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes.

En particulier, deux manifestations, partant de l'Etoile, ont eu lieu à Paris en fin d'après-midi, l'une se dirigeant vers le consulat, et l'autre vers l'ambassade de Turquie. Elles ont réuni plus de 3 000 personnes.

A Lyon, le nouveau cardinal-archevêque Mgr Decourtray, a consacré un office avec les représentants de l'Eglise arménienne apostolique à la primatiale Saint-Jean. « Les chiffres du génocide sont effrayants dans leur froideur implacable », a déclaré le prélat. « La justice requiert une réparation. Et comment les modalités de cette réparation pourraient-elles être envisagées si les faits ne sont pas reconnus ? La République fédérale d'Allemagne vient de donner au monde un grand exemple en sanctionnant ceux qui nient l'existence d'actes nazis contre les juifs. »

La justice requiert que le peuple arménien, malgré la terrible amputation humaine et territoriale qu'il a subie en 1915, vive et retrouve sa place dans le concert des nations et des civilisations.

Une conférence de presse a été organisée à Paris par le mouvement Dachnak (Fédération révolutionnaire arménienne, qui revendique l'étiquette « socialiste »). Ses organisateurs ont indiqué avoir de « fortes présomptions » que le gouvernement turc est « sinon l'exécuteur du moins l'inspirateur » des attentats et enlèvements perpétrés ces derniers mois contre certains de leurs dirigeants à Beyrouth — le plus récent le 23 avril.

Il a été fait état, de façon plus générale, de vives pressions exercées par la Turquie sur les autres gouvernements européens, et d'abord sur celui de Paris, en vue d'effrayer toute attitude favorable à la « cause arménienne ». Selon M. Henri Papazian, porte-parole du Dachnak, ces pressions ont partiellement abouti, puisque, à Paris au moins, des entraves ont été apportées à certaines manifestations prévues pour la célébration de ce soixante-dixième anniversaire (la pose symbolique d'une première pierre d'un monument commémoratif n'a pas été autorisée place du Canada).

L'organisation de manifestations distinctes dans la capitale a été expliquée par le fait que l'ensemble de la communauté ne partage pas les vues du Dachnak sur la nécessité d'obtenir par-delà la reconnaissance par la Turquie du fait même du génocide de 1915 (1) celle du droit des Arméniens à une restitution de tous leurs territoires historiquement spoliés, d'abord par la Russie, puis par la Turquie.

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a fait parvenir au Dachnak un télégramme exprimant sa « sympathie et sa solidarité » à l'occasion du soixante-dixième anniversaire des massacres de 1915.

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a déclaré que la France « regrette l'interprétation donnée par le gouvernement turc des événements de 1915, mais ne saurait le tenir pour responsable d'actes commis il y a soixante-dix ans ».

(1) Ankara a toujours nié la réalité du « génocide ». Il y aurait eu une déportation massive de population pour des raisons de sécurité militaire ; au cours de ce transfert, aurait eu lieu la mort de millions d'Arméniens seraient décédés, de maladie pour l'essentiel.

A TRAVERS LE MONDE

Egypte

● NOUVELLE MINES EN MER ROUGE ? — Un cargo panaméen a soulé mardi 23 avril en mer Rouge, apparemment après avoir heurté une mine, a annoncé mercredi le Lloyd's à Londres. Le *Mariner II* a en effet sombré à la suite de l'explosion d'un « objet inconnu » contre la coque. L'équipage du cargo a été recueilli par un porte-conteneurs belge qui l'a débarqué à Djeddah. L'incident survient sept mois après la dernière d'une série d'explosions sous-marines signalées dans la région, à la suite desquelles avait été organisée, en vain une opération internationale de dragage de mines. — (Reuters.)

Inde

● L'INDÉMNISATION DES VICTIMES DE BHOPAL. — Le président de la compagnie américaine Union Carbide, M. Warren Anderson, a accusé, mercredi 24 avril, le gouvernement indien d'avoir « rejeté sur-le-champ » et sans fournir de motif, une offre

financière de sa compagnie destinée à venir en aide aux victimes de la catastrophe de Bhopal. M. Anderson n'a toutefois pas précisé le montant de la somme offerte au gouvernement indien. Selon des informations non confirmées, elle pourrait s'élever à 200 millions de dollars. — (AFP.)

Portugal

● MANIFESTATION EN FAVEUR D'OTÉLO DE CARVALHO. — Plusieurs centaines de personnes ont, à l'occasion du onzième anniversaire de la « révolution aux œillets », veillé toute la nuit du 24 au 25 avril devant la prison militaire de Cascais, près de Lisbonne, pour manifester leur sympathie au lieutenant-colonel Otelio de Carvalho, qui y est emprisonné. Celui qui fut le « cerveau militaire » du mouvement des capitaines » contre la dictature néo-salazariste de Marcello Caetano est détenu depuis près d'un an pour sa participation alléguée au mouvement de guérilla urbaine FP 25. Parmi les manifestants figuraient de nom-

breux anciens prisonniers politiques qui avaient retrouvé la liberté le 24 avril 1974 à la faveur du soulèvement des forces armées. L'officier devrait être jugé très prochainement. Des manifestations officielles devraient avoir lieu ce jeudi pour commémorer la « révolution des œillets ». — (Reuters.)

Zambie

● NOMINATION DES NOUVEAUX PREMIER MINISTRE ET SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'UNIP. — MM. Grey Zulu, secrétaire d'Etat à la défense et à la sécurité, et Kebby Musokotwane, ministre de l'éducation et de la culture, ont été nommés respectivement secrétaire général du Parti national de l'indépendance (UNIP) et premier ministre, par le président Kenneth Kaunda. Ils succèdent à MM. Humphrey Mulemba et Nalumbo Munda qui étaient tous deux en place depuis sept ans et qui doivent être nommés ambassadeurs. — (AFP, Reuters.)

A LA DECOUVERTE

Michèle Duchet

Le partage des savoirs Discours historique, discours éthologique.

Pour l'Europe civilisée, le Nouveau monde est un autre monde : les mœurs paraissent sauvages, la religion absente, l'esprit dégradé. Ces peuples sans écritures ne relèvent plus des historiens mais des ethnologues. Michèle Duchet retrace les avatars de ce partage chez les grands auteurs, de Voltaire à Lévi-Strauss en passant par Rousseau et Lafitau.

Collection Textes à l'appui, 340 pages, 95 F.

Shlomo Sand

L'illusion du politique Georges Sorel et le débat intellectuel 1900

A la fin du siècle dernier, le débat théorique est intense : le marxisme à peine constitué entre en crise. Nombréux, en Europe, sont les intellectuels qui s'efforcent de lire et comprendre l'œuvre de Marx sans l'engager en un dogme absolu. De ces intellectuels, Georges Sorel est certainement la figure la plus originale, que l'auteur nous restitue ici dans toute sa variété théorique.

Collection Armillaire, 270 pages, 110 F.

Francis Garnier

Voyage d'exploration en Indochine

Choix de textes, présentation et notes de Jean-Pierre Goman.

Rédige au cours de la première mission d'exploration française en Asie du Sud-Est en 1866, ce témoignage nous aide à mieux cerner les problèmes d'une région du monde qui ne peut laisser indifférent. C'est aussi un passionnant récit d'aventures, à pied, en sampan, en vapeur, à cheval, à dos d'éléphant, en brancard... avec de très belles illustrations.

Collection La Découverte illustrée, 256 pages, 85 F.

William Shakespeare

Sonnets

Choisis et traduits par Frédéric Langer

« Les célèbres sonnets de Shakespeare, que de trouvailles ! Ces poèmes constituent une sorte de journal intime de la vie amoureuse du grand dramaturge. Ils sont aussi une réflexion sur l'amour, la fuite du temps et l'inévitabilité de la mort, la richesse et la pauvreté, les troubles de l'époque ou la condition de l'artiste. Art de l'allusion et de la suggestion, le poète shakespearien s'offre ici toute entière dans ses deux raffinements et sa profonde musicalité. C'est le mérite de Frédéric Langer d'avoir trouvé dans sa traduction de nouveaux mots et des nuances insonnées qui démontrent une fois de plus que la littérature est affaire d'élan et d'appropriation. »

La Liberté-Fribourg
Edition bilingue - Collection Voix, 144 pages, 75 F.

Moses I. Finley

Economie et société en Grèce ancienne.

Avec ce nouveau recueil d'articles, tous originaux en langue française, le lecteur découvre des textes devenus classiques de référence sur des sujets essentiels à la compréhension du monde antique : la guerre et l'impérialisme, la terre et sa possession, les dettes et la servitude, l'esclavage, l'absence d'innovation technique, la conception de la politique et de son espace.

Collection Textes à l'appui, 330 pages, 134 F.

Collectif « Révoltes logiques »

Esthétiques du peuple

A travers écoles, théâtres ou orphéons, ateliers, expositions ou cités radieuses, ce livre collectif suit l'histoire d'un idéal, celui de la société réconciliée par l'éducation esthétique de l'humanité. C'est aussi l'histoire des rencontres entre les représentants d'un art en perpétuelle mutation et d'un peuple ayant parfois sa propre idée de l'esthétique.

« Un recueil de textes plein d'intelligence. »

La Quinzaine Littéraire
Collection Cahiers Libres, 272 pages, 52 F.

Denis Langlois

Guide du citoyen face à la police

« Pour ne pas perdre les pédales si un gendarme vous demande poliment d'ouvrir le coffre de votre voiture, pour savoir répondre à un interrogatoire de police et, en général, pour ne pas se faire trop de souci avec celle-ci. C'est très clair. »

Le Point
« On ne mérite ses droits que si l'on s'en sert. Encore faut-il les connaître. Denis Langlois les rappelle dans une langue claire et accessible à tous ceux que le galimatias juridique étourdit. Il répond aux interrogations des gens honnêtes, espèce sensible — menacée et à protéger. »

Le Monde
Collection Cahiers Libres, 192 pages, 45 F.

Michèle Duchet

Le partage des savoirs

Discours historique, discours éthologique

Shlomo Sand

L'illusion du politique

Georges Sorel et le débat intellectuel 1900

Francis Garnier

Voyage d'exploration en Indochine

Choix de textes, présentation et notes de Jean-Pierre Goman

William Shakespeare

Sonnets

Choisis et traduits par Frédéric Langer

Moses I. Finley

Economie et société en Grèce ancienne.

Collectif « Révoltes logiques »

Esthétiques du peuple

A travers écoles, théâtres ou orphéons, ateliers, expositions ou cités radieuses, ce livre collectif suit l'histoire d'un idéal, celui de la société réconciliée par l'éducation esthétique de l'humanité. C'est aussi l'histoire des rencontres entre les représentants d'un art en perpétuelle mutation et d'un peuple ayant parfois sa propre idée de l'esthétique.

« Un recueil de textes plein d'intelligence. »

La Quinzaine Littéraire
Collection Cahiers Libres, 272 pages, 52 F.

Roger-Henri Guerrand

Les lieux

Histoire des commodités

« Des chaïses d'aisance aux waters, en passant par des pratiques et des appellations nettement moins polices, tout ce que nous avons toujours voulu savoir sur l'histoire et la sociologie de ces « besoins naturels », qui occupent une grande partie de notre temps. »

Le Point
« Comment les médecins, les ingénieurs et les édiles se sont penchés sur les édicules. On croyait tous les tabous levés : il en restait un, qui cependant ne couvrait pas une perversion infâme mais le plus naturel de nos besoins. Voici, enfin, la vraie aventure clocher-mesque du caca-pipi français. »

L'Événement du Jeudi
224 pages, illustrations, 65 F.

Ils ont parlé de nous !

Textes recueillis, détournés et présentés par Jean Guichard-Melli.

« Jean Guichard-Melli, érudit et humoriste, a cueilli dans les rayons de la Bibliothèque nationale des extraits de textes de Platon à Alphonse Allais, d'une brillante actualité et les a perdus aux branches d'un supplément aujourd'hui disparu : le *Monde Dinsèque*. Il les rassemble aujourd'hui avec une quarantaine d'édités (Chirac 1888, A. Marchais 1850, Fabius 1848, etc.). Certains font sourire, d'autres réfléchir. Et quelle source de citations pour les grands concours ! »

Le Monde
208 pages, 65 F.

Geneviève Fraisse

Clémence Royer

Philosophe et femme de sciences

Quelle est donc cette femme, philosophe et femme de sciences, qui au XIX^e siècle préféra l'étude à la tenue de son ménage ?

Qu'est-ce qui anime cette intellectuelle autodidacte, n'hésitant pas à traduire l'origine des espèces de Charles Darwin et à en discuter les thèses ? Quel est le secret de cette « féministe » de fait et de conviction plus que d'engagement ?

« Une rebelle, une intrepide, une trajectoire neuve et originale dans le tourbillon de son temps. »

Le Point
Collection Actes et mémoires du peuple, 208 pages, 75 F.

Editions La Découverte

1, place Paul-Painlevé, Paris 18^e - Tél. 633.41.36

Vous en saurez davantage en recevant gratuitement notre catalogue « A la Découverte »

Nom _____ Adresse _____

PROCHE-ORIENT

Liban
Avec un mois d'avance

L'armée israélienne a achevé la deuxième phase de son retrait mais garde le contrôle de Tyr

De notre correspondant

Jérusalem. - Le rideau se lève sur le dernier acte de la guerre d'Israël au Liban. En une demi-journée de printemps, fraîche et ensoleillée, l'armée de Jérusalem a abandonné, mercredi 24 avril, les précieuses positions stratégiques conquises, chèrement payées, en juin 1982 : Jezzine, l'ouest de la Bekaa, le lac Karoun, le mont Barouk. En quelques heures, Tsaïbi a évacué 750 kilomètres carrés, soit 8 % du territoire libanais et pris congé sans cérémonie de quelque 60.000 habitants.

L'étape la plus délicate du redéploiement israélien, face aux lignes syriennes, dans la Bekaa, a été franchie sans heurt. La seconde phase du plan de retrait s'est donc achevée avec un mois d'avance sur le calendrier initial, et de manière symbolique le jour même où l'Etat hébreu fête la mémoire de ses 13.000 soldats morts au combat, dont 648 tombés au pays du Cédar.

Il est un peu plus de 4 heures, mercredi matin, quand la radio grésille sur le mont Barouk et donne l'ordre aux hommes de la 14^e brigade de piler bagages. Ce sera vite fait. Car depuis plusieurs jours déjà, il ne reste plus aucun matériel sur cette crête à 2.000 mètres, d'où l'armée israélienne avait tenu pendant près de trois ans d'une vue imprenable à la fois sur le Chouf, sur Beyrouth, sur les batteries de missiles syriennes, et jusqu'à Damas, distante de 40 kilomètres.

Le démontage des équipements lourds, notamment de la coûteuse station radar installée au sommet, avait commencé dans la neige début mars. Au fil des semaines, les excavatrices détruisaient les casemates, tandis qu'on transportait vers l'arrière la logistique propre à toute armée d'occupation : appareils de chauffage, réservoirs à eau, meubles. Mercredi, avant l'aube, les soldats sur le départ n'ont plus eu qu'à rouler leurs sacs de couchage et à plier les cartes d'état-major. Les dernières latrines, aspergées d'essence, sont incendiées. A 6 heures, les chars et les transports de troupes M-113 s'ébranlent vers le sud, « couverts » par les hélicoptères Cobra.

Les mêmes scènes se répètent dans tout le « secteur nord-est », ici et là, les soldats affament, pour marquer leur joie, des grenades fumigènes rouges ou vertes. Des rumeurs d'olives ornent les longs canons de 175. Comme ce fut le cas, il y a deux semaines, lors de l'évacuation du « triangle de Nabatieh », une pluie de tracts rédigés en arabe met en garde la population contre toute future complicité avec les ennemis d'Israël.

Renforcer les protections frontalières

A 11 heures pile, les convois s'immobilisent. Dans leurs camions, les chauffeurs écosent leur klaxon pendant les « deux minutes du souvenir ». Au même instant, les sirènes retentissent dans toutes les villes d'Israël. Au groupe de journalistes venus à leur rencontre, les militaires expriment une satisfaction teintée d'amertume. A Kaoukabeh, le sergent Amos, vingt-deux ans, originaire d'Holon, dit : « J'étais parmi les premiers à rentrer au Liban le 6 juin 1982. Jamais je n'aurais cru devoir y rester trois ans ».

Le soldat Amos, trente-huit ans, résident, habite Nazareth : « Cette

surprise. En effet, contrairement à ce que la presse israélienne laissait entendre ces derniers jours, l'armée n'a pas évacué la région de Tyr. Elle le fera « dans le cadre de la troisième phase de redéploiement », a indiqué M. Yitzhak Rabin, ministre de la défense. Ceci est d'ailleurs conforme au scénario de repli initial adopté le 14 janvier par le cabinet d'union nationale.

Certains avaient pourtant cru que, dans sa hâte, Tsaïbi évacuerait la région de Tyr dès cette semaine. Sans doute l'armée a-t-elle envisagé cette option sans la retenir au bout du compte, préférant garder aussi longtemps que possible sous son contrôle le port de Tyr et le pont de Kasmyé, qui enjambe la rivière Litani, à 3 kilomètres au nord de la ville. Cette région, où ne subsiste aucun équipement lourd, peut être évacuée à tout moment.

En attendant de se replier sur la frontière internationale, début juin au plus tard, l'armée continuera d'occuper une zone de 1.250 kilomètres carrés, soit environ 11 % du territoire libanais, où vivent quelque

235.000 personnes, dont plus de la moitié (135.000) sont chiites. Les autres communautés se répartissent ainsi : 40.000 Palestiniens, 35.000 chrétiens, 15.000 druzes, 10.000 sunnites. La nouvelle ligne israélienne serpente à une distance de la frontière variant de 10 à 25 kilomètres. Elle longe le Litani, passe à l'est de Nabatieh, puis bifurque au sud de Kfar-Houné avant de rejoindre la frontière syrienne.

« Nous allons maintenant attendre un certain temps avant de bouger à nouveau », a annoncé

Sad, Tsaïbi a laissé un sentiment d'inquiétude parmi la population qui, sur ses balcons, assistait à son départ. Le général Uri Orr, commandant de la région nord, a toutefois exclu que l'armée retourne à Jezzine pour y voler au secours des chrétiens. Israël a déclaré mercredi tenir le gouvernement libanais pour « totalement responsable » de ce qui arriverait dans les régions évacuées.

Le principal souci de l'Etat hébreu concerne naturellement l'armée syrienne qui, estime-t-on ici, dispose dans ce « ventre mou » qu'est la Bekaa, de quelque quarante mille hommes et mille cent chars. Comment réagira-t-elle au repli israélien ? Pour Jérusalem, l'« écart géographique » créé mercredi vise à « réduire les risques de friction » avec les forces syriennes. Les deux armées ne sont plus nez à nez dans la Bekaa. Pour combien de temps ?

Les troupes de Damas, estimées à 100.000 hommes, vont reconquérir certaines des positions abandonnées à Israël en 1982. « Les Syriens vont sans doute bouger un peu », prédisait mercredi un officier interrogé sur le terrain. Outre une avancée vers le sud, l'armée de Damas pourrait aussi « ramper » vers le nord-ouest pour mieux contrôler la route de Beyrouth, qui échappe désormais à toute surveillance directe d'Israël. Mais on ne s'attend pas que Damas renforce ses effectifs dans la Bekaa. La Syrie préférerait plutôt encourager ses nombreux obligés à poursuivre leurs harcèlements contre Tsaïbi.

Les dirigeants israéliens ont malgré tout rappelé Damas à la prudence. « La Syrie cherchera à consolider son emprise sur le Liban », a souligné M. Rabin, mais elle sait jusqu'où elle peut aller. Israël ne restera pas passif si elle franchit certaines limites. Nous serons vigilants afin d'empêcher un bouleversement dans les régions évacuées. Nous sommes prêts à toute éventualité. Toutefois, selon le général Orr, « Israël n'a pas vraiment fixé de ligne rouge aux Syriens ».

D'un bout à l'autre, la journée de mercredi aura été riche en symboles. Dans la matinée, on apprenait le décès, à Haïfa, du juge Yitzhak Kahane, l'homme qui donna son nom, en février 1983, à l'accablant rapport sur les massacres de Sabra et de Chatila. Dans la soirée, on annonçait que le soldat Barouk Stern, vingt ans, avait succombé à ses blessures. Alors que la Journée du souvenir avait laissé la place à l'allégresse des cérémonies anniversaires de l'indépendance, il devenait le six cent quarante-huitième Israélien mort au Liban. La guerre continuait.

M. Karamé retire sa démission sous la pression de Damas

De notre correspondant

Beyrouth. - Les autorités syriennes ont imposé aux dirigeants des trois communautés musulmanes - sunnite, chiite et druze réunies à Damas un accord rétablissant une coopération concrétisée par le retrait de la démission des ministres sunnites. Au Sud, l'armée israélienne laisse dans la portion de territoire qu'elle vient d'évacuer une situation plus explosive que jamais : pour la première fois, en effet, l'armée du Liban-Sud du général Lahd, création d'Israël, ne s'est pas retirée dans son sillage, demeurant à Jezzine. Cela alors que, tout près de là, le retrait unilatéral des Forces libanaises (chrétiennes), qui ont rapatrié à Beyrouth 450 miliciens (240 seulement selon leurs adversaires) non originaires du Sud, n'a pas produit l'apaisement espiéré. Après une relative accalmie de vingt-quatre heures, les médias des Forces libanaises annoncent que les villages chrétiens surplombant Saïda, dont les jeunes gens bien armés et équipés sont toujours à leurs positions de combat, ont été les cibles de bombardements et d'une incursion attribuée aux Palestiniens.

En se retirant du Sud, les Forces libanaises y ont réglé leur problème, mais n'ont pas résolu celui du Sud en entier.

La première brigade de l'armée libanaise - celle que l'on appelle la « brigade syrienne » - tant elle est sous la coupe de Damas - a timidement pris position dans la Bekaa-Ouest et dans la zone druze de Rachaya, mais, dans ce dernier secteur, avec une forte présence des miliciens du PSP de M. Walid Joumblat.

Le sort de Jezzine de ses environs demeure flou. La 1^{re} brigade est censée faire mouvement dans

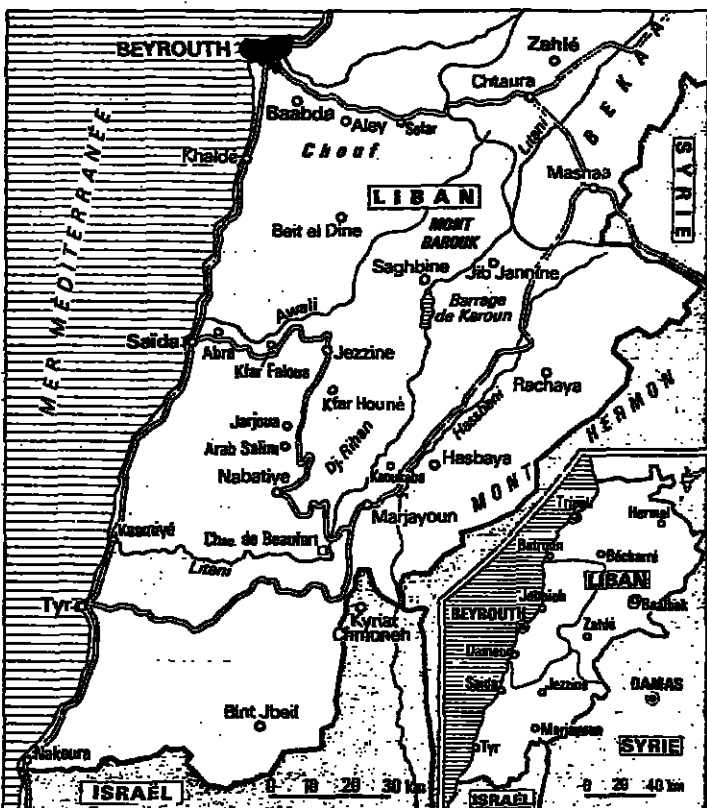
les vingt-quatre heures vers cette localité, mais pour l'instant c'est l'armée du Liban-Sud du général Lahd qui s'y trouve encore. Craignant que leur village ne devienne un champ de bataille, comme Saïda et sa banlieue, les habitants de Jezzine ont informé le général Lahd qu'ils ne voulaient pas de lui.

A Damas, il a fallu quatre réunions dirigées de main ferme par le vice-président syrien, M. Khaddam, et une intervention directe du président Assad pour aboutir à un compromis entre musulmans libanais, qui ne donne que très partiellement satisfaction aux sunnites. Ceux-ci se considéraient comme les victimes de l'opération menée par les chiites d'Amal et les druzes du PSP la semaine dernière, et qui était, à l'évidence, agréée par Damas.

Les sunnites ont dû se contenter du rétablissement de la 6^e brigade de l'armée et des forces de sécurité intérieure dans leurs prérogatives à Beyrouth-Ouest, avec constitution d'un comité de sécurité présidé par le commandant de cette brigade, qu'ils récusent parce qu'elle est « trop chiite » à leurs yeux, obéissant aux ordres de M. Berri. De plus, la force commune Amal-PSP demeure comme « force d'appoint ». Autant dire que, sur le terrain, le pouvoir de la communauté sunnite demeure, après les assises de Damas, ce qu'il était devenu à la suite des événements de la semaine dernière : quasi nul.

Le premier ministre, M. Karamé, et le ministre de l'éducation, M. Hoss, les deux sunnites du gouvernement, n'en ont pas moins dû revenir sur leur démission.

LUCIEN GEORGE.



surprise. En effet, contrairement à ce que la presse israélienne laissait entendre ces derniers jours, l'armée n'a pas évacué la région de Tyr. Elle le fera « dans le cadre de la troisième phase de redéploiement », a indiqué M. Yitzhak Rabin, ministre de la défense. Ceci est d'ailleurs conforme au scénario de repli initial adopté le 14 janvier par le cabinet d'union nationale.

Certains avaient pourtant cru que, dans sa hâte, Tsaïbi évacuerait la région de Tyr dès cette semaine. Sans doute l'armée a-t-elle envisagé cette option sans la retenir au bout du compte, préférant garder aussi longtemps que possible sous son contrôle le port de Tyr et le pont de Kasmyé, qui enjambe la rivière Litani, à 3 kilomètres au nord de la ville. Cette région, où ne subsiste aucun équipement lourd, peut être évacuée à tout moment.

En attendant de se replier sur la frontière internationale, début juin au plus tard, l'armée continuera d'occuper une zone de 1.250 kilomètres carrés, soit environ 11 % du territoire libanais, où vivent quelque

LA GUERRE DU GOLFE

Le président Saddam Hussein annonce la prochaine reprise des bombardements en Iran

Le président irakien Saddam Hussein a annoncé, mercredi 24 avril, que l'Irak « reprendra les bombardements d'objectifs sélectionnés en profondeur du territoire iranien quelques jours après la clôture de la conférence islamique populaire », qui se tient actuellement à Bagdad.

S'adressant à la conférence, dont les travaux, ouverts lundi, devaient se terminer ce jeudi 25 avril, le chef de l'Etat irakien a précisé que l'arrêt des bombardements en Iran n'avait pas été décidé conformément à un accord préalable, mais « en signe de respect » pour la conférence, qui groupe des religieux et écrivains islamiques du monde entier. Les derniers raids irakiens en Iran datent du 11 avril, et la « guerre des villes » entre les deux pays connaît depuis lors une accalmie.

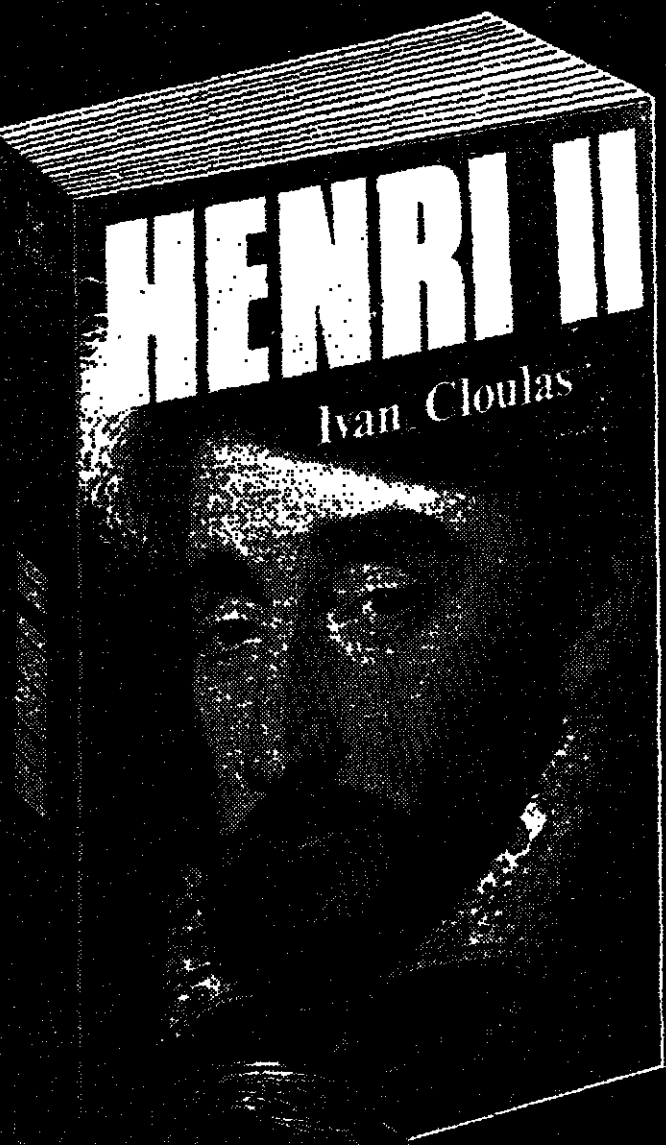
De leur côté, les autorités irakiennes ont proposé mercredi une libération progressive des prisonniers de guerre détenus en Iran et en Irak, en commençant par les invalides, les jeunes et ceux capturés il y a plus de deux ans. Dans un communiqué diffusé par la radio, le ministre irakien des affaires étrangères formule cette proposition en insistant sur le fait

que chacun des deux pays devrait libérer un nombre égal de prisonniers.

Téhéran avait jusqu'à présent refusé le principe d'une telle libération, en raison de l'écart entre le nombre des prisonniers - dix mille Irakiens environ en Irak, cinquante mille Irakiens en Iran, selon les estimations du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Le ministre irakien demande en outre aux organisations internationales de l'aider à mettre en place un tel programme et annonce la libération « unilatérale » de quarante-sept invalides irakiens, la semaine prochaine, par l'entremise du Croissant-Rouge turc. (AFP.)

Deux Japonais enlevés par des Kurdes. - Deux ingénieurs des télécommunications de nationalité japonaise travaillant dans le nord de l'Irak ont été enlevés par des guérilleros kurdes, a annoncé la NEC Corporation, une firme électronique dont le siège est à Tokyo. Les deux ingénieurs, ont été enlevés sur leur lieu de travail dans le Kurdistan méridional près de la frontière entre l'Irak et la Turquie, le 7 avril. (AFP.)

après "CATHERINE DE MEDICIS" et "LAURENT LE MAGNIFIQUE" le nouveau livre d'Ivan Cloulas



aventures et passion
dans l'été
de la Renaissance

FAYARD

696 pages
dont 16 de hors texte
150 F

سكتة من الحول

AMÉRIQUES

Pérou

Le président de la commission chargée du contrôle de l'élection présidentielle grièvement blessé dans un attentat

Lima. — Le président du Conseil national des élections, M. Domingo García Rada, a été victime le mercredi 24 avril d'un attentat au cours duquel il a été atteint d'une balle en plein front. Les chirurgiens qui l'ont opéré décrivent son état comme « très délicat ». Sa voiture, interceptée par trois véhicules à proximité de son domicile, dans le quartier résidentiel de San Isidro, a été attaquée au pistolet mitrailleur par cinq jeunes gens. Le chauffeur et un garde du corps ont été également grièvement blessés.

M. García Rada, magistrat de soixante-quatre ans, venait de superviser l'élection présidentielle du dimanche 14 avril. Une élection « absolument impartiale », comme l'ont reconnu tous les hommes politiques, et qui allait permettre un transfert démocratique du pouvoir. Un événement pour le Pérou, où les bruits de bottes sont fréquents : il faut remonter à presque un demi-siècle pour trouver une expérience comparable.

M. García Rada avait joué un rôle identique et de manière également irréprochable lors des élections municipales de novembre 1980, puis de novembre 1983. Lors de la dernière consultation, M. Alan García, leader de l'APRA, le parti populaire et centriste, avait, comme on sait, froissé la majorité absolue. Son élection n'a cependant pu être proclamée dès ce premier tour.

En effet, une loi adoptée en février par la majorité parlementaire a modifié la Constitution, et, pour la première fois dans l'histoire du pays, les votes nuls et blancs sont pris en

De notre correspondante

considération. Dans ces conditions, environ 56 % des suffrages sont nécessaires à Alan García pour l'emporter. M. Alfonso Barrientos, dirigeant de la Gauche unie et qui est arrivé en seconde position, a bien envisagé de se désister pour « assurer le triomphe de la démocratie », mais la coalition marxiste n'a pas encore fait connaître sa décision finale.

Éviter un second tour ?

Tenant en compte cette situation, le président du Conseil national des élections se préparait mercredi à étudier une « sortie » légale qui permette d'éviter le deuxième tour. En effet, le Conseil national des élections a la possibilité de ne s'en tenir qu'à la Constitution elle-même, et d'ignorer la loi qui vient de la modifier. Ce serait une sortie « élégante » que préconisent aussi bien l'armée, les juristes, la droite, le centre, et même certains leaders de gauche.

Un second tour serait sans surprise, puisque M. Alan García est assuré d'un triomphe écrasant (70 ou même 75 % des suffrages), mais il entraînerait une dépense de plus de 3 millions de dollars. (une fortune pour un pays en banqueroute) et d'inutiles frictions entre deux candidats populaires qui présentent une solution de rechange après des décennies de pouvoir monopolisé par la droite.

L'attentat contre Domingo García Rada a été violemment

condamné par tous les partis politiques, qui voient dans ce geste « un acte criminel et désespéré des guérilleros de Sendero lumineux, qui ne sont pas parvenus à entraver le déroulement des élections du 14 avril comme ils l'avaient annoncé ».

Désespérés, les senderistes ? Il semble bien effectivement qu'ils aient encaissé de durs revers ces derniers mois, non seulement dans leur bastion des Andes, à Ayacucho, où, depuis plusieurs mois, ils ont dû se replier devant la contre-attaque des groupes paramilitaires, mais aussi dans la capitale, où de nombreux cadres ont été faits prisonniers, alors qu'ils préparaient une réunion de leur comité central et le boycottage des élections. Là, il s'agirait d'une infiltration par les services de renseignement.

Ces revers sont d'autant plus cuisants que la campagne d'intimidation pour empêcher les paysans de voter — en confiscant des cartes d'électeurs, en les frappant du marteau et de la faucille, en brûlant les routes, en n'hésitant pas à sectionner les phalanges des votants et même de deux enfants — a été un échec total. La participation au scrutin a atteint un niveau historique, et le nombre de votes nuls ou blancs n'a jamais été aussi infime, bien que les règles de la consultation aient été particulièrement complexes.

Le ministre de la guerre, le général Julian Julia, pense que « la démocratie a marqué des points », mais il ne faut pas, pour autant, être « triomphaliste ».

NICOLE BONNET.

Le Brésil dans l'attente des réformes

(Suite de la première page.)

La prévision d'un « gouvernement à gauche » s'appuie sur un autre argument. Bien que le système brésilien soit présidentiel, M. Sarney va devoir gouverner avec un Parlement qui sera en mesure d'exiger de lui un partage du pouvoir, conforme de surcroît à la logique démocratique des nouveaux dirigeants. Or, le parti dominant au Congrès est le PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien). « Et la gauche, au sein de ce parti, n'est peut-être pas majoritaire, mais elle a une influence décisive », estime Carlos Castello Branco, le chroniqueur politique du *Journal du Brésil*.

Réforme agraire, relèvement des salaires les plus bas, reconnaissance du droit de grève, révision de la législation syndicale : telles sont les revendications immédiates, que M. Sarney devra affronter et satisfaire s'il en a les moyens et la volonté. Son premier test, il le passera avec les métallos de São Paulo, qui vont sans doute reprendre la semaine prochaine la grève commencée il y a deux semaines et interrompue le lundi 22 avril après la mort de Tancredino Neves. Une grève qui est dirigée contre le patronat pauliste, mais qui met aussi à l'épreuve la capacité de négociation du gouvernement.

Exécuteur testamentaire

M. Sarney a déjà mis au point avec le ministre de la planification, M. João Sayad, le programme d'urgence que les conseillers de Tancredino Neves avaient proposé avant l'élection du 15 janvier pour venir en aide aux chômeurs et aux affamés. Ce programme sera lancé dans les prochains jours. Il prévoit une extension des repas gratuits dans les écoles et une multiplication des travaux de construction civile pour absorber une partie des chômeurs.

Dans son premier message à la nation, dimanche dernier, M. Sarney a

parlé le langage du changement. Il a repris à son compte les objectifs du président qui venait de mourir : moralité, austerité, réformes. Il a cité la réforme agraire que Tancredino Neves concevait comme une application de la législation existante — le statut de la terre édicté en 1964 par les militaires — mais jamais réalisée. Il a eu cette formule : « *Nul ne peut être heureux dans un pays où des millions de personnes n'ont pas droit au bonheur* ». Il s'est présenté sur tous les points comme l'exécuteur testamentaire de Tancredino Neves, prêt à respecter les engagements souscrits par le PMDB et le Front libéral, les deux piliers de l'Alliance démocratique.

« Je serai plus grand que moi-même », a-t-il promis. La dimension du personnage reste un point d'interrogation. Les dans le mesure de l'âme de son clocher, cet Etat du Maranhão dont il a été le gouverneur de 1965 à 1970. Plus tôt un bon gouverneur à ce qu'on dit. Les autres voient en lui un habile politicien, un bon technicien de parti mais pas davantage. Personne ne parle de lui comme d'un homme d'Etat. Cultivé, écrivain et poète à ses heures, ayant même gagné l'habitat d'immortel (dans une Académie de quarante membres, comme son modèle français), M. Sarney passe pour hésitant dans l'action. « Il faut le pousser », disent ceux qui le connaissent.

Bref, à moins d'être « plus grand que lui-même », il gagnera certainement à partager le pouvoir. Il a déjà annoncé qu'il ne gouvernerait pas par décrets-lois, ce qui est un premier pas dans ce sens. On s'attend qu'il confirme dans un premier temps les ministres choisis par Tancredino Neves.

La bataille des prochaines semaines se livrera autour du ministre des finances, M. Francisco Dornelles. La gauche du PMDB accuse cet ancien directeur des impôts de n'être qu'un technocrate prêt à sacrifier l'emploi et la croissance à l'assainissement des finances publi-

ques et à un nouvel accord avec le FMI et les créanciers étrangers. Elle lui reproche aussi de s'opposer, par orthodoxie financière, aux réformes sociales nécessaires. M. Dornelles s'est défendu contre une telle accusation : « Je suis convaincu, a-t-il répliqué, que l'Etat doit s'occuper de ce qui lui appartient en propre : la santé, l'hygiène, l'éducation, la sécurité, et qu'il doit renoncer à être un Etat entrepreneur ».

De tels propos semblent indiquer que M. Dornelles est prêt à rejoindre, si on le lui demande, le camp des réformes. Il a déjà annoncé que la remise en ordre financière devait servir — comme le demande la gauche — à orienter le crédit vers les activités créatrices d'emplois : l'agriculture et les secteurs tournés vers l'exportation.

Le PDS lui-même n'échappe pas au climat du jour : l'ancien parti croupion des militaires fait aujourd'hui opposition à l'Alliance démocratique sur le thème des libertés. Il ne veut pas attendre la formation de la Constituante en 1986 pour inscrire dans la législation le « rétablissement de l'élection directe du président de la République ». Et il demande la suppression des pouvoirs exceptionnels accordés au chef de l'Etat en cas de menaces intérieures.

A ceux qui s'étonnent de cette opposition à la gauche, le porte-parole du PDS à la Chambre des députés, M. Prisco Vianna, répond : « Avant, nous étions un parti sous tutelle. Aujourd'hui, nous vivons dans un régime constitutionnel et notre tâche est de le défendre et de le préserver ».

CHARLES VANHECKE.

Chili

« La CEE exprime sa « préoccupation ». — La Communauté économique européenne a exprimé, mardi 23 avril, aux autorités chiliennes sa « préoccupation » pour « la violence qui prévaut dans le pays », notamment après l'enlèvement et l'assassinat, par des inconnus, de trois opposants aux militaires. Le dénominateur de la CEE a été effectué quelques heures après la libération d'une jeune sociologue, M^{me} Carmen Andrea Hales, qui avait été enlevée et séquestrée, lundi à Santiago, par six inconnus. — (AFP.)

Honduras

« Manœuvres américaines. — Sept mille militaires américains participent aux manœuvres « Universal Trek 85 » visant officiellement à « éprouver, de la façon la plus réaliste qui soit, l'efficacité des troupes américaines et honduriennes dans une situation de combat ». L'exercice simule une invasion aérienne et maritime du Honduras et fait suite aux manœuvres « Big Pine 3 ». Depuis deux ans, les grands exercices militaires américains sont pratiquement interrompus dans ce pays. — (AFP, Reuters.)

Etats-Unis

Parfum de contestation et de cafouillage autour de la Maison Blanche

De notre correspondant

Washington. — La Chambre des représentants a confirmé, mercredi 24 avril, son opposition à toute forme d'aide à la guérilla anticomuniste, tandis que grandissait le malaise suscité par le projet de M. Reagan d'aller s'incliner, le 5 mai prochain, dans un cimetière militaire allemand où sont enterrés d'anciens SS.

Le parfum de contestation et de cafouillage qui flotte depuis une dizaine de jours autour de la Maison Blanche ne se dissipe donc pas, alors que s'ouvrent au Congrès de difficiles débats sur le budget — c'est-à-dire sur la réduction d'un déficit qui pourrait frôler l'an prochain les 230 milliards de dollars.

Voulant apparemment reprendre l'offensive, M. Reagan est apparu mercredi soir sur les écrans de télévision pour mobiliser l'opinion en faveur de l'adoption du compromis budgétaire qu'il a négocié avec les sénateurs de son propre parti. Ce plan prévoit de réduire le déficit de 51 milliards, en diminuant drastiquement les dépenses civiles et en li-

mitant à 3 %, après inflation, l'élargissement de l'enveloppe du Pentagone. An meilleur de sa forme, souriant, calme et persuasif, M. Reagan a utilisé pour plaider son dossier les arguments anti-étatiques et anti-bureaucratiques qui lui ont jusqu'à présent valu le succès. Il reste pourtant à voir si un président en exercice depuis plus de quatre ans peut encore jouer des déclarations de l'établissement politique pour esquiver des responsabilités qui ne lui sont plus étrangères, et obtenir des élus des voix qui se déroberont précisément en raison des prochaines élections parlementaires de 1986.

M. Reagan est certainement applaudi quand il réaffirme qu'il s'opposera à toute augmentation d'impôts malgré le ralentissement de la croissance — auquel il n'a fait aucune allusion. Il reste aussi que les électeurs, les représentants et les sénateurs constatent que le seul bud-

get préservé est celui du Pentagone et que l'austérité tend à la frugalité. En attendant le développement de cette bataille, le secrétaire général et le porte-parole de la Maison Blanche ont indiqué qu'il n'était pas question d'annuler la visite présidentielle au cimetière de Bitburg. Il semble néanmoins que M. Reagan pourrait ne pas déposer de gerbe à cette occasion, et cette possible torsion au rituel reflète l'hésitation croissante de l'entourage présidentiel.

Bénéficiaires de fuites concordantes, le *Washington Post* et le *New York Times* faisaient tous deux état, mercredi, de la détermination de plusieurs des collaborateurs de M. Reagan d'obtenir que l'école de Bitburg, qualifiée de « désastre », soit oubliée. M. McFarlane, le conseiller pour les affaires de sécurité nationale, aurait pour sa part écrit au chancelier Kohl pour le prier de trouver une solution de remplacement, et M^{me} Reagan serait d'un sensibler à cette nécessité.

Il est vrai que, toujours très confortable, le pourcentage d'Américains approuvant l'action de M. Reagan vient de tomber de 60 % en janvier dernier à 54 %, soit le plus bas niveau enregistré par les sondages du *Washington Post* depuis octobre 1983. Passagère ou durable, cette relative érosion de la popularité de M. Reagan n'est en tout cas pas étrange, la dernière fois que la Chambre a ignoré l'appel qu'il lui avait encore lancé mercredi, et refusé tout crédit, même humanitaire, aux « contras ».

Pour l'année fiscale qui s'achève à la fin de l'été, les dossiers paraissent maintenant clos, mais la Maison Blanche a d'ores et déjà fait savoir qu'elle demanderait l'année prochaine 28 millions de dollars, et non plus 14, en faveur des « combattants de la liberté ».

BERNARD GUETTA.

SURVIVANT DU GHETTO DE VARSOVIE

M. Marek Edelman écrit au président Reagan

M. Marek Edelman — un des chefs et des très rares survivants de l'insurrection du ghetto de Varsovie en 1943 — a rendu publique une lettre adressée à M. Ronald Reagan où il lui fait part de la « grande peine » que lui inspire le projet de visite du président américain au cimetière de Bitburg. Ce geste, écrit M. Edelman, « n'est pas un geste de réconciliation, mais un encouragement à toutes les forces cruelles qui veulent dominer le monde ».

Depuis plusieurs jours la presse polonaise est remplie d'articles dénonçant le projet du président américain — mais la démarche de M. Edelman est d'une tout autre

nature. Sympathisant déclaré de Solidarité — dont il fut un dirigeant actif, — ce cardiologue très respecté, qui réside à Lodz, n'a pas cessé de lutter contre tous les totalitarismes. Il rappelle dans sa lettre qu'il « s'est personnellement retrouvé face aux SS, qui, au nom d'idées dévotielles, ont anéanti des milliers d'innocents, vieillards, femmes et enfants, des nations entières ». Et M. Edelman d'ajouter : « Quarante ans plus tard, le monde n'est pas libéré, loin s'en faut, du totalitarisme, et on continue à massacrer des hommes pour des idées, des convictions ou des couleurs de peau ».

ASIE

Cambodge

L'offre de démission du prince Sihanouk est la conséquence des divergences entre membres de la coalition antiviétnamienne

Le prince Sihanouk a confirmé, mercredi 24 avril depuis Pyongyang, qu'il avait, la semaine dernière, écrit au troisième responsable de la coalition khmère anti-vietnamienne, M. Kièn Samphan, pour lui offrir sa démission (notre dernière édition du 24 avril) pour la troisième fois depuis 1984. Il demandait, ainsi, d'être autorisé à prendre un long congé-maladie.

« J'ai des problèmes de santé », dit-il, et je désire passer quelques années qu'il me reste à vivre à l'étranger, la rédaction de mes Mémoires sur les années 1971-1975 et 1978-1979. Tant que je resterai président du Kampuchea démocratique, je ne pourrai, faute de temps, faire avancer la rédaction de mes Mémoires car je dois visiter beaucoup de pays, voir beaucoup de gouvernements, accorder trop d'audiences et d'interviews. » Mais, reconnaît-il, les Khmers rouges s'opposent à ma démission.

Le prince manifeste ainsi, à un moment crucial, son mécontentement envers les pays qui soutiennent la coalition. Tout d'abord la Chine, dont on attend toujours la « seconde leçon » promise à grand fracas aux Vietnamiens alors qu'ils attaquaient les bases de la résistance khmère, et qui bloque toujours la proposition du prince d'établir des contacts entre les quatre factions cambodgiennes (les trois de la coalition et les Khmers pro-vietnamiens au pouvoir à Pimoon-Penh). L'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande), ensuite, dont il semble mal apprécier les conseils pressants. Les Etats-Unis enfin, qu'il souhaiterait plus agissants.

L'attitude de M. Son Sann

Le prince est aussi passablement éméché par l'attitude du premier ministre, M. Son Sann. Celui-ci, au cours d'une récente réunion du Comité militaire permanent (PER-

MICO), où se retrouvaient les deux organisations de résistance nationale, aurait fait présenter une facture de 10 millions de dollars pour la reconstruction et l'agrandissement des forces du FNLPK. Cette facture destinée aux Etats-Unis fait suite aux entretiens que M. Son Sann a eus récemment à Washington avec des personnalités de l'administration américaine, dont le secrétaire d'Etat M. Shultz.

Mais, fait-on remarquer dans les milieux de l'ASEAN, les Etats-Unis ont seulement promis de considérer la possibilité d'accorder une aide aux non-communistes (assistances qui se monteront à 5 millions de dollars, et qui doit encore être approuvée par le Congrès). De plus, elle sera partagée entre les deux mouvements nationalistes, et non pas les Khmers rouges.

Le prince, comme du reste certains officiels américains, s'est également étonné de la façon dont, lors de son séjour aux Etats-Unis, M. Son Sann a présenté la résistance nationale cambodgienne comme le seul fait du FNLPK, alors que, ces derniers mois, l'armée nationale sihanoukienne fait preuve de plus de vigueur et se montre plus active sur le terrain que ses partenaires de la coalition.

Plus profondément, il faut peut-être voir dans cette offre de démission une façon pour le prince d'exprimer sa frustration devant ce qu'il considère être la rigidité des parties en présence. Les offres faites par Pimoon-Penh de le laisser rentrer au Cambodge à condition d'abandonner l'alliance avec les Khmers rouges ne le tentent pas particulièrement. Il sait que, dans le cadre de la Constitution de la République populaire du Kampuchea (Constitution très semblable à celle du Vietnam socialiste), il ne pourrait au mieux jouer qu'un rôle des plus marginaux.

A Bandung où il assiste aux cérémonies marquant le trentième anniversaire de la conférence afro-asiatique, M. Son Sann a indiqué qu'il avait demandé au prince Sihanouk de revenir sur sa décision.

La lutte contre la drogue

PREMIER SOMMET DE « PRÉSIDENTES » A LA MAISON BLANCHE

Washington (AP, UPI). — M^{me} Nancy Reagan a réuni, les mercredi 24 et jeudi 25 avril, un sommet des épouses de chefs d'Etat à la Maison Blanche et a demandé à ses dix-sept invitées de partager leurs expériences et de chercher une solution commune pour protéger les enfants contre la drogue. Dans cette assemblée figurant des représentants de pays comme le Canada, la RFA, l'Equateur ou la Malaisie.

« Nous sommes ici pour une raison, le bien-être de nos enfants. La présence de dix-sept épouses de présidents venues du monde entier dit clairement que les drogues sont une menace pour nos enfants, quel que soit l'endroit où ils vivent », a déclaré M^{me} Reagan.

Pendant ce sommet, M. Carlton Turner, un membre du service de lutte antidrogue, a cité ce qu'il a nommé « d'horribles » statistiques concernant l'usage de la drogue chez les jeunes Américains âgés de 12 à 19 ans. Environ 2,7 millions d'entre eux consomment de la marijuana et presque 500 000 utilisent des hallucinogènes ou de la cocaïne.



Salzburg Un été musical dans la ville de Mozart

A partir du 1^{er} mai 1985 : Paris-Salzburg. AUSTRIAN AIRLINES et AIR FRANCE proposent 2 vols directs par semaine le dimanche et le jeudi. AUSTRIAN AIRLINES Austrian Airlines, Orly-Sud Réservations : 366.34.66

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

L'équipe de professeurs et de praticiens de l'ISTH responsable des préparations aux grands concours d'entrée - HEC 1^{re} et 2^e A, Sciences Po 1^{re} et 2^e A, ENA - et aux examens de licence - Droit, Sciences Éco et Gestion - est à votre service

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR :

CPECF : Retraite en octobre-cours du jour et stages intensifs

DECS : Nouveaux cursus : stage intensif août et rentrée en novembre

BTS : Comptabilité et gestion de l'entreprise : 2 ans

ENSEIGNEMENTS COMPLETS - TOUTES U.V. CONTRÔLES ÉCRITS HEBDOMADAIRES

AUTOUR : 6 av. Léon-Henney 75016 Paris • TOLBIAC : 83 av. d'Alsace 75013 Paris

Tél. : 224.30.72 • Tél. : 988.89.38+

REJOINDRE l'élite

TOUTES PRÉPAS sciences-po

2 centres : Neuilly et Quartier latin

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.05.15

politique

LA RÉFORME ÉLECTORALE DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La demande de référendum de l'opposition est rejetée

Un ancien président de la République à la tribune de l'Assemblée nationale, l'événement est peu fréquent. Il confirme l'importance que la classe politique attache au changement du mode d'élection des députés, alors même que les élections ne paraissent guère passionnées. Constatation qui, à elle seule, résume l'importance des débats sur la réforme électorale. Quel qu'en soit le résultat, il s'agit bien, pour eux, d'obtenir « un vote de censure du président de la République ».

L'intervention de M. Giscard d'Estaing était attendue avec curiosité. Pourtant, ceux qui sont censés être ses « amis » les plus proches, puisque membres du même mouvement politique que lui, ne s'étaient pas déplacés en grand nombre pour l'écouter. Heureusement, ses alliés du RPR étaient là ! Les parti-

sans de l'ancien chef de l'Etat n'ont certainement pas été déçus. Ceux qui s'étaient jamais entendus ce jour-là sur la nécessité d'un référendum ont découvert un parlementaire de talent, même si se mêlent à la prestation du débatteur chevrons les ignorances du néophyte, qui lui font, par exemple, prendre le président de la commission des lois pour un ministre !

L'ancien chef de l'Etat a en effet trouvé des arguments nouveaux dans un débat où tout semblait pourtant avoir été rabâché. Tous ne furent pas d'égaux valeur. On ne peut reprocher aux socialistes d'aujourd'hui de n'être pas fidèles aux positions de leurs prédécesseurs de 1958 quand les héritiers du gaullisme demandent maintenant ce que de Gaulle avait alors refusé. Mais il est plus difficile de répliquer au député du Puy-de-Dôme quand il demande à la majorité : « pourquoi avez-vous peur de soumettre aux citoyens un projet que vous croyez si juste ? »

La déception, toutefois, se mêlait à l'admiration. Non, M. Giscard d'Estaing n'a pas vraiment changé. Il aime étaler ses compétences, se laissant en permanence d'adresses à moins intelligentes que lui. C'est toujours désagréable pour les auditeurs, même si c'est vrai. Surtout d'un ancien chef de l'Etat, on pouvait espérer des arguments tirés de sa propre expérience. Il aurait pu alors souligner sa difficulté à gouverner quand, à partir de 1976, il ne disposait plus d'une majorité stable à l'Assemblée. Mais c'était là mettre en cause le RPR...

Pour personne un ancien président de la République ne peut être un député comme les autres. Pas même pour M. Joxe, qui, pourtant, ne se laisse pas impressionner facilement. Le ministre de l'Intérieur, habituellement si à l'aise à l'Assemblée, sembla pour une fois intimidé. Il en oubliera quelques solides éléments de réponse. Pourquoi ne pas faire remarquer à M. Giscard d'Estaing qu'il avait étrangement passé

son silence sa proposition d'il y a à peine plus d'un an d'instituer un système électoral à la proportionnelle pour les départements les plus peuplés - un mécanisme dont le pouvoir a envisagé de s'inspirer, - ce qui aurait sérieusement gêné son promoteur ?

D'autant qu'il y voyait alors un pas vers cette démocratie moderne dont il dit maintenant qu'elle n'est pas compatible avec la proportionnelle.

C'est avec ses « trépas » que M. Joxe a répliqué à M. Giscard d'Estaing. Rien n'y fait. La séance de mercredi soir l'a encore confirmée : celui qui appelle tant de ses vœux une démocratie apaisée, qui ne fasse plus appel à l'irrationnel, ne peut empêcher que, dans ses rapports avec les électeurs, que dans ses relations avec la classe politique la passion l'emporte sur la raison.

THÉRIER BRÉHIER

M. Giscard d'Estaing : pourquoi avez-vous peur des citoyens ?

L'Assemblée nationale a commencé, mercredi 24 avril, en fin d'après-midi, la discussion du projet de loi simple modifiant le mode d'élection des députés. Dans le rapport qu'il présente au nom de la commission des lois, M. Gilbert Bonnamy (PS, Seine-Saint-Denis) estime que « ce n'est pas sans raison que les constituants de 1958 ont confié à une loi simple le soin de décider du mode de scrutin ».

Analysant le projet des députés communistes de proportionnelle avec répartition des voix restantes au niveau national, il affirme que si le mode de scrutin doit être « juste », il doit aussi « permettre l'émergence d'une majorité ». Parlant du problème de l'extrême droite, il demande à M. Jacques Toubon, qui, la veille, avait dénoncé l'accroissement de l'insécurité : « Comprenez-vous jamais qu'en vous entendant tenir de ruses et de mensonges sur ce thème, l'électorat pense que, pour faire du léninisme, autant choisir Le Pen ? ».

Répondant à ceux qui affirment que la proportionnelle supprime la menace de dissolution, M. Bonnamy explique : « Toute formation politique qui prendrait le risque de voter plusieurs fois la censure sans avoir les moyens de faire mettre une autre majorité aurait une attitude suicidaire » ; car les électeurs ne le lui pardonneraient pas.

Défendant son projet, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, se livre

à la critique maintenant bien connue du système majoritaire : « Injustices, clientélisme, durcissement des antagonismes », évoque « le véritable scandale du découpage des circonscriptions fait en 1958 dans l'ombre des bureaux selon un recensement de 1954 » et constate « l'impossibilité pratique d'un redécoupage », pourtant promis dès 1973 par le premier ministre d'alors, M. Pierre Messmer.

Le ministre de l'Intérieur précise que la création de quatre-vingt-cinq sièges de députés supplémentaires par la loi organique ne fait pas de celle-ci une loi organique « relative au Sénat », ce qui donnerait aux sénateurs un droit de veto du seul fait que cela augmente le nombre de leurs électeurs. Il fait en effet remarquer qu'un simple décret créant des cantons accroit lui aussi le nombre des électeurs sénatoriaux.

Puis M. Jacques Toubon défend alors une exception d'irrecevabilité, car il juge le projet contraire à la Constitution, arguant que la représentation proportionnelle va « déséquilibrer la fonctionnement des institutions » en ne permettant pas que le gouvernement soit soutenu « par une sorte d'équilibre entre la confiance présidentielle et la confiance parlementaire ». Pour le secrétaire général du RPR, cette réforme ne peut être - comme, dit-il, l'a avoué M. Jospin - que le premier pas d'une révision constitutionnelle. Il affirme d'ailleurs que « la querelle » remonte « aux fonde-

ments de la V^e République » : « Vous avez combattu les institutions que les Français ont adoptées et que nous avons soutenues ».

Lui répondant, M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime) s'étonne que l'on puisse soulever l'inconstitutionnalité d'un mode de scrutin, alors que celui-ci ne figure pas dans la Constitution. Prenant de l'avance sur le débat, il fait aussi remarquer que l'adoption de la réforme par le Parlement permettrait de la soumettre au contrôle du

Conseil constitutionnel, alors que si elle était adoptée par référendum, comme le demande le RPR, cela ne serait pas possible étant donné la jurisprudence du Conseil.

Après que M. Pierre Joxe ait fait remarquer que l'article 34 de la Constitution confiait à la loi, donc au Parlement, le soin de fixer le mode de scrutin des parlementaires, l'exception d'irrecevabilité est repoussée par 326 voix (PS-PC) contre 160 (RPR-UDF et la plupart des non-inscrits).

Motion référendaire

Le temps étant venu de débattre de la motion du RPR demandant que ce projet de loi soit soumis à référendum, l'Assemblée se livre à une curieuse cérémonie. Le règlement impose non seulement que cette demande soit signée par le dixième au moins des membres de l'Assemblée, mais aussi que la présence effective des signataires soit vérifiée avant qu'elle ne soit mise en discussion. M. Mermeux fait l'appel. M. Claude Labbé ? « Présent ! ». Jacques Chirac ? « Présent ! ». Cinquante et une fois la question fut posée. Cinquante et une fois il y fut répondu d'une manière plus ou moins énergique.

Cette procédure achevée, M. Michel Debré peut monter à la tribune : « Tous justifient cette procédure solennelle, l'importance du

texte », car « la loi électorale est un pilier institutionnel ». Avec la proportionnelle, « l'Assemblée va devenir une addition de minorités. Le gouvernement sera obligatoirement lié à une coalition combinée, parfois à titre provisoire, au lendemain des élections, et une petite minorité peut devenir l'arbitre (...) ». La tentation de l'irritabilité toujours grande en démocratie prend, une ampleur considérable puisque la loi est rompue entre le vote et le gouvernement.

D'autre part, pour l'ancien premier ministre - la loi électorale ne peut être détachée d'un ensemble qui est le régime de la V^e République (...). Une Assemblée sans majorité peut altérer sérieusement la liberté d'action de l'exécutif ». Aussi, si la proportionnelle « n'est pas rapidement abolie, sa répétition fera passer la France du camp des démocraties solidement gouvernées au camp des démocraties aléatoires ». « La première étape d'un changement profond », afin de « revenir au régime des partis ». Il faut donc, pour laver ce péché, avoir recours au référendum, « élément de la légitimité de la République ».

M. Jean-Pierre Michel, député de Haute-Saône, au nom des socialistes, développe une argumentation juridique tout à fait contraire : « Nous ne voulons pas qu'une conception perverse du référendum s'installe ; il ne doit permettre ni le vote d'un texte de droit commun ni le plébiscite ou un vote de censure ».

Puy-de-Dôme s'adresse à ses « chers collègues ». La qualité de l'écoute, les faveurs que lui accorde M. Mermeux, qui lui laisse doubler le temps de parole qui lui est théoriquement attribué, prouvent bien que l'ancien président de la République ne peut être un élu comme les autres.

Fidèle à son habitude, il divise son propos en deux parties, chacune subdivisée en quatre sous-parties. Il est contre le scrutin proportionnel, car il va installer l'« instabilité politique » ; la preuve : la dernière Assemblée élue selon ce mode de scrutin, celle du 2 janvier 1956, celle du Front républicain qui était « proche de la gauche », comportait douze groupes et a renversé cinq gouvernements avant d'« abdiquer son pouvoir constitutionnel entre les mains du gouvernement du général de Gaulle, grâce au ciel ». Expliquant qu'il aurait aimé répondre aux arguments avancés la veille par le premier ministre, « s'il avait été présent » pour les écouter, M. Giscard d'Estaing déclare que M. Fabius a fait preuve d'« un certain cynisme tranquille », en expliquant que la stabilité est garantie par l'élection du président de la République au suffrage universel, car la majorité qui soutient le projet, « c'est le cartel des « non » de 1962 », celui qui s'était opposé à cette réforme.

(Lire la suite page 8.)

AU SOMMAIRE

L'EVENEMENT

NOTRE GRAND DOSSIER : TELEVISION

L'incurable pagaille

POLITIQUE

Le syndrome Barre atteint le RPR

Stasi vole dans les plumes de Giotteray

MUSIQUE

Le rock anglais se repolitise

ECONOMIE

Les questions qu'il faudrait poser à Mitterrand

CINEMA

Plein feu sur « la Route des Indes »

SCIENCE

La dernière offensive contre le SIDA

DOCUMENT

40 ans après la fin, le nazisme : pourquoi ?

MEURS

Ces tueurs pris la main dans le SAC

Portrait d'un flic qui se prenait pour Le Pen

BONNES FEUILLES

Comment agissent les chasseurs de têtes ?

LETTRES

La grande folie du roman historique

QUELLE EPOQUE

Tout sur la manière de faire de la musique chez soi

ETRANGER

Afrique du Sud : le sexe contre l'apartheid

Foot : Mme Thatcher face à sa horde sauvage

Bornéo : un club pour milliardaires au milieu de la jungle etc...

Handwritten note in Arabic script.

هناك من لا يصل

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR LA RÉFORME ÉLECTORALE ET SUR LA COHABITATION

(Suite de la page 7.)

M. Giscard d'Estaing, qui met si souvent en avant ses attaches auvergnaises, affirme alors que c'est le travail dans sa circonscription qui donne au député « sa légitimité profonde ». Il reproche aussi à la proportionnelle de ne pas permettre un renouvellement du personnel politique, rappelant que l'élection de 1956 n'avait permis l'arrivée au Palais-Bourbon que de 20 % de nouveaux élus, si l'on ne compte pas les gaullistes, alors qu'il y en avait eu 55 % en 1978.

Prenez l'exemple de nos voisins européens, l'ancien chef de l'Etat souligne aussi que ce sont « les puissances moyennes » qui utilisent la proportionnelle, alors que « toutes les grandes puissances démocratiques modernes ont des systèmes majoritaires ou comportent une composante majoritaire ». Enfin, il accuse la proportionnelle de « flatter les défauts politiques de la France au lieu d'utiliser ses qualités ». S'adressant à M. Joxe, qu'il appelle « monsieur le premier ministre par intérim », il lui déclare : « Au lieu de mettre la France sur le toboggan de ses défauts, placez-la sur la trajectoire de ses qualités ».

Justifiant la demande d'un référendum, le député du Puy-de-Dôme affirme que « pas une seule association ne peut modifier le régime de désignation de ses dirigeants sans consulter son assemblée générale ». Il ajoute que le premier ministre ne peut faire appel « à la modernité ».

M. JOXE : vous n'êtes pas la loi

M. Joxe répond à M. Giscard d'Estaing : « Vous êtes un homme tourné vers le passé ». Refusant toute responsabilité dans ce qui s'est passé en 1956, il prend à témoin les députés socialistes présents : « M. Forni avait 15 ans, M. Boucheron en avait 8... » « Vous faites la leçon à tout le monde (...) Pourquoi donnez-vous des leçons de démocra-

tie et se référer à une tradition qui remonte au dix-neuvième siècle. A l'argument que l'introduction de la proportionnelle n'est que la traduction d'une promesse ancienne et réitérée, il réplique que le sujet « n'a été abordé dans aucun grand débat de la campagne de 1981 » et ne figure ni dans la déclaration d'intention de M. Pierre Mauroy ni dans celle de M. Laurent Fabius.

M. Giscard d'Estaing rappelle que le 2 juin 1958, lors de la première lecture du projet de loi qui allait donner le pouvoir constituant au gouvernement du général de Gaulle, un amendement demandant que soit soumis à référendum le choix entre la représentation majoritaire et la représentation proportionnelle avait été voté par les députés socialistes d'alors. « Pourquoi ne restez-vous pas fidèles à vous-mêmes », demande-t-il aux députés socialistes d'aujourd'hui, concluant : « Si vous êtes profondément convaincus quand vous allez faire œuvre de justice, pourquoi ne posez-vous pas la question à vos compatriotes ? » Et puisque « vous avez un référendum rentré » depuis juillet dernier, « n'avez pas peur de la justice de votre cause ».

Après que l'ancien président de la République eut regagné son banc, longuement applaudi par toute la droite, alors même qu'il y avait beaucoup plus de RPR que d'UDF présents dans l'assemblée, M. Parfait Jans redit l'opposition des communistes à un référendum sur ce sujet, refusant toute démarche « plébiscitaire ».

Après que l'ancien président de la République eut regagné son banc, longuement applaudi par toute la droite, alors même qu'il y avait beaucoup plus de RPR que d'UDF présents dans l'assemblée, M. Parfait Jans redit l'opposition des communistes à un référendum sur ce sujet, refusant toute démarche « plébiscitaire ».

Le bureau exécutif du PS approuve la réforme électorale

Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 24 avril, a rejeté la demande présentée par la commission exécutive fédérale (CEF) socialiste du Pas-de-Calais, d'une réunion conjointe du groupe parlementaire et du comité directeur doit être demandée par l'une de ces deux instances. Il a remarqué mercredi qu'en tout état de cause, elle n'est pas possible dès lors que le débat parlementaire a commencé.

Le bureau exécutif a finalement adopté, à l'unanimité moins quatre abstentions (M. Percheron et les représentants rocardiens présents) un texte qui affirme que le Parti socialiste le gouvernement et approuve ses projets de réforme électorale.

Une « porte de sortie » honorable pour les députés du Pas-de-Calais et leur premier secrétaire a-t-elle vraiment été trouvée ? Plusieurs membres du bureau exécutif estimaient, mercredi après-midi, qu'on allait vers l'apaisement. M. Percheron lui-même a rappelé l'attachement de sa fédération à la discipline de Parti. Mais un député du Pas-de-Calais lançait, mercredi dans les couloirs du Palais-Bourbon : « On ne peut pas demander d'être raisonnable à des gens qu'on emmène à la guillotine ! ».

La préparation du congrès du PS soumise à deux logiques contradictoires

A six mois de sa tenue, le congrès du PS, qui doit avoir lieu à Toulouse, se présente déjà comme tiraillé entre deux logiques contradictoires : l'une de dispersion, l'autre de rassemblement.

Si apparaît possible, sinon de gagner, tout au moins de limiter les dégâts « aux législatives de 1986 », les socialistes devraient essayer de taire leurs divergences afin de donner une image de cohésion. Dans ces conditions, le vœu qui est en train de monter à l'intérieur du parti devrait revenir à une pression plus faible.

L'hypothèse « centrifuge » correspondrait, au contraire, à une évolution politique défavorable, qui ne laisse aucune chance à la gauche en 1986. Si les simulations électorales continuent de donner obstinément la majorité absolue des sièges de députés au RPR et à l'UDF, un certain nombre de dirigeants socialistes

préféreraient vraisemblablement « tomber à gauche », et se préparer à rebondir, plutôt que de se prêter à des manœuvres « politiciennes » désespérées, de type troisième force.

Il est significatif, à cet égard, que M. Pierre Mauroy ait déclaré à ses amis (le Monde du 25 avril), à propos d'éventuelles alliances centristes : « Je préférerais le groupuscule plutôt que ces alliances ».

Compte tenu de leurs prises de position respectives, on peut supposer que M. Jean Popereau, numéro deux du PS, le CERES, voire M. Michel Rocard, sont dans des dispositions d'esprit voisines.

Le choix entre ces deux logiques est difficile, car il est étroitement lié à l'évolution de la conjoncture politique. En outre, personne n'a intérêt à se découvrir prématurément, notamment sur la question des alliances.

J.-L. A.

FSL L'Anglais aux couleurs de la vie
U.S.A. - ANGLETERRE
JEUNES 9 - 17 ans : séjours en famille, collèges, cours, sports, activités, encadrement. Camps internationaux
14, rue de Grenelle - 75007 PARIS - Tél. (1) 544.82.20 M.28.4

sion est simple : « Vous portez le deuil perpétuel (...) Vous vous croyez autorisés (...) à propager le blâme et la louange. Vous n'avez pas ce droit. Vous êtes un membre à vie du Conseil constitutionnel ; vous n'êtes ni la loi ni les prophètes ».

De façon tout à fait exceptionnelle tous les députés, sauf bien entendu le président Mermaz, expriment un vote sur cette demande de référendum. Sont pour tous les RPR, tous les UDF, 9 sur 11 des non-inscrits ; soit 160 élus. Sont contre tous les socialistes, tous les communistes, M. Olivier Stirn (NI, Calvados), soit 329 élus ; M. Roch Pijot (NI, Nouvelle-Calédonie) s'abstient volontairement ; la demande est donc repoussée.

C'est alors dans l'indifférence générale que M. Pascal Clément (UDF, Loire) défend une question préalable, jugeant qu'il n'y a pas lieu à débattre, et que lui répond M. Claude Estier (PS, Paris). Elle est, elle aussi, repoussée. L'Assemblée va pouvoir commencer le jeudi 25 avril la discussion proprement dite de ce projet de loi.

TH. B.

DOUMERGUE AVANT LUI

Avant M. Giscard d'Estaing, un seul ancien président de la République fut élu au Parlement : M. Raymond Poincaré, qui entra au Sénat en janvier 1920. Devenu président du conseil du 19 février au 1^{er} juin 1924, il eut bien entendu l'occasion de s'exprimer à la tribune de la Chambre des députés. Quelques dix ans plus tard, un autre ancien président de la République est appelé à prendre en charge la présidence du conseil : M. Paul Doumergue, au lendemain de l'émancipation du 6 février 1934. Son gouvernement dura jusqu'en novembre ; ne fut pas pendant lequel il fut plusieurs reprises à la tribune du Palais Bourbon.

Depuis, plus un seul ancien président de la République ne se trouve dans cette situation. Sauf le cas particulier du général de Gaulle en 1958, qui, à la Libération, avait rempli les fonctions de chef de l'Etat en tant que président du gouvernement provisoire de la République. M. Valéry Giscard d'Estaing est déjà intervenu à l'Assemblée nationale depuis son élection dans le Puy-de-Dôme, mais il l'avait fait depuis son banc, notamment à propos de la Nouvelle-Calédonie.

La tradition républicaine interdite en France l'accès du président de la République dans l'hémicycle des Assemblées parlementaires, et cela depuis que Louis-Napoléon Bonaparte avait abusé de cette possibilité à la fin de la 1^{re} République. D'après la Constitution, le chef de l'Etat ne communique avec le Parlement que par « des messages qu'il fait lire ».

La deuxième phase de l'OPA barriste

« Le problème de Raymond Barre n'est plus qu'il n'ait pas de parti, puisqu'il a des partisans ». Cette demi-boutade de M. Pascal Clément, député UDF de la Loire, qui appartient au Contrat libéral (tendance barriste reconnue au sein du PR), traduit ce que, avec plus ou moins de réticences, les responsables de l'UDF constatent : l'ancien premier ministre a réuni son OPA sur leur formation.

Cette emprise barriste sur l'Union pour la démocratie française n'était pas, sur le fond, susceptible de les égarer. La nouveauté vient plutôt du caractère public de leur prise de position. Surveillent cette évolution des « députés barristes », en « barristes déclarés », s'est produite à partir des propos intrajurés tenus par le député du Rhône, tant sur son refus de la cohabitation avec l'actuel président de la République que sur le « Tabou » qu'il délivrerait à ceux qui, partageant ses convictions et ses analyses le lui demanderaient.

M. Barre, qui reçoit régulièrement des parlementaires, avait recommandé, le 27 mars dernier (le Monde du 6 avril), à ses hôtes de se battre sous leurs propres couleurs. Le message confirmé au « Club de la presse » d'Europe 1, le 14 avril, a été bien reçu : en témoignent les initiatives des députés UDF ou apparentés et d'élus non-inscrits des régions de Poitou-Charentes, Pays de la Loire et d'Alsace, prises après celles des députés de Rhône-Alpes.

MM. Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, et Bernard Stasi, député de la Marne, n'entendent pas « précipiter » l'allégeance de la Bourgogne et de la Champagne-Ardenne. Raison de calendrier d'une part : M. Barre doit participer à une rencontre-débat vendredi 26 avril à Charleville-Mézières ; raison d'opportunité d'autre part. Pour M. Soisson, il s'agit de « s'efforcer de calmer le jeu » et de « donner au soutien renouvelé (les choix barristes de MM. Stasi et Soisson sont connus) une forme un peu différente ». Autrement dit, les « barristes » ne cherchent pas tant à ajouter « un tir à la rafale de coups » de ces derniers jours qu'à « organiser la deuxième phase du mouvement ».

Cette deuxième phase doit prendre en compte les « réseaux » qui, à travers les départements, se sont constitués sous des formes diverses

(club, association, regroupement). Les partisans du député du Rhône en attendent « l'expression d'une certaine modernité de la vie politique », et pas seulement l'expression de leur chef de file.

M. Barre, comme il l'a fait au cours d'un déjeuner avec des parlementaires, mercredi 24 avril, entend poursuivre et développer sa campagne d'explication sur le double thème de sa lecture de la Constitution et de son analyse de la situation économique. Ses positions dans ces deux domaines aboutissent à une même conclusion : l'alternance doit être véritable, c'est-à-dire non seulement à l'Assemblée nationale, mais aussi à l'Elysée. M. Barre a été également amené à préciser que son refus de voter la confiance à un gouvernement de cohabitation (vote qu'un gouvernement n'est pas obligé, selon les textes, de solliciter) ne signifiait pas qu'il prendrait l'initiative d'une motion de censure. Toutefois, l'ancien premier ministre a précisé qu'il voterait à titre personnel la censure contre un gouvernement émanant de l'actuel président de la République.

Cinq ans pour le redressement

Quant à la situation économique, il faut selon lui cinq années pour mener l'action nécessaire au redressement.

Tout cela implique que les résultats des élections législatives constituent « un désaveu tel que le président de la République n'ait pas d'autre solution que de partir ». En cela, les barristes considèrent que la

M. Foyer (RPR) souhaite que toute l'opposition se rallie à la thèse de M. Barre

M. Jean Foyer, député RPR de Maine-et-Loire, ancien garde des sceaux, souhaite, dans une déclaration à l'événement du jeudi, que le RPR « rejoigne » M. Raymond Barre dans son refus de cohabiter. Il rappelle qu'il a été « chronologiquement le premier à soutenir que la cohabitation était impossible ». M. Foyer a toutefois tenu à préciser : « Je continue à souhaiter que cette doctrine devienne celle de l'opposition tout entière sans que

cela signifie un seul instant que je fais l'intention de me séparer de mes amis ».

En revanche, mercredi 24 avril, au cours d'un dîner-débat du club Notre-présence, que préside M. Léo Hamon, M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, a estimé que « la cohabitation peut être vécue sans grandes difficultés parce que chacun des porteurs sait qu'il a finalement un juge suprême, le peuple. Celui qui bloquera le système sera sanctionné par le peuple ».

M. Seguin a ajouté : « La cohabitation n'est pas la combinaison des partis. Il ne s'agit pas d'accepter l'alliance avec d'autres partis que ceux qui constituent aujourd'hui l'opposition ».

ANNE CHAUSSEBOURG.

(Publié)
SAMEDI 27 AVRIL 1985, de 9 h à 17 h 30.
Université de Paris 1 Sorbonne.
Galerie Dumas - Amphithéâtre Lefebvre, 14, rue Coq-Huet, Paris 5^e.
COLLOQUE NATIONAL SUR LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE NUCLÉAIRE ET LA MILITARISATION DE L'ESPACE
COMITÉ DE PARRAINAGE : Jean Monnet, prix Nobel de la paix, Général Georges Baïs (ex), Monique Chénier-Gendreau, prof. à l'université de Paris VII, Philippe Devillers, directeur de recherche au CNRS, Claire Euzennat, écrivain, Georges Fischer, directeur de recherche au CNRS, Hervé Guéhen, écrivain, Albert Jacquard, biologiste, directeur du centre de génétique à l'Ined, Ernest Labrousse, historien, prof. honoraire à la Sorbonne, Hélène Languevin, directeur de recherche au CNRS, Michel Rios, prof. à l'université Paris sud, Jacques Roux, prof. de médecine, André Sanguinetti (ex), Alfred Sauvy, prof. honoraire au Collège de France.

LA GUERRE DES ASSURANCES

Les nouveaux contrats.
Le palmarès des compagnies.
Le livre noir des combines.
Les meilleurs prix.
(Un numéro pas très rassurant)

LE NOUVEL
observateur

Fidèle et indépendant

Seul jusqu'à présent M. Pierre Bes, député RPR du sixième arrondissement de Paris, avait pris nettement position en faveur de M. Raymond Barre dans la controverse sur la cohabitation. M. Jean Foyer le fait à son tour, mais avec plus de subtilité et en se gardant bien de rompre avec le RPR. Il n'a en effet pas dit qu'il se séparerait de ce dernier s'il ne s'alignait pas sur l'attitude de M. Barre. M. Foyer est en effet un juriste trop averti et un « politique » trop expérimenté pour abriter toutes ses cartes dès l'ouverture d'un procès. C'est aussi, paradoxalement, un homme fidèle et indépendant. Fidèle au gaullisme, cet agrégé de droit privé est entré dans un gouvernement du général de Gaulle dès 1959 à l'appel de M. Michel Debré. Député de Maine-et-Loire depuis 1958, d'abord comme suppléant puis comme titulaire, et réélu constamment depuis lors, M. Foyer a toujours appartenu au parti gaulliste, où il a été nommé en 1984 président du « comité juridique consultatif ».

Mais c'est aussi un homme indépendant. En 1981, il a soutenu la candidature à l'élection présidentielle de M. Michel Debré, alors que M. Chirac était le candidat officiel du RPR. A l'Assemblée nationale, il a souvent pris des positions personnelles différentes de la ligne choisie par son parti. Il en fut notamment ainsi pour la peine de mort, dont il est partisan. Il s'est forgé une réputation de défenseur des thèses intégristes. N'est-il pas un catholique pratiquant, parlant couramment le latin et chantant les grégoriens. Cela n'empêche pas que ses qualités de juriste subtil et toujours argumenté - qu'il a notamment exercées comme président de la commission des lois - lui valent estime, respect ou crainte. M. Chirac lui-même ne doit pas lui remettre prochainement son épée de membre de l'Académie des sciences morales et politiques, où il a été élu l'année dernière.

ANDRÉ PASSERON.

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi matin 24 avril, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

1. L'ENREGISTREMENT DES GRANDS PROCÈS

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'enregistrement des audiences des juridictions.

L'objet de ce texte est d'autoriser l'enregistrement audiovisuel ou la diffusion de l'ordre judiciaire ou administratif lorsqu'il présente un intérêt pour la constitution d'archives historiques de la justice.

C'est le chef de la juridiction concernée qui, d'office ou à la demande du ministère public ou de l'une des parties au procès, décidera s'il y a lieu ou non d'autoriser l'enregistrement.

Une « commission consultative des archives audiovisuelles » sera constituée. Composée de personnalités de formations très diverses, elle aura pour mission de donner son avis sur le caractère historique des procès. Elle devra être consultée par le chef de juridiction avant que celui-ci prenne sa décision.

Pour ne pas porter préjudice aux parties en présence, la reproduction et la diffusion de l'enregistrement seront interdites au cours des vingt années qui suivent la clôture du procès. Sa consultation pendant cette période sera toutefois autorisée à des fins historiques ou scientifiques.

Au cours des trente années suivantes, la consultation sera libre et la reproduction et la diffusion pourront être autorisées.

Au-delà de cinquante ans, la reproduction et la diffusion deviendront libres.

2. DISPOSITIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

Les principales mesures retenues s'orientent autour de trois axes :

1) Le développement du capital risque et des fonds propres des entreprises : les sociétés qui se spécialisent dans l'intervention en fonds propres auprès des petites et moyennes entreprises bénéficieront d'un statut de « transparence » fiscale.

Par ailleurs, le droit d'apport de 1 % en cas d'augmentation de capital sera supprimé.

2) La modernisation du marché financier : il s'agit de faciliter le développement en France des marchés à terme de taux d'intérêt et des opérations à terme sur les bons du Trésor. Ces mesures permettront aux intervenants sur le marché financier de se protéger contre les variations de taux d'intérêt. Corrélativement, les règles fiscales seront adaptées pour tenir compte du développement des emprunts à coupons uniques ou similaires.

3) La sécurité des transactions : les mesures retenues précisent le régime juridique des paiements effectués par carte et tendent à faciliter le recouvrement des chèques sans provision.

3. RÉFORME DU CODE DE LA MUTUALITÉ

M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant réforme du code de la mutualité, conformément aux orientations arrêtées par le conseil des ministres du 14 novembre 1984.

La mutualité, qui regroupe vingt-cinq millions de Français et représente un volume d'opérations supérieur à 20 milliards de francs, est un secteur essentiel de l'économie sociale. Dotée de textes mieux adaptés aux réalités actuelles, elle disposera d'un cadre juridique qui favorisera son développement et ses initiatives dans le domaine de l'innovation sociale.

4. ÉCONOMIE SOCIALE

Le secrétaire d'État chargé de l'économie sociale a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à certaines activités d'économie sociale qui permet :

- d'assouplir le fonctionnement des sociétés coopératives ouvrières de production ;

- de faciliter la constitution des unions d'économie sociale entre des partenaires de l'économie sociale (associations, mutuelles, coopératives) et des partenaires extérieurs, afin de contribuer à la mise en place de projets de développement local ;

- d'élargir les dispositions préférentielles du code des marchés publics aux entreprises comparables des États membres de la Communauté économique européenne ;

5. ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Le secrétaire d'État chargé des universités a présenté au conseil des ministres un projet de décret qui définit les nouvelles règles de classement des personnes nommées dans les différents corps d'enseignants-chercheurs.

Les dispositions de ce texte permettront de prendre en compte des services accomplis avant leur intégration dans ces corps, soit en qualité d'agent non titulaire, notamment d'enseignant associé, soit dans des organismes privés.

Ces nouvelles règles faciliteront la nomination dans les corps de l'enseignement supérieur de personnes ayant acquis, à l'extérieur de l'université, des expériences utiles à cette dernière.

6. BANQUE MONDIALE ET FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a rendu compte au conseil des ministres des réunions du comité intermédiaire du conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international et du comité de développement qui se sont tenues à Washington du 16 au 19 avril 1985.

La France a demandé que des mesures concrètes d'amélioration du système monétaire international fassent l'objet d'un premier examen lors de la prochaine réunion du comité intermédiaire.

En ce qui concerne le traitement de la dette des pays en voie de développement, un consensus s'est fait jour pour mieux adapter la durée des rééchelonnements des dettes aux difficultés des pays débiteurs.

Les ministres sont convenus de la nécessité d'accroître les interventions de la Banque mondiale en faveur des pays en développement et ils ont décidé d'engager sans tarder une discussion sur l'augmentation du capital de l'institution.

En matière commerciale, la France a souligné la nécessité d'une préparation minutieuse avant toute décision concernant la date d'ouverture de nouvelles négociations commerciales multilatérales. Elle a rappelé que celles-ci ne pourraient se concevoir sans la participation active des pays en développement. Elle a réaffirmé que les négociations commerciales et monétaires devraient progresser parallèlement.

7. OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT

La France dispose désormais d'une législation moderne et cohérente en matière de protection de l'environnement. M. le ministre de l'environnement a présenté au conseil des ministres une communication sur la consultation et l'information du public dans les opérations d'aménagement.

1) Enquêtes publiques. - Avec la publication au *Journal officiel* de ce jour des textes, qui entreront en vigueur le 1^{er} octobre 1985, pris en application de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, la France dispose désormais d'un ensemble législatif et réglementaire cohérent dans ce domaine.

La nouvelle réglementation :

- substitue une procédure unique aux quarante procédures qui existaient auparavant ;

- concerne tous les projets susceptibles d'affecter l'environnement quel qu'en soit le domaine (urbanisme, exploitation du sol et du sous-sol, équipements publics de toute nature, installations classées, équipements ruraux, etc.) ; le nombre de ces projets s'élève à plus de 10 000 chaque année ;

- renforce les garanties accordées aux citoyens : elle prévoit un rôle plus actif des commissaires-enquêteurs et une large information du public sur la base de dossiers clairs ; elle permettra d'associer davantage la population aux décisions.

2) Études d'impact. - Les études d'impact, qui incitent le maître d'ouvrage d'un projet à évaluer

ses conséquences sur l'environnement et à prévoir, si nécessaire, les mesures qui en corrigent les effets négatifs, sont l'une des pièces essentielles des dossiers d'enquêtes publiques.

8. LA FRANCE TECHNOLOGIQUE

Le secrétaire d'État auprès du ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme a présenté au conseil des ministres une communication relative à la promotion touristique de la France technologique.

Il s'agit de favoriser, à partir des formes habituelles du tourisme (circuits organisés, séjours de vacances ou tourisme individuel de passage), les occasions de découvrir le patrimoine industriel, artisanal et agricole de la France à travers la visite d'entreprises en activité, de laboratoires de recherche, de grandes réalisations techniques, de musées techniques et scientifiques, de foires, de salons ou de congrès.

Nominations individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du premier ministre, M. Yves Robineau, maître des requêtes au Conseil d'État, est nommé délégué à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté.

(M. Yves Robineau était, depuis 1983, délégué adjoint à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté. Né le 29 avril 1949 à Sens (Yonne), il est licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit public et de sciences politiques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. Maître des requêtes au Conseil d'État depuis le 1^{er} novembre 1979, M. Robineau est membre de la commission de proposition, en vue d'une refonte du droit de la consommation, et de la Cour supérieure d'arbitrage.)

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget, M. René Geronimus est nommé président du conseil d'administration de la Société générale alsacienne de banque, et M. Benoît Jolivet, administrateur civil, est nommé directeur des assurances.

Sur proposition du ministre de la défense, diverses mesures d'ordre individuel relatives à la promotion, à la nomination, à l'affectation et à la situation administrative d'officiers généraux de l'armement, de l'armée de terre, du service de santé des armées et du service des essences des armées ont été adoptées.

LE MONDE
diplomatique

AVRIL 1985

ÉTATS-UNIS
DÉFICITS ET BANQUEROUTES
AU PAYS DU ROI DOLLAR

BRÉSIL
UNE DÉLICATE TRANSITION
VERS LA DÉMOCRATIE

En vente chez votre marchand de journaux

Tous les renards vous le diront : CERGY est une ville bien placée, quand on aime respirer.

C'est une ville naturelle où l'herbe est de l'herbe et pas seulement un espace vert. Pour vos jogging, 500 ha de parc, des tennis et bientôt un golf.

Vous aimez les contacts.

Cergy est à 30' de Paris.

A quelques secondes de partout par la télématique, le câble et les satellites. C'est aussi une ville chaleureuse, avec les boutiques de luxe et les terrasses de café de son nouveau centre ville.

Vous avez de l'ambition. Cergy est un carrefour dans le monde des affaires : déjà 800 entreprises, 9 banques, 8 grandes écoles commerciales et techniques. Et tous les services d'une capitale régionale.

Cergy est à l'ouest symbole de réussite et de prestige et garant d'un placement sûr.

Maison individuelle ou appartement en petit immeuble de standing, votre place est à Cergy, parce que vous aimez être bien placé.

De la place au Vert.

CERGY-PONTOISE
UNE VIE BIEN PLACÉE

Informations : Établissement Public d'Aménagement Tél. (3) 031.23.93



هذا من اجل

POLITIQUE

LES DÉCISIONS DU GOUVERNEMENT SUR LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Retour à la case départ

(Suite de la première page.)

Bien que depuis la mort de son « chef de guerre », Eloi Machoro, le Front de libération nationale kanakiste (FLNKS) étale les faiblesses de son organisation militante, et que son président, M. Jean-Marie Tjibaou, affirme lui-même ne pas avoir les moyens de soutenir une épreuve de force, MM. Mitterrand et Fabius paraissent avoir renoncé à cette option. Pourquoi ? Par peur, assurément, de ranimer la tension dans le territoire. Sans doute aussi parce que le rétablissement progressif de l'ordre sur le terrain, au prix de plusieurs morts et de plusieurs dizaines d'emprisonnements, donne l'impression — peut-être trompeuse — que la situation ne présente plus le même degré d'urgence. Enfin, par crainte des éventuelles retombées négatives dans la vie politique intérieure à quelques mois des élections législatives. M. Pissani estimait que l'enjeu méritait que le pouvoir prit le risque d'un échec électoral en Nouvelle-Calédonie. MM. Mitterrand et Fabius ont exprimé un avis contraire et la reconduction de M. Pissani dans les fonctions traduit une bonne aptitude à la délicatesse à son endroit.

Une variante

L'autre solution, qui a prévalu, cache mal la tentation de l'attentisme. Les partisans de l'ajournement du scrutin d'autodétermination au lendemain des élections législatives assurent que ce nouveau délai pourra permettre de réaliser entre les deux principales communautés ce consensus minimal que M. Pissani n'est pas encore parvenu à obtenir. Pour qu'un tel miracle se réalise, il faudrait que la droite

accepte de coopérer, ce qui est loin d'être assuré.

Par quelle alchimie mystérieuse la communauté caldoche se montrerait-elle, au lendemain du scrutin de 1986, mieux disposée à l'égard du projet d'indépendance-association surtout si la majorité change à l'Assemblée nationale ? Comment imaginer que les indépendantistes canaques accepteraient à la fin de 1986 ou en 1987 de se voir

an ? En outre, ce report expose le pouvoir au reproche d'effectuer un nouveau recul analogue à la marche arrière opérée l'été dernier dans la « guerre » scolaire.

En attendant, le « projet de transition », procédé d'une louable volonté de rééquilibrage politique. Le découpage du territoire en quatre régions dirigées chacune par une assemblée dotée de réels pouvoirs



imposer les règles électorales qu'ils combattent violemment depuis le 18 novembre dernier ? D'autant que c'est la droite qui risque de se trouver en charge du problème.

Même si le président de la République s'engageait solennellement sur l'organisation du référendum avant la fin de son septennat, quelles garanties aurait-il de pouvoir tenir cet engagement si la gauche perdait les élections législatives dans un

consentirait l'emprise des indépendantistes canaques sur les îles Loyauté et les deux tiers de la Grande Terre. La nouvelle Assemblée territoriale, où siègeraient les délégués des quatre assemblées régionales, serait composée dans sa majorité de Mélanésiens. Quelques habitants pourraient même favoriser la prise de l'exécutif local par M. Tjibaou, comme cela avait été le cas, il y a trois ans, grâce au savoir-faire de M. Christian Nucchi. Ce nouveau système institutionnel combinerait d'une part le retour à un régime d'administration directe,

d'autre part, une synthèse du statut du 6 septembre 1984 conçu par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine et du contre-projet du président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR.

Le statut de septembre 1984, dont l'application a été mise entre parenthèses, prévoyait la division de la Nouvelle-Calédonie en six « pays » pour chacun d'un « conseil de pays » au rôle purement consultatif. Dans sa première version, le contre-projet de M. Ukeiwé suggérait la création de « trois ou quatre régions » dirigées chacune par une assemblée élue au suffrage universel. Le projet gouvernemental pourrait donc, en théorie, constituer une base de compromis.

Mais le contentieux entre le pouvoir central et le pouvoir territorial issu du scrutin du 18 novembre est devenu tel que la perspective de cette nouvelle réforme statutaire est déjà interprétée par la communauté caldoche — et les états-majors parisiens qui la soutiennent — comme une atteinte déléguée à la légitimité de la représentation territoriale actuelle, puisque la mise en place de ce nouveau système impliquerait la dissolution de l'assemblée élue il y a six mois.

Au bout du compte, cette seconde solution se traduirait simplement par l'application d'une variante du statut de septembre 1984, initialement conçu pour jeter les bases d'une législation transitoire visant à préparer le scrutin d'autodétermination pour 1989. Mais ce retour à la case départ ne présente pas, pour le pouvoir, moins d'inconvénients que la fuite en avant. Le choix du gouvernement s'apparente à un nouveau pari, aussi aléatoire que les précédents.

ALAIN ROLLAT.

La politique de M. Ukeiwé accentue les déséquilibres

De notre correspondant

Nouméa. — Depuis sa mise en place dans des conditions difficiles, il y a cinq mois, l'action de l'exécutif local s'est traduite par une importante modification de la fiscalité en faveur des revenus les plus élevés et par un aménagement du territoire dans le cadre du budget d'équipement.

L'une des premières mesures prises par la nouvelle majorité territoriale a consisté à réajuster le barème de l'imposition directe mise en place en 1982 par le précédent conseil de gouvernement, contrôlé par les indépendantistes. Le taux maximal d'imposition est passé de 60 % à 40 %. Seuls cent cinquante gros contribuables de Nouvelle-Calédonie sont concernés, mais ils constituent la classe dirigeante qui rassemble les secteurs de la mine, de l'importation et du négoce. A cela s'ajoutent un abattement forfaitaire de 30 % plafonné à 450 000 francs CFP (24 750 F) (1) et une diminution de 20 % de la contribution foncière. Pour compenser un manque à gagner de l'ordre de 750 millions de francs CFP pour l'impôt sur le revenu et de 80 millions de francs CFP pour la contribution foncière, le gouvernement a proposé de relever de 20,40 % la taxe générale à l'importation (TGI), qui, espère-t-on, permettra de dégager une plus-value de 250 millions (sur un budget de fonctionnement 1985 de 297 millions de francs CFP).

Dans le tableau des ressources du projet de budget, mis au point par le ministère territorial des finances, ce train de mesures se traduit de la façon suivante : globalement, les impôts directs baissent de 2,20 %, tandis que les impôts indirects augmentent de 15,50 % sur l'entrée des marchandises et la consommation courante, et s'accroissent de 41,80 % sur les exportations ; les revenus des Domaines baissent de 3,50 %, tandis que les taxes archaïques s'accroissent de 20 %.

La désapprobation de l'opposition locale s'est muée en hostilité lorsque, le 30 janvier, ont été annoncées des mesures visant à améliorer le traitement des membres du gouvernement, c'est-à-dire le relèvement des taxes à l'importation, ne semble guère compatible avec les objectifs du gouvernement concernant l'inflation, qui devrait être ramenée, dit-on au ministère des finances, de 7,2 % à 6 % pour l'année 1985.

« Ils vous donnent raison »

Le désir de partition du RPCR ne date pas des propositions de M. Ukeiwé sur le découpage logistique de la Nouvelle-Calédonie, mais bien de la préparation du budget d'équipement. Car le trait le plus révélateur de la politique menée par les anti-indépendantistes du RPCR concerne l'aménagement du territoire. Le budget d'équipement s'élève globalement à 3,7 milliards de francs CFP. Or l'agglomération de Nouméa, le sud du territoire — très peu peuplé — l'ouest et le nord, absorbent 2,3 milliards, alors que la côte est, où prédominent les Canaques, se voit octroyer seulement 220 millions, et les îles Loyauté, contrôlées par le FLNKS, seulement 181 millions de francs CFP. Ces deux dernières régions rassemblent pourtant 30 % de la population du territoire et sont mélanésiennes à 86 %.

Pour la majorité territoriale, il s'agit de désenclaver la brousse, mais en favorisant d'abord les flux du RPCR. Ainsi dans le renouvellement de la convention sur les lignes aériennes subven-

tionnées qui lie le territoire à la société Air Calédonie, il a été demandé à la direction de la compagnie de ouvrir la desserte de Houailou, seulement fréquentée par deux passagers par mois à peine. En revanche, la desserte des îles Belep (à l'extrême nord de la Grande-Terre), archipel presque indépendant avant la lecture, est passée à un vol hebdomadaire au lieu de deux. En outre, la direction d'Air Calédonie s'est vu refuser certaines exonérations pour l'achat de nouveaux avions sous le prétexte que « l'activité du trafic aérien ne pourrait être assimilée au trafic touristique ».

Des critiques encore plus vives à l'encontre du gouvernement local ont été entendues lorsqu'il a été décidé de reporter le projet de construction d'un hôpital à Pindimi (côte est). Pour M. Pierre Maréchal, ministre de la santé, le projet est surdimensionné par rapport aux besoins réels de la région, et il est d'un coût de fonctionnement trop élevé. « C'est pourquoi, précise le rapport de l'Assemblée territoriale, il a été proposé de réduire ce projet à la création d'une antenne chirurgicale de première urgence ». Cette décision a eu un impact désastreux sur la communauté mélanésienne. Les habitants de la côte est se sont sentis délaissés, qu'ils soient indépendantistes ou non, par l'abandon d'un projet qui aurait eu raison d'être si la plan de régionalisation du gouvernement était adopté, tient à préciser M. Maréchal.

Les problèmes sur la santé publique constituent d'ailleurs l'un des contentieux les plus importants entre le gouvernement et l'administration. A l'argument sur l'abandon de la côte est en matière sanitaire, le ministre de la santé oppose l'insécurité qui règne dans cette région, qui est traduite, notamment, par l'expulsion des médecins de Hienghène. « M. Pissani n'a jamais fait quoi que ce soit pour garantir la sécurité du personnel médical », dit M. Maréchal : pas un médecin, pas une infirmière n'a eu le droit de monter dans un hélicoptère, ce qui n'est pas le cas des leaders indépendantistes. « Dans le budget d'aménagement 1985, le seul investissement sur la côte est n'est pas consacré directement des tribus affiliées au RPCR a consisté, en tout et pour tout, en la réfection de l'appartement de l'assistance sociale de Ponérihouen ».

Le gouvernement du territoire avance aussi l'argument de l'insécurité pour justifier le déséquilibre budgétaire au détriment de la côte est. « Dans le cas des travaux publics, dit un ministre, on est bien obligé de transporter dans des régions plus calmes les investissements prévus pour respecter les engagements pris avec les entreprises ».

Tout cela a fourni aux indépendantistes de nouveaux arguments politiques. « Ils vous donnent raison », a même concédé M. Henri Wetta, conseiller territorial RPCR à son beau-frère, M. Jean-Marie Tjibaou. Pour le chef du FLNKS, il y a des points positifs dans cette expérience : « Le boycottage économique dont nous gratifie le gouvernement territorial est bénéfique pour notre peuple. (...) Aujourd'hui, nous stockons de la farine, de l'énergie. A propos de la pérennité du gouvernement de M. Ukeiwé, le maire de Hienghène conclut volontiers : « On ne peut pas appeler cela un gouvernement qui favorise le développement du pays. Alors, plus vite il sera dissous, mieux cela vaudra pour tout le monde ».

FREDERIC FILLOUX.

(1) 1 FCFP = 0,055 Français.

« Nous nous opposerons avec la dernière énergie à l'administration directe »

déclare M. Dick Ukeiwé (RPR)

La situation en Nouvelle-Calédonie a été évoquée à deux reprises, à l'Assemblée nationale, mercredi après-midi 24 avril, au cours de la séance réservée aux questions au gouvernement. En réponse à M. Jean-Marie Daillet, député UDF de la Manche, qui avait affirmé que l'installation d'une base stratégique à Nouméa exposerait la France « à de graves ennuis et à de graves dépenses », le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a répondu : « La vérité, c'est qu'on parle d'une position stratégique mais que les infrastructures de cette base n'existent pas parce que les gouvernements qui nous ont précédés ne les ont jamais établies ».

M. Michel Debré, député RPR de la Réunion, ancien premier ministre, a souligné, pour sa part, que le renforcement des installations militaires locales constitue « une bonne initiative », mais « à condition que ce soit le prétexte non à une rupture mais à une claire autodétermination ». C'est le premier ministre qui lui a répondu. M. Laurent Fabius a affirmé que le projet en question est « tout à fait opportun » et il a précisé que le Parlement sera « informé » des dispositions retenues par le gouvernement. « J'approuve vos propos, leur tonalité, à tout le moins », a conclu M. Fabius, « vous avez fait preuve de beaucoup de certitude : l'histoire montre aussi qu'on se trompe, parfois, avec beaucoup de certitude ».

A Nouméa, dans l'attente des décisions du pouvoir exécutif le président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, déclarait, mercredi, dans une allocution télévisée : « Nous nous opposerons avec la dernière énergie à l'administration directe de la Nouvelle-Calédonie par l'Etat ».

Evouant l'éventualité de la prochaine dissolution de l'assemblée territoriale, élue en novembre dernier, le chef de l'exécutif local ajoutait : « Ce serait un véritable coup de force contre la démocratie et la liberté, l'aveu d'une complicité ouverte [du pouvoir] avec le FLNKS, directement responsable d'assassinats qui ont endeuillé le territoire ».

Le chef du mouvement indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, en visite sur le plateau du Larzac, se déclarait, presque au même moment, « partisan de toute solution d'ouverture sur l'indépendance mais sans trop tarder ». Interrogé sur la possibilité d'un report du scrutin d'autodétermination après les élections législatives, le président du FLNKS ajoutait : « Ce serait un peu minable pour les socialistes de faire durer ad vitam aeternam ce dossier ». Cependant, soulignait-il, dans la mesure où le président de la République prévoit un processus avec des verrous permettant d'engager définitivement l'ouverture sur l'indépendance, nous sommes preneurs. En tout état de cause, en 1988 ce serait trop tard. »

Jacques Donnedieu de Vabres

VENT D'ESPOIR SUR LA DEMOCRATIE

Un chant d'optimisme raisonné.

André Passeron / Le Monde

Jean-Cyrille Godefroy

LES IMMIGRÉS ET LE DROIT DE VOTE

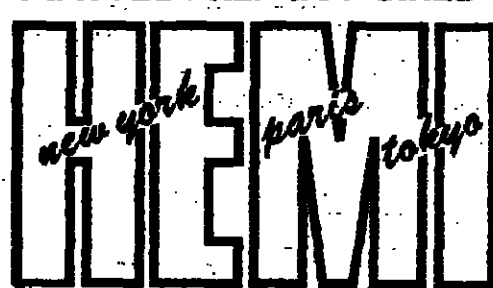
Mme Dufoix : « La morale à mains nues »

Mme Georgina Dufoix, qui répondait mercredi après-midi 24 avril, au cours de la séance de l'Assemblée nationale consacrée aux questions au gouvernement, à M. Jacques Donnedieu de Vabres, député UDF de Paris, a expliqué que par ses propos devant le sixième congrès de la Ligue des droits de l'homme (le Monde du 22 avril) le président de la République a voulu « mettre en garde contre la banalisation des discours de méfiance à l'égard des étrangers ». Le porte-parole du gouvernement a indiqué qu'en écoutant l'intervention de M. Mitterrand, elle avait eu le « sentiment fort de traverser l'un de ces moments rares en politique où la morale décide d'affronter à mains nues les facilités des discours adhésifs ».

Le porte-parole du gouvernement a ajouté qu'évoquer la participation des étrangers aux élections locales, « ce n'est pas accélérer l'histoire mais freiner sa dérive, ce n'est pas une provocation, c'est inviter les citoyens à une réflexion ». Selon elle,

il y a des domaines où, pour réussir, « la collectivité doit avancer ensemble et d'un même pas ». Une bonne politique de l'immigration, a-t-elle ajouté, ne porte ses fruits que si l'opinion la comprend. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale considère que l'aboutissement d'une politique équilibrée peut se trouver dans « l'accès des immigrés à la nationalité française » mais pourrait être aussi « leur participation à la démocratie locale, participation qui ne remettrait pas en cause la souveraineté nationale appartenant aux seuls nationaux ». Confirmant l'organisation d'un débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale en juin, Mme Dufoix a assuré qu'il est du devoir du gouvernement d'inviter la représentation nationale « à prendre conscience des données exactes du problème » afin d'adopter, avec l'accord de la nation, « une solution conforme à l'idéal et à l'intérêt » de cette dernière.

LITTÉRAIRES ECONOMISTES CLASSES PRÉPARATOIRES



HEMI - Hautes Etudes de Management International

Trois années de formation : France - Etats-Unis - Japon

Concours d'entrée : 23 - 24 - 25 mai 1985

120, Av. des Champs-Élysées 75008 Paris tél. (1) 562.30.94

Etablissement privé d'enseignement supérieur

SOCIÉTÉ

APRÈS LA NOMINATION PAR JEAN-PAUL II DE VINGT-HUIT NOUVEAUX CARDINAUX

Le poids de l'Europe et de la tradition

L'annonce d'un consistoire pour le 25 mai, faite par Jean-Paul II le 24 avril (ses dernières éditions), était attendue depuis longtemps. Jamais, en une seule fois, n'a nommé autant de cardinaux. Mais, la composition de cette nouvelle promotion apporte peu de véritables surprises. En effet, la plupart des nominations concernent soit des postes à la curie occupés traditionnellement par un cardinal (préfet d'une congrégation ou président d'un secrétariat) soit des sièges résidentiels cardinaux (New-York, Boston, Québec, Munich, Madrid, Lyon, Florence, Bologne, Utrecht, Santiago-de-Chili, etc.).

EUROPE DE L'OUEST

Mgr Luigi Dadaglio
[Né le 28 septembre 1914 à Sezzadio (Aquila), Mgr Luigi Dadaglio était nonce en Espagne sous le régime de Franco, où il fut apprécié pour son libéralisme, avant d'être ordonné archevêque en 1961, et secrétaire de la Congrégation pour les sacrements et le culte divin. Il est actuellement grand pénitencier au Vatican.]

Mgr Antonio Innocenti
[Né le 23 août 1915 à Poppi (Florence), Mgr Antonio Innocenti, ordonné archevêque en 1968, est nonce en Espagne depuis 1981, après avoir été secrétaire de la Congrégation pour les sacrements.]

Mgr Silvano Piovanelli
[Né le 21 février 1924 à Rosta di Mugello (Florence), Mgr Silvano Piovanelli est archevêque de Florence depuis 1983, après avoir été l'auxiliaire du cardinal Benelli.]

Mgr Giacomo Biffi
[Né le 13 juin 1928 à Milan, Mgr Giacomo Biffi est archevêque de Bologne depuis 1984, après avoir été auxiliaire de Milan depuis 1976.]

Mgr Pietro Pavan
[Né en 1903, Mgr Pietro Pavan, ancien recteur de l'université du Latran, était un ami personnel de Jean XXIII et le principal inspirateur des encycliques *Pacem in terris* et *Mater et Magistra*. Professeur de sociologie, il avait égale-

Ce qui frappe en premier lieu, c'est la prépondérance de ressortissants européens. Sur les vingt-huit nominations, dix-sept concernent des Européens (treize de l'Ouest, dont cinq Italiens, deux Français, deux Allemands, et quatre de l'Est, dont deux Polonais). Pour le reste, il y a quatre Nord-Américains (deux aux États-Unis et deux au Canada), trois Sud-Américains (dont un à la curie), deux Asiatiques (dont un à la curie) et deux Africains (dont un à la curie). On peut sans doute voir dans le choix de Jean-Paul II une volonté d'ancrer la direction de l'Eglise plus fermement dans ce qu'il considère toujours comme l'Occident chrétien.

Demain constatation : les nouveaux cardinaux sont pour la plupart favorables aux positions du

ment participé aux travaux préparatoires de *Populorum progressio*. Ce spécialiste des problèmes sociaux - il a été secrétaire des semaines sociales d'Italie - a la réputation d'être un théologien modéré. A quatre-vingt-deux ans, il ne participera pas à un éventuel concile.]

Mgr Augustin Mayer
[Né le 23 mai 1911 à Ahoetting (Paysan, Allemagne fédérale), Mgr Augustin Mayer, ordonné archevêque en 1972, fut nommé préfet de la Congrégation pour les sacrements et le culte divin en 1984. Il est bénédictin.]

Mgr Friedrich Wetter
[Né le 20 février 1928 à Landau (Sarre, Allemagne fédérale), Mgr Friedrich Wetter est archevêque de Munich et Freising depuis 1982.]

Mgr Angel Suquia Goicoechea
[Né le 2 octobre 1916 à Zaldibia (Guipuzcoa), Mgr Angel Goicoechea est archevêque de Madrid depuis 1983, après avoir été évêque de Malaga, où il était connu pour ses critiques du régime franquiste.]

Mgr Jérôme Hamer
[Né le 1^{er} juin 1916 à Bruxelles, Mgr Jérôme Hamer, dominicain, fut nommé secrétaire de la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi (ex-Saint-Office) en 1973, après des études à Louvain, Fribourg, Rome et le Saut-choir (France), où il fut recteur.

Les deux Français

Mgr Paul Poupard

[Né à Bozillé (Maine-et-Loire) le 30 août 1930, Mgr Paul Poupard est diplômé de l'Ecole des hautes études après avoir obtenu des doctorats en théologie et en histoire. Ordonné prêtre en 1954, il est successivement professeur de lettres dans un collège privé d'Angers, puis directeur d'étudiants en 1957, puis attaché, l'année suivante, au Centre national de la recherche scientifique. Travaillant à la secrétairerie d'Etat au Vatican de 1959 à 1971, il est

Mgr Albert Decourtray

[Né à Wattignies (Nord) le 9 avril 1923, Mgr Albert Decourtray est ordonné prêtre à Lille en juin 1947. Etudiant à Rome de 1948 à 1951 à l'Université grégorienne et à l'Institut biblique pontifical, il est docteur en théologie et licencié en sciences bibliques. Il est ensuite vicaire à Halluin en 1951, puis directeur du grand séminaire

Saint-Siège en matière d'éthique en général et de morale sexuelle, comme NN.SS Jérôme Hamer, gardien de l'orthodoxie doctrinale, Adriaens Simons, le primat des Pays-Bas contesté par l'allemande de l'Eglise néerlandaise, John O'Connor, qui a soutenu à New-York les positions du président Reagan sur l'avortement. Toutefois, parmi les nouveaux promus, on note Mgr Vachon, qui a défendu la promotion de la femme dans l'Eglise au synode sur la famille, et Mgr Decourtray, qui a soutenu publiquement le renouveau catéchétique en France, face aux critiques romaines.

La nomination de l'archevêque de Managua, Mgr Miguel Obando Bravo, attire l'attention sur un troisième élément de ce consistoire : son inspiration politique. Plusieurs nouveaux membres du Sacré-Collège se sont distingués par leur action politique.

Ordonné archevêque en 1975, puis préfet de la Congrégation pour les religieux et les instituts séculiers en 1984, Mgr Hamer, grand défenseur de l'orthodoxie doctrinale, a joué un rôle important dans les procès intentés par l'ex-Saint-Office à Hans Kung et Edouard Schillebeeckx.]

Mgr Adriaens Simons
[Né le 26 novembre 1931 à Lisse (Rotterdam), Mgr Adriaens Simons est archevêque d'Utrecht depuis 1983, après avoir été évêque de Rotterdam. Sa nomination à ces deux postes par Rome a été fortement contestée aux Pays-Bas, où il est considéré comme un évêque conservateur, chef de file de la fraction de l'Eglise néerlandaise soutenue par le Saint-Siège pour reprendre en main une Eglise locale jugée trop progressiste depuis le concile par Paul VI et Jean-Paul II. Symbole de la démission des catholiques néerlandais, Mgr Simons fut même réélu par son prédécesseur, le cardinal Willebrands, qui a déclaré que sa nomination comme primat des Pays-Bas serait accueillie « avec douleur ».]

Mgr Alfons Stickler
[Né le 23 août 1910 à Neunkirchen (Autriche), Mgr Alfons Stickler, nommé archevêque en 1983, est professeur de théologie et pro-archiviste de l'Eglise.]

Mgr Myroslaw Ivan Lubachivsky
[Né le 24 juin 1914 à Dolyna (Ukraine), Mgr Myroslaw Lubachivsky a succédé au cardinal Jozef Slipyj comme archevêque de Lvov. Mgr Lubachivsky était archevêque des Ukrainiens à Philadelphie (Etats-Unis) jusqu'à la mort du cardinal Slipyj. Depuis, il vit à Rome.]

AMÉRIQUES

Mgr John O'Connor
[Né le 15 janvier 1920 à Philadelphie, Mgr John O'Connor était évêque de Scranton (Pennsylvanie) avant d'être nommé archevêque de New-York en 1984. Ancien assistant militaire de la marine américaine, Mgr O'Connor est connu pour son conservatisme doctrinal et son opposition farouche à l'avortement. Lors de la dernière campagne électorale du président Reagan, Mgr O'Connor avait déclaré ne pas voir comment un catholique pourrait en bonne conscience voter pour un candidat qui soutient explicitement l'avortement.]

Mgr Obando Bravo ne cache pas son opposition au gouvernement nicaraguayen, et le choix de Jean-Paul II est significatif, puisque le siège de Managua n'est pas traditionnellement cardinalice, et le pape aurait pu choisir l'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera Damas, qui a fait une option politique plus « à gauche », dans la ligne de Mgr Romero. Du côté de l'Europe de l'Est, le choix de Jean-Paul II est également significatif, avec la nomination de Mgr Henryk Gulbinowicz, représentant de la « ligne dure » de l'épiscopat polonais contre le communisme, et celle de Mgr Myroslaw Lubachivsky, évêque ukrainien en exil et docteur en théologie, avec Mgr Juljan Vahrode, de Riga, nommé au dernier consistoire, pour l'Union soviétique.

ALAIN WOODROW.

EUROPE DE L'EST

Mgr Jozef Tomko

[Né le 11 mars 1924 à Udvadsk (Slovaquie), Mgr Jozef Tomko était secrétaire général du synode des évêques depuis 1979. En l'élevant au cardinalat, Jean-Paul II l'a également nommé préfet de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples (la « Propaganda Fide » chargée des missions), poste vacant depuis le décès de Mgr Dermot Ryan. Mgr Jan Schotte, évêque belge, jusqu'à présent vice-président de la commission « Justice et Paix », remplace Mgr Tomko comme secrétaire général du synode.]

Mgr Andrzej Deskur
[Né le 29 février 1924 à Sanktynow (Pologne), Mgr Andrzej Deskur, ordonné archevêque en 1980, était président de la commission pontificale pour les communications sociales jusqu'en 1984, lorsque il a démissionné pour raisons de santé. Ce Polonais est un ami personnel de Jean-Paul II.]

Mgr Henryk Gulbinowicz
[Né le 17 octobre 1928 à Soszkiel (Pologne), Mgr Henryk Gulbinowicz, archevêque de Wrocław (ex-Breslau) depuis 1976, représente le parti de la fermeté dans l'Eglise polonaise face au régime communiste. A plusieurs reprises, il a plaidé pour « ceux qui sont persécutés ou en prison ».]

Mgr Myroslaw Ivan Lubachivsky
[Né le 24 juin 1914 à Dolyna (Ukraine), Mgr Myroslaw Lubachivsky a succédé au cardinal Jozef Slipyj comme archevêque de Lvov. Mgr Lubachivsky était archevêque des Ukrainiens à Philadelphie (Etats-Unis) jusqu'à la mort du cardinal Slipyj. Depuis, il vit à Rome.]

AFRIQUE

Mgr Francis Arinze

[Né le 1^{er} novembre 1932 à Eniowelle (Nigeria), Mgr Francis Arinze, ancien archevêque d'Onitsha, est président du secrétariat romain pour les non-chrétiens depuis 1984.]

Mgr Paul Tzadum

[Né le 25 août 1921 à Addis-Abeba (Abyssinie), Mgr Paul Tzadum est archevêque d'Addis-Abeba depuis 1977.]

Mgr Bernard Law

[Né le 4 novembre 1931 à Torroon, Mgr Bernard Law était évêque de Springfield-Cape-Girardeau (Missouri), avant d'être nommé archevêque de Boston en 1984. Il est considéré comme doctrinalement conservateur.]

Mgr Louis-Albert Vachon
[Né le 4 février 1912 à Saint-Frédéric (Québec), Mgr Louis-Albert Vachon est archevêque de Québec depuis 1981. Il s'est fait remarquer au synode romain sur la famille par une intervention vigoureuse contre le séminaire, qui avait été préparé par des femmes.]

Mgr Edouard Gagnon
[Né le 15 janvier 1918 à Port-Daniel (Québec), Mgr Edouard Gagnon est président du conseil pontifical pour la famille depuis 1983.]

Mgr Miguel Obando Bravo
[Né le 2 février 1926 à La Libertad (Nicaragua), Mgr Miguel Obando Bravo est archevêque de Managua et primat du pays depuis 1970. Ayant demandé la démission du général Somoza en 1978, Mgr Obando Bravo s'est rapidement opposé au nouveau régime sandiniste pour en devenir son critique le plus sévère et, pratiquement, le chef de l'opposition politique.]

Mgr Juan Francisco Fresno Larrain
[Né le 26 juillet 1914 à Santiago-de-Chili, Mgr Juan Francisco Larrain est archevêque de cette ville depuis 1983. Homme modéré, qui s'efforçait de rapprocher gouvernement et opposition, Mgr Larrain a d'abord soutenu le régime de Pinochet, puis s'est opposé à la réélection de ce dernier.]

Mgr Rosendo José Castillo Lara
[Né le 4 septembre 1922 à San-Casimiro (Venezuela), Mgr Castillo Lara, nommé archevêque en 1982, est président de la commission pontificale pour l'interprétation du code de droit canonique.]

ASIE

Mgr Simon Lourdasamy

[Né le 5 février 1924 à Kallari (Inde), Mgr Simon Lourdasamy, ancien archevêque de Bangalore, est, depuis 1977, secrétaire de la Congrégation romaine pour l'évangélisation des peuples et président des Œuvres pontificales missionnaires.]

Mgr Ricardo Vidal
[Né le 6 février 1931 à Mogpoc (Philippines), Mgr Ricardo Vidal est archevêque de Cebu depuis 1982.]

AFRIQUE

Mgr Francis Arinze

[Né le 1^{er} novembre 1932 à Eniowelle (Nigeria), Mgr Francis Arinze, ancien archevêque d'Onitsha, est président du secrétariat romain pour les non-chrétiens depuis 1984.]

Mgr Paul Tzadum

[Né le 25 août 1921 à Addis-Abeba (Abyssinie), Mgr Paul Tzadum est archevêque d'Addis-Abeba depuis 1977.]

UNICEF

Si vous avez, dans l'immédiat après-guerre (1947-1950), bénéficié de l'aide humanitaire de l'UNICEF (ou FISE) aux enfants d'Europe, ou si vous avez, d'une manière ou d'une autre, participé à cette action de solidarité, faites-vous connaître au COMITÉ FRANÇAIS POUR L'UNICEF. SERVICE DE L'INFORMATION, 38, rue Fédérale-Denis, 75016 Paris. Tél. : 624-60-00. Vos témoignages ou vos documents personnels (photos notamment) enrichiront une étude actuellement menée par l'UNICEF sur cette période.

Mgr Decourtray : un intellectuel de terrain

Mgr Albert Decourtray est surtout connu du public français depuis qu'il est passé à la télévision le 18 mars, invité de « L'heure de vérité », après avoir été condamné à Lyon la montée de la xénophobie en France, avec une allusion transparente au Front national. Les téléspectateurs avaient découvert un homme affable, calme et souriant, qui répondait courtoisement aux questions les plus diverses des journalistes. Modéré dans sa doctrine, l'archevêque de Lyon avait séduit le public par sa spiritualité et son humanité.

A la fois intellectuel et « homme de terrain » comme il se qualifie lui-même, ce théologien et enseignant de soixante-deux ans est issu d'une famille modeste de la région industrielle du Nord, mais il connaît aussi les milieux bourgeois pour avoir présidé la commission épiscopale pour les milieux indépendants. Il n'a pas renié ses origines pour autant, s'intéressant au monde du travail, se rendant dans les entreprises pour parler avec des grévistes et se prononçant à maintes reprises sur le chômage et les difficultés des travailleurs immigrés. Evêque des Minquies, le banquier ouvrier de Lyon, Mgr Decourtray a récemment déclaré que sa tâche sur la

montée du racisme serait « une tâche ». Archevêque également de la ville où est incarcéré Klaus Barbie, accusé de crimes contre l'humanité, Mgr Decourtray a lancé un appel pour « garder au débat sa hauteur véritable pour l'homme et pour l'histoire, c'est-à-dire, au-dessus des règlements de comptes », et il s'est déclaré « absolument contre la peine de mort », même dans la pire des cas.

Dernier trait de caractère du nouveau cardinal : ayant guéri d'un cancer des cordes vocales en 1980, il a enregistré sur une cassette pour les malades atteints de cancer ses réflexions spirituelles au cours de sa maladie. Convinqu qu'un évêque est avant tout un homme de la parole, il avait confié alors : « Je préfère perdre la vie plutôt que la voix ».

Commentant sa nouvelle « promotion » le 24 avril, le cardinal Decourtray a déclaré avec humour : « Il y a des villes où des cardinaux ont été nommés à cause de leur personnalité, et cela rejait sur la ville. Puis il y a des cardinaux qui ont été nommés à cause des villes, et cela rejait sur leur personnalité. En ce qui me concerne, je bénéficie du prestige de la ville de Lyon ! »

A. W.

(Publicité)

LE COMMISSARIAT DE L'ARMÉE DE TERRE
LE COMMISSARIAT DE LA MARINE
LE COMMISSARIAT DE L'AIR

RECRUTERONT EN 1985

PLUS DE 30 ÉLÈVES COMMISSAIRES

Parmi les juristes et économistes titulaires d'un diplôme permettant de se présenter au concours externe d'entrée à l'ENA.

Limite d'âge : 25 ans au plus au 1^{er} janvier 1985
(26 ans après service national)

Closure des inscriptions : 1^{er} juin 1985

INFORMEZ-VOUS

DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE L'ARMÉE DE TERRE

Caserne Lorraine - 37, bd de Port-Royal
75998 PARIS-ARMÉES
Tél. : 555-95-20, poste 43.270

DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE LA MARINE

2, rue Royale, 75200 PARIS-NAVAL
Tél. : 260-33-30, postes 21.398 et 21.221

DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE L'AIR

26, bd Victor, 75996 PARIS-ARMÉES
Tél. : 552-24-54 et 552-24-51.

ÉDUCATION

LE CONTRÔLE PAR LA POLICE DES RÉSULTATS UNIVERSITAIRES DES ÉTRANGERS EST CONTESTÉ

Un appel diffusé par l'UNEF indépendante et démocratique (animée par des trotskistes et des socialistes) et signé par une cinquantaine d'universitaires, dont MM. René Rémond, Laurent Schwartz et René Dumont, critique les mesures permettant aux préfetures de police d'exiger des étudiants étrangers des pibcos « justifiant la réalité des études poursuivies ».

C'est en septembre dernier qu'une circulaire du ministère de l'Intérieur a précisé que le renouvellement de la carte de séjour aux étudiants étrangers pouvait être subordonné à la présentation, par ces derniers, d'une attestation de l'établissement d'enseignement indiquant qu'il a participé aux examens auxquels les cours préparent. Les signataires de l'appel jugent ces mesures injustes et discriminatoires pour l'université, car : « le contrôle de la réalité des études a toujours été, jusqu'à présent, le domaine exclusif des universitaires ».

Selon les responsables de l'UNEF, quelques préfetures ont déjà exigé des étudiants étrangers des certificats de réussite à des examens. Ce syndicat ainsi que dix-huit associations d'étudiants étrangers demandent à être reçus par le ministère de l'Intérieur, « afin d'être entendus sur ces problèmes ».

Lisez
Le Monde
L'ÉDUCATION

EN BREF

« Trois » profs en orbite

Après les sénateurs, dont un représentant, Jack Garn, a effectué la semaine dernière un vol à bord de la navette spatiale américaine, ce devrait être au tour de trois professeurs d'université d'embarquer sur le véhicule de la NASA. L'agence spatiale américaine vient, en effet, de rendre public le nom des candidats qu'elle a sélectionnés, à savoir : M^{lle} Millie Hughes-Fulford, trentenaire, professeur de biochimie, qui devrait monter à bord de la navette en février 1987 ; M^{lle} Francis Gaffney, trente-sept ans, professeur de cardiologie, et Robert Phillips, cinquante-six ans, vétérinaire, spécialiste de la physiologie et de la nutrition, qui devraient en principe voler en mai 1986.

● Le Canada étudie un satellite de la Paix. - Le Canada vient de lancer une étude sur la possibilité de construire un système de surveillance spatiale qui serait apte à repérer les objets spatiaux « dont le rôle est mal cerné » et permettrait ainsi « de déterminer s'ils peuvent être capables de commettre des actes

hostiles ». Un premier projet de satellite de ce type, Paxsat-A, pourrait être proposé au terme d'une étude menée par la firme canadienne Spar-Aerospace dont le président a indiqué que l'engin pourrait être utilisé par tous les pays qui en feraient la demande et respecteraient les objectifs du traité des Nations Unies de 1967 sur l'utilisation pacifique de l'espace.

● Le cinquième homme au cœur artificiel est mort. - Jack Burcham, le cinquième homme à avoir reçu un cœur artificiel, est décédé le 24 avril, au Humana Hospital Audubon de Louisville (Kentucky), ont annoncé les responsables de cet établissement.

● Une caisse d'épargne dévalisée dans l'Orne par quatre malfaiteurs. - Quatre malfaiteurs masqués ont vidé de leur contenu, pendant la nuit du mardi 23 au mercredi 24 avril, plus d'une centaine de coffres de particuliers de la caisse Ecureuil de Mortagne-au-Perche (Orne), après s'être fait ouvrir les chambres fortes par le directeur sous la menace de leurs armes.

L'absurde et le mystère
Jean GUITTON
de l'Académie Française

«... Ce testament qu'il les vraies questions sont en première ligne...» Bernard BRO, France Catholique

«Ce livre immense par sa pureté...» Jean CAZENÈVE, L'Aurore

«... livre testamentaire, tout poignant de profondeur...» Yves DENTAN, Le Figaro

DDB DESCLÉE DE BROUWER

Homsy Delafosse à la tête d'un très puissant réseau mondial d'agences créatives.

Aujourd'hui, une marque est souvent vendue mondialement. Pour que les sociétés puissent désormais compter sur une excellente qualité de communication partout où elles le souhaitent, Homsy Delafosse & Associés vient de prendre une initiative originale : la création d'un réseau d'agences de publicité indépendantes, ayant toutes une caractéristique commune : celle d'une spectaculaire réussite locale, liée à une créativité de très haut niveau.

Dans chaque pays, une agence très performante.

A l'inverse du processus appliqué jusqu'ici qui consistait, pour créer un réseau mondial, à faire essaimer une agence-mère en de multiples entités locales de philosophies parfois différentes, ce nouveau réseau rassemble les "agences championnes" de plus de 35 pays. Ce sont toutes des agences indépendantes, ayant réussi par leur seul mérite. Parmi les principales, en voici quelques unes :

ALLY & GARGANO (USA) :
Agence de l'Année en 1982. Une des agences les plus créatives des États-Unis. Très grosse progression due à l'acquisition de budgets tels que Polaroid, Saab, Bristol Meyers et National Distillers. Son chiffre d'affaires dépassera les 200 millions de dollars cette année.

GRANDFIELD RORK COLLINS (Grande-Bretagne) :
Une des plus fortes progressions de ces dernières

années. L'agence a été créée en 1979. Elle emploie aujourd'hui plus de 325 personnes pour un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de francs. Elle doit son succès au travail réalisé pour ses clients tels que : Commodore, Johnson & Johnson, le Times, Royal Automobile Club, Spar, Tesco, Thorn EMI, Vinos de España et W.H. Smith.

ASSOCIATI GLOBE (Italie) :
Sans doute la progression la plus forte d'Italie. L'agence double son chiffre d'affaires tous les ans, grâce à des budgets tels que Corriere della Sera, Girard Perregaux, Roberta de Camerino, Givenchy, Ariston, etc.

EDEM ADVERTISING (Grèce) :
La plus importante agence indépendante de Grèce. Très forte progression. Parmi ses principaux budgets, il faut citer Ariston, Iglo, Unilever, Porsche et IBM.

SHOFIELD SHERBON BAKER (Australie) :
Une des plus importantes progressions de ce pays. Agence indépendante très créative, gérant des budgets tels que le Gouvernement australien, Reckitt & Coleman, l'Oréal et BP Australie.

Ce réseau international est également présent dans les principaux pays suivants : Japon, Allemagne Fédérale, Hong Kong, Moyen Orient, Canada, Mexique, Belgique, Suisse, Autriche,

Hollande, Irlande, Indonésie, Singapour, Afrique du Sud, Cameroun, Côte-d'Ivoire, Corée du Sud, Pakistan, Inde, etc.

Un chiffre d'affaires supérieur à 600 millions de dollars. Une marge brute supérieure à 90 millions de dollars.

Le réseau ainsi créé se place au premier rang des réseaux français à vocation internationale. Il fonctionne à partir d'une holding basée à Londres, dont le nom est GRCI, et qui pourrait être cotée en Bourse dès 1986.

Principales étapes du Groupe Homsy Delafosse & Associés.

1978 : Homsy Delafosse & Associés, dont les principaux budgets sont : Marie Brizard, Baccarat, Jacob Delafon, "33" Export, Camel, Crédit Commercial de France, Maisons Phénix, Panach', Tuborg, Bahlens, etc.

1982 : Executive Club de France, lieu de rencontre du monde des affaires et de la politique.

1983 : Lancement de Decider's, conseil en image institutionnelle de l'entreprise et de ses dirigeants.

1984 : Association avec le Groupe ODIC (Olivier Dassault International Communication).

1984 : Création de Paradise, agence de publicité, filiale.

1985 : Constitution du réseau Homsy Delafosse International.

Homsy Delafosse International

FONDATEUR DU RÉSEAU GRCI.

216, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 544.38.67 - Télex : HOMFOS 201958 F.

هكذا من الأول

SPORTS

FOOTBALL

La Juventus de Turin en finale de la Coupe d'Europe

De notre envoyé spécial

Bordeaux. - Le miracle n'a pas eu lieu mercredi 24 avril au Stade-Vélodrome de Bordeaux. Les Girondins n'ont pu contrebalancer que deux des trois buts concédés quinze jours plus tôt à la Juventus de Turin, qui disputera, donc, le 29 mai à Bruxelles, la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions de football contre Liverpool.

Afin de perturber leurs adversaires, les Girondins avaient laissé sur la touche le Portugais Fernando Chalana pour constituer un milieu de terrain plus « musclé », avec Gernot Rohr et René Girard, chargés de neutraliser Michel Platini et le Polonais Zbigniew Boniek. Cette tactique s'est révélée payante puisqu'ils ouvraient le score par Dieter Müller dès la vingt-sixième minute.

Dès lors, l'affrontement était parfois féroce entre une équipe bordelaise survoltée par le soutien de 42 000 spectateurs et la Juventus, qui s'organisait pour défendre à tout prix l'accès de ses buts. Six avertissements de l'arbitre espagnol, M. Lamo Castillo, ne suffisaient pas pour calmer les esprits. Au contraire, le deuxième but, de Patrick Battiston, d'un tir de plus de 20 mètres (80' minute), allait provoquer un final hallucinant, digne des plus grandes heures de l'épopée des Verts au stade Geoffroy-Guichard. Thierry Tusseau, puis Jean Tigana, avaient tour à tour le troisième but au bout du pied, mais Luciano Bodini, le gardien italien, sauvait alors son équipe en évitant les prolongations.

Les Girondins de Bordeaux, qui n'ont pas réussi à accéder à la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, n'ont pourtant pas tout perdu : ils estiment à plus de 8 millions de francs le bénéfice de cette demi-finale.

Une entreprise de spectacles

Huit heures avant le coup d'envoi de Bordeaux-Juventus, quelques centaines de jeunes gens attendent déjà l'ouverture des portes du Stade-Vélodrome, manifestant leur optimisme sur l'issue du match à l'arrivée de Michel Drucker ou des journalistes d'Antenne 2 venus présenter leur journal de la mi-journée. Jean-Claude Darmon - le « monsieur publicité » du football et du rugby - plaisante avec le réalisateur Pierre Badel, puis il va faire un tour de piste pour régler les derniers problèmes de panneaux publicitaires. La télévision et la publicité font cette fois bon ménage.

Aux Girondins de Bordeaux, Jean-Claude Darmon est responsable du secteur commercial depuis l'arrivée à la présidence de Claude Bez. Une société commerciale, Girondins promotion, a été créée pour développer ce secteur, qui va de l'animation à la vente de gadgets en passant par la promotion et la publicité. Il rapporte au club quelque 20 % de son budget global.

Pour la venue de la Juventus, Jean-Claude Darmon s'est surpassé : il a permis de tripler la recette prévue aux guichets, qui avoisinaient pourtant les 3 millions de francs. « Il fallait faire de ce match de Coupe d'Europe une fête économique pour le club », dit-il. La présence de la télévision et la perspective d'un indice d'écoute record ont fait fleurir les panneaux publicitaires autour de la pelouse. Une cinquantaine, à raison de 35 000 F à 75 000 F le panneau suivant son emplacement, soit près de 2,5 millions de francs de recette.

Plus que jamais les Girondins de Bordeaux répondaient mercredi soir à la vocation d'« entreprise de spectacle » définie par Claude Bez. Comme lors du match précédent contre les Soviétiques, Europe 1 assurait l'animation de la soirée. Six mille ballons avaient été distribués, de même que quarante mille briquets allumés par les spectateurs à la mi-temps pour créer une atmosphère festive autour du terrain. Avant et après le match, les Girondins de Bordeaux accueillent aussi quelque sept cents VFR sous une tente de 2 000 m² dressée dans l'enceinte du stade. Pour 1 500 F par personne, de grosses sociétés pouvaient ainsi offrir à leurs invités une place pour le match, puis un dîner sous la tente en compagnie des joueurs. L'opération devait se solder par un bénéfice de 300 000 F pour le club malgré un investissement équivalent.

Cette fête était aussi pour la Chambre interprofessionnelle des vins de Bordeaux ou pour la chambre de commerce et d'industrie l'occasion de manifester leur soutien aux Girondins tout en exploitant l'impact du football.

Lors du match aller à Turin, la chambre de commerce et d'industrie avait délégué une vingtaine de chefs d'entreprises pour approfondir ce

nouer des contacts avec leurs homologues transalpins. Près de trois mille ressortissants italiens résident, en effet, en Gironde, et les échanges commerciaux sont déjà importants. En 1983, les importations en provenance d'Italie s'élevaient à 1 200 millions de francs (pétrole raffiné, textile, bonneterie, chaussures, équipements industriels et matériaux de construction), tandis que les exportations (agriculture, papier et carton, matériel électronique et informatique, produits chimiques) représentaient 970 millions de francs.

Le vrai miracle

L'opération montée par la chambre de commerce et d'industrie était plus ambitieuse pour le match retour. « L'attrait d'un tel événement », explique M. Maxwell, le directeur de l'information, nous a permis d'attirer une dizaine de grands chefs d'entreprise susceptibles d'être intéressés par la Gironde dans des secteurs porteurs pour notre économie, comme l'aéronautique, le spatial, l'électronique, les industries de la santé et l'agro-alimentaire. »

Pour ces invités, le programme comprenait, bien sûr, la fête avec le match et le dîner avec les joueurs, mais aussi une réception à la mairie, la visite des usines Dassault et des rencontres avec d'autres industriels déjà implantés en Aquitaine (Ford, IBM, Aérospatiale, etc.), qui peuvent, selon M. Maxwell, témoigner « des atouts et des attraits de cette région de gagnants à l'image des Girondins ».

« Pour avoir une grande équipe et faire une carrière européenne, il faut désormais de grandes entreprises locales importantes à la mairie », explique M. Maxwell. C'est notre façon de participer à l'effort. »

Les Girondins de Bordeaux n'auraient sans doute pas été demi-finalistes de la Coupe d'Europe sans l'aide généreuse des collectivités locales depuis plusieurs années. Pour équilibrer un budget prévisionnel de 55 millions de francs, les Bordeaux comptaient, cette saison encore, sur les 8 millions accordés par le conseil général et sur la subvention municipale de 6 millions, dont 2 destinés au remboursement des 12 millions de prêts consentis par la mairie en janvier 1984.

Il est vrai que les 15 millions de francs de bénéfices enregistrés lors des trois premiers tours de la Coupe d'Europe et les 8 millions de bénéfices en demi-finale permettront, cette année, aux Girondins de boucler largement leur budget, en dépassant probablement les 70 millions de recettes. C'est peut-être cela le vrai miracle de la Coupe d'Europe.

GÉRARD ALBOUY.

LES RÉSULTATS

COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS
Bordeaux (Fr.) b. Juventus (It.) 2-0 (0-3) ; Liverpool (Ang.) b. « Panathinaïkos » (Gr.) 1-0 (4-0).
Juventus et Liverpool joueront la finale le 29 mai à Bruxelles.

COUPE D'EUROPE DES VAINQUEURS DE COUPE
« Dynamo » de Moscou (URSS) et Rapid de Vienne (Aut.), 1-1 (1-3) ; « Everton » (Ang.) b. Bayern de Munich (RFA), 3-1 (0-0).
Rapid de Vienne et Everton joueront la finale le 15 mai à Rotterdam.

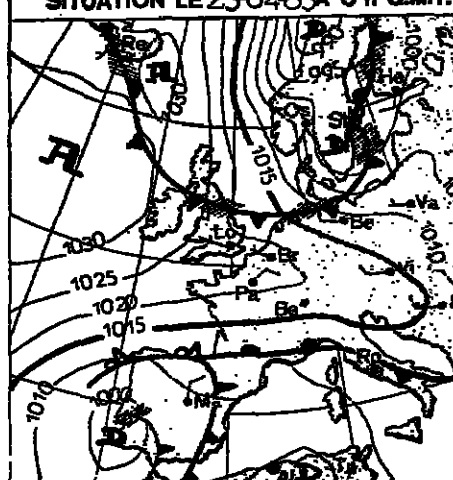
COUPE DE L'UEFA
« Zeltzjiczer » (You.) b. Videoton (Hon.), 2-1 (1-3) ; « Real de Madrid » (Esp.) b. Inter de Milan 3-0 (0-2).
Videoton et Real de Madrid joueront la finale (aller, le 7 mai ; retour, le 21 mai).
Entre parenthèses, les résultats des matches aller.

PISCINE DELIGNY
LA PLAGE DE PARIS
Ouverture le 27 avril
BAR-RESTAURANT
midi et soir
(bassin alimenté en eau de ville)
3 000 m² de solarium
Autor. des berges - Park. gardé
Près du pont de la Concorde
face 25, quai Anatole-France
Téléphone 551-72-15
TOUTE L'ANNÉE
BATEAU ÉCOLE
PERMIS BATEAU ET RIVIÈRE

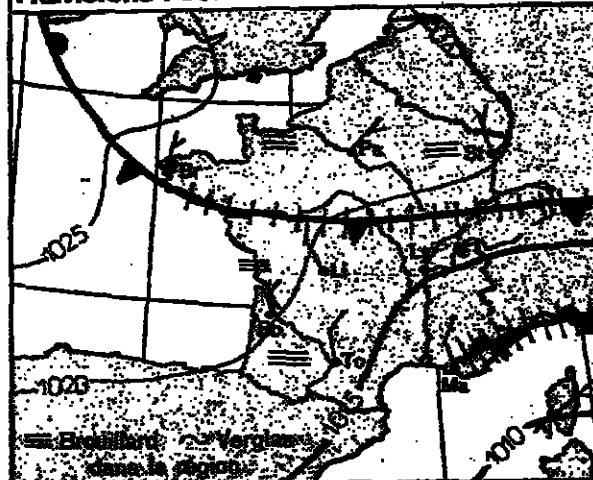
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

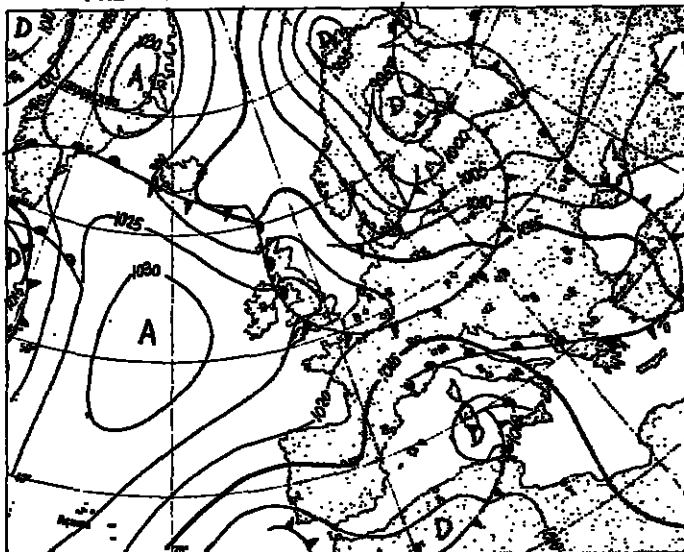
SITUATION LE 25-04-85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 26-4-85 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 26 AVRIL 1985 A 0 HEURE (GMT)



Evolution probable du temps en France

entre le jeudi 25 avril à 0 heure et le vendredi 26 avril à 24 heures et le samedi 27 avril à 24 heures.

Une perturbation peu active, en provenance du nord-est, traversera vendredi les régions du Nord-Est ; près de la Méditerranée, l'air reste doux et légèrement instable.

Vendredi matin, un temps frais prédominera ; quelques faibles gelées seront observées sur les régions du Centre et de l'Est. Les nuages, abondants des côtes de la Manche aux régions du Nord-Est, seront accompagnés de faibles précipitations de la Lorraine aux Vosges.

As cour de la journée, le temps sera peu nuageux (après dissipation de quelques bancs de brouillard formés sur l'Aquitaine) ; toutefois, les nuages seront abondants sur la Normandie, le Bassin parisien, et les régions du Nord et du Nord-Est.

Près de la Méditerranée, des nuages élevés voileront le soleil, mais le temps restera doux et agréable, avec un faible risque d'ondées orageuses en soirée sur la Corse.

Le vent soufflera faiblement ou modérément de secteur nord dominant ; il tournera au nord-ouest progressivement sur les régions situées au nord de la Loire.

Les températures, encore basses le matin dans l'intérieur, atteindront l'après-midi des valeurs voisines de 10 à 15 degrés sur la moitié nord du pays, 15 à 21 degrés plus au sud.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer stable, à Paris, le jeudi 25 avril, à 8 heures, de 1 015,7 millibars, soit 764,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 avril ; le second, le minimum dans la nuit du 24 au 25 avril) : Ajaccio, 18 et 8 degrés ; Biarritz, 18 et 11 ; Bordeaux, 15 et 5 ; Bourges, 13 et 3 ; Brét, 11 et 3 ; Caen, 10 et 0 ; Charbourg, 8 et 3 ; Clermont-Ferrand, 13 et -3 ; Dijon, 13 et 2 ; Grenoble-St-M-H., 15 et 5 ; Grenoble-St-Geoirs, 13 et 1 ; Lille, 11 et -1 ; Lyon, 15 et 0 ; Marseille-Marganne, 19 et 10 ; Nancy, 11 et -3 ; Nantes, 14 et 4 ; Nice-Côte d'Azur, 17 et 13 ; Paris-Montsouris, 14 et 4 ; Paris-Orly, 12 et 3 ; Pau, 15 et 9 ; Perpignan, 20 et 11 ; Rennes, 14 et 3 ; Strasbourg, 11 et -2 ; Tours, 13 et 3 ; Toulouse, 14 et 6 ; Poitiers-Fitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 13 ; Amsterdam, 10 et 4 ; Athènes, 21 et 13 ; Berlin, 10 et 3 ; Bonn, 11 et -2 ; Bruxelles, 10 et 2 ; Le Caire, 28 et 16 ; Les Canaries, 24 et 15 ; Coppenhague, 7 et 1 ; Dakar, 22 et 17 ; Djakarta, 26 et 18 ; Genève, 11 et 1 ; Istanbul, 20 et 10 ; Jérusalem, 30 et 11 ; Lisbonne, 14 et 9 ; Londres, 13 et 5 ; Luxembourg, 9 et -2 ; Madrid, 12 et 7 ; Montréal, 18 et 2 ; Moscou, 21 et 10 ; Nairobi, 24 et 15 ; New-York, 12 et 9 ; Palma-de-Majorque, 21 et 12 ; Rio-de-Janeiro, 27 et 22 ; Rome, 20 et 9 ; Stockholm, 9 et -2 ; Tenez, 31 et 21 ; Tunis, 27 et 15.

loterie nationale

Le règlement de TACO-TAC est publié sous couvert U.O. de 26/02/85

Le numéro	DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTIERS
665578	4 000 000,00 F
065578	50 000,00 F
165578	
265578	
365578	
465578	
565578	

Les numéros approchant aux					gagnent
Dizaines de mille	Mille	Certaines	Dizaines	Unités	
605578	660578	665078	665508	665570	10 000,00
615578	661578	665178	665518	665571	
625578	662578	665278	665528	665572	
635578	663578	665378	665538	665573	
645578	664578	665478	665548	665574	
655578	665578	665578	665558	665575	
675578	667578	665778	665568	665576	
685578	668578	665878	665588	665577	
695578	669578	665978	665598	665579	
<div><div>You les billets ne touchent pas</div><div><div>5578</div><div>578</div><div>78</div><div>8</div></div><div>gagnent</div></div>					
					1 000,00
					200,00
					100,00

TACOTAC

TRAJE DU MERCREDI 24 AVRIL 1985

loterie nationale

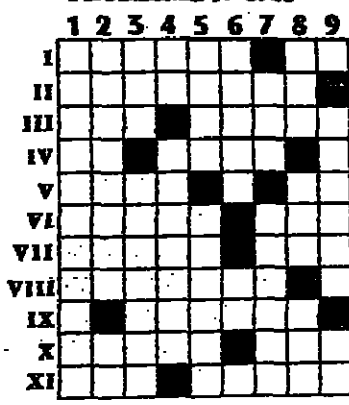
TOUS CURRULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS

TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISONS	FINALES ET NUMÉROS	SOMMES GAGNÉES
1	01 61 14 561 48 881	100 300 10 300 10 100	6	488 0 778 03 888	500 2 000 10 000
2	62 7 242 14 342	200 2 000 10 000	7	7 337 657 85 247	100 600 600 10 100
3	123 843 983 10 373 24 223	500 500 500 10 000 10 000	8	228 548 1 228 1 888	500 500 2 000 2 000
4	894 714 894 48 914	500 500 500 10 000	9	388 548 1 088 265 088 275 048	500 500 2 000 1 000 000 4 000 000
5	636 0 636 3 145 36 675	500 2 000 2 000 10 000	0	50 200 370 1 870 2 890 5 080 38 110	200 500 500 2 000 2 000 2 000 10 000
6	28 176	200 500			

LOTO
N° 17
Tirage du mercredi 24 avril 1985
9 20 21 37 45 48 29
POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 1er MAI ET SAMEDI 4 MAI
VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI
TRANCHE E-MC2
Tirage du mercredi 24 avril 1985

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3943



HORIZONTALEMENT

I. Ceux qui y font la cour pensent beaucoup à la belle. Éléments de carré inscrit sur un rectangle. - II. On ne l'embarasse qu'une fois et jamais sans foi. - III. Indicateur de position. En mer comme sur terre, elles sont du domaine du marin. - IV. Personnel. Curieux agent double. - V. Roi de Danemark et de Norvège. Personnel. - VI. Parmi tant d'autres, un seul est sympathique. Sur les armes du Royaume-Uni. - VII. Action qui ne sera jamais cotée. Seule de saillies. - VIII. Partie d'écume du Royaume-Uni. - IX. En dit moins que ce qu'elle laisse entendre. - X. Nom moderne de l'antique Reute. Étendue dans la paysannerie. - XI. Émission sur les ondes et sur les vagues. Agents de transmission au service de la direction.

VERTICALEMENT

1. Aspirant à être maître du barreau. - 2. Engrange les produits de la fœuche. Bien que pêcheuse adoltescente, c'est elle qui porte les cornes. - 3. Franchit la frontière en courant. Sacs à grains. - 4. Note. Passé évoquant un présent. - 5. Quand il faisait venir des lardons, c'était pour les faire revenir. Procrité ou mance selon le genre de roses. - 6. Dont l'enveloppe blanche reste à affaiblir. Note. - 7. Vieux français qui, de nos jours, s'utilise en français. Maître qui initie plus d'un élève. - 8. Bête. Pansance invisible. Règne géologique. - 9. Le plus célèbre est inconnu. Préposition.

Solution du problème n° 3952

Horizontalement

I. Héroïne. - II. Enu. Pro. - III. Mémoire. - IV. Enu. L.S.D. - V. Pan. Enu. - VI. Tu. Aspic. - VII. Édanté. - VIII. Réconfort. - IX. Empereur. - X. Rare. Le. - XI. Bile. D's.

Verticalement

1. Hémiphrase (allusion à la cigale de la fable). - 2. Emeraude. - 3. Rumen. Eméri. - 4. On. Anorm. - 5. Idée. Stupre. - 6. Epelée. - 7. Espial. Es. - 8. Suc. Uldé. - 9. Nord. Serres.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENDEMIN 26 AVRIL

« Hôtel de Saint-Louis », 14 h 30, sortie de Saint-Paul (Réimpression du passé) par Marie-Lies (Les Filiales).
« La crypte archéologique », 15 h, entrée crypte, parvis de Notre-Dame (Paris antiques).
« Hôtel de Bourlemont », 15 h, 58, rue d'Hauteville.
« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, métro Cité, sortie marchée aux fleurs (Métropole Poly).
« La Casquette et Napoléon III », 15 h, métro Opéra, devant Landol.
« Victor Hugo à l'Assommoir », 15 h, 1, rue de Sully.
« Promenade à Montmartre », 14 h 30, métro Pigalle.
« Hôtels de Soubise et de Rohan », 15 h 30, rue de France-Bourgeois.
« Les collections Walter Guillaume à l'Orangerie », 15 h, entrée musée place de la Concorde.
« Des Buttes-Chaumont à la Villette », 14 h 30, métro Daumesnil.
« Le val de Gérard de Moret », 15 h 30, 131, rue de Valenciennes.
« Hôtels du Marais », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue de Lobas (G. Bouteau).
« Hôtel de Lamoignon », 15 h, métro Pont-Marie (Marion Ragnaud).
« Mystérieuse Égypte au Louvre. Vie quotidienne et symbolique des Pharaons, rituel et embaumement », 14 h 30, métro Louvre (Isabelle Hail).
« Musée Cernuschi », 15 h, (Ghislaine Cernuschi).
« La Conciergerie et la Sainte-Chapelle », 14 h 15, 1, quai de l'École, métro Cité (M^{lle} Rojan).

CONFÉRENCES

217, bd. Saint-Germain, 75007 Paris, 18 h. « Hommage à Roberto Arlt ». 35, rue de Sèvres, 75006 Paris, 18 h 30, rencontre autour d'un film « Après la république » (Bergmann). 11 bis, rue Keppeler, 75116 Paris, 20 h 15. « L'indépendance de l'âme après la mort ». 26, rue Bergère, 20 h. « Le travail du divin en l'homme ». 1, rue Victor-Cousin (Bachelard), 19 h 30, chaire Teilhard de Chardin.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du jeudi 25 avril :

DES ARRÊTÉS

« Modifiant l'arrêté du 23 novembre 1981 fixant les conditions de l'exonération des taxes sur le chiffre d'affaires pour les exportations de marchandises effectuées par des voyageurs non résidents. »

« Fixant la valeur marchande en dessous de laquelle les véhicules mis en location et destinés aux experts hors d'état de circuler seront envoyés à la destruction. »

UNE CIRCULAIRE

« Relative au programme expérimental de soutien aux entreprises intermédiaires. »

LOISIRS JEUNES

CHIFFONNIERS D'UN ÉTÉ. - Des camps internationaux de travail Emmaüs Jeunesse auront lieu, du 1^{er} juin à la fin de septembre, dans la région de Niort (Deux-Sèvres) et à l'étranger (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Italie et Suisse). Ils sont ouverts aux jeunes qui désirent vivre une expérience de travail de chiffonnier et de vie communautaire. * Emmaüs Jeunesse, La Matrasserie, 86240 Lège. Tél. : (49) 53-04-49.

28. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Sebastian » ou le manifeste du « durréalisme ».
22-23. Etranger : Henry James, Edith Wharton et Muriel Spark. 25. Antiquité : Moses I. Finley.

Le Monde DES LIVRES

Une promenade parisienne avec John Michael Coetzee

Le romancier sud-africain J. M. Coetzee est venu à Paris. Nous avons rencontré cet homme tranquille que certains considèrent comme l'écrivain le plus important de son pays. Les éditions du Seuil vont publier son dernier roman, Michael K, sa vie, son temps, honoré par le Booker Prize 1983.

LA légende nous avait présenté J. M. Coetzee sous les traits d'un homme secret, réservé, mystérieux. N'allait-on pas jusqu'à affirmer qu'il refusait de dévoiler les prénoms qui se cachaient derrière les initiales J. M. ? Le John Michael Coetzee avec qui nous avons parlé pendant près de deux heures ne correspondait guère à cette image.

Certes, cet universitaire de quarante-cinq ans, qui enseigne la littérature et la linguistique à l'université du Cap, est un homme posé. A chacune des questions qu'on lui pose, il répond après un temps de réflexion soutenu, le regard fixé sur un point invisible de l'horizon. Quand on sait la violence, la tension, dont sont empreints ses récits, le calme du personnage prend une dimension singulière.

L'Afrique du Sud ? Il veut bien en parler. Mais il se montre prudent. « Je vis au Cap. Pour le moment, je n'ai aucune envie d'aller m'installer ailleurs, et surtout pas à Johannesburg, une ville où règne un climat de violence et de tension insupportable. Il n'est pas facile de vivre en Afrique du Sud lorsqu'on est écrivain. Il y a un mur qui sépare le pouvoir et les intellectuels. Je n'ai jamais été censuré, mais mes deux derniers romans, En attendant les barbares et Michael K, qui avaient été publiés en Grande-Bretagne sont restés bloqués à la douane un certain temps. »

Dans ce cas, ne serait-il pas souhaitable de se faire publier directement en Afrique du Sud ? « Ce serait parfaitement possible. C'est d'ailleurs ce que j'ai

fait pour mon premier livre, Dusklunds (1), qui a été édité à Johannesburg par Raven Press en 1974. Cela dit, le problème reste celui de la diffusion. Mais les choses sont en train de changer. Depuis une dizaine d'années les maisons d'édition se sont développées. L'autre phénomène, c'est l'apparition de nombreux auteurs noirs. Les ouvrages qu'ils publient traduisent le plus souvent leur engagement politique. Ces livres sont-ils bons ? Je n'ai pas à juger de leur valeur. Simplement, ces auteurs pensent comme la plupart de mes étudiants que la littérature doit changer le monde. »

La guerre comme métaphore

Même s'il laisse deviner ses idées, il est évident que J. M. Coetzee ne souhaite pas s'engager sur le terrain glissant de la politique. Il s'irrite d'ailleurs de l'attitude d'une critique qui voudrait le confiner dans ce domaine : « Je ne vois pas pourquoi on devrait automatiquement traduire ou essayer de traduire ma pensée en termes politiques. Il n'est pas nécessaire de connaître mes idées pour comprendre mes romans. »

Il n'empêche. On est obligé de noter chez Coetzee, même s'il le nie, une certaine évolution. De Dusklunds, livre qui regroupe deux nouvelles, dont l'une évoque la guerre au Vietnam (« A l'époque, précise Coetzee, je vivais aux Etats-Unis. Cette guerre était quelque chose d'épouvantable. ») à Michael K, son dernier récit, le romancier sud-africain



★ BÉRÉNICE CLEEVE

semble se dévoiler, s'impliquer davantage. « Il est vrai que dans tous mes romans, au cœur de ce pays excepté, il est question de guerre. Bien sûr, c'est une référence à la guerre civile qui déchire l'Afrique du Sud. Mais la guerre est également pour moi une métaphore historique. Vous savez, la violence n'existe pas que dans mon pays. On l'a vue à d'autres époques, on la voit chez d'autres peuples. La violence peut également se déchaîner au sein des familles. Ce n'est pas obligatoirement le lieu de son théâtre qui importe. Quant à voir une évolution dans mon propos, je n'y crois pas. »

Il est un autre thème que l'on retrouve dans tous les romans de Coetzee, c'est celui de l'enfermement au sein duquel se débattent ses personnages. « Cette image, je

dirais qu'elle découle du paysage sud-africain. La terre est parfaitement plate. Il est difficile d'y établir des repères. » Comment ne pas songer à William Faulkner ? « Oui, le rapprochement est tout à fait justifié, d'autant que j'admire énormément cet écrivain. Pour en revenir au paysage, je dirais que lui aussi participe au modelage des mentalités. »

Concernant la lecture de son œuvre, Coetzee ne se montre guère plus prolixe. Il refuse énergiquement toutes les filiations que l'on voudrait lui prêter. Beckett ? « Rien à voir. » Kafka ? « C'est un écrivain religieux. Pas moi. » Au détour de la conversation, Coetzee citera cependant Flaubert, Wilson Harris, Claude Simon, sa compatriote Nadine Gordimer, « une femme exceptionnelle ». Et Brink ? « C'est un

homme très intelligent. Les intellectuels ne s'intéressent plus beaucoup à ce qu'il fait. Je me demande s'il n'écrit pas un peu vite. »

J.M. Coetzee ne cherche visiblement pas à faire impression quand il parle. Chez lui, tout est dit, mais tout est nuancé. Exactement comme dans ses livres. Son succès en Europe et aux Etats-Unis l'étonne un peu. « Je ne m'attendais pas du tout à recevoir le Booker Prize en 1983 pour Michael K. Ce n'est pas un roman pour le grand public. Je ne saurais dire que ce prix m'a aidé à toucher de nouveaux lecteurs en Afrique du Sud. La critique, universitaire surtout, me soutient. Mais lorsque l'on retombe dans les clivages politiques, les gens de gauche m'accusent de prendre trop de distances par rapport à la réalité sud-africaine et ceux de droite de trop m'en inspirer. »

La passion du rugby

Etomé, Coetzee l'est encore face à l'intérêt que lui manifestent les cinéastes. C'est ainsi qu'une équipe de producteurs américains (qui avaient participé à la mise sur pied de l'adaptation d'« Au-dessous du volcan » signée par John Huston) envisage de porter à l'écran En attendant les barbares (2). Lors de son passage à Paris, Coetzee a pu assister à la projection du film qu'il a réalisé Marion Hânse à partir d'une adaptation d'« Au cœur de ce pays » (2) (ce film devrait être projeté dans les salles françaises courant septembre). Dans les rôles principaux : Trevor Howard

et, surtout, une étonnante Jane Birkin.

En guise de commentaire, Coetzee fait remarquer que « l'écriture cinématographique est aussi difficile à maîtriser que l'écriture romanesque ». Et il ajoute : « J'ai mis deux ans à écrire Michael K. J'écris très lentement. Au cœur de ce pays m'avait aussi pris beaucoup de temps. Il est vrai que c'est un livre que j'ai écrit dans sa première version en utilisant les deux langues que je pratique couramment. Les dialogues étaient à l'origine en afrikaans et le reste du texte en anglais. J'ai dû unifier la langue pour pouvoir me faire publier en Angleterre. Mais Raven Press doit prochainement éditer à Johannesburg la version originale bilingue. »

Parvenu à la hauteur du pont Alexandre-III (Coetzee ayant souhaité que nous marchions durant tout notre entretien), le romancier sud-africain se retourne en souriant : « Mais vous savez, il n'y a pas que l'écriture qui me passionne. Je m'intéresse aussi à beaucoup d'autres choses. Au rugby, par exemple ? Ah ! oui. J'ai vu presque tous les matches de l'équipe des cinq nations. La France méritait de l'emporter cette année. Vous ne croyez pas ? »

BERNARD GÉNÈS

(1) A paraître au Seuil en 1985.

(2) En attendant les barbares et Au cœur de ce pays ont été publiés chez Maurice Nadeau/Papyrus.

Une invitation chez M^{me} de Tencin

Dans le salon d'Alexandrine, on rencontrait Fontenelle, Marivaux, Montesquieu... Charmeuse, intrigante et femme d'esprit, elle fut également romancière. L'un de ses récits — Mémoires du comte de Comminge — nous fait ressentir toutes les séductions du siècle.

LES siècles littéraires sont les provinces de nos rêveries. On s'y promène selon ses affinités. A mes yeux, l'époque de Voltaire est le pays le plus aimable, car on y parlait français souverain. Les choses les plus ordinaires se disaient avec une élégance qui me ravit. Que l'on parlât de frivolités ou des affaires de la France, des grands tourments du cœur ou des petits riens de la saison, c'était toujours dans la prose la mieux conduite et la plus civile. Le souci de clarté s'y conjugua avec les raffinements de l'analyse, les devoirs de la politesse avec les dans de la passion.

Prenez M^{me} de Tencin. Notre époque ne la connaît guère, et elle a tort, car Alexandrine est

une charmante. Dans les Mémoires du comte de Comminge, l'un de ses récits que l'on vient de rééditer, voyez de quelle manière elle dépeint l'attente d'un amant qui va se trouver bientôt déçu : « Cette incertitude qui m'avait semblé si cruelle me paraissait dans ce moment un bien que je craignais de perdre. »

Le roman nous conte les amours malheureuses d'un jeune homme et d'une jeune fille dont les pères sont ennemis. Séparés par ce destin contraire, les deux jeunes gens ne trouveront plus le repos, et M^{me} de Tencin nous fera mesurer combien la passion se nourrit des obstacles qu'elle rencontre.

L'excès des sentiments nous est montré dans la prose la plus lisse et la mieux retenue, mais sous cette modération du style, sous les dehors, aussi, du mérite ou du sacrifice, une grande personnalité se fait sentir lorsque les deux amants, pour finir, sont réunis dans le même cloître, la jeune femme s'étant déguisée en moine. Cette histoire qui se veut apparemment très morale s'achève d'une manière troublante et nous invite à méditer sur le bon usage du déguisement.

Ces temps de débauche et de fête

M^{me} de Tencin connut elle-même des amours agitées. Elle fut, notamment, la maîtresse de Philippe d'Orléans, sur lequel Jean Meyer, professeur d'histoire à la Sorbonne, vient de publier un livre de belle facture. Mais passer dans le lit de cet homme n'était pas une singularité, car il pratiquait le libertinage avec un appétit qui ne savait se modérer. M^{me} de Tencin n'était pas en

reste. Elle eut des liaisons avec beaucoup d'autres, parmi lesquels Dubois, ministre de la Régence. Quoi de plus naturel dans ces temps de débauche et de fête ? Une fête qui « porte en elle, comme l'écrit Jean Meyer, l'immense mélancolie des âges de transition ».

Née en 1682, Claudine-Alexandrine de Tencin avait bien commencé sa vie en s'échappant du couvent où sa famille l'avait envoyée. Cela supposait du caractère, de l'ambition et le goût du bonheur. Alexandrine se jeta, avec voracité, dans la mondanité, l'intrigue, les jeux de la séduction. Elle allait tenir un salon, très recherché, rue Saint-Honoré.

Lorsqu'elle évoquerait ses hôtes, elle parlerait de sa « ménagerie », comme nous l'apprend un livre sur les salons littéraires qui s'intitule, d'une façon très cavalière, Ces bonnes femmes du dix-huitième.

FRANÇOIS BOTT.
(Lire la suite page 28.)

Les jeux d'artifice du souvenir

Diane de Margerie

Le
Ressouvenir

« Rien de plus complaisant dans ces pages de sensibilité, de poésie et de mesure. Le charme est constant. »
Claude-Michel Cluny - Le Quotidien de Paris.

« Rarement écriture aussi exigeante, aussi chargée de luxuriance et de vibrations n'a raconté aussi simplement le monde. »
Vénus Khoury-Ghata - Le Figaro.

Flammarion

سنة ١٤٠٥ هـ

A LA VITRINE

Voyage au bout de l'enfer

DIFFICILE, voire impossible parfois, de parler ou d'aborder un livre sans être happé par l'envahissante personnalité de son auteur. Ainsi la Cité de la joie, ce bidonville de Calcutta dans lequel Dominique Lapierre nous invite à le suivre, apparaît-elle d'abord comme le témoignage de sa joie d'avoir trouvé ce sujet.

Domage que l'auteur se soit montré un peu modeste face à son ouvrage alors qu'après avoir avalé d'un trait ces 500 pages passionnantes et poignantes, on a l'impression d'accomplir une descente aux enfers. Aussi n'hésitons pas à crier au chef-d'œuvre face à cette fresque du malheur qui, en une succession de tableaux, en une juxtaposition de destins, nous plonge dans un monde où la vie de tant d'hommes tient dans la seconde de survie présente. Chef-d'œuvre journalistique assurément que ce reportage en direct des entrailles d'une ville hors du commun, ici superbement décrite, qui suscite, certes, des saints comme Mère Teresa et aussi comme ce prêtre français, Paul Lambert, ou ce jeune médecin américain, Max Loeb, mais qui, surtout, suce le sang de ces centaines de milliers de crève-la-faim attirés par la ville-mirage.

Voyage en épouvante, la Cité de la joie prend souvent des allures de musée des horreurs ou

de cour des miracles, à la limite du supportable pour des sensibilités occidentales. Mais il y a toujours la vie, cet instinct viscéral qui, dans cette ville inhumaine où les esclaves atteints aux rickshaws — véritables hommes-cheveux — se tuent à la tâche, pousse les autres à rêver : prendre un jour la place d'un mort ou troquer un bout de trottoir contre un taudis en dur...

Il y a aussi la beauté qui jaillit de l'immonde, les naissances, les mariages (qui vous endorment à vie) et les multiples fêtes qui violent, l'espace d'un instant, des princes sortis de la bous. Sans oublier ce fatalisme hindou qui vous fait supporter l'insupportable dans l'espoir de renaitre et de connaître une vie meilleure.

Grouillement d'êtres humains, enchevêtrement de goulottes, fouillis de ruelles encombrées d'ordures, goulag, mourir, marmite où tous les habitants mijotent ensemble, la Cité de la joie offre un saisissant raccourci de la société indienne et des ressorts qui gouvernent et animent ces millions d'Indiens encore enchaînés à la roue du destin comme Sisyphe à son rocher.

PATRICK FRANCÈS.

★ LA CITÉ DE LA JOIE, de Dominique Lapierre. Robert Laffont, 500 p., 95 F.

voyage. Il l'a fait avec distance et sensibilité. Cette dernière qualité, qui affleure dans ses autres livres (par exemple *Jardins et Rues des capitales*) et ses traductions, s'est enrichie ici de sa propre expérience des lieux qui marquent la vie de saint François Xavier : Rome puis le Japon.

René de Ceccatty nous fait découvrir un saint François attachant, sensible, parfois écorché vif mais porté par sa foi et sa quête.

La biographie est souvent un genre un peu sec où le souci du détail gomme l'émotion, ce halo de fiction qui baigne toute vie. A plus forte raison lorsqu'il s'agit d'un saint. « Un saint, écrit l'auteur aux dernières lignes du livre, ne laisse pas de sa vie le souvenir d'événements que l'on puisse enchaîner avec objectivité. Tout est fable et merveille. » Le récit se confond ici avec la vérité d'une vie. — Ph. P.

★ L'EXTRÉMITÉ DU MONDE - RELATION DE SAINT FRANÇOIS XAVIER SUR SES VOYAGES ET SUR SA VIE. Desoët, 262 p., 92 F.

Prépondérante apparaît la violence dans la crise politique qui traverse tout le siècle. Une violence que la procédure des juges pontificaux individualise, alors que l'historien saisi son caractère collectif et souvent protestataire, dessine le cercle des vengeances entre groupes et montre l'engrenage des injures, des coups et du sang versé. En regard, le vol paraît moins important, comme les déviances sexuelles pourtant de plus en plus finement définies et réprimées pour promouvoir l'institution matrimoniale et apaiser un imaginaire hanté par l'homosexualité.

Cette hiérarchie des crimes révèle celle des valeurs qui défient la justice : un nouvel ordre moral en cours d'élaboration au cœur même de la crise du quatorzième siècle. Un ordre que les juges, relayant dans une certaine mesure les clercs, imposent en écartant le règne universel de la loi. — M. S.

★ LES JUSTICES DU PAPE. DÉLINQUANCE ET ORIGINALITÉ DANS LA RÉGION D'AVIGNON AU QUATORZIÈME SIÈCLE, de Jacques Chiffolleau. Publications de la Sorbonne, 225 F.

HISTOIRE

Crimes

dans la cité des papes

Jacques Chiffolleau s'installe dans cet observatoire privilégié qu'est l'institution judiciaire pour faire surgir tout un monde de goux, de larrons, de prostituées — monde qui offusquait Pétrarque et Catherine de Sienne quand ils évoquaient la « nouvelle Babylone » qu'était Avignon à leurs yeux d'Italiens. Dans la période de crise ou de mutation de cet « automne du Moyen Âge », la papauté développe une administration perfectionnée, qui a laissé aux historiens une riche documentation sur le quatorzième siècle.

La machine judiciaire a pour fonction d'imposer la paix selon les normes de l'Eglise et de l'Etat et elle réussit à faire parler, au besoin par la force, ceux qui jusque-là se taisaient. Elaborée au treizième siècle, elle s'est adaptée pour devenir un moyen de contrôle social au service d'un Etat centralisé : à la fin du quatorzième siècle, on est entré dans le règne de la « justice moderne ».

VOYAGES

Le Caire

aux yeux de menthe

Claude-Michel Cluny connaît parfaitement le cinéma arabe dont il fait un indispensable dictionnaire (voir *Le Monde* du 24 mars 1979). Connaît-il aussi bien la capitale de ce cinéma, Le Caire ? Malgré les nombreux séjours qu'il y a effectués, on se met à en douter un peu en voyant qu'il confond la rue Kasr-el-Nil avec Kasr-el-Eini, qu'il fait venir des coptes de Nubie, qu'il attribue le thé à la menthe marocain aux cafetiers cairotes, etc.

Et puis toutes ces objections, ainsi que l'irritante manie de Cluny d'employer dans un texte littéraire la graphie glaciale des mots arabes empruntés aux orientalistes anglo-manes, sont balayées par le balancement chaleureux du dialogue entre une plume sensible et une ville qui, malgré toutes ses plaies, veut passionnément être aimée et que Cluny sait aimer. « Le Caire aux yeux de menthe » fait vite oublier le thé à la menthe intrus.

Après tant de textes anciens ou récents sur la métropole nilotique, Cluny apporte encore suffisamment d'émotions neuves et d'histoires inédites pour, finalement, nous faire trouver trop courtes ces cent pages qui restituent avec brio aussi bien le passé britannique du Caire que sa profonde égyptianité. — J.P.-P.H.

★ LE CAIRE, de Claude-Michel Cluny. Ed. du Champ-Vallon, collection « Des Villes », 122 p., 76 F.

HUMOUR

Les « Invectives »

de Claude Malet

Claude Malet ne respecte rien et manifeste une belle indépendance d'esprit dans *Invectives*, un curieux petit volume qui n'est pas sans rappeler, par son humour et sa mauvaise foi, la revue *Mépris* qu'anime, seul, Jacques Sternberg.

L'auteur, qui a donné à son ouvrage la forme d'un dictionnaire, aborde tous les sujets dans un agréable désordre de définitions à l'emporte-pièce. Bien sûr, il lui arrive aussi de rater sa cible et de verser dans la facilité et la vulgarité ; mais, dans l'ensemble, ce livre iconoclaste met de joyeuse humeur.

Claude Malet sait aussi glisser un peu de gravité sous sa plume. A « Verbe », il note : « Affronte le regard des gens et tu sauras ce qu'est l'appel du vide » ; et « Excepté la mort, tout arrive trop tard » est sa formulation du mot « Chronologie ». Cet écrivain, qui fut journaliste avant d'être vaillant de nuit, adresse souvent des paquets de gifles à ses contemporains et, accessoirement, à lui-même. « Ce que nous nommons fièrement notre personnalité, écrit Claude Malet, est-ce autre chose que la mise à jour de nos intolérances ? » — P. Dra.

★ INVECTIVES, de Claude Malet. Ed. du Roman (Neyzac, 43260 Saint-Julien-Chapteaul), 84 p., 45 F.

ROMANS

L'incroyable histoire de Christian Marbach

Sulitzer, Michel Tardieu et maintenant Christian Marbach... La fiction tente de plus en plus des hommes d'entreprise qui se sont dits que ce qu'ils voyaient vivre dans leur profession méritait bien qu'on « affabule » un peu.

Dans la vie, Christian Marbach préside aux destinées de la très sérieuse Anver (Agence nationale de valorisation de la recherche). Il a eu l'occasion de rencontrer des innovateurs de tout poil, et l'idée lui est venue de tisser entre l'un d'eux et douze personnages bloqués par la neige dans un aéroport une histoire volontairement « incroyable », mais qui tient le lecteur en haleine de bout en bout.

Unité de temps, de lieu, d'action. Les acteurs au passé très divers se présentent, nouent entre eux des rapports variés et se rendent compte soudain d'un lien plus fort qu'ils n'avaient cru : ils ont tous connu un certain Laurent Millesse, sorte de Bernard Tapie aux aventures encore plus compliquées.

A partir de là, le roman passe à la vitesse supérieure. Christian Marbach se plait à faire tourner son héros comme une marionnette, faisant tous ceux qu'il rencontre, froissant les précieuses, se rattrapant aux branches... pardon, aux ficelles d'une montgolfière dans une fantasmagorie assez époustouflante. L'auteur aime Jules Verne et le dit. La référence n'est pas usurpée. — P. D.

★ L'INNOVATEUR, de Christian Marbach. Robert Laffont, 274 p., 79 F.

La guerre

aux enfants

Il y a deux façons de rapporter les faits historiques : le témoignage et le roman. Il y a deux façons de présenter l'horreur : sa description minutieuse ou le récit des actions de ceux qui s'y sont opposés. Roger Bousinot a choisi le roman.

Une jeune veuve de guerre, Mariette, et un homme au passé mystérieux, Armand, recueillent des enfants juifs pour leur éviter de devenir bêtes jetés dans des camions dont nous savons l'itinéraire. Le romancier a fait parler un narrateur qui commente l'événement pour un journal et donne — notes et incises — des précisions qui rappellent constamment que l'invraisemblable est authentique, qu'il y a eu des hommes pour mener dans la guerre.

EN POCHE

★ « LE VENT DE LA NUIT », de Michel del Castillo, qui est désormais dans la collection « Points Romans » du Seuil, a obtenu le Prix des libraires en 1973 (il a été publié chez Julliard en 1972). Dans cette fresque du vingtième siècle finissant, Castillo a voulu peindre ce qui lui apparaît comme un monde en détresse, suggérant cependant, derrière les ténements et les questions sans réponse, l'espoir. « Un livre écrit sous le signe de la pitié. Non la pitié médiocre, mais la pitié universelle », expliquait dans *Le Monde* Jean Sullivan.

★ « L'HISTOIRE SANS FIN », best-seller mondial traduit dans vingt-sept langues, sorti en Allemagne en 1979, est aujourd'hui dans le Livre de poche. Un jeune garçon, Bastien, découvre un livre ancien et entre dans une histoire fantastique, sans fin... un voyage initiatique dans la tradition romantique, un plaidoyer pour le droit à la fantaisie et au rêve, « une fable d'une transparente évidence », écrivait Jean-Louis de Rambures dans *Le Monde* du 16 mars 1984. Traduit de l'allemand par Dominique Autrand.

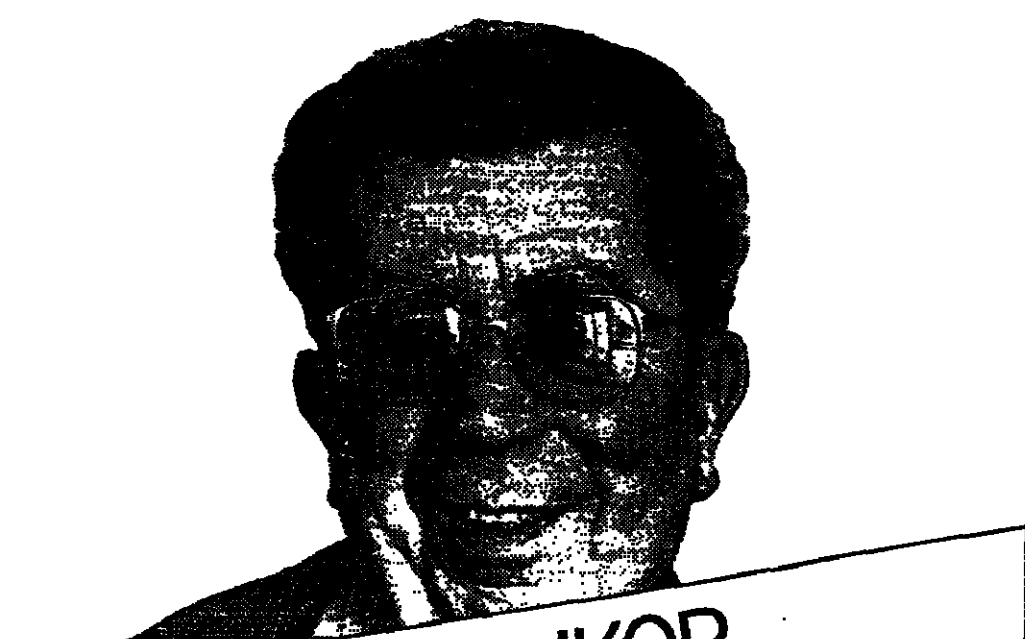
★ LE TÉMOIGNAGE DE MAHMOUT MAKAL, *Un village anatolien*, date de 1949. Il a paru en 1963 dans la collection « Terre humaine » que dirige Jean Masurel chez Plon. Selon son traducteur Guizine Dino, ce texte, qui paraît en Presses Pocket, ne doit pas être considéré comme « dépassé » mais doit être lu à la lumière de l'évolution historique de la Turquie.

★ « L'ANTICLÉRICALISME EN FRANCE », de René Rémond, paraît aux éditions Complexe, dans une nouvelle édition, augmentée et mise à jour. Des chansons de Béranger aux caricatures du *Canard enchaîné*, de 1816 à nos jours, René Rémond explore la littérature anticléricale, cherche à mettre au jour ses thèmes constitutifs, son architecture, sa cohérence et sa continuité.

★ DANS « LA RECHERCHE SUR LA GÉNÉTIQUE ET L'HÉRÉDITÉ » (Points Sciences), une quinzaine de spécialistes présentent le dernier état des connaissances et les perspectives futures dans le domaine de la génétique, l'un des plus actifs de la science contemporaine. Leurs articles sont réunis et présentés par Catherine Allais. On y trouve notamment le point sur l'hérédité des maladies humaines, les structures de l'ADN, la génétique de la souris, etc.

★ LE DOCTEUR T. BERRY BRAZELTON, pédiatre américain de réputation internationale, est connu en France depuis le début des années 70 avec la publication de *Votre bébé est unique au monde* (Albin Michel, 1971). *La Naissance d'une famille* (ou comment se tissent les liens) paru chez Stock, dans la collection de Laurence Pernoud en 1983, est repris en « Points actuels ». Au travers de cas concrets, T. Berry Brazelton, directeur de l'unité de développement de l'enfant à l'hôpital pour enfants de Boston, montre le rôle actif du nouveau-né dans la mise en place des liens familiaux. Traduit de l'américain par Christian Bousny.

Encore un instant de bonheur...



ROGER IKOR
LES FLEURS DU SOIR
ROMAN

Le grand retour de Roger Ikor, qui nous donne ici son plus beau texte depuis *Les Eaux Mêlées*.

ALBIN MICHEL

DU LIBRAIRE

Une micro-comédie humaine

Comme d'habitude, Myriam Anissimov, avec ce système roman, s'amuse et nous amuse. Cette fois-ci, elle nous balade dans le marché Lefrèze - une enclave du célèbre marché aux Pucelles - dans ses stands sans toit, sa boue les jours de pluie et sa poussière l'été, sa clientèle hétéroclite de rockers, de bourgeois, de punks, ses voleurs à la tire, plus exotiques encore, les couleuvres qu'elle nous introduit à l'aise comme si elle y était née.

Depuis des années, une micro-noie bête à coups de « brèves » en dessous-de-table oppose la mère, qui veut récupérer le terrain, la propriétaire de ce terrain et une certaine Mme Vochinac qui en possède les murs. A l'intérieur, une lutte non moins sournoise dresse les exploités et les exploités les uns contre les autres, tous dans le même sac d'une honnêteté très relative, les « frankous », les juifs d'un peu partout, et leurs rivaux récents, « ratons », et autres « enragés » : c'est le règne des palabres, magouilles, repêches et surmagouilles dans un climat ouvertement raciste.

Un personnage haut en couleur (mais il le sort tous plus ou moins) tente de court-circuiter toutes opérations, d'où qu'elles viennent. Dany Ciboulet, président de l'Amicale des marchands, « la crapule attachée à la table », lui fait de la vase, manquera de peu d'y réussir, trucidé presque au bout par un de ceux qu'il a roués, mais ni vu ni connu, à main levée et demi ! Il y a peu de chances pour qu'on mette jamais la main sur l'assassin.

L'intrigue n'est jamais ce qui préoccupe le plus Myriam Anissimov. Elle s'ébroue dans les pernicieuses de langage, chutant comme

pas une les accents, les tics de paroles, l'argot particulier de ceux qu'elle croque sur le papier comme à belles dents, avec une espèce de férocité joyeuse. A la lire se déroule sous nos yeux une micro-comédie humaine, cocasse et cruelle.

G. G.-A.
★ LE BAL DES PUCES, de Myriam Anissimov, Julliard, 190 p., 65 F.

Une vie d'artiste

A Gouville, Ramequin est une célébrité. De l'événement à la sculpture, tous les notables assistent à ses vernissages, la presse locale le loue, et chacun se sent honoré de l'avoir croisé et salué. Jusqu'au jour où un critique d'art parisien révèle que Ramequin, premier dans son village, n'est même pas le dernier à Paris. Aussitôt, on l'invite à l'impression ; il n'a pas la Légion d'honneur promise, on ôte la plaque de la rue qui porte son nom.

Dans un style simple et élégant, Willy de Spens a fait de cette histoire un éducatif roman dans l'esprit de Marcel Aymé et au bon arrière-goût de parodie. Le scénario provincial et parisien y est épinglé avec un humour qui n'oublie pas la cruauté des dénonciations saluaires. Les fausses valeurs dressées sur piédestal, l'encens au nez des médiocres, la renommée qui va mieux avec couleur dorée, les notables qui pontifient autant qu'ils abâtissent... toute ressemblance avec des personnages existants ne saurait être fortuite. Non plus la trame fin de peintre, qui pourrait être écrivain, musicien, un artiste quel qu'il soit, de toutes les couleurs sur cette palette ! - P.-R. L.

★ LA PALETTE TRAGIQUE, de Willy de Spens, L'Age d'homme, 155 p., 65 F.

NOUVELLES

Les diableries de Giordina

Jeune pianiste compositrice, Pietro Domiz remplace un concertiste célèbre. En se rendant au concert, il croise Maria Angela, une très jeune fille avec laquelle il a entamé sa vie de garçon - c'est du moins ce qu'elle prétend. Il n'a pas le temps de la contredire, court à son concert.

Quelques temps plus tard, un vieil antiquaire félicite Pietro de son mariage. Etonnement de Pietro. Et pourtant, une coupure de journal annonce bien son mariage avec Maria. Alors... La suite n'est évidemment pas à raconter. Un tableau mystérieux, l'impossible photo du mariage sous les yeux du « marié »... les situations folles se succèdent, et cette histoire qui eut lieu le 10 juillet 1983 nous emmène des tribunaux de l'inquisition à un commissariat de quartier avec du sabbat, du sang, un coin de rue banal, un bûcher pour sorcière, le diable... le tout dans un déconcertant mélange des années et des vies. Et c'est bien là, comme dans ses quatre autres nouvelles, que Giordina veut nous enfermer. Son fantastique joue sur deux registres, des temps suspendus qui s'imbriquent et la permanence de l'esprit malin - chacun des héros de ces aventures extraordinaires a un ancrage qui scelle un pacte avec Satan.

La procédée et les ingrédients ne sont pas nouveaux. Sorcellerie ne saurait aller sans voix de l'au-delà, succubes et méchant dominicain allumant la fagot. La surprise inattendue, l'intérêt ne saurait venir que de l'agencement des situations et du ton de l'auteur. Pour l'agencement, Giordina s'y entend ; le suspense est habilement entretenu par l'entrelacs des événements et

l'intrusion du mystère dans le quotidien. Pour le ton, il s'y entend aussi ; une once d'humour souligne les assassinats, incendies subits et autres manifestations paranormales qu'explique peut-être le millénaire commerce avec le diable.

P.-R. L.
★ LE BOIS DE L'HOMME MORT, de Giordina, Ed. Sand, 220 p., 69 F.

APHORISMES

La candeur

de Jean Basteira

Après la *Court traité d'innocence* (1), un recueil de pensées, Jean Basteira publie le *Matin de l'éternité*, « petit traité d'insurrection pascal ». Contre la désinvolture et la dérision des temps actuels, il se dresse avec candeur et, en *fil de Péguys*, interroge ses déesses ou ses grâces.

Il a distribué ces aphorismes en « quatre moments liturgiques », de la Nativité à la Résurrection, en passant par l'Épiphanie et la Croix. De la « source » à la « gloire », son parcours - des tristes de méditation - a l'allure du poème, un air d'offrande. - R.S.

★ LE MATIN DE L'ÉTERNITÉ, de Jean Basteira, La Cendrillon, 90 p., 90 F.

(1) Lethierry, collection « Le sycomore », 1977.

Out collaboré à cette rubrique : Pierre Drachine, Pierre Drouin, Ginette Guillard-Auviste, Pierre-Robert Lancelot, Jean-Pierre Péroncel-Hugon, Philippe Pons, Josyane Savigneau, Raphaël Sorin et Michel Sol.

DERNIÈRES LIVRAISONS

ROMANS

★ ANNICK BERNARD : *La Machine à bruler*. - Inspirée d'un fait divers, les « révolutions » d'Edith, jeune fille mystérieuse, mettent au jour les secrets troubles et les blessures de l'adolescence. Un rythme de roman policier. Une interrogation sans concession sur la vie de famille (Hachette, 212 p., 85 F.).

★ CATHERINE DELAPRÉE : *Des amours*. - Le premier roman d'une journaliste, acclamée par le *Figaro* et le *Journal du Dimanche*, Catherine Delaprée nous livre une histoire d'amour, qui s'étend et meurt dans une tristesse tendre, entre une journaliste française et un Allemand vivant en Italie, scandée par les événements de l'époque, du retour de Gaulle en 1958 à mai 1968. (Jean Pincus, 218 p., 80 F.).

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

★ SCOTT FITZGERALD : *Tendre est la nuit*. - La première version intégrale en français, dans une traduction nouvelle, de l'œuvre la plus célèbre - avec *Gatsby* - de l'auteur. Achevé en 1934, le roman avait dû attendre 1951 pour paraître en France, amputé, paré-til, de 30 % ! Après les *Lectures à Zélide* chez Gallimard, la parution de nouvelles inédites chez Belfond, des rééditions chez Laffont, voilà le retour à Scott Fitzgerald. Traduit de l'américain par Jacques Tournier (Belfond, 384 p., 98 F.).

★ CHRISTA WOLF : *Cassandra*. - Troie est tombée. Cassandra, captive d'Agamemnon, n'a plus que quelques heures à vivre ; en attendant que les gardes viennent la chercher, elle recherche le sens de son destin face aux pouvoirs. Censuré lors de sa parution en RDA, le roman a connu un grand succès dans les deux Allemagnes. Traduit de l'allemand par Alain Lance. (Alinéa, 272 p., 98 F.).

★ AHARON APPELFELD : *Le Temps des prodiges*. - Un intellectuel juif autrichien, écrivain réputé, devient soudain la cible d'une campagne de calomnie dans la presse, dénoncée et l'œuvre putride et maléfique à de

ce parasite s'abreuvant du sang de la seine Autriche. A son retour aux origines par un exil, l'écrivain se réfugie en Bucovine, encore jamais publié en français. Traduit de l'hébreu par Arlette Pierrat (Belfond, collection « Voix juives », 226 p., 89 F.).

★ D.M. THOMAS : *Poupées russes*. - Qui piège qui ? Qui commencent et s'arrêtent fiction et réalité, fantasme et mémoire ? L'auteur de *l'Hôtel blanc* et *d'Ararat* pose le problème à l'occasion d'Olympiques d'improvisation poétique et narrative qu'il fait se tenir en Finlande. Traduit de l'anglais par Brice Mathieu. (Presses de la Renaissance, 280 p., 98 F.).

★ CZESLAW MILOSZ : *La Terre d'Uro*. - Méditation sur l'espace et la religion. - « Qui suis-je aujourd'hui, tel, au bout de toutes ces années, dans cet atelier de la « Pointe de l'Ours » sur le bord du Pacifique ? ». Le prix Nobel de littérature 1980, éternel Polonais exilé en Californie, entreprend le récit de ses aventures intérieures et évoque Gombrowicz, Swedenborg, Blake, Mickiewicz, Dostoevski et surtout Oscar Wilde, l'autre Milosz, son maître spirituel. Traduit du polonais par Zofia Bobowicz (Albin Michel, publié avec le concours du Centre national des lettres, 312 p., 120 F.).

★ PIERRE MENDES FRANCE : *Œuvres complètes, tome 2 : Une Politique de l'économie, 1943-1954*. - La suite de la publication des archives de PMF, accompagnées de notices explicatives, rédigées par ses amis et collaborateurs, qui ont décidé la publication de ces documents « afin que l'œuvre de Mendes France - articles, discours, notes, lettres, livres - reste disponible pour les générations actuelles et à venir » (Gallimard, 630 p., 195 F.).

★ JEAN ROCHET : *Cinq ans à la tête de la DST, 1967-1972*. - Le récit d'un combat, d'une mission impossible, celui de la DST, chargée du contre-espionnage en France, celle que mena pendant cinq ans son ancien

directeur, le préfet Jean Rochet, dont les révélations au cours d'une émission de télévision le 27 janvier 1971 avaient fait grand bruit (Plon, 340 p., 80 F.).

★ ALAIN GILLETTE : *Les Mormons, théocrates du désert*. - L'histoire d'une Église qui compte aujourd'hui cinq millions de fidèles et accède son expansion à travers le monde, par un diplômé en philosophie et sciences politiques qui a longtemps habité l'Utah, cœur du pays des Mormons (Desclee de Brouwer, 206 p., 84 F.).

HISTOIRE

★ FREDERIC C. LANE : *Vénise, une république maritime*. - L'histoire de Venise depuis sa lente émigration de la domination byzantine jusqu'à la chute de la République et la perte de l'indépendance à la fin du dix-huitième siècle. Le livre de Frederic C. Lane, universitaire américain spécialiste international de la Renaissance italienne et des affaires maritimes, est passionnant, tout autant pour les lecteurs amoureux de Venise que pour les spécialistes à la recherche d'un ouvrage de référence, faisant autorité. Préfacé par Fernand Braudel (Flammarion, 660 p., 175 F.).

★ FRANÇOIS RENAUULT et SERGE DAGET : *Les Traités négriers en Afrique*. - L'une des premières synthèses sur les traités transafricains et orientaux où les Arabes jouèrent un grand rôle, qu'il s'agisse du bassin du Nil ou des opérations effectuées en Éthiopie et sur les bords de l'océan Indien. Un phénomène si divers dans le temps et l'espace qu'il faut bien, disent les auteurs, universitaires, ayant tous deux enseigné à Abidjan, parler de « traités négriers » (Kartha, 235 p., 110 F.).

★ JEAN MARKALE : *Lancelot et le chevalier arthurien*. - Une nouvelle tentative de rassembler les éléments du mythe de Lancelot, le plus célèbre des chevaliers de la Table ronde et de retrouver les racines de l'imaginaire collectif qu'il a nourri (Imago - 25, rue Beauséjour, 75010 Paris, - diffusion Payot, 210 p., 105 F.).

EN BRÈF

★ « RÈGLES DE VIE ET INSTITUTIONS » est le thème d'un colloque organisé par le Centre de recherche textuelle de l'université Paris-X - Nanterre, les 26 et 27 avril. Des documents consacrés à l'église, aux instances de consécration, au laïcisme et à la marginalité, à la cathédrale et aux cercles paratextuels d'écriture sont présentés par les communications de Michel de Certeau sur *Théologie d'Alain* (le 26, à 9 h 30), de Danielle Delécluse sur la graphologie de Colette (le 27, à 9 h 30), de Geneviève Lelièvre sur les photographies de Jeanne d'Arc sur les récits de la vie (le 27, à 14 h 30). Autour les colloques s'ouvrent des débats. Le colloque a lieu à l'université Paris-X - Nanterre, 200, avenue de la République, bâtiment G, 6^e étage, 92000 Nanterre. (Rens. 725-92-34).

★ TOUT SUR LES PRÉNOMS. - L'éditeur Christine Bonneton, spécialiste dans les ouvrages d'art et d'humour populaires, lance une série de livres fascicules consacrés aux prénoms. Origines, parades illustres, autres parades, diction, rites, caractéristiques dans l'onomastique : rien ne manque. Mise en page très soignée et illustrations abondantes. On en sort avec la conviction d'être unique au monde. Un ouvrage par prénoms. Déjà parus : Anne, Antoine, Jean, Louis, Vincent, Michel, Pierre. Collection « Un prénom à découvrir », chaque livre, 139 p., 75 F.

★ ENCORE ET TOUJOURS LE MAHGREB. - Selon les journalistes réunis par la *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée* font défilé l'imaginaire français forgé en Afrique du Nord : la colonie, le désert, l'exil. On retrouvera notamment un article de Denise Brahimi sur la « Vague saharienne 1933 ». Le sociologue franco-marocain Paul Facon et un groupe de chercheurs se sont, eux, attachés à nous restituer la vie d'un village juif-berbère marocain d'où le dernier juif est parti en 1962. (Ouvrage collectif : *Le Village dans l'imaginaire français*, Éditions, 223 p., Paul Facon : *Le Village d'Alger et l'histoire sociale de Tassart*, Ed. Omar, 3, rue Chazet, Rabat, Maroc, 223 p., Éditions).

CLAUDE DAUPHINÉ

RACHILDE

femme de lettres 1900

PIERRE FANLAC

JULIEN RIES

Les chemins du sacré dans l'histoire

Le point sur un siècle d'histoire, qui a depuis son début mobilisé l'histoire, l'épigraphie, l'ethnologie, la sociologie, la philosophie et la théologie. LA CROIX.

Aubier



dans « La Bibliothèque initiatique »

Édition intégrale en six tomes du

ZOHAR

Le Livre de la Splendeur

(Traduction et notes de J. de Pauly)

Parus : Tome I : 98 F ; Tome II : 125 F ;

Tome III : 92 F ; Tome IV : 85 F ;

Tome V : 110 F ; Tome VI : 110 F.

À paraître (avant l'été) :

MAISONNEUVE ET LAROSE

En vente sous le nom de MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75006 Paris - Tél. : 354 32 70

Le Monologue d'Adramélech de Valère Novarina



par André Marcon
présenté par Christian Ruit
26 avril - 18 mai 1985

Théâtre de la Bastille - 357.42.14

LE NOUVEAU COMMERCE

CAHIER 61 - PRINTEMPS 1985

MICHEL HENRY, Dessiner la Musique

Théorie pour l'art de Briesen

Robert MARTEAU

Journal du Saint-Laurent

André DALMAS

Dialectica

Ici, près de Rancé... Maurice Blanchot

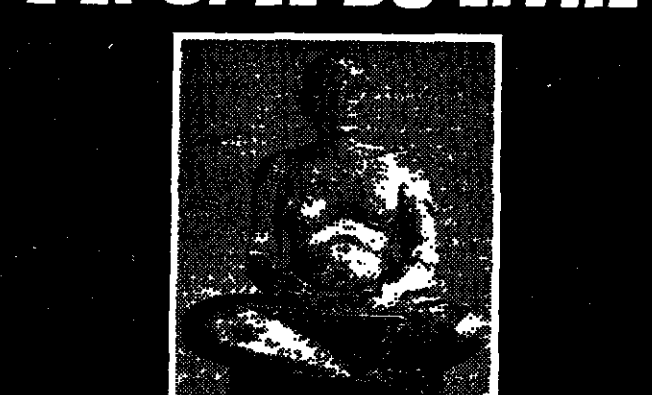
Jean-Henri FABRE, Edith BOISSONNAS, Ginéra BOMPIANI

RAPPEL SUPPLÉMENTS

AIGUI
Le Cahier de Vernet
traduit de russe
par Léon RobelAndré DALMAS
La Musique de la parole
suivi de
Collection paracritiquePaul CELAN
La rose de persane
traduit de l'allemand
par Marthe BradaEn librairie 75 F - Abon. 192 F - NQL 78, bd Saint-Michel, PARIS 6^e

A.-G. HAMMAN

L'ÉPOPÉE DU LIVRE



Du scribe à l'imprimerie

« Jusqu'à maintenant l'histoire de l'écrit depuis sa genèse jusqu'à sa publication n'avait été traitée que de manière fragmentaire. A.-G. Hamman, lui, s'est fixé pour objectif de recueillir toutes les pièces du puzzle. En renouant les fils de l'histoire, l'auteur reconstitue ainsi les divers événements qui ont permis aux plus vieux écrits de traverser l'épreuve du temps. »

ANNE MURATORI-PHILIP

"LE FIGARO"

pour l'Histoire

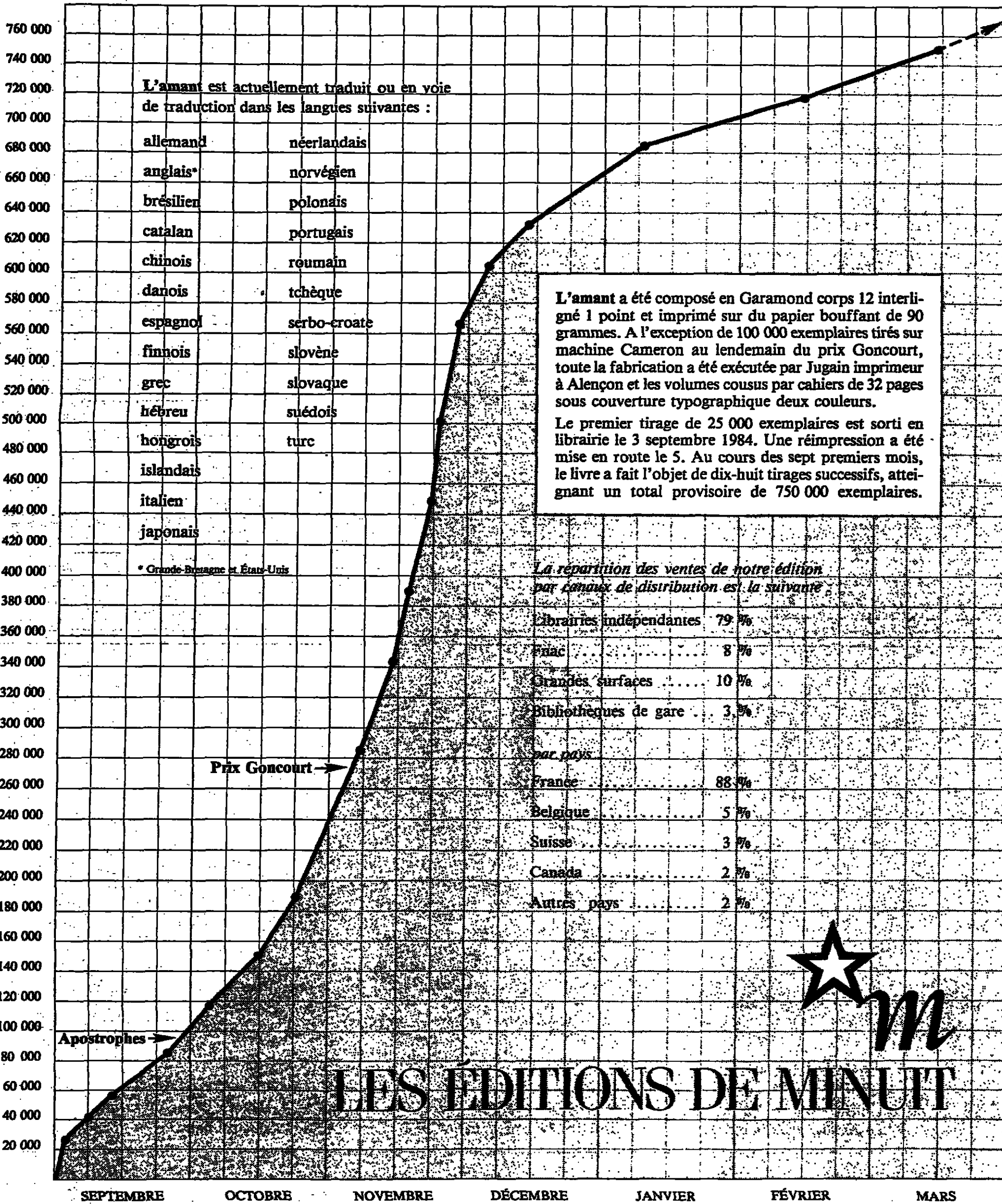
PERRIN

سورة من القرآن

MARGUERITE DURAS

L'AMANT

FICHE TECHNIQUE



مكتبة دار الفنون

● ROMANS

Sous le patronage de Conrad

Dans la Nartelle, roman de Frédéric Vitoux, les charmes de l'imaginaire s'opposent à la mauvaise farce du passé.

LA Nartelle clignote, comme un petit phare perdu dans le brouillard des enfances douteuses. L'enfance, dit Frédéric Vitoux, « un faux paradis qu'on échange souvent contre de vrais enfers ». Le vrai paradis, quand vraiment on arrête le temps, quand les contours des choses deviennent nets et les couleurs enfin chaleureuses. Ne pas le chercher du côté de la mémoire, médiocre, docile, sans éclat, mais du côté de l'imaginaire.

En exergue de ce roman, une phrase de Jules Renard : « Si je ne suis plus jeune, je voudrais bien savoir à quelle heure de quel jour ma jeunesse m'a quitté ». On assiste au vieillissement imperceptible et radical du narrateur. Il est venu, en un involontaire pèlerinage, consacrer le livre qu'il avait écrit sur le débauchement allié en Provence. Il tente d'éviter les souvenirs d'enfance qui l'attendent au tournant des collines des Maures, au domaine de la Nartelle...

Pauvre narrateur, il se débat. Le présent est sinistre, les pins, les arbusiers, la lumière de septembre n'en peuvent mais. Le passé se manifeste comme une mauvaise farce, ou un malentendu. Sous la forme de gens qu'il n'a pas envie de revoir, qui lui font peur, qui le font vieillir sans lui tirer même un sourire de tendresse : il y a le docteur Allègre, qui se voudrait complice, qui lui rappelle surtout les piqures antitétaniques qu'il fallait subir en prime des mauvaises chutes. Il y a Guy Loiseau, l'ancien copain de lycée, l'éditeur, cynique et médiocre. Il y a Catherine Robert, son laboratoire pharmaceutique, son fils asthmatique. Trop réelle, trop quelconque, Catherine Robert incarne à merveille le passé qui n'a pas eu lieu, le présent qui n'a pas lieu d'être. No future.

Enfant timoré et obéissant, jamais le narrateur ne s'était risqué derrière le mur qui livre accès aux collines. Un mur d'accès à l'aventure. Là derrière,

la fiction jette ses feux. Comme un film en technicolor, bien plus fort que toutes les réalités.

Au bourg du Revest, une bastide, encadrée par deux cyprès, abrite un roman d'amour arraché à son espace-temps. On y accède en renouant à la pitoyable nostalgie de l'enfance. On débarque en 1877, on trouve un jeune émigré roumain, une belle actrice plus âgée que lui, hongroise et carliste, aventurière. Intrigues, guerres, trafics d'armes. L'inconnu, l'action, la vraie vie. Et puis ces deux-là, Emil et Paula de Gyarmathy. Tombés dans les bras l'un de l'autre parce que de mauvaises moules les avaient rendus malades. Dans la maison, la soirée est « sans rides comme une mer sans vent » : le bonheur.

La fiction, triomphante dans son arbitraire, gagne du terrain, domine l'autre récit. Qui de plus en plus fait office de voix off, de commentaire et contrepoint : il vaut mieux, cet amour qui explore un passé sans issue, que les heures glauques d'un présent sans arêtes.

Les deux récits, loin de se nuire, créent une perspective. Se théâtralisent mutuellement. Comme deux versions d'un même romantisme, deux mouvements d'un même morceau de musique. Des variations.

Au bourg du Revest, les événements prennent un tour terrible. Il y a grève et morts chez les ouvriers bouchonniers, la scarlatine fait rage, on y croit et on n'y croit pas, comme dans *Frigoletta*, le roman de Latouche qu'Emil a apporté avec lui.

Le roman de Frédéric Vitoux produit, comme il aime à le faire, une sensation de doute, un flottement, on appelle ça la rêverie. Mais cette fois-ci, il va plus loin, suscitant l'impression rare d'être face à une énigme, un morceau de récit opaque, qui résiste aux clés qu'on devine nombreuses.

Cela donne envie de s'asseoir sur des galets devant la mer et d'attendre le passage de quelques fantômes. Le Major Blunt, un livre de Fitzgerald, sous le bras, la belle Paula, et le mystérieux Emil, raide, maladroit, émouvant et pas si sympathique. L'oise Eugénie et un étranger, cité au moins quatre fois, Joseph Conrad soi-même, patron des aventures rêvées. Des escalas sans espoir.

GENEVIEVE BRISAC.

★ LA NARTELLE, de Frédéric Vitoux. Le Seuil, « Fiction and Co », 200 p., 75 F.

La folie cachée d'un ouvrier modèle

Avec le Spectateur, Daniel Zimmermann poursuit son programme : donner les premiers rôles aux figurants de l'histoire, réhabiliter les « gens sans importance » dans un vaste cycle romanesque.

DANIEL ZIMMERMANN nourrit un projet ambitieux. Il annonce un cycle romanesque de dix-huit volumes, rien de moins, tout entier consacré aux *Banlieusards*. Six titres sont déjà publiés. Ce qu'il nomme ses « chroniques légendaires de gens sans importance » - ouvriers, employés ou intellectuels - repose sur des vies ordinaires, oubliées de l'histoire. Les personnages de Zimmermann s'aiment, travaillent, se révoltent ou s'inclinent, militent ou non, rêvent, dérivent et meurent dans la discrétion. Leurs menus faits d'armes ne durent que dans la mémoire éphémère des proches.

Cependant, ces acteurs à l'emploi modeste apportent un concours actif ou involontaire mais considérable à l'expression des stars de la scène sociale. Sans les utilités, pas de spectacle. Daniel Zimmermann renverse la situation : les héros - Staline ou Maurice, par exemple - servent de faire-valoir aux figurants qui occupent les planches. Les deux ne doivent-ils pas leur existence à la passion des croyants ?

Chaque roman de Daniel Zimmermann forme une entité autonome bien que des personnages secondaires ou simplement entrevus dans un précédent récit puissent apparaître au centre du livre suivant.

Les métamorphoses du paysage banlieusard

Cette démarche toute balzacienne n'est pas vaine. Des destins qu'on croyait accomplis de manière irréversible sont éclairés différemment et prennent une nouvelle signification. Ainsi, l'apparatchik Joseph Schlager, qui tenait la place principale de *Moris du lundi* (1), et le couple de jeunes ouvriers amoureux qui dominaient les *Chats paralèles* (2) et la *Légende de Marc*

et de Jeanne (3), traversent le dernier roman, le *Spectateur*.

Là encore, le paysage banlieusard joue un rôle important. Il traduit, en quelque sorte physiquement, l'évolution mentale des personnages. De la banlieue des années 30, encore campagnarde et fleurie de pavillons bichonnés, à celle d'aujourd'hui, urbanisée à outrance, un monde change de base. Des groupes de militants, porteurs d'une utopie émancipatrice et insensibles aux arguments de « l'ennemi de classe », se disloquent dans l'univers cloisonné des ensembles de béton. D'acteurs, ils deviennent des spectateurs.

L'enfant est le père de l'homme

A sa façon, le « héros » du *Spectateur* symbolise cette évolution, cette séparation. Mais Daniel Zimmermann ne se contente pas d'une geste sociale : ses personnages sont aussi fortement caractérisés et, surtout, marqués par leur petite enfance, tant il est vrai que l'enfant est le père de l'homme. Un psychanalyste ferait son bonheur des romans de Daniel Zimmermann.

Ainsi le *Spectateur*, Serge Gautier, né en 1929 de parents ouvriers communistes modèles, a vécu, encore marmot, les rapports amoureux de ses géniteurs, jeux mystérieux et agréables, comme une exclusion. Il en vit une nouvelle lors de la naissance de sa sœur, et se gave, en espérant devenir « enceint » à son tour...

Servi par une imagination foisonnante, Serge Gautier charge un double invisible de besoins cruels. Mais s'il s'autorise des transgressions en pensée, il adopte une attitude conforme de bon garçon. Certes, dans le pavillon de Sarcelles - symbole aujourd'hui d'un certain urba-

nisme - les parents mènent une vie exemplaire ; lui, celle d'un ouvrier d'élite et d'un militant valeureux sans cesse chassé de ses places par la vindicte patronale ; elle, celle d'une épouse industrielle qui pallie le manque d'argent par des travaux de couture.

Un fils de héros

Après la mort de son père dans un camp d'extermination, Serge endosse parfaitement l'emploi de soutien de famille, cultivant le jardin, économisant les biscuits « vitaminés » pour les cols de celui qu'on croit encore vivant, assumant pour sa sœur qui sera institutrice « la rêve de toute famille ouvrière : fournir un enfant à la caste intellectuelle ». Serge est aussi un élève méritant, il sera un digne fils de héros à la suite d'un cocasse malentendu, et un ouvrier régulier hors pair. Il se contente de ses rêves et rompt en douceur avec « le parti », comme on se dérobe.

Adulte, sa vie sentimentale est un désert. Il fréquente, pour l'hygiène, des prostituées et des épouses en proie à l'ennui des grands ensembles. Il ne sait qu'« aimer en secret » et se conduit comme s'il était « tout le temps au théâtre ».

Atteint d'un cancer, Serge mettra en scène dans son F2 sa propre mort, ultime adieu au monde du simulacre.

Mais grâce aux vertus du style, la détresse de Daniel Zimmermann ne prend jamais une allure funèbre. Il évoque cette existence non assumée et cette folie cachée avec l'humour et le feint détachement des écorchés vifs. Son écriture nerveuse et incisive emporte le lecteur sur un flot de sarcasmes et l'abandonne à bout de souffle sur le sable où s'échouent les rêves de vraies vies.

BERNARD ALLIOT.

★ LE SPECTATEUR, de Daniel Zimmermann. Mazarine, 192 p., 75 F.

- (1) Gallimard.
- (2) Balland.
- (3) Fayard, Nouveau Prix populiste 1984.

La chaleur des mots

DORA n'aura plus d'enfants. Passé l'âge. Aujourd'hui, elle se doriote et se blottit, écorchée parce qu'il faut faire le deuil de David. Dora a terminé une psychanalyse. Elle raconte son sévère : apprendre à vivre sans lui, l'analyste, réapprendre la réalité, dirait-on. (Claude Delay est analyste, elle en parle bien). Besoin d'un lieu protecteur : le hammam. Des sensations exacerbées, la chaleur, les autres femmes, miroir de la haine de soi, et de l'amour aussi. Obsession des seins, des sexes, des sœurs.

Le roman de Claude Delay est un grand poème en prose où foisonnent les odeurs de pain, les senteurs d'eau, les douceurs d'un miel, les bruits de la pluie. Un rempart de mots sensuels et chauds contre le froid de l'âme.

L'histoire : Dora en butte à l'agressivité d'Eve, sa fille, qui se défend et sans doute se venge, on ne sait pas exactement de quoi. Dora, désormais seule, qui rencontre Gilles, vingt ans de moins qu'elle. Peintre. Et

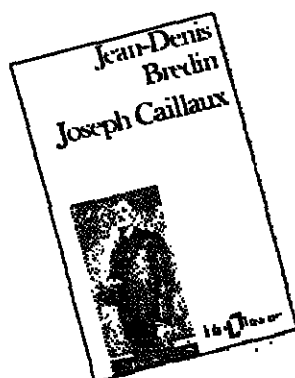
ils s'aiment. Ils partent pour le Mexique. Dora n'a plus peur ni mal. Et puis il faut rentrer : Eve a pris une overdose. Elle est dans le coma.

Avec de vrais bonheurs de mots, Claude Delay dit la galère d'art de Dora, et ses émotions à fleur de peau. Son sens des lieux, et des formes. La romancière dit moins bien les relations qu'entretient son héroïne avec les uns et les autres. A vrai dire cela ne compte guère. On ne sait pas, refermant le livre, qui sont Gilles, Eve et David. Simples comparses du monologue, d'une analyse pas réellement interrompue.

Le Hammam est un livre tendre et égoïste. Subtil et barbare. Un témoignage des douceurs, des douleurs, qui tissent certains destins de femmes aujourd'hui. Parce qu'il y a là du talent, on souhaiterait un peu moins de complaisance, cette facilité si souvent confondue avec la sincérité. — G. B.

★ LE HAMMAM, de Claude Delay. Gallimard, 172 p., 69 F.

folio histoire



JEAN-DENIS BREDIN
Joseph Caillaux



DUBY
Le dimanche de Bouvines



ERLANGER
Le Régent



FRANÇOIS FURET
Penser la Révolution française



TOCQUEVILLE
L'ancien régime et la Révolution
MICHEL WINOCK
La République se meurt



L'histoire qu'il faut lire est en folio

● PORTRAITS

Croquis d'une enfance vendéenne

A soixante-dix-huit ans, Gabriel Delaunay, ancien préfet, ancien directeur de la Radio-télévision française, se souvient de son enfance vendéenne et rurale. Bien qu'issu du « marais bleu » — qui en 1793 choisit la République, — il a appelé son récit le Petit Chouan.

À quel avenir pouvait bien rêver un petit paysan du Marais poitevin, né en 1907 dans une famille de fermiers pauvres ? S'autorisait-il même à avoir des rêves d'avenir ? Pas réellement. La vie au jour le jour requerrait toute l'énergie de chacun. Et le jeune Gabriel Delaunay, qui portait le même prénom que son frère aîné, mort à huit mois, un an à peine avant sa naissance, imaginait, à la rigueur, qu'on lui deviendrait instituteur, mais certainement pas préfet, directeur de la radio et de la télévision, grand officier de la Légion d'honneur, commandeur des Arts et Lettres... bref, tout ce qu'il allait être.

Dès que son père partit pour la guerre, Gabriel dut, à sept ans, faire les travaux des adultes : se lever à l'aube, traire les trois vaches avant d'aller à l'école, les nourrir, les soigner. Ces années, qu'il évoque dans le *Petit Chouan*, témoignent, dit-il, « d'une époque totalement révolue, d'une société qui donnait à ses enfants une sorte de fanatisme du travail qui les a empêchés, plus tard, même s'ils le pouvaient, de se consacrer au loisir ».

« J'ai tenu à l'authenticité de faits minuscules, précise Gabriel Delaunay, à la restitution de détails, aux images d'une petite vie comme celle de mes parents. » Sur le carnet de comptes que tenait le père, on suit la maladie du fils aîné : « 1906 — 26 avril, une bouteille de sirop... 1 F. ; 27 avril, consulta-

tion du Dormeur (1), 2 F. ; 1^{er} mai, une bouteille de sirop, 1,60 F. ; 4 mai, une bouteille de sirop, 1,60 F. ; 6 mai, payé à Monsieur le curé pour frais d'enterrement, 18,50 F. ».

Le destin des Delaunay n'était ni pire ni meilleur que celui de leurs voisins : des existences vouées à l'anonymat et au labeur. Gabriel devait lui aussi être fermier et travailler à la culture. Mais il y eut l'école, la lecture, et l'instituteur qui l'incita à passer le concours de l'école normale. Ce qui semblait un point d'arrivée — instituteur — n'était que la première étape du chemin. Le jeune garçon l'a compris très vite, au début des « années d'apprentissage », sur lesquelles se clôt le *Petit Chouan*.

« La grande misère des humbles est celle de leurs commencements »

« Je ne savais pas que lorsqu'on naît tout en bas de l'échelle, écrit-il, on ne vous laisse pas facilement y monter. La première tentative on vous tape sur les oreilles, aux autres on vous scie les barreaux. Quand personne ne vous pousse, ne vous protège, il faut tout trouver en soi. On s'use, on s'épuise, on se vide. Quand on dépense trop de sa force pour démarrer, il arrive qu'il n'en reste plus assez pour continuer. La grande misère des humbles est celle de leurs commencements. »

Le vieux monsieur élégant et courtois, qui se souvient aujourd'hui sans amertume, n'a pas en assez d'une vie de succès pour effacer les humiliations. Après avoir passé le baccalauréat à vingt-cinq ans, appris le latin, Gabriel Delaunay a été collé une première fois à l'agrégation d'histoire pour trois quarts de point. « Voyez-vous, c'était votre première année, on ne vous connaît pas », a expliqué le jury. Et il y avait déjà un primaire sur la liste des admis. L'an prochain... Deux « primaires » reçus la même année à l'agrégation, au milieu des élèves des grandes écoles... la cote d'alerte aurait été dépassée.

À partir de là, les années adultes de Gabriel Delaunay, qu'il racontera peut-être dans un autre livre, n'ont été qu'une succession de réussites. Professeur agrégé en 1937, fondateur, le 8 octobre 1940, du premier groupe de résistance de Bordeaux, on le retrouve en 1944 président du Comité départemental de libération de la Gironde. Préfet à partir de 1945, il est détaché en 1957 comme directeur de la RTF et réintègre son corps en 1958, « après le 13 mai ». Après avoir été conseiller d'État et président du Centre national des lettres, il est aujourd'hui conseiller d'État honoraire. Parallèlement, depuis 1953, il a écrit une quinzaine d'ouvrages, essais et romans.

Il n'est pas question pour Gabriel Delaunay de prendre « une retraite bien méritée ». Il est désormais président de Radio 100, à Bordeaux, sur laquelle il est aussi éditeur, et il donne « environ vingt-cinq chroniques par mois à Sud-Ouest, Ouest-France et à la République des Pyrénées ».

Mais s'il est une activité pour laquelle Gabriel Delaunay se sentait « peu de goût, c'était bien les Mémoires. Cela a été pénible le

premier mois, je n'avais pas envie de me souvenir ; puis c'était agréable, presque grisant, de remonter le temps. J'avais besoin d'aller au pas des boeufs... Dans ce livre, moins de Mémoires que de croquis d'enfance, Gabriel Delaunay s'est gardé de la fausse nostalgie du « bon vieux temps » et des attendrissements superflus, mais il a su retrouver le rythme rural d'avant la machine, sa lenteur et ses duretés, désormais presque inimaginables.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Le guérisseur.

★ LE PETIT CHOUAN, de Gabriel Delaunay. Ed. ACE, collection « Terres d'enfance », 251 p., 70 F.

Terres d'enfance...

Le *Petit Chouan* est le septième volume de la collection « Terres d'enfance », que dirigent Dominique Balland et Patrick Renaudot aux éditions ACE (1). « Nous souhaitons, disent-ils, constituer une sorte de géographie sentimentale, « obliger » des auteurs à se souvenir. Cette collection n'est pas pour autant une structure rigide. Chacun garde son style et sa manière de se rappeler. »

Il n'y a certes rien de commun entre la retenue de Gabriel Delaunay et la truculence de René Hénoumont, auteur de *Café Hénoumont*, romancier, journaliste et écrivain belge (best-seller en Belgique, il a publié plusieurs ouvrages en France, notamment l'an dernier la *Boîte à sardines* chez Robert Laffont), se souvient, lui, avec jubilation.

Après Clément Lépidis (*Des dimanches à Belleville*), Jean-Jacques Broekler (*Une enfance lyonnaise au temps du Maréchal*), Marcel Jullian (*Châteaurenard, mon soleil*) — le *Monde* du 24 août 1984) ; Jean Egan (*Le Flau du Flau*) ; Jean Anglade (*Œufs moulés*) ; René Hénoumont et Gabriel Delaunay, « Terres d'enfance » va enfin publier le récit d'une femme : Suzanne Prov.

(1) ACE 13-15, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.

La révolte orageuse de Marie Bashkirtseff

Colette Cosnier démaquille la jeune sainte, la grande mondaine et la petite coquette qui mourut phthisique à vingt-six ans.

Sur la Promenade des Anglais à Nice, dans la foule des promeneurs endimanchés, elle apparaissait, éclatante, dans ses lumineuses robes blanches immaculées. Elle avait à peine treize ans, mais on lui en donnait seize. Elle descendait d'une famille d'aristocrates russes. Elle hésitait entre une glorieuse carrière de cantatrice et une irrésistible ascension dans le monde de la peinture. Mais elle mourut, phthisique, à l'âge de vingt-quatre ans, laissant à la postérité le journal de sa brève existence.

Telle est l'image que nous gardons de Marie Bashkirtseff, enfant prodige, adolescente frêle, beauté alabastrine, peintre à la vocation entravée... « Si ce livre n'est pas l'exacte, l'absolue, la stricte vérité, il n'a pas raison d'être », écrit Marie Bashkirtseff dans la préface à son *Journal*, en mai 1884, cinq mois avant sa mort, et d'ajouter : « Je me crois trop admirable pour me censurer. » La famille de la jeune femme découvrit avec stupeur que ce journal trop authentique et ne put se résoudre à le publier dans son intégralité. Aussi les carnets de cette mondaine invétérée, narcissique et ambitieuse, nous sont-ils parvenus censurés, sinon falsifiés.

Colette Cosnier, lectrice fervente de ces écrits intimes, y découvre des contradictions, des incohérences qui l'incitent à partir en quête de la véritable Marie Bashkirtseff, dont les quatre-vingt-quatre cahiers dorment encore d'un sommeil agité à la Bibliothèque nationale. Le *Portrait sans retouches* de Colette Cosnier démythifie la légende qui a entouré Marie Bashkirtseff d'une auréole de sainteté naïve, pour mettre en lumière la passion fougueuse, la révolte orageuse,

qui possédaient cette fleur de serre.

Marie Bashkirtseff est née le 24 novembre 1858 (et non le 11 novembre 1860 comme le prétendent toutes les éditions du *Journal*), sept mois après le mariage de ses parents. Après deux ans d'une union tumultueuse, la mère de Marie retourna vivre en Russie chez ses parents, les Babanine.

Une ombre plane sur ce nouveau cadre familial : l'oncle Georges, l'amateur de scandales, l'habitué des postes de police, le fan des prostituées, l'ivrogne sans vergogne, lisait des livres pornographiques à l'institutrice de Marie en présence de celle-ci, qui notait simplement dans son journal : « J'étais là et je comprenais. » Nul doute que cet oncle Georges, chéri par toute la famille, exerça une terrible influence sur Marie qui éprouva toute sa vie une forte attirance pour les débauchés : « Je n'aime pas les hommes bons, loyaux, réguliers, francs ; j'aime les mauvais sujets, les garnements. »

Le duc de Hamilton, rencontré dans cette ville d'eau allemande en 1873, Emile d'Audiffret, le petit Nipois qui fréquentait les cocottes, le duc Clément Torlonia, le Napolitain Alexandre de Lardere — ce « divin dépravé », — le député Paul de Cassagnac, furent les multiples incarnations du penchant de Marie pour les mauvais garçons.

Les conquêtes n'aboutissaient à rien, car ces messieurs se gardaient bien de proposer le mariage et Marie refusait de céder d'autant plus que dans ces pays étrangers (la France et l'Italie notamment), M^{me} Bashkirtseff, sa mère, n'était guère acceptée par l'aristocratie : une scandaleuse affaire d'héritage en Russie secouait la réputation des



Babanine, déjà bien ébranlée par la conduite de Georges et par certaines rumeurs sur la moralité de M^{me} Bashkirtseff, qui n'était peut-être pas, elle non plus, la sainte vertueuse dépeinte dans le journal tronqué que nous connaissons.

Le corset imposé aux femmes n'était pas seulement vestimentaire, mais aussi social. Marie rêvait de costumes orientaux légers, amples et agréables, et se désolait de ne pouvoir faire craquer les coutures des conventions : « Un homme fait tout et il se marie après, et on trouve la chose toute naturelle. Mais qu'une femme ose non seulement faire tout, mais un rien, et on la lapide. »

Une jeune fille de vingt ans, qui ne possédait de féminité que son enveloppe, avait la douloureuse impression de s'être glissée dans une peau qui ne lui servait pas : « Homme, j'aurais conquis l'Europe. Jeune fille, je me dissimule en excès de langage et en naïvetés excentriques. »

Quand elle entra, en 1877, à l'atelier Julian, sa légende de jeune bourgeoise coquette, innocente, marquait déjà Marie du sceau de la différence. Pourtant, elle fit une fulgurante percée. Dès 1880, un de ses tableaux, *La Question du divorce*, fut admis au Palais de l'Industrie. Mais les

préjugés la poursuivirent. On soupçonna Marie de signer des toiles — comme *Jean et Jacques* et *le Meeting* — exécutées par son ami Emile Bastien-Lepage, un peintre déjà célèbre : « Ah mon Dieu !... faites que je devienne, moi, un astre véritable », s'écria-t-elle.

L'ombre d'un autre ennemi, sournois, tout-puissant, se profilait à l'horizon : la maladie que la jeune femme voulait ignorer se manifesta avec virulence : « Je vais mourir comme j'ai vécu, salement. » Mais Marie Bashkirtseff n'était pas femme à s'avouer vaincue. Son journal l'immortaliserait si elle le confiait à un écrivain. Elle sollicita Alexandre Dumas en lui fixant un rendez-vous au bal de l'Opéra, le mauvais lieu de l'époque. Le romancier conseilla à la jeune femme de se coucher tôt ce jour-là : « Ça empêche les jeunes de vieillir et ça permet aux vieilles d'avoir l'air jeune », lui expliqua-t-il. Après cette humiliante rebuffade, Marie s'adressa à Maupassant ; il s'ensuivit treize lettres qui furent aussi censurées avant publication.

Le 31 octobre 1884, Marie Bashkirtseff mourut. Elle avait vingt-six ans. Son journal resta entre les mains de la famille. Les frustrations du désir, de l'ambition, de la volonté de puissance, se résument en cette phrase, prélude à la mort et finale d'une existence illuminée par la joie de vivre mais emprisonnée dans les limites de son époque, trop en retard par rapport à son esprit créateur : « Nice, quinze ans... Audiffret, Rome, les folies de Naples, Lardere, la peinture, l'ambition, des espérances inouïes, et pour finir dans un cercueil, sans avoir rien eu, pas même l'amour. »

ROLAND JACCARD.

★ MARIE BASHKIRTSEFF, UN PORTRAIT SANS RETOUCHES, de Colette Cosnier. Ed. Pierre Horay (Diffusion Flammarion), 356 p., 310 illustrations, 140 F.

SAGESSE CHRÉTIENNE

La collection du patrimoine spirituel

1 Jean de Saint-Samson ŒUVRES MYSTIQUES	3 Alain de Libera INTRODUCTION A LA MYSTIQUE RHÉNANE
2 Vladimir Soloviev TROIS ENTRETIENS sur la guerre la morale et la religion	4 Saint Bonaventure QUESTIONS DISPUTÉES SUR LE SAVOIR CHEZ LE CHRIST
	5 Nicolas de Cues LITÈRES AUX MOINES DE TEGERNSEE DU JEU DE LA BOULE

En vente chez les libraires spécialisés ou à défaut O.E.I.L. 12, rue du Dragon 75006 Paris

DERVY LIVRES

Collection « Mystiques et Religions »

JEAN TOURNIAC

Vie posthume et résurrection

dans le judéo-christianisme

Le triomphe de la vie et l'intercession mariale
1 vol. 102 F

Catalogue sur demande - 26, rue Vauquelin - 75005 Paris

SILVAIN

«Un roman poignant, féroce, étrange, écrit d'une plume puissante et sûre.»
Michelle Gautheyrou, *Le Figaro*

PIERRE SILVAIN

Le regard du serpent

roman

216 pages
69 F

MAZARINE

كتاب من التراث

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Américains entre deux continents

Henry James (1843-1916) est à l'affiche. Dans les cinémas et dans les librairies. En effet, tandis que le film de James Ivory avec Vanessa Redgrave sort sur les écrans, Denoël vient de rééditer « les Bostoniennes » (ce roman, publié en 1885, est une attaque féroce et ironique du féminisme que James estime dangereux

pour l'Amérique). Soixante-dix ans après sa mort, le plus anglais des auteurs américains garde encore beaucoup de mystère, et c'est ainsi qu'outre des rééditions d'œuvres épuisées comme « l'Image dans le tapis », ce chef-d'œuvre jamesien, ou « Roderick Hudson », ce roman de jeunesse, on peut encore découvrir des nouvelles inédites qui

sont de pures merveilles, telles ces « Singulières Jeunes Filles ».

Une autre Américaine qui avait choisi de vivre en Europe et qui fut une grande amie de Henry James, Edith Wharton (1862-1937), mérite d'être enfin reconnue. Il faut lire son plus grand succès, Prix Pulitzer 1921, « le Temps de l'innocence ».

Rencontre

MURIEL SPARK est étonnante. Elle écrit de brefs romans implacables, glaçants, tout en ellipses savantes, qui produisent chez le lecteur un étrange sentiment de fascination secrètement réjouie. Elle met en scène la folie et la souffrance avec une violence feutrée, qui fait redécouvrir les charmes pervers de l'humour superlativement noir. Elle est inclassable, elle est effrayante, elle est merveilleusement éligante : elle est anglaise, bien sûr, même si elle vit en Italie.

Anglaise, c'est pour faire court. Pour évoquer toutes ces romancières fantasques et machiavéliques dont elle est, à sa façon, parente, Ivy Compton Burnett, Iris Murdoch, Beril Bainbridge. Car, en réalité, Mrs. Spark se définit d'abord comme écossaise : « Je suis née à Edimbourg, et j'y ai été élevée. Mon père était Écossais, ma mère Anglaise. Si je me sens surtout Écossaise, c'est parce que je n'oublie jamais que le travail est une obligation : le puritanisme, vous savez. »

Experte en ce grand art de converser

On l'imaginait déroutante, ambiguë, on la confondait avec ses romans. Elle est chaleureuse, gaie, experte en ce grand art de converser qui fait le charme de Jane Austen, et douée de la grâce souriante de ceux pour qui l'ironie est une discipline morale. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles elle a choisi de vivre en Italie. Mais, éducation oblige, l'esprit des lieux n'empêche pas Muriel Spark, à Rome ou en Toscane, de travailler tous les jours. Lecture, réponse aux lettres, roman.

« Je ne pouvais plus travailler en Grande-Bretagne, j'étais trop sollicitée, je n'avais plus le temps. » Constat dans les vertus rassurantes d'une langue commune, Muriel Spark avait d'abord essayé les États-Unis : pour se rendre compte rapidement que ces cousins lointains étaient d'un exotisme radical. Et donc, l'Italie, ce qui ne fait jamais que renouer avec une tradition. Keats, Shelley, Byron... Les Britanniques sont un peuple de voyageurs. « A vivre ainsi à l'étranger, on acquiert des habitudes mentales étrangères », qui

Les secrets de Henry James

DEUX nouveaux ensembles de nouvelles de Henry James mis en français, il ne faut pas boudier notre plaisir ! Lire les textes de Henry James est une opération lente et difficile : on ne pénètre dans ces ouvrages que par effraction. Le lecteur, ici, devient voyeur : il n'est pas convoqué, il viole un espace narratif qui ne le concerne d'aucune façon.

C'est uniquement parce que le lecteur commet une indiscretion qu'il va hanter le labyrinthe, s'égayer dans le dédale, se passionner pour des cruautés mondaines dont, autrement, il ne se soucierait nullement. Henry James édifie les pièges de la subtilité.

Mieux peut-être que les grands romans (1), les nouvelles de Henry James désignent cet univers particulier : un lieu clos, séparé, d'où le lecteur, entré sans

y avoir été invité, ne peut plus s'enfuir. Il n'y a plus d'issue, non plus qu'aucune porte de sortie.

Il reste l'impression singulière d'un secret. Et il est vrai que, autant dans les quatre nouvelles qui composent *la Revanche* que dans les trois récits qui forment *Singulières jeunes filles*, le lecteur se persuade, à chaque fois, qu'un secret est au centre du texte. Un secret dont la clé lui est mystérieusement interdite.

Sept figures de femmes. Sept déchiffrements impossibles. Et si le lecteur s'acharne, que va-t-il découvrir ? Rien, sinon qu'il n'y a pas de secret ? Cette absence de mystère est le mystère tout entier. Ici se marque l'art souverain de Henry James : il multiplie les indices, il favorise magnifiquement les signes du secret. Otez l'art de l'écrivain, il ne reste rien que de futile. Encore faut-il convenir que le futile, en l'occu-

rence, donne au vécu son épaisseur et sa consistance.

Chaque nouvelle de Henry James s'articule autour d'une scène capitale (dont le lieu est très exactement la mondanité). Mais cette scène capitale est déviée : elle ne s'aperçoit, et fragmentairement, que de biais.

On verra principalement dans les nouvelles de *la Revanche* à quel point la parole de James pactise avec le silence, est rongée par lui, n'émerge enfin que par les moyens de l'art. Cette démarche aboutit au triomphe du mas- que, qui en viendra à effacer le réel au profit d'une cruauté insoutenable : celle de la morale ! Dès lors, le réel trouvera son lieu véritable dans la fêlure qui sépare le Nouveau Monde de l'Ancien, mais aussi dans le fabuleux champ clos de la guerre des sexes.

Le rapport de Henry James avec la sexualité demeure une énigme. Sa relation avec l'univers féminin a été singulièrement éclairée par la publication des écrits de sa sœur Alice : on l'a dit. En ce qui concerne les sept nouvelles actuellement proposées au lecteur, on notera qu'elles gravitent toutes autour de femmes qui n'ont de remarquable que d'avoir été révélées par l'art de Henry James. Le secret de tout cela est, à l'évidence, le secret de l'ère victorienne.

Henry James procède par un minutieux déplacement de la scène capitale. Du coup, tout ce qui se passe de réellement important se découvre au détour d'un dialogue ou dans le détail révélateur (pour qui sait lire) d'une description apparemment inutile ou superflue. Pour reprendre un titre fameux de Henry James, *l'Image dans le tapis* (2), cha-

que nouvelle et chaque roman de notre auteur sont un tapis soigneusement tissé, mais où se trouve glissée une image, qui en est la raison et le mobile. Sept visages de femmes - pour rêver...

HUBERT JUIL

★ *LA REVANCHE*, nouvelles de Henry James, traduites de l'anglais par Diane de Margerie et Humberto de Oliveira. Belfand, 251 p., 39 F.

★ *SINGULIÈRES JEUNES FILLES*, nouvelles de Henry James, traduites par Philippe Blanchard. Ed. de L'Équinoxe, 281 p., 95 F.

(1) Dans la collection « Bouquins », chez Robert Laffont, viennent de paraître en un seul volume : *Daisy Miller*, *les Altes de la Colombe* et *les Ambassadeurs*.

(2) *l'Image dans le tapis*, accompagné de quatre autres nouvelles, a été réédité récemment par deux maisons différentes : L'Équinoxe et Pierre Horay. Par ailleurs, le roman *Roderick Hudson* a paru en Livre de Poche-Biblio.

Amour et establishment chez Edith Wharton



Portrait tiré de *A Feast of Words The Triumph of Edith Wharton* Oxford University Press, 1977.

enveloppé qui rythme l'intrigue du *Temps de l'innocence*. Nous sommes dans le New-York des années 1870, époque où les riches équipages qui sillonnent la 5^e Avenue - le « noble faubourg » de Manhattan - ne s'arrêtent jamais que devant la porte appropriée ; l'arrêt d'une voiture connue devant une porte non reconnue par la caste régnante est une faute. Quelques fautes du même acabit et les portes des gens qui comptent ont vite fait de se fermer au nez de l'imprudent se croyant libre de ses actes, de ses desirs et de ses fréquentations.

De ce milieu privilégié, le jeune et séduisant Newland Archer est le prototype. Il est bien né, dans une famille puissante, travaille chez un homme de loi pour la forme, est intelligent, cultivé, de bon goût, de bon ton. L'avenir est tout tracé pour cet excellent jeune homme ; il va épouser une fille du meilleur cru, May Welland, ravissante, pure, limpide, consciente de son rang et de ses devoirs - une Diane en satin blanc.

Mais voici que, retour d'Europe, débarque la cousine de May, la comtesse Ellen Olenska, ce qui met famille et relations en émoi. N'a-t-elle pas quitté son mari, odieux il est vrai, avec l'aide de son secrétaire ? Au reste, son éducation même laisse à désirer : qu'attendre d'une jeune fille à qui l'on a permis de porter une robe noire le soir de son premier bal ? On prend cependant le pari, dans l'intérêt de la famille et du mariage proche, de traiter Ellen avec tous les égards.

A partir de ces données, Edith Wharton va enclencher, avec une remarquable précision, le mécanisme d'une belle, d'une attachante histoire d'amour dans une veine inspirée de *l'Éducation sentimentale*, de Flaubert. Au contact de la belle Ellen, indépendante d'esprit, raffinée et imaginative, Newland comprend vite qu'il est un « enterré vivant » dans un monde aussi mesquin que celui qu'il a quitté.

Dans un monde qui change très vite, elle se remémore ce « temps perdu » où, née dans une vieille famille très riche, elle appartenait au gratin new-yorkais de l'avant-siècle disparu au tournant du nouveau.

On ressent cette nostalgie d'un monde évanoui dans le tempo

De son côté, la comtesse aime Newland, mais ne saurait accepter de briser l'avenir de sa cousine : « par loyalisme envers les autres et franchise à eux-mêmes », l'un et l'autre vont taire leurs sentiments et chercher à se fuir en souhaitant se retrouver. Le clan s'occupera des intérêts d'Ellen, cherchant à l'empêcher de divorcer, l'encourageant à rejoindre son mari lorsqu'il essaie de la racheter à bon prix. « C'était ainsi dans ce vieux New-York, où l'on donnait la mort sans effusion de sang ; le scandale y était plus à craindre que la maladie, la décence était la forme suprême du courage, tout éclat dénotait un manque d'éducation. »

Ellen repartira en Europe où elle finira par divorcer. Newland se mariera, sacrifiant son véritable « moi » au bonheur sans histoire que lui procure May, « divinité tutélaire de toutes les traditions qu'il avait révéries ». Il sera un bon époux et un digne père de famille. Trente ans plus tard, Newland, devenu veuf, de passage à Paris, n'accompagnera pas son fils chez Ellen, préférant chérir en secret un radieux souvenir. « *l'Image de tout ce dont il avait été privé* ».

Une éducation sentimentale dans un village de Nouvelle-Angleterre

Cet admirable chant d'amour est intégré dans une satire sociale féroce mais cela n'exclut pas un chatouillement, une délicatesse de touche propres à faire briller les décors, les tournures des toilettes féminines, tous les agréments d'une vie de luxe et de raffinement. Edith Wharton était passionnée de décoration. Elle y consacra d'ailleurs un ouvrage. Les états d'âmes, les focales de caractère de ses personnages, les analyses minutieuses de leurs comportements n'excluent jamais l'éclairage ambiant, le détail approprié qui souligne une atmosphère, la touche de couleur, le rapport des lignes et des volumes qui situent la scène et placent les protagonistes comme sur un échiquier. Miniaturiste des passions, Edith Wharton l'est aussi des décors.

Si le *Temps de l'innocence* est à rapprocher de *Chez les heureux du monde* (1), pour l'évo-

tion cruelle et précise d'un milieu social. *Été*, une autre réédition, fait écho à *Ethan Frome*. Loin de la sophistication new-yorkaise, nous pénétrons ici dans un coin perdu de Nouvelle-Angleterre, à North Dormer, « pauvre village des montagnes, battu par les vents et brûlé par le soleil, abandonné des hommes, dédaigné par le chemin de fer, le trolley, le télégraphe et toutes les forces qui relient entre elles les agglomérations humaines ».

La jeune Charity s'y ennuie, comme les autres jeunes filles du village. Pourtant, elle est différente : elle vient de « la Montagne », une communauté d'êtres primitifs qui vivent à l'écart des lois, sans école, sans église, sans autre règle que la satisfaction de leurs appétits.

Toute petite, Charity a été arrachée à un père ivrogne et à ce milieu dépravé par Mr Royall, un avocat devenu son tuteur. Veuf, homme taciturne et secret, le tuteur a un jour ouvert les yeux sur cette enfant, devenue une ravissante jeune fille. Il rêve de l'épouser et fera, un soir, une tentative maladroite pour la séduire. Charity ne concevra plus que du mépris pour lui et se réfugi- gera dans un silence hanté.

L'arrivée d'un jeune et bel architecte, Lucius Harney, va bouleverser cette vie en attente du bonheur. Lucius entreprend de dessiner les maisons anciennes de la région et Charity s'improviser son guide. Bientôt, elle devient sa maîtresse ; Lucius promet de l'épouser après avoir réglé quelques affaires qui le contraignent à s'éloigner un temps.

Elle ne tardera pas à apprendre que Lucius est fiancé à une autre et qu'elle est enceinte. Charity s'enfuit alors dans « la Montagne », où sa mère vient de mourir : c'est là que Mr Royall ira la chercher pour faire d'elle son épouse, sans rien ignorer de ce qu'elle vient de vivre ; elle y consentira.

Sur ce thème, banal en soi, Edith Wharton s'est livrée, dans *Été*, à une minutieuse analyse de la complexité de l'âme féminine confrontée à ses rêves et à ses desirs. Elle révèle avec une savante maestria les attermoissements d'une femme soumise à l'épreuve d'aspirations confuses, d'un bonheur improvisé, d'un abandon inattendu. Elle montre,

tour à tour, les effets de l'orgueil sur une âme solitaire, son ardeur à conquérir, son sens du sacrifice et du renoncement.

Aux remous de cette éducation sentimentale s'ajoutent, avec bonheur, des tableaux qui restituent admirablement l'atmosphère compassée, morose, le puritanisme de façade, les médiocrités et les forces troubles qui façonnent, au-delà de l'ennui et du comme-il-faut, un village américain à la fin du siècle dernier.

PIERRE KYRIA

★ *LE TEMPS DE L'INNOCENCE*, d'Edith Wharton, roman de traduction, préface de Diane de Margerie. Flammarion, 288 p., 95 F.

★ *ÉTÉ*, d'Edith Wharton, roman de traduction, Christian Bourgois, 10/18 - « Domaines étrangers », 289 p., 31 F.

(1) Hachette P.O.L. - « Bibliothèque anglaise ». Voir « le Monde des Livres » du 15 mai 1981.

Un grand témoin de notre temps



Jacques Chancel

Le Guetteur de rives

GRASSET

● LETTRES ÉTRANGÈRES

avec Muriel Spark, la diabolique

Muriel Spark est considérée comme une des grandes romancières anglaises. Elle est venue à Paris pour la sortie de deux de ses livres : l'un des années 60, la Place du conducteur, et le plus récent, l'Unique Problème.

affûtent le rapport à la langue natale, alors rajeunie et rendue plus élastique.

Muriel Spark a commencé à écrire dès l'enfance, et ses poèmes ont tout de suite été publiés dans des revues. Mais, la première fois - elle avait douze ans - qu'elle a pu ainsi gagner de l'argent, sa mère l'a donné aux « petits pauvres ». Ce qui avait alors suscité en elle un vif sentiment d'injustice et comme un doute sur la moralité de ces agréables ressources.

Muriel Spark attendra ensuite très longtemps avant de recommencer à écrire pour être publiée. Elle se mariera d'abord, élèvera son fils, travaillera pendant la guerre, comme Greene, pour le Foreign Office, à un genre de contre-espionnage, puis collaborera à une maison d'édition, et ce n'est qu'au bout de longues années qu'elle choisira de revenir à la littérature. Elle quitte son travail et écrit.

Convertie au catholicisme mais anticléricale

Si elle divorce et ne se remarie pas, c'est pour occuper l'essentiel de ses forces à son travail. Cette énergie-là, cette sincérité dérangeante, c'est peut-être à sa conversion qu'elle les doit partiellement. Elle devient catholique « parce que, dit-elle, c'était la seule chose raisonnable à faire ». Elle a été élevée religieusement, mais sans excès, dans le presbytérianisme. C'est ce qu'elle raconte dans le *Bel Age de Miss Brodie*. Elle a toujours trouvé impossible de ne pas croire. Mais l'anglica-

nisme la déprimait. Avec le catholicisme, elle a trouvé un pôle, un axe, à partir duquel s'orienter. Elle précise : « Je ne vais à l'église qu'après le sermon, je n'aime pas du tout les prêtres. » Catholique résolument anticléricale, Muriel Spark, comme pour ses romans, raffole du paradoxe. Ce qu'elle a trouvé dans le catholicisme, c'est la compassion. Comme Greene, justement, qu'elle apprécie, mais dont elle s'éloigne en précisant : « Lui, il doute beaucoup. »

Variation sur le Livre de Job

Pour Muriel Spark, l'important, c'est cet amour, nourri de compréhension et de la possibilité de connaître les souffrances de l'autre. « Tous les amours ont une part de compassion, à commencer par l'amour maternel, bien sûr. » Cette souffrance, c'est elle qui est au centre de *la Place du conducteur*, et plus encore de *l'Unique Problème*. Quel étrange goût de la mort peut mener une comptable à se faire délibérément tuer par un obsédé sexuel ? Quelle vérité est donc la sienne ? Muriel Spark ne donne jamais de réponse. C'est la question qui importe.

Interrogation sur la souffrance que reprend la brillante, brutale variation sur le Livre de Job qu'est *l'Unique Problème*. Où un milliardaire à l'âme de bureaucrate se voit soudain tiré de sa tranquillité pour devenir le héros d'un fait divers politique, alors qu'il est sûr, comme Job, de sa complète innocence. Et, certes, il

est innocent, mais il est coupable de ne pas savoir aimer.

Muriel Spark, pour qui la Bible est vraiment « le livre des livres », est hantée par cette existence de la douleur. Pour elle, le Livre de Job ressemble étroitement à un interrogatoire de police, et si elle-même utilise régulièrement cette forme policière froide et limpide qu'on retrouve dans ces deux romans, c'est qu'elle aussi cherche davantage la raison de l'horreur dans le rayonnement sombre d'une mystérieuse absence que dans un mobile à strictement parler psychologique. Elle interroge ses personnages, mais n'en attend pas de réponse claire.

L'étrangeté saisissante de Muriel Spark tient beaucoup à cette saisie qu'elle opère, cruelle et précise, d'un monde fou, qui ignore sa folie. Pour elle, Job est stupide, qui ne commence à gémir que lorsqu'il est touché lui-même. La seule souffrance à combattre, c'est celle des autres, celle, notamment, qui naît de la misère politique ou sociale. Dostoïevski est grandiose, mais agaçant parce qu'il se complait dans l'auto-torture.

Cette élégante dame anglaise surprend quand elle se dit anarchiste. Mais peut-être moins quand on l'entend rappeler, non sans fierté, que les femmes, en Ecosse, ont toujours eu des droits et que sa grand-mère défilait parmi les suffragettes, armée d'un grand parapluie - qu'elle possède toujours. Cela aide à se sentir revendicative et cela aussi a probablement aidé à cette étonnante floraison de romancières qu'on connaît actuellement.

« Il n'y a pas de mouvement en Grande-Bretagne », dit-elle. Les écrivains se détestent bien trop, et en plus on déteste la théorie. Quand ils se rencontrent, c'est pour parler argent et contrat, essentiellement. Le seul groupe, c'était celui des Angry Young Men, et encore, il n'y en avait

qu'un, de jeune homme en colère, c'était Kingsley Amis. Si, il y a quand même des écrivains dont je me sens proche, Iris Murdoch, Angus Wilson, d'amitié, et, chez les plus anciens, Henry James, mais il m'agace aussi, et Forster, que j'aime beaucoup. Beckett, oui, j'apprécie ses pièces, mais ses romans, quel ennui, toutes ces longueurs ! Et j'ai été aussi très marquée à une époque par Robbe-Grillet ; c'est sensible particulièrement dans la Place du conducteur. »

Muriel Spark est repartie pour l'Italie écrire, sur les cahiers d'écolier qu'elle commande depuis toujours à Edimbourg, son nom, le titre de son prochain roman, avant de faire taper la liste de ses personnages pour que tout soit clair et cohérent. Elle attaque à tâtons, sans notes préalables, et ne fait de recherches qu'après, sur des détails ; elle tient à cette exactitude. Plus tard, elle rencontrera les personnages qu'elle a inventés.

Une seule fois, elle a écrit d'une traite, sans rien vérifier : elle était sous l'exacte dictée d'un rêve, auquel elle n'a rien changé : c'était *l'Image publique*. Elle en sentait la nécessité. Tout comme elle sent en elle la nécessité de croire au paradis, quand bien même elle reconnaît ne pas pouvoir l'imaginer autrement que par la métaphore. « Le Seigneur est notre berger. Mais, ajoute-t-elle, je suis incapable de dire si, au-dessus des verts pâturages, le ciel est bleu ou mauve. » C'est sans doute ainsi qu'elle sait si bien évoquer nos bizarreries enfantes.

EVELYNE PIERLER.

★ *L'UNIQUE PROBLÈME*, de Muriel Spark. Traduit de l'anglais par Léo Didi. Fayard, 213 p., 65 F.

★ *LA PLACE DU CONDUCTEUR*, traduit par Alain Delahaye. Fayard, 132 p., 52 F.

★ Signalons que Robert Lafont republiera à la fin de l'année dans la collection « Exilium » : le *Bel Age de Miss Brodie*, *Memento Mori* et les *Démolitions de petite fortune*.

ZIMMERMANN

« Le surprenant mélange de tendresse et de désespoir de l'auteur des Chats parallèles. »

Gilles Pudlowski, Paris-Match

« Incisif et doux-amer, le récit d'une tentation commune : n'être que le miroir cruel de la vie des autres. »

La Croix



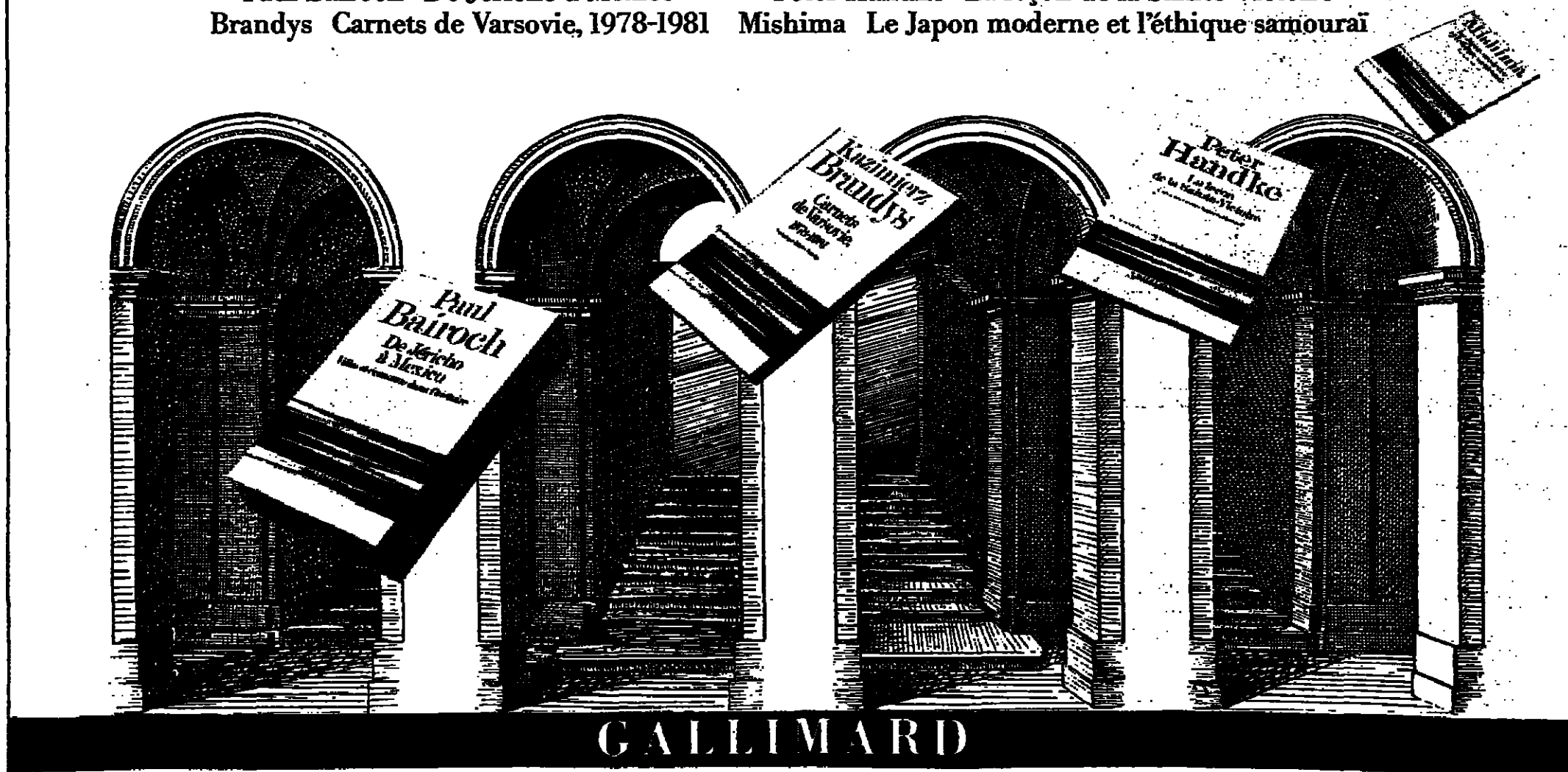
192 pages
69 F

MAZARINE

L'INEDIT A SA COLLECTION DE GRANDE DIFFUSION : ARCADES

Paul Bairoch De Jéricho à Mexico
Brandys Carnets de Varsovie, 1978-1981

Peter Handke La leçon de la Sainte-Victoire
Mishima Le Japon moderne et l'éthique samouraï



هكذا من الأصل

● ANTIQUITÉ

Le colosse Mommsen

La collection « Bouquins » réédite l'Histoire romaine d'un grand érudit allemand qui donnait au passé les charmes du romanesque.

EN 1849, l'historien allemand Theodor Mommsen, âgé de trente-deux ans, reçoit la commande d'une histoire romaine. En trois volumes, publiés au rythme d'un par an de 1854 à 1856, il la mène rapidement des origines au triomphe de César. Puis, arrivé au seuil de l'Empire et de l'ère chrétienne, Mommsen s'interrompt et ce fut trente ans plus tard, en 1883, qu'il fit paraître, non pas la suite exacte de son récit, mais un tableau des « provinces sous l'Empire ».

C'est cet ensemble, composé de deux morceaux très différents par la longueur, par la conception, par le ton (fougue des premiers livres, ironie voltairienne du dernier), que la collection « Bouquins » réédite aujourd'hui en deux volumes commodément, représentant intégralement la traduction de Charles Alexandre (un contemporain de l'auteur), et précédés d'une introduction de Claude Nicolet, familier de l'œuvre de Mommsen et grand historien de Rome.

Mais à quoi bon, demandera-t-on, remettre en circulation un travail aussi ancien, jamais abouti et à coup sûr périmé ? La réponse tient à la personnalité de Theodor Mommsen et à la place essentielle qu'il occupe dans la science moderne de l'Antiquité. Grâce à lui, l'archéologie, la numismatique, l'épigraphie, jusque-là manées par les « antiquaires » au service presque exclusif des collectionneurs et des curieux, sont venues renouveler la tradition de l'histoire comme genre littéraire.

Le coup d'œil de l'aigle

La critique de tous les documents disponibles suppose de solides connaissances philologiques et juridiques : « Celui qui sort de l'université avec une connaissance approfondie de la langue des Grecs, des Romains et des Allemands, ainsi que des institutions politiques de ces peuples, a reçu une formation d'historien. Qui ne les connaît pas n'a pas reçu cette formation ». Cette exigence première et toujours valable, Mommsen y satisfaisait pleinement. Elle lui a permis de mener à bien, de 1843 à sa mort en 1903, une œuvre colossale : plus de mille cinq cents titres, des dizaines de milliers de pages et son nom en tête de toutes les grandes entreprises du siècle dans le domaine de l'histoire romaine.

Dans sa spécialité première, le droit, Mommsen a donné deux monuments : le *Droit public* (*Staatsrecht*) et le *Droit pénal* (*Strafrecht*). C'est par cette discipline qu'il avait commencé son œuvre, et la mort le surprit alors qu'il travaillait au *Recueil du droit civil*.

« APOSTROPHES »

3 mai 1985

Jean Stengers

Histoire d'une grande peur : la masturbation

750 FB (+ port 50 FB)

ÉDITIONS
UNIVERSITÉ DE BRUXELLES
Tél. : 32 (2) 649-00-30, poste 3793
CCP 000-0749231-03France : Les Belles Lettres, Paris
Tél. : 549-70-55 (non excl.)

Que d'érudition dans tout cela ! Mais raisonnée, intelligente. Une érudition rapide et sûre qui n'accumule pas les gloses inutiles sur les textes, qui va au plus court avec une exacte minutie. On en prend la mesure dans l'Histoire romaine, si bien informée, mais n'affichant nulle part le moindre pédantisme — à l'origine, elle fut publiée sans notes. Partout, c'est le coup d'œil de l'aigle, qu'il s'agisse de comparer un passage de la *Médée* d'Euripide à la traduction qu'en a donnée le poète tragique Ennius, ou de mesurer la pénétration de l'hellénisme en Asie Mineure.

Une poignée de hardis patriotes

Si, dans cette histoire, les controverses modernes ne viennent jamais freiner le récit et gêner la résurrection du passé, ce n'est pas moins au lendemain de 1848 que Mommsen revit les campagnes d'Hannibal en Italie, et les défaites romaines de la Trébie, du lac Trasimène, de Cannes.

Le choc gigantesque entre Rome et Carthage lui remet en tête les guerres napoléoniennes, quarante ans plus tôt. Un Français serait tenté de comparer Hannibal à Napoléon. Le patriote allemand Mommsen, sans séparer l'œuvre d'Hannibal de celle de son père Hamilcar, les compare à celle des généraux prussiens, Schernhorst, qui releva les défaites d'Iéna et d'Auerstedt (1806), York et Blücher, qui jouèrent un rôle décisif de 1813 à 1815.

Derrière la lutte de Carthage pour sa survie se lit celle de la Prusse : « Il avait suffi d'une poignée de hardis patriotes... » Ici comme là, « la faction de la paix » s'oppose au « parti patriotique » (intellectuels et généraux).

Mais ces superpositions, qui passionnent le récit, ne tiennent pas l'auteur prisonnier. D'un coup, il rétablit la distance historique, biffe les exagérations de ses prédécesseurs, restitue la situation passée dans son caractère unique et — jusque-là — méconnu : au moment où les Romains s'écroulent, « Hannibal devant les portes ! », Mommsen remarque sèchement : « En réalité, Rome ne courait aucun danger », — et il nous explique pourquoi. Refus des fausses dramatisations, des reconstitutions (Mommsen sait dire : « Nous ne savons pas »), mais sentiment aigu des urgences et des contraintes de l'action.

Cette histoire tendue, nerveuse, est aussi d'une grande larté. L'auteur a l'art de la formule. Au lac Trasimène, « il n'y eut point de combat, il n'y eut qu'une défaite » ; après la reconquête romaine, Capoue, « la seconde cité de l'Italie, se voit réduite à n'en être que la plus grosse ville ». Spartacus, « ce chef qui voulait être général d'armée », est contraint par ses bandes « à rester capitaine de brigands ».

Une impressionnante galerie de personnages

A côté des antithèses incisives, ici ou là une image poétique nous rappelle que le romanesque n'est pas loin : « Les armées roulaient et changeaient comme les dunes au bord de la mer » ; « une telle auréole (de légendes), après tout, convient à la figure de Mithridate, comme la couronne de nuages au pic sourcilieux ». L'Histoire romaine de Mommsen peut encore se lire non seulement comme un livre d'histoire qui

sonne souvent juste, mais comme une œuvre littéraire.

Mommsen a créé des personnages. Il campe les ennemis de Rome avec un égal talent, mais une inégale vélocité, en une impressionnante galerie. Le plus réussi est sans conteste Hannibal, « le puissant lion de Libye », le plus convaincant aussi. Comment ne pas donner raison à l'historien lorsqu'il déclare « ne rien trouver dans les récits de la vie [d'Hannibal] qui ne se justifie ou par la condition des temps ou par le droit des gens de son siècle ». Ici s'exprime à juste titre le réalisme mommsenien (« Alors point de milieu : il fallait être le marteau ou l'enclume ! »).

Cependant, ces bonnes dispositions qui permettent à Mommsen de reconnaître en Carthage une « colonne de la civilisation » disparaissent lorsqu'il en vient à un autre très grand adversaire de Rome, Mithridate VI Eupator, roi du Pont. Certes, le portrait du souverain iranien en sultan ne manque ni d'allure ni de pertinence. Mais Mithridate « n'est toujours pour nous qu'un pur Oriental : rude, plein de convoitises sensuelles, superstitieux, cruel, sans foi, sans scrupules ».

A le voir lutter, « on lui croirait un grand talent, que dis-je, un vrai génie », si Mommsen ne démasquait l'« Asiatique », « oscillant perpétuellement entre les convoitises ambitieuses et le sentiment de son infériorité relative ». Il est vrai que le massacre, en un seul jour, de quatre-vingt mille résidents italiens en Asie Mineure, avec leurs femmes (qu'ils avaient souvent trouvés sur place) et leurs enfants, a de quoi glacer même un juriste soucieux de tenir compte des variations du droit des gens selon les siècles.

Mais en expliquant ces forfaits par le naturel « oriental » ou « asiatique », Mommsen est bien loin de la lucidité de Gibbon soulignant que, si le Nord et le Sud ont une réalité géographique certaine, la distinction entre l'Est et l'Ouest n'a aucun caractère concret. Mommsen, qui a évité le piège de l'antisémitisme, donne



* Theodor Mommsen (interfoto).

A la suite de Suétone

Dans un livre de sagesse et de passion, François Fontaine fait le portrait de Douze autres Césars.

FRANCHISSEZ dix-sept siècles, l'histoire romaine et la passion de l'Empire rêvent encore sous la plume de François Fontaine. Déjà, dans *Mourir à Sélinonte* (1), son précédent ouvrage, où il évoquait la fin de Trajan, cet écrivain diplomate faisait surgir deux noms d'un genre littéraire qui fut la gloire de Rome : Tacite et sa « tentation du désenchantement aveugle ». Suétone, l'auteur des *Douze Césars*, le spécialiste de l'« assemblage d'anecdotes ». Expression un peu dédaigneuse, mais le modèle reste assez fascinant pour que naisse cette suite de *Douze autres Césars*.

A vrai dire, cette suite avait été écrite par un certain Marius Maximus, haut fonctionnaire du troisième siècle, dont le récit perdu est attesté par des compilateurs ultérieurs. En se fondant sur diverses sources, François Fontaine a conçu le dessein de restituer une narration qui aurait le double mérite de la fidélité et de l'originalité. « Tacite le justicier » et « Suétone le scandaleux » n'avaient en d'eux que pour des « princes fous » : Marius Maximus, alias François Fontaine, ne les néglige pas, mais se penche aussi sur le règne des « bons » empereurs.

De la mort de l'« exécrable Domitien », en septembre 96, à sa propre mort, survenue en 229, sous le principat d'Alexandre Sévère, l'historien surplombe une période pour laquelle, dès le début, il propose une vision qui souligne la cohérence chaotique de l'histoire et du pouvoir : « Une dynastie, celle des Flaviens, prenait fin dans l'abominable... une autre que nous appelons celle des Antonins commençait dans la liesse. Pourtant la première s'était ouverte avec un homme sage, Vespasien, la seconde se close par un fou, Commode... ».

L'historien n'est pas seulement un archiviste : il est aussi un « spectateur engagé », selon l'expression de Raymond Aron. Il peut même être un acteur en même temps qu'un témoin : tel Marius Maximus, consul et moraliste. Dualité parfaitement rendue par François Fontaine.

« Manteau du philosophe » et « armure de l'empereur »

Le ton est celui, retenu, des devanciers antiques : les horreurs parlent d'elles-mêmes, les intrigues monstrueuses s'agencent selon une logique inexorable. La figure de Commode prend un relief d'autant plus sanglant qu'il succède à Marc Aurèle, qui sut associer le « manteau du philosophe » et l'« armure de l'empereur ». A l'opposé, Commode est plus soucieux de ses débauches que de ses devoirs d'Etat.

Rescapé d'un complot aux séquences désastreuses, comme si un engrenage paranoïaque de trahisons et de conjurations s'était dès lors enclenché, il devient la pierre de touche d'une féconde méditation : « D'autres exemples

de princes rendus fous par un pouvoir trop grand pour un esprit trop jeune ou trop borné m'ont amené à réfléchir sur les causes réelles des dérèglements des monarchies. Je dis que Marc Aurèle comme Vespasien avant lui et Septime Sévère après ont porté la responsabilité d'avoir exigé que leurs fils leur succèdent malgré leur débilité manifeste ».

Caracalla, fils de Sévère, fera exécuter son frère dans les bras de leur mère (blessée en le protégeant), puis traite mille de ses partisans ; de 211 à 217, son règne n'est qu'une suite de persécutions mortelles jusqu'à ce qu'il tombe poignardé dans le dos, pendant que, descendu de cheval, il urinait au bord du chemin.

Une sorte de serène bienveillance

L'étrange est que ce tissu d'infamies et d'atrocités soit relaté dans un registre où prédomine comme une sorte de serène bienveillance. Cela tient à au moins deux causes. La première réside dans la présentation d'empereurs dont l'autorité rayonne de sagesse : Trajan, « nature portée au bien et à la justice », général énergique et administrateur efficace ; Hadrien, son petit-neveu, bâtisseur cultivé dont le principat, « magnifique voyage », à travers les pays et les années, fut aussi celui d'« une excellente gestion » ; Antonin le Pieux, dont le devin pourrait être « regardant » ; « Les derniers instants furent, comme sa vie, pleins de douceur », son règne encourage le reproche : « d'avoir été trop tranquille dans un monde trop mouvementé, d'excessivement civilisé au milieu d'un océan de barbarie ».

Par cette finesse de l'appréciation, on touche à la seconde cause de l'effet produit tout au long d'un récit homogène et passionnément paisible. François Fontaine a campé un Marius Maximus très proche du modèle stoïcien dessiné dans les textes de Sénèque. Il participe aux affaires, mais se tient à l'écart des brigues et des clans. Il porte sur les réalités un jugement lucide, qui tire ses apaisantes maximes d'un accord avec la nécessité.

De la sorte, les écrits de Marius Maximus se caractérisent par un mélange de présence et de distance. Il finit par en émaner une beauté limpide, dont le dernier chapitre rend au mieux la tonalité harmonieuse et persuasive : « J'en suis donc arrivé au point où mon récit rejoint le moment présent. Par la voix de l'écrivain contemporain, Tacite, Suétone, Marius Maximus continuent de nous parler d'une histoire qui reste ouverte ».

SERGE KOSTER.

* *DOUZE AUTRES CÉSARS*, de François Fontaine, Julliard, 320 p., 75 F.

(1) Julliard, 1984.

Les rumeurs de la plèbe

NON, la plèbe romaine ne réclamait pas seulement du pain et des jeux ! Et s'il est comode de taxer la multitude de « voracité » ou de « grossièreté », il est plus difficile de comprendre les mobiles de ses fureurs populaires, de ses grandes colères qui expriment sans doute des revendications légitimes.

Dans un classique de l'anthropologie politique du monde romain, paru à Oxford en 1969, l'historien israélien Yavetz analyse les rapports entre la plèbe urbaine et les empereurs, tout en donnant une leçon de méthode. Apprenant à se méfier des « slogans » d'historiens, il n'oublie jamais que les textes romains ne témoignent pas pour la « masse », mais reflètent plutôt l'attitude des auteurs à l'égard de la plèbe. Pour tenter de renverser cette perspective, Yavetz étudie plusieurs aspects de la vie quotidienne : les mariages de manger, d'habiter et de penser de la foule romaine, et l'opinion que celle-ci se faisait de ses « leaders ».

S'il est vrai que, pris individuellement, le citoyen romain a peu de poids politique, la rumeur du « petit peuple » peut devenir un fléau national. Et Tacite assurait que « Néron fut renversé par des mensonges et des rumeurs plutôt que par les armes ». Deux mille ans après, à propos du même Néron, les rumeurs d'historiens courent toujours.

MAURICE OLENDER.

* *LA PLÈBE ET LE PRINCE, FOULE ET VIE POLITIQUE SOUS LE HAUT-EMPIRE ROMAIN*, de Zvi Yavetz, traduit de l'anglais par Maud Slawski, la Découverte, collection « Textes à l'appel », 252 p., 135 F.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages reçus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adresses manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

● ANTIQUITÉ

En Grèce et à Rome, « l'Invention de la politique »

Un essai de Moses I. Finley, sur « l'intermède » démocratique et républicain dans les sociétés antiques.

APRÈS des millénaires de despotisme (au Proche-Orient) et avant des siècles de monarchie, les cités grecques de l'âge préclassique et classique (VI-IV^e siècle avant J.-C.) et la Rome républicaine (V-II^e siècle) ont « inventé » et pratiqué la politique, au sens strict du terme : activité d'hommes libres formant un État, participant (inégalement) à la gestion des affaires communes, se dotant de lois et d'institutions appropriées, luttant ensemble pour leur survie ou pour leur indépendance. C'est à dénoncer les ressorts de cette activité que s'attache Moses I. Finley (1), en polémiquant sans cesse avec les modernes.

Servé de documents, l'historien de l'Antiquité enchâsse pieusement les moindres témoignages et, pour mieux en tirer la quintessence, il adopte volontiers le point de vue de ses informateurs.

De là les deux critiques fondamentales de Finley. S'il se laisse docilement « conduire par ses sources », l'historien reconstruit une cité en partie imaginaire, uniquement conforme au système de valeurs des notables; nos seules sources (ou presque); d'autre part, comme il découvre dans les mêmes textes à la fois l'éloge ou l'évocation du régime

le meilleur et la condamnation des pratiques qui le déshonorent, l'historien est naturellement porté à traduire cette opposition en termes d'évolution.

Par exemple, si l'on admet que la mort de Périclès, en 429 avant

pendant un siècle, sans que le régime démocratique en paraisse ébranlé ?

En réalité, comme le souligne justement Finley, la description du passage de la démocratie sage ou « tempérée » à la démocratie turbulente ou « radicale » représente seulement la traduction, historiquement sans valeur, d'une vision moralisante. Pour apprécier plus justement le fonctionne-

nauts antiques, la tension était constante, la passivité ou l'apathe rare ou réduite. « Tensions sociales », plus ou moins fortes, « tension entre les dirigeants de l'élite et le peuple », mais aussi « participation populaire », s'exprimant soit dans les débats d'assemblées, de clubs et de diverses associations, soit au minimum dans le choix des hommes et des politiques : tels sont donc les expressions et les thèmes qui reviennent sans cesse et qu'illustrent des exemples précis, interprétés de façon toujours très personnelle et pénétrante.

Comme il abonde en jugements tranchants, le livre de Finley suscite, n'en doutons pas, de vifs débats. Notons seulement deux choix contestables et tentons brièvement d'en découvrir les raisons. Finley considère deux cités et deux seulement : Athènes (« La Grèce - c'est-à-dire Athènes », lit-on page 107) et Rome. Etant donnée la perspective adoptée par l'auteur, l'étude conjointe d'Athènes et de Rome est-elle fondée et peut-elle être fructueuse ? Il arrive au lecteur d'en douter, puisqu'il constate, chemin faisant, que les points communs sont rares, les différences nombreuses et plus souvent de nature que de degré.

Le « fantôme » des cités hellénistiques

D'autre part, Finley écarte résolument ce qu'il appelle l'époque « post-politique », disons les cités hellénistiques (après 330), où n'aurait plus régné qu'un « fantôme de vie politique ». Or, pour la plupart des cités, les années 330 ne marquent aucune coupure historique; en outre, parmi les « enjeux » qui suscitaient la participation populaire, l'auteur accorde une place de choix à l'organisation judiciaire et au problème des dettes, c'est-à-dire à deux questions pour lesquelles les témoignages hellénistiques sont très nombreux (dans le recueil de D. Asheri, *Lois grecques sur le problème des*



★ Dessin de Tim pour le livre de M. I. Finley.

J.-C., fut « le signal de l'anarchie démocratique à Athènes » (2), on limitera l'essor du régime aux années 460-430 et l'on décrira ensuite une interminable décadence (mais comment croire que « l'anarchie » puisse se prolonger

ment des démocraties (Athènes) ou des oligarchies (Rome), il faut analyser les antagonismes sociaux déterminant les enjeux politiques. L'État, rappelle l'auteur à la suite d'Aristote, est « le lieu où s'affrontent des intérêts en conflit ».

Ce qui donne précisément aux réflexions de Moses I. Finley leur originalité, c'est l'effort pour déchiffrer, entre l'idéal de la concorde civique et la réalité des inégalités sociales et juridiques, le sens des institutions et des débats politiques. Pourquoi la majorité des citoyens s'accommodait-elle, dans quelques cas, des hiérarchies existantes ? Pourquoi les rivalités pour le pouvoir et les bénéfices matériels aboutissent-ils, ailleurs, aux guerres civiles ?

Dans ces « sociétés de face-à-face » qu'étaient les commu-

dettes, invoqué par Finley, plus de la moitié des exemples concernent les cités d'après 330).

Ainsi, en rapprochant constamment Athènes classique et Rome républicaine, soit deux cités qui se tourment le dos, et en négligeant les cités moyennes ou modestes, mieux connues à l'époque hellénistique, Moses I. Finley donne l'impression qu'à ses yeux l'activité politique n'a d'importance et d'intérêt que si elle est liée à une aventure historique exceptionnelle (laquelle, en renforçant le consensus, contribue sans doute à expliquer certaines énigmes comme l'acceptation par une partie de l'élite, à Athènes, des institutions démocratiques).

Transposons hardiment ! Une telle attitude, aujourd'hui, pourrait conduire l'historien de la vie politique en Occident à étudier la France ou l'Angleterre d'avant 1914 (Athènes), puis la « république impériale » des États-Unis

(Rome), tout en négligeant les États secondaires, alliés ou dépendants. Devrait-on en conclure qu'il n'y a plus aujourd'hui, en France ou en Italie, qu'un « fantôme de vie politique » ?

PHILIPPE GAUTHIER.

★ L'INVENTION DE LA POLITIQUE, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE EN GRÈCE ET DANS LA ROME RÉPUBLICAINE, de Moses I. Finley, traduit de l'anglais par Jeanne Carlier, préface de Pierre Vidal-Naquet, Flammarion, 219 p., 95 F.

(1) Signalons que l'importante étude de M. I. Finley, « Démagogues athéniens », vient d'être reprise, avec d'autres, dans le recueil intitulé *Économie et société en Grèce ancienne*, traduit de l'anglais par J. Carlier, La Découverte, collection « Textes à l'appui », 321 p., 134 F.

(2) L'emprunte l'expression à l'ouvrage récent de Ch. Milon-Delsol : *Essai sur le pouvoir occidental*, qui offre un abondant florilège des lieux communs dénoncés par Finley, PUF, collection « Questions ».

La saga de Lucette DESVIGNES

« Une œuvre capitale. (...) Le plus grand fleuve romanesque qui ait arrosé les lettres françaises depuis Proust. »

Jacques Madaule, *Le Monde*

« Jamais comme en ces deux livres une région n'a nourri à ce point une œuvre d'essence si peu régionaliste. (...) L'écriture, le murmure naratif, la petite musique des mots haussent ces pages dans le domaine du romanesque pur. »

Jacques Lacarrière



MAZARINE

Une interrogation sur la comédie humaine

Si le titre du nouveau livre de Moses I. Finley, *L'invention de la politique*, n'est pas la traduction littérale de l'original, *Politics in the Ancient World*, il dit bien ce qui intéresse au premier chef ce grand historien de l'Antiquité, professeur à Cambridge : comprendre comment se créent les sociétés, comment les hommes inventent de nouveaux comportements politiques. « Dans toutes les disciplines, nous dit-il, on commence par le commencement. Seul en histoire. » On peut décrire l'état d'une société, mais savoir comment se mettait en place des règles collectives demeure toujours un peu un mystère.

Pourquoi les Grecs et les Romains ont-ils été les premiers dans l'histoire de l'Occident - et peut-être de l'humanité - à concevoir une société reposant sur la participation des citoyens et l'institution du vote comme mode de décision ? Telle est la question que se pose ici Finley.

Question nullement académique, car pour Finley le retour au passé est toujours une façon de s'interroger sur le présent. Poursuivant une réflexion amorcée dans *Démocratie antique et démocratie moderne* (1), il s'interroge, à partir de l'exemple des sociétés antiques, sur l'usage qui est fait de la politique dans notre civilisation.

Pour Finley, on ne peut pas à la fois idéaliser le modèle hellénique, comme le fait une longue tradition humaniste, et vouloir limiter l'engagement politique des individus dans les sociétés modernes, gouvernées par des bureaucraties et des oligarchies de politiciens professionnels. Si dans les sociétés de masse les grandes décisions ne peuvent plus se prendre sur la place publique, nous sommes, nous aussi, confrontés à la nécessité d'inventer de nouveaux modes de participation à la vie de la cité.

Sophocle et Shakespeare

Pour Finley, qui a travaillé dans les années 30 avec les philosophes de l'école de Francfort exilés à New-York, le regard que l'on jette sur le passé est inséparable des préoccupations contemporaines. « On ne peut pas lire Sophocle comme si Shakespeare n'existait pas », dit-il, citant un critique britannique. L'histoire n'est pas une science exacte où le vrai et le faux seraient définitivement établis. C'est une interrogation ininterrompue sur la comédie humaine. Aussi chaque génération doit-elle réécrire l'histoire, avec sa propre expérience (2).

Si Finley se montre tellement sévère avec l'enseignement traditionnel, c'est pour sa prétention à dire ce qui s'est vraiment passé. « J'espère ne pas donner l'impression que je suis un Athénien du cinquième siècle », déclare-t-il avec un sourire, car nul ne saura jamais ce qu'il y avait dans la tête des Anciens. Seules comptent les hypothèses, les questions sans réponse. L'histoire, pour lui, n'a d'autre vertu que d'aider celui qui s'y adonne à voir plus clair en lui-même.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Payot, 1976.
(2) Voir l'interview de Moses Finley dans le tome 3 - *Idees contemporaines* - des *Essais* avec le monde (La Découverte-Monde).

L'ÉVÉNEMENT D'APOSTROPHES



William Boyd
Comme neige
au soleil



Comme neige au soleil
m'a enthousiasmé.
Je suis persuadé que tout lecteur
normalement constitué
lira ce roman avec passion.

BERNARD PIVOT

Balland

سورة الفاتحة

● TÉMOIGNAGES

La famine : que peuvent dire les écrivains ?

La famine en Ethiopie devrait empêcher de dormir même l'écrivain le plus attaché à sa tour d'ivoire, selon les mots de Michel Leiris.

Les malheurs de l'Afrique concernent-ils la littérature ? J.-M. G. Le Clézio, Jean Metellus, Jean-Noël Pancrazi et Tahar Ben Jelloun répondent.

J.-M. G. Le Clézio :

Rien ne peut être vraiment beau

C'EST un bien grand scandale que la famine qui anéantit enfants, adultes et vieillards en Ethiopie, cette famine qui apparaît avec régularité dans le monde pauvre, en Afrique, en Asie, au Brésil, alors que les pays d'Occident vivent dans l'abondance, dans le confort, jusqu'à la satiété parfois.

C'est un scandale aujourd'hui comme c'était un scandale hier, quand la famine était le principal associé des guerres coloniales, quand elle servait à conquérir les Navajos et les Comanches en Amérique, quand elle ouvrait les portes aux envahisseurs français en Indochine, ou aux Anglais en Inde. Ce qui me paraît le plus scandaleux, c'est que la famine qui tue en Ethiopie puisse être considérée comme un état extraordinaire, exceptionnel, une sorte de cataclysme naturel dont les hommes ne sont pas responsables.

La famine n'est pas un événement exceptionnel, survenant comme par une mauvaise magie. C'est un état durable, constant, quotidien, une malédiction ordinaire qui préleve, chaque jour, un nombre prévisible d'enfants, d'adultes, de vieillards, ce qu'on appelle en termes médicaux la malnutrition (liée à cet autre meurtre quotidien qu'est la déshydratation).

Mais qui se soucie en Occident de cette quotidienneté, de cette banalité de la souffrance ? L'Ethiopie, l'Inde, le Brésil, pays de légende, de mystères, réservoirs de rêves pour l'homme pressé de la civilisation industrielle... Qui pense à la misère

quotidienne de ces nations, à cette famine qui ne cesse jamais tout à fait, même lorsque plus personne n'en parle ? Une fois l'émotion passée - l'obole donnée, - qui pense à la vie - à la survie, - jour après jour, quand le seul espoir est celui d'un peu de nourriture pour continuer de vivre jusqu'au lendemain ? La famine tue tous les jours, aux portes de notre monde rassasié, dans le Sertao, à la frontière du Guatemala, en Ouganda, au Sahel.

Que faire ? La réponse n'est pas facile, puisque tout geste individuel se perd dans l'énormité de ce scandale, de ce meurtre. La réponse est au niveau des nations, non des individus (politique, c'est-à-dire prise de conscience individuelle tout de même). C'est notre monde industriel qu'il faut réformer : détourner les fonds gaspillés pour l'armement, le prestige, la guerre commerciale, c'est-à-dire inventer une nouvelle conscience collective, abolir l'idée confortable de l'exception, de la catastrophe. On ne peut s'empêcher de penser au mieux-être qui viendrait d'une dime prélevée sur le budget de l'armement ou de la course futile vers l'espace.

La destruction volontaire et aussi inconsciente, faite comme par distraction, je crois que c'est là le problème majeur de notre temps. Comme il y a mille ans, comme il y a quarante ans, la souffrance humaine n'a pas de prix. Rien ne peut être vraiment beau, tant qu'il y a ce meurtre.

Jean Metellus :

Réveiller les somnambules

LA famine en Ethiopie, au Brésil, au Sahel, en Inde, en Haïti, cette famine noire, brune et blanche, aphone et bigarrée, qui aime le tiers-monde, cette famine enfouie dans les entrailles, derrière les paupières, qui se mêle au sommeil des enfants pour les livrer à la mort, qui leur interdit les plages où vont se bronzer les touristes, cette famine concentrée dans les pays sous-développés porte la marque d'une alliance borgne et contre nature : celle des puissants et de l'avidité, du trop-plein du pouvoir et de l'argent, de la force et de la surabondance.

Placés au-dessus de toute légalité, les principaux détenteurs des leviers du monde, subjugués par leur prestige, vivent dans la félicité déréglée des anges déchus, créant ainsi sur la planète les conditions d'un nouvel ordre esclavagiste, tout en semant ici et là les germes d'une révolte imminente : c'est avec la force de l'ouragan que se soulèveront les hommes aujourd'hui épuisés par la famine pour interdire de banaliser la mort, pour entrer, enfin, dans l'histoire et pour connaître la joie.

Liés ensemble par l'adversité quotidienne qui les déstabilise en basculant leurs enfants à peine nés dans les affres de la maladie et en livrant leurs aînés à l'analphabétisme et à la mort, les affamés d'aujourd'hui, dans le silence et une apparente résignation, tissent des jours et des nuits pourpres ; ils éclairciront le monde et forceront les nantis à répartir dans un espace plus humain l'or de leurs sueurs.

La voix du poète s'enflamme, s'élève ou se courrouce et se refuse à dorloter un monde aveugle dans son comportement, égoïste dans ses besoins, infatué de son savoir. Les figures intolérables du dénuement et de la mort constituent une mise en accusation directe d'un système pris dans la fatalité de ses excès :

croissance et profit vertigineux pour les uns, étranglement et dépendance pour les autres.

L'écrivain doit surprendre par une interrogation sans cesse renouvelée les ruses de ce monde

sous les espèces de la faim, l'écrivain ne peut exercer son métier de façon authentique qu'en dressant le bilan de l'action des hommes de son temps. Il doit donc veiller avec une obstination

Cette situation intime à l'écrivain de réveiller les somnambules pour les entretenir du bâillement des uns, de la dépossession des autres et de la mort d'une majorité par la collusion de l'esprit de l'ère et de puissance.

L'asservissement effroyable des hommes revêt partout les formes de la rareté, de la pénurie, de la stérilisation, comme si le monde était un champ opératoire où grouillaient trop d'êtres vivants susceptibles de contaminer, et de pallier au cours d'une intervention chirurgicale aseptique. Ne pouvant éduquer les femmes des pays pauvres ni leur imposer une limitation concertée des naissances, les maîtres du monde, avec un cynisme sans précédent, laissent à la faim le soin de résoudre un problème incontournable.

Un tel état de fait menace directement notre activité d'écrivain, car il est impossible d'écrire encadré de cadavres. Face à la désespérance humaine, le rôle de l'écrivain est de parler sans tergiverser, de subordonner tous ses sens à la cause de la vérité, à celle des hommes qui ne peuvent s'exprimer, peut-être pourra-t-il éviter les métamorphoses catastrophiques de la déraison et faire jaillir la lumière crue du concret sur la déraison des grands. A cette condition surgira l'espoir chaleureux de voir s'étendre des espaces sans chaînes, sans cachots, sans famine. Ainsi nous aurons apporté quelques gouttes d'eau à ces terres claires et chaudes où le soleil altère et brûle au lieu d'éclairer et de réchauffer, où tout se fane dans la stupeur des corps calcinés et le désarroi des sens.

[Né à Jacmel (Haïti) en 1937, Jean Metellus a publié des romans, dont "Une eau forte" (Gallimard, 1983), et des recueils de poèmes, dont "Au papirite chantant" (Lettres Nouvelles/Maurice Nadeau, 1978)].



★ BÉRÉNICE CLEVEY

saturé d'abus, de débordements. Son rôle est de mettre en œuvre une rigueur de style, une agressive lucidité pour détecter, ausculter et rétablir dans sa totalité une réalité que les médias présentent sous forme de segments découpés selon les besoins de la cause.

Dans un monde pléthorique où sont tapis malheurs et calamités

énergique sur l'humanité impuissante entre les mains de tortionnaires implacables et inconscients. Où qu'il porte son regard, aussi bien sur les pays pauvres que sur les pays riches, le problème des limitations humaines doit être l'aiguillon de son écriture, car des malheurs fondent sur l'oreiller de la prospérité de l'ancien monde et abîment les espoirs du tiers-monde.

Jean-Noël Pancrazi :

Des chagrins usés

JE ne parviens pas à regarder les images qui arrivent de là-bas, aujourd'hui. Je me souviens seulement : je les voyais fuir de plaine en plaine, de fossé en fossé, l'ombre de la faim, sans jamais - tant leur noblesse était grande - tendre la main ni implorer de secours.

Ils se contentaient de marcher à hauteur de ciel, aveugles à leur propre dénuement, ne se souvenant que du simple instinct commun d'avancer malgré tout, jusqu'à ce que la terre d'Ethiopie, si lasse elle-même d'être figée et lourde de misère, se retire sous leurs pas, les contraignant à s'étendre au bord des routes, en ramenant les plis de leurs toges contre leur visage. Les plaies pâles de leurs yeux les rendaient pareils aux lépreux qui allaient déjà mourir, dans leurs robes couleur de sang séché, au fond des ravins de Dessie. Là où reposent aujourd'hui les femmes immortelles, si belles jadis, et qui soudain très vieilles - leur cœur épuisé de privations infiniment traîné en elles - ne peuvent plus redresser les mains pour toucher la tête de leurs enfants qu'elles ont laissés glisser sur le sol, à côté d'elles.

Ils ne croient plus leurs membres dont les os s'effritent, leurs articulations devenues des nœuds de la terre déserte, où ils s'enfouissent peu à peu, sans

pleurer (ne se souvenant pas de leurs larmes quand ils s'approchaient, à Bahar-Dar, des plats inachevés sur les tables des voyageurs. Par dignité, ils attendaient la pleine obscurité pour recueillir les dernières miettes tombées, avant de s'éloigner, tels de petits seigneurs douloureux qui se battent toujours pour n'être pas vaincus par la faim).

Sur les hauts plateaux sombres, les foules harassées de réfugiés s'imaginent peut-être - pour trouver la force de durer un peu - réunies comme avant, à la fin des fêtes de Wollega où, après avoir bu du fu tej, des nuits entières, ils oublièrent tous la saison où ils étaient et la contrée à laquelle ils appartenaient. L'un d'eux était chargé de rester à l'écart, sans boire, pour leur rappeler leur nom et le chemin de leur village : il ne dira plus rien, on emporte son corps, enveloppé de linges, pour le brûler.

Autour des feux qui s'abaissent, leur existence n'est plus qu'un très lent sommeil, traversé par les reflets du sucre mouillé de camphure qu'on porte à leurs lèvres pour les aider à respirer encore. A peine entendent-ils l'écho des pas des hommes dévoués qui se penchent vers eux et tisonnent sur leurs veines invisibles afin de ranimer leur souffle éteint. Quand on leur parle, ce ne

sont pour eux que traces d'une parole humaine qui leur est devenue étrangère.

Après les immenses détresses d'il y a dix ans - l'extrémité de la misère déjà, et les champs dévastés par la guerre, - je croyais que le malheur avait cessé d'être et fait une halte, là-bas, derrière les montagnes d'Ethiopie, laissant revenir la fête de la lune quand, selon la coutume, la hyène s'approchait, sous les remparts d'Harar, de la crèche de miel et de lait, et y buvait, annonçant ainsi une ère de paix. Les nomades porteraient à nouveau des blocs de sel au long des routes, et les marchands amèneraient de Dangla des poteries emplies de gât. Si jamais les disettes réapparaissaient, tous pourraient marcher jusqu'aux monastères, au nord du pays, où leur soit serait calmée, où s'ouvriraient devant eux des greniers de blé.

Mais les lumières des plus hauts cloîtres se sont éteintes et, dans le silence des plaines noires, il n'y a que le frôlement d'un fleuve de visages morts. Parmi eux glissent les silhouettes de ceux que j'ai aimés et dont les yeux, voilés de détresse, ne me reconnaissent plus. Sur leurs traits qui achèvent de se décomposer, ne subsiste qu'une dernière expression de reproche las : de les avoir abandonnés, d'être incapables

de leur tendre un peu de pain ou d'eau, et impuissant à les aider à mourir.

Je distingue à peine, dans la nuit qui les emporte, la nuque inclinée d'une femme qui, repliée sous une étoffe rouge, laisse s'effondrer autour d'elle les parois du tonneau où elle s'est réfugiée, à Debre-Zeit : ces images vaines que la plume est tout juste bonne à décrire, et ne poursuit que pour tenter de contenir la montée de la honte.

La vieille protestation triste s'est évanouie en moi et s'est mêlée aux chagrins usés. L'ancienne ardeur de révolte contre le sort, contre le ciel et l'éternité du soleil s'est éteinte ; il ne reste que l'envie de me fonder à eux, sous les lambeaux de toiles noires des tentes écroulées. Oui, n'être plus qu'un fragment de l'une des vagues de chair impropre à ce que les vents de poussière confondent. Attendre, ainsi enseveli et sans mémoire. Comme s'il fallait recommencer à mourir.

[Corse, né à Stiff en 1949, Jean-Noël Pancrazi a publié un roman inspiré par l'Ethiopie : "Lalibela ou la mort nomade" (Ramsey, 1981). Son dernier livre - "L'Heure des adieux" - est sorti récemment au Seuil ("Le Monde des livres" du 1^{er} mars)].

Le spectacle de notre impuissance

LA famine dans les pays du Sahel ou en Ethiopie a un visage : celui d'un corps fissuré que la terre soustrait à notre regard. Corps d'enfant aux yeux immenses, vides, suspendus au ciel, abandonnés à la mort et au silence.

Ces images passent et repassent avec le calme du lointain. Ce ne sont que des images. Entre le corps qui se couche dans la déchirure de la terre et nous, un écran.

L'image peut revenir tous les soirs. Elle n'empêchera rien. Elle a beau être accompagnée de chiffres, elle reste inscrite sur ce voile, cette muraille qui sépare et rassure. L'Ethiopie est loin, comme est loin une cité de transit de la périphérie parisienne.

Le discours sur la famine, comme d'ailleurs le discours antiraciste, quelle que soit leur force de conviction, n'aboutissent pas. Certes, ils

mobilisent encore, souvent les mêmes personnes, mais ils sont rongés par la banalisation. Il va falloir chercher et trouver de nouvelles formes d'action, acculer l'imagination à de nouvelles idées créatrices, élaborer un langage neuf et surtout arriver à décoller l'image de l'écran et lui donner asile dans notre vie jusqu'à ce qu'elle nous habite autrement que sous la forme du remords et de la mauvaise conscience.

C'est peut-être aujourd'hui que la parole du poète est nécessaire, parce que « la poésie est la parole de la parole » (Joë Bousquet), et qu'elle est de la même étoffe que la vérité. Cette parole est le chemin à tracer pour que ces lieux où le soleil distille la mort, en nombre et en diversité, n'offrent plus le spectacle de notre propre impuissance.

TAHAR BEN JELLOUN.

IS ?

omnambules



ins usés

SIMONE SIGNORET

roman

Fayard

Adieu Volodia

576 pages
98 F

FAYARD

کتابخانه شخصی

● LE FEUILLETON

« Sebastian ou les Passions souveraines », de Lawrence Durrell

Manifeste du « durréalisme »

Par Bertrand
POIROT-DELPECH

LES cycles romanesques, surtout lorsqu'ils brossent et brassent autant d'univers, de destins, de réflexions savantes, que ceux de Lawrence Durrell, appelleraient, si la place le tolérât, deux comptes rendus distincts, selon qu'on s'adresse aux initiés de la secte ou aux nouveaux venus.

Honneur à ces derniers, puisqu'ils occupent, au banquet de la lecture, la place des néophytes, que les anciennes règles de l'hospitalité voulaient la meilleure. Durrell est un anglo-irlandais né en Inde voici soixante-douze ans, longtemps diplomate autour de la Méditerranée, fixé naguère à Corfou et languedocien d'adoption, comme Stendhal était milanais.

Il attribue sa vocation au « séisme » Henry Miller. Son œuvre vérifie ce qu'ont de subjectif les reconnaissances de dette littéraires, et d'impénétrable les voies de l'influence : aux très physiques hantises des Tropiques, les segas de Durrell opposent une obsession non moins tenace de la métaphysique.

Dans un essai brillant et enjôleur, que les néophytes gagneraient à lire en guise de préparation, ne serait-ce que pour mesurer l'érudition et les capacités d'abstraction requises, Vladimir Volkoff observe que, à part Stendhal et Proust, tous les écrivains de quelque qualité, dont Durrell et lui, interrogent en termes spirituels le cosmos et l'Homme avec un grand H (Lawrence le Magnifique, Julliard, 1984). Pour simplifier, Durrell serait appelé, selon Volkoff, à dominer le prochain siècle par son « relativisme » à la fois païen et religieux, propre à démonter et à réordonner le réel.

CETTE méditation était au cœur du « Quatuor d'Alexandrie ». Le thème central du « Quintette d'Avignon » qui a suivi et dont voici le quatrième volet serait plutôt : que reste-t-il des notions de réalité et d'individualité, et qu'en faire, dans un monde moderne aux valeurs en charpie ?

Le cycle d'Avignon débutait, en 1976, avec *Monsieur ou le prince des ténèbres*. A travers les amours tumultueuses d'Anglais et d'Égyptiens rassemblés dans la Vaucluse avant la guerre, Durrell, alias les romanciers Sutcliffe et Blanford, méditait

sur la chute des Templiers, le refus du monde par les gnostiques et l'avenir de l'âme à l'occidentale.

Le deuxième tome (*Livia ou l'enterrée vive*, 1984), histoire d'une grande névrosée morte borgne et nazie, se déroulait en grande partie sous une occupation allemande hautement fantaisiste. Il confirmait que l'histoire compte moins, pour les personnages durrelliens, que leurs rapports avec la marche des idées et le cheminement des mentalités. Le troisième volume, *Constance ou les pratiques solitaires*, était largement dominé par les amours de Constance, sœur de Livia et future présidente de la Croix-Rouge avignonnaise, avec l'Égyptien copte Affad-Sebastian.

SEBASTIAN met en scène les mêmes personnages, non plus dans le Midi de la France, où il est seulement question qu'ils passent leurs prochaines vacances, mais à Genève. Comme toujours chez Durrell, le cadre agit par sa charge symbolique, mythologique, plus que par son site ou l'environnement. Nous sommes au paradis présumé d'une certaine norme en matière de psychiatrie. Les questions religieuses sont éclipsées par celle d'une survie de l'âme... selon Freud. On savait l'auteur sceptique devant les thérapies fondées sur l'inconscient et la cure analytique par transfert : Sebastian tend à en montrer les effets nuis ou catastrophiques.

Les deux thérapies entreprises par Constance se soldent par deux échecs. Le fils d'Affad, qu'elle soigne pour autisme, demeure enfermé dans son silence ; ce à quoi on pouvait s'attendre, les règles élémentaires du métier excluant de tels liens de parenté entre thérapeute et patient. Quant au psychopathe Minnie, elle n'obtient de lui que de précieuses rémissions. On se doute très tôt qu'il passera à l'acte meurtrier avec la tranquillité des incurables.

Le nommé Schwarz, qui supervise les deux cures, n'est guère surpris de leur issue. L'homme est sans illusion sur son savoir et sa pratique. Il est conscient de servir l'ordre social, par la mise à l'écart des êtres qui le menacent, plus que ces êtres mêmes. Le savant, en lui, préfère le hasard à la nécessité. Il aimerait que la loi d'indéterminisme énoncée par les physiciens pour la matière pénètre les valeurs.

Il ne sait si la survie de l'humanité est à ce prix. Mais il ne désespère pas de cette survie. Pourquoi l'homme, seul animal à disposer de bon sens, serait-il le seul à ne pas se tirer d'affaire ? Existe-t-il dans l'univers un mouvement général vers

l'anséissement, sur le modèle de la dégradation de l'énergie (ce qu'on nomme le principe d'entropie, si je ne m'abuse), et faut-il s'y soumettre ou intervenir ?

Pour ce qui le concerne, Schwarz choisit le suicide. La mort volontaire rôde dans le monde de Durrell. Le « Quintette » s'est ouvert par un suicide. Schwarz a déjà essayé de se supprimer au revolver. Cette fois, il emploie la chimie. Les explications qu'il donne sont celles d'un pur esprit. Les sensations et les affects tiennent une place mystérieuse dans les analyses de Durrell. L'idée pure exclut les tremblements. C'est l'explosion de la libido, tant admirée chez Miller, ou rien. Devant la sensualité telle que la cultive son pays d'adoption, l'auteur reste dominé par ses origines anglaises. L'humour est toujours plus ou moins une dérobade devant l'émotion. Et le sous-titre du présent volume, *les Passions souveraines*, prend valeur d'antiphrase.

IMPOSSIBLE de résumer un roman de Durrell sans donner le sentiment d'un tohu-bohu de concepts noyant des intrigues accessoires et des psychologies arrêtées. Il y a de cela dans Sebastian ; de l'essai romancé, un baroque bavard qui se moque de nos habitudes de lecture et exige une information puissante. On devra souvent s'aider de lexiques spécialisés en philosophie, psychiatrie, théologie. Et pourquoi pas ? En nos temps d'appauvrissement acclimaté du vocabulaire, qu'un livre, qu'un journal même, conduisent à feuilleter le dictionnaire, ce n'est une tare qu'aux yeux du fast-food culturel !

Au reste, Durrell peut aussi se lire de manière moins studieuse et active. L'auteur de *Révolte d'Aphrodite* laisse le lecteur libre de « couler à pic ou de feuilleter les pages d'un doigt léger ». Lu de cette dernière façon, Sebastian laisse l'impression d'une déambulation, comparable à celle du fou Mnémide rôdant dans Genève, après son crime, déguisé en nonne. Comme lui, nous nous sentons gouvernés par les forces de l'incertitude totale que Schwarz appelle de ses vœux, dans l'état d'indécision et de disponibilité des mystiques.

Alors seulement la « réalité », maître-mot du livre, prend la consistance que lui trouve et veut lui conférer littérairement ce qu'on pourrait appeler le « durréalisme » : morceaux de décors rescapés d'un désastre, fragments d'événements qu'on dirait survenus dans la pièce d'à côté, et avec lesquels l'artiste, c'est sa fonction glorieuse, compose puzzles et scénarios.

★ SEBASTIAN OU LES PASSIONS SOUVERAINES, de Lawrence Durrell, traduit de l'anglais par Paule Guivarch. Gallimard, 230 p., 75 F.

● UNE DÉCOUVERTE

L'étrange aventure du baron Bagge

La fulgurante nouvelle d'Alexander Lernet *Holenia, un Autrichien inconnu qui pourrait être le petit-neveu de Nerval*.

1915. Au pied des Carpates, cent vingt cavaliers galopent vers l'ennemi qui se dérobe. Parmi eux, le baron Bagge, qui, des années plus tard, raconte à

Vienne cette histoire. L'escadron, sous les ordres d'un chef déraisonnable, va vers la mort. Mais cette grande course sombre, à l'instant de l'affrontement, se suspend, et, une infime fraction de seconde, le temps bascule.

Une porte s'ouvre sur une autre époque, la guerre n'existe plus, c'est la saison des bals et des fêtes. Le baron Bagge rencontre une jeune fille dont sa mère lui parlait autrefois, ils s'aiment, ils s'épousent. Pourtant demeure une sensation de malaise, un engluement inexplicable. Puis, brutalement, tout reprend, les gestes immobilisés s'achèvent, les balles arrêtées sifflent à nouveau, les soldats tombent. L'escadron est décimé, Bagge blessé apprend à l'hôpital que les gens qu'il a croisés et la femme qu'il a épousée dans ce temps différent où il est entré ne sont plus depuis longtemps. Pourtant, jamais il ne se mariera.

On pourrait croire que cette brève et fulgurante nouvelle écrite en 1936 par un écrivain autrichien, à peu près inconnu en France, est une belle variation sur les temps parallèles. Mais ce n'est que son masque. Le fantastique, chez Lernet Holenia, se consacre uniquement à l'entre-deux. Il ne traverse pas la réalité pour rejoindre un univers qui seul serait authentique, il ne cherche pas à témoigner sur un monde contigu, il s'aventure là où le réel et l'imaginaire s'interpénètrent. Et l'impeccable beauté de ce conte tient précisément à ce que le « suspense » n'est pas où on l'attend. L'énigme véritable ne réside pas dans la contraction du temps qui fige l'assaut en cours, mais dans ce qui l'a rendue possible — l'infinie conjonction de la mémoire et du présent, le pouvoir du désir.

Ce qui arrive à Bagge, c'est qu'il s'immobilise sur la passerelle qui relie les événements extérieurs aux émotions qu'ils suscitent. Lernet Holenia dépeint d'un coup sec toutes les strates de notre temps intérieur. Ce battement de l'éventail qui dans son déploiement se métamorphose sans pour autant deve-

nir autre, c'est le vrai secret du livre. Ce qui arrive au baron Bagge n'a rien de surnaturel ; il s'est simplement avancé, le temps d'un battement de paupières ou de cœur, du côté de ses songes et de ses peines intimes : ceux-ci forment l'étoffe des scènes qu'il va vivre, elles ne sont pas illusoires, elles restaient simplement, jusqu'au choc du combat, dans l'éventail fermé.

Les fantômes qui nous peuplent

Le baron n'a pas tenu écarte la paroi qui sépare le dehors du dedans. Il est allé vers ses ombres, et les a connues pour vivantes. Il est devenu un Orphée qui n'a pas besoin de se retourner pour perdre son amour, puisqu'il sait désormais que tout est indissociablement réel et rêvé, il sait que tout ce qui lui est arrivé, tandis qu'il arrêta la vague du temps, est né de lui. Et qu'il le possède pour toujours, mais qu'il en reste à jamais éloigné.

Bagge a appris que se trouver face à ses propres désirs aveugle. Mieux vaut replier l'éventail. Seule la littérature et plus précisément le poème peuvent se hasarder à capter ces fugaces apparitions qui enferment la vérité de notre présence au monde. Où le paysage devient mental, et le mental paysage où se promener. Comme Gérard de Nerval, Lernet Holenia fait rayonner la brève tragédie de notre étrangeté, de notre ignorance devant les fantômes qui nous peuplent et nous meuvent. Avec une simplicité, une élégance rapide, qui font de ce récit entièrement dédié aux ombres un chef-d'œuvre de transparence.

EVELYNE PIERLER.
★ LE BARON BAGGE, d'Alexander Lernet Holenia, adapté par François Desjournettes. Desroches, 84 p., illustrations, 72 F.

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Chez M^{me} de Tencin

(Suite de la page 15.)

Il est vrai que, dans la bouche de Marmontel s'écriant : « Ah ! la bonne femme ! » pour qualifier Alexandrine, c'était un hommage. Elle venait de le conseiller sur la manière de réussir en littérature : « Faites-vous des amies plutôt que des amis et plus que des maîtresses ». Je laisse à nos modernes ambitieux le soin de méditer cette maxime.

Révoons quelques moments. Imaginons que nous soyons invités dans le salon de M^{me} de Tencin. Nous allons y trouver Fontenelle, Marivaux, Montesquieu, l'abbé Prévost, pour ne citer que les plus notoires... Voulez-vous justifier l'aimable légèreté des mœurs et des propos, Montesquieu déclare que « la gravité est le bouclier des sots », tandis que Marivaux, faisant l'éloge d'Alexandrine, la remercie d'être belle sans blesser les regards. Il dit que, « tempérant sa beauté sans la perdre », M^{me} de Tencin la « déguise en grâces ». Il lui reconnaît aussi toutes les sortes d'esprit.

Les russes de la vanité

Un jeune poète ayant lu, rue de Rivoli, la comédie qu'il avait écrite, Alexandrine lui tiendra ce discours : « Vous avez étudié le théâtre mais, heureusement pour vous, vous n'avez pas encore eu le temps d'étudier le monde. On ne fait point de portraits sans modèles. Répandez-vous dans la société ; l'homme ordinaire n'y voit que des visages, l'homme de talent y démêle des physiognomies ».

« Savez-vous, demandera-t-elle ensuite au jeune poète, quel est le trait dominant de nos mœurs actuelles ?

— Il me semble, madame, que c'est la galanterie.

— Non, c'est la vanité. Faites bien attention. Vous verrez qu'elle se mêle à tout, qu'elle

gâte tout ce qui est grand, qu'elle dégrade les passions, qu'elle affaiblit jusqu'aux vices. Attachez-vous à relever les Russes, ou plutôt les bêtises de la vanité ».

Alexandrine avait du discernement et méritait sans nul doute les compliments qu'on lui adressait. Certains, pourtant, ne partageaient pas l'admiration qu'avait pour elle les familiers de son salon. C'est ainsi que Diderot l'appela « la scélérate chamoussée de Tencin ». Jugement très sévère, mais il nous confirme qu'Alexandrine était fort éloignée de l'angélisme. Sous les masques du charme, elle laissait deviner son côté « voyou ».

FRANÇOIS BOTT.

★ MÉMOIRES DU COMTE DE COMMINGE, romans de M^{me} de Tencin, préface de Michel Delon. Desjournettes, 94 p., 52 F. En 1983, le même éditeur a publié LE SIÈGE DE CALAIS, un autre récit de M^{me} de Tencin.

★ LE RÉGENT, de Jean Meyer. Ramsay, 282 p., 99 F. Gallimard réédite en Folio LE RÉGENT de Philippe Erlanger.

★ CES BONNES FEMMES DU DIX-HUITIÈME, FLANRIES À TRAVERS LES SALONS LITTÉRAIRES, de Serge Gruzman. Pléiade, 362 p., 115 F. Le même éditeur reprend LE BALLET DE MA VIE, mémoires de Cécile de Mérode, avec une préface de François Ducaud (356 p., 300 illustrations, 140 F.).

★ Signalons aussi l'étude de Claude Labrousse : LIRE AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE, « LA NOUVELLE HÉLOÏSE », ET SES LECTEURS (Presses universitaires de Lyon et CNRS, 280 p., 100 F.). D'autre part, la collection « Bouquins » publie la biographie de Diderot par l'universitaire américain Arthur M. Wilson : DIDEROT, SA VIE ET SON ŒUVRE. Cet ouvrage avait paru aux États-Unis en 1972. Arthur Wilson est mort en 1979. (Laffont-Ramsay, traductions de Georges May et Robert Dancé, traduction de Gilles Chabrier, Amélie Leroux et Anne Villeneuve, 810 p., 120 F.)

Le nouveau grand roman historique de

MICHEL
PEYRAMAURE

La chair et le bronze

Le roman de la statue est à la fois la fresque d'un temps et le reflet des vices, vertus et présomptions des fins d'époque.

LE MONDE

Michel Peyramaure nous permet de vivre la naissance et la mort de la gigantesque statue, qui fut élevée au sommet du puy de Dôme sous le règne de Neron, tout en ressuscitant avec bonheur les mœurs de la société galloise. Résultat : un passionnant roman d'aventure.

LE FIGARO MAGAZINE

Peyramaure est un superbe conteur... Une santé éclatante

MAGAZINE LITTÉRAIRE

ROBERT LAFFONT

Avant IKEA, je pouvais encadrer personne.

RESPONS:
cadres aluminium ou dorés
21 x 30 **40F**
30 x 40 **52F**
40 x 60 **73F**
50 x 70 **95F**
70 x 100 **160F**

REBUS:
cadres bleu, jaune, blanc, noir, rouge, vert, 18,5 x 18,5 **22F**

CUTTER: **4,50F**

KOLIBRI:
pin naturel non traité les 5: **27F**

TAKT:
spot mural ou à pince noir ou blanc **35F**

RASTA:
bois naturel non traité
9 x 13 **18F**
13 x 18 **24F**
18 x 24 **31F**
24 x 30 **32F**
30 x 40 **48F**
40 x 60 **53F**

POSTERS:
à partir de **65F**

RAKKE:
cadres blancs, noirs ou rouges **40F**

TID:
lampe pour tableaux différents coloris **30F**

ANNE LADDON
MY CYCLE

WILBERG

C'est vrai qu'avant, je ne pouvais pas encadrer grand monde, ni grand-chose. Et pourtant, ce n'est pas l'envie qui me manquait. Ce qui me gênait, c'était de voir les prix pratiqués par certains magasins. Avec leurs cadres, ils se payaient notre tête. Tout cela, c'était avant. Avant IKEA. Le jour où nous sommes allés, avec ma femme, chez IKEA, changement de cadre. Et surtout de prix. Blancs,

dorés, argentés, en aluminium, en bois. Petits, grands. Les prix? Nous avons vu des cadres à partir de 18 F! Autant dire que maintenant, entre toutes les photos et les lithos encadrées, notre appartement ressemble à une galerie. D'autant plus que nous avons profité de notre passage chez IKEA pour rapporter quelques spots afin d'éclairer nos chefs-d'œuvre. Prix du spot: 30 F... 30 F! On croyait même

qu'ils s'étaient trompés. Ils ne s'étaient pas trompés. Et nous non plus, le jour où nous sommes allés chez IKEA.



Ils sont fous ces Suédois

EA ÉVRY: 21 LE CLOS-AUX-POIS, LISSES, AUTOROUTE DU SUD, SORTIE ÉVRY-LISSES. TÉL. (6) 497.65.65. LUN. MAR. MER. VEN.: 11-20 H - JEU.: 11-22 H - SAM.: 10-20 H - DIM.: 11-19 H. RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS
EA BOBIGNY: CTR. CIAL BOBIGNY 2. TÉL. (1) 532.92.96. LUN. MAR. MER.: 11-20 H - JEU. VEN.: 11-22 H - SAM.: 9-20 H. IKEA LYON: CENTRE CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN. TÉL. (7) 879.23.26. LUN. VEN.: 11-20 H - SAM.: 9-20 H

هنا في الأصل

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

chef
du personnel

MECANORMA, No 2 mondial des produits destinés aux industries graphiques (CA 200 MF, 5 filiales à l'étranger, 350 personnes) offre à un cadre de 35 ans minimum, de formation supérieure ayant déjà acquis une solide expérience de la fonction, un poste de

CHEF DU PERSONNEL. Participer au Comité de Direction, il aura en charge l'administration du personnel, le recrutement, la formation, les relations avec les partenaires sociaux. Basé au siège de la société (Le Perrey en Flandre), il bénéficiera d'une ambiance agréable et d'une rémunération motivante.

Adressez votre dossier de candidature à notre Conseil J. de BRESILLON sous référence 52/26

124 bis av. de Villiers
75017 PARIS

SEREP

ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

recherche son

RESPONSABLE

BES ETUDES

Profil : 35/40 ans, formation supérieure, expérience professionnelle solide et sera chargé de la direction des études et de la recherche scientifique.

Le 26 avril : La notion de maître dans les philosophies contemporaines, avec MM. Jean-François Lyotard, Paul Ricoeur, Gianni Vattimo.

L'Association universitaire pour l'étude et la liberté (A.U.P.E.L.) organise, le 27 avril, à l'Ecole normale supérieure de Paris, au collège « Formation universitaire », recherche et professionnalisation. Des représentants du monde économique et des entreprises ainsi que des organismes nationaux (CEREC, ONISEP, CESA et ANPE) participent à ces débats. A.U.P.E.L., 15, rue Olivier-Noyer, 75014 Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

Université Paris-V, mardi 30 avril, à 14 h 30, salle Louis-Liard, M. Khemissi Tassoulah : « Population et emploi en Tunisie ».

Université Paris-VII, vendredi 3 mai, à 14 h 30, salle des Thèses, M. Jean-Richard : « Le paysage, analyse et synthèse. Contribution à l'étude des milieux tropicaux (savanes et forêts de Côte d'Ivoire) ».

Université Paris-III, vendredi 3 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Bruno Dagès : « Les monuments indiens, théorie et réalité (du texte au mouvement bâti et illustré) ».

LE SOCIOLOGUE PAUL PASCON EST MORT

Le sociologue d'origine française Paul Pascon est mort d'un accident de la route, dans la nuit du dimanche 21 au lundi 22 avril, entre Neuchâtel et Saint, en Suisse. Un autre chercheur marocain, M. Anfi, a trouvé la mort dans le même accident.

Né à Fès en 1932, Paul Pascon était parmi les rares Français qui se firent naturaliser après l'indépendance du Maroc. Sociologue et agronome, il était un homme de terrain. Directeur du département des sciences humaines à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, il avait dirigé plusieurs enquêtes sur la société rurale marocaine.

En 1969, il dirigea, avec une dizaine de sociologues marocains, une enquête sur la jeunesse des campagnes pour le compte de l'UNICEF. « Ce que disent deux cent quatre-vingt-cinq jeunes ruraux ». Entre 1975 et 1977, il publia, en collaboration avec MM. Memmoud, Boudeloh et Chirah, deux ouvrages consacrés à la Question agraire au Maroc.

En 1983, il publia, en collaboration avec Herman Van der Wusten, de l'université d'Amsterdam, un essai d'écologie sociale d'une vallée du Rif, le Béni Bou Frach.

En janvier 1985, les éditions SMER (1) publièrent la Maison d'Allah et l'histoire sociale du Tazewelt, qui retracait la vie d'un village judéo-marocain, dont le dernier juif est parti en 1902.

Il y a dix ans, sa fille et son fils, âgés de dix-huit et vingt ans, avaient disparu dans le sud marocain, alors qu'ils revenaient avec d'autres camarades d'un séjour au-delà de Tan-Tan.

T. B. J.

(1) 3, rue Glazet, Rabat.

Anniversaires

- Il y a dix ans disparaissait

Jean-Paul LEHR.

Sa femme et ses enfants demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé de se joindre à eux dans le souvenir.

Remerciements

- M^{me} Jacques Varangot, Guillaume Varangot.

très touchés par les témoignages d'affection et d'amitié qu'ils nous ont adressés au décès de

professeur Jacques VARANGOT.

remercient toutes les personnes qui ont pris part à leur grande peine.

- Aujourd'hui, il y a dix ans,

Michel WARREN

nous quitte.

Il est toujours présent pour ses amis et pour moi.

Odette Chasson.

Communications diverses

- « Architectures, sciences, philo-

sophies ». Des séminaires internationaux sur ce thème sont organisés par le Centre Georges-Pompidou à l'occasion de l'exposition « Les Immenseurs ». Ils se dérouleront par des séances ouvertes au public (petite salle, premier sous-sol, à 21 heures).

Le 25 avril : « La notion de preuves dans les sciences contemporaines », avec MM. Fernando Gil, Dominique Lacombe, Jean-Patrick.

Le 26 avril : « La notion de maître dans les philosophies contemporaines », avec MM. Jean-François Lyotard, Paul Ricoeur, Gianni Vattimo.

- L'Association universitaire pour l'étude et la liberté (A.U.P.E.L.) organise, le 27 avril, à l'Ecole normale supérieure de Paris, au collège « Formation universitaire », recherche et professionnalisation. Des représentants du monde économique et des entreprises ainsi que des organismes nationaux (CEREC, ONISEP, CESA et ANPE) participent à ces débats. A.U.P.E.L., 15, rue Olivier-Noyer, 75014 Paris.

Soutenances de thèses**DOCTORATS D'ÉTAT**

Université Paris-V, mardi 30 avril, à 14 h 30, salle Louis-Liard, M. Khemissi Tassoulah : « Population et emploi en Tunisie ».

Université Paris-VII, vendredi 3 mai, à 14 h 30, salle des Thèses, M. Jean-Richard : « Le paysage, analyse et synthèse. Contribution à l'étude des milieux tropicaux (savanes et forêts de Côte d'Ivoire) ».

Université Paris-III, vendredi 3 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Bruno Dagès : « Les monuments indiens, théorie et réalité (du texte au mouvement bâti et illustré) ».

LE SOCIOLOGUE PAUL PASCON EST MORT

Le sociologue d'origine française Paul Pascon est mort d'un accident de la route, dans la nuit du dimanche 21 au lundi 22 avril, entre Neuchâtel et Saint, en Suisse. Un autre chercheur marocain, M. Anfi, a trouvé la mort dans le même accident.

Né à Fès en 1932, Paul Pascon était parmi les rares Français qui se firent naturaliser après l'indépendance du Maroc. Sociologue et agronome, il était un homme de terrain. Directeur du département des sciences humaines à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, il avait dirigé plusieurs enquêtes sur la société rurale marocaine.

En 1969, il dirigea, avec une dizaine de sociologues marocains, une enquête sur la jeunesse des campagnes pour le compte de l'UNICEF. « Ce que disent deux cent quatre-vingt-cinq jeunes ruraux ». Entre 1975 et 1977, il publia, en collaboration avec MM. Memmoud, Boudeloh et Chirah, deux ouvrages consacrés à la Question agraire au Maroc.

En 1983, il publia, en collaboration avec Herman Van der Wusten, de l'université d'Amsterdam, un essai d'écologie sociale d'une vallée du Rif, le Béni Bou Frach.

En janvier 1985, les éditions SMER (1) publièrent la Maison d'Allah et l'histoire sociale du Tazewelt, qui retracait la vie d'un village judéo-marocain, dont le dernier juif est parti en 1902.

Il y a dix ans, sa fille et son fils, âgés de dix-huit et vingt ans, avaient disparu dans le sud marocain, alors qu'ils revenaient avec d'autres camarades d'un séjour au-delà de Tan-Tan.

T. B. J.

(1) 3, rue Glazet, Rabat.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

Georges BRIAND,

professeur honoraire,

commandeur de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945 avec Palmes,

membre de la Résistance.

survécu le 14 avril 1985 à Nantes, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Selon sa volonté, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale, le vendredi 19 avril à Nantes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pas de condoléances.

Pompes funèbres privées,

9, rue du Général-Leclerc,

44000 Nantes. Tél. : (40) 47-43-19.

- Clermont-Ferrand.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Isabelle CHATELAIN,

survécue le 23 avril 1985.

Ses obsèques civiles auront lieu le vendredi 26 avril, à 14 h 15, au cimetière des Carmes.

- M^{me} Elisabeth Costeau,M^{me} Claudine Costeau,M^{me} Paule Costeau,

Le docteur Jean-Marie Lagarde,

Leur famille,

ont le tristesse de faire part du décès de

M. Louis COUTEAU,

professeur de philosophie,

survécue le 18 avril 1985 à Paris, à l'âge de soixante et un ans.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité à Miramont-de-Guyenne.

7, rue Murillo,

75008 Paris.

« Bonhomme », Cinq-Mars-la-Pile,

Résidence Apis-III 64000 Pau.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^e

320-74-52

nouveau
drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris

Téléphone : 248-17-11 - Téléc : Drouot 842260

Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les opérations auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures

sauf indications particulières. * coupe le matin de la vente

SAMEDI 27 AVRIL

S. 3. - Tableau col. Jean Lafont. 3^e Vie - M^{me} BOISGIRARD, M. Remy, expert.S. 7. - 15 h 30, Col. tapis ans. - M^{me} ROGEON, M. Chevalier expert.

LUNDI 29 AVRIL

S. 1. - 16 h, tapis - M^{me} CORNETTE DE SAINT CYR.S. 4. - Autog. livres XIX^e s. - M^{me} RENAUD.S. 6. - Bijoux, obj. de vit. orf. ans. et mod. - M^{me} ADER, FICARD, TAJAN, MM. Déchant, Statten.S. 8. - Très grande vit. - M^{me} MILLON, JUTHEAU.S. 9. - Arts de l'Est, céram. islamique, céram. des XVII^e, XVIII^e, XIX^e s. - M^{me} BOISGIRARD, M. de Clouet, expert.S. 10. - Arts de l'Est, céram. islamique, céram. des XVII^e, XVIII^e, XIX^e s. - M^{me} BOISGIRARD, M. de Clouet, expert.S. 11. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 12. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 13. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 14. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 15. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 16. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 17. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 18. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 19. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 20. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 21. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 22. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 23. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 24. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 25. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 26. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 27. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 28. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 29. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 30. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 31. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 32. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 33. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 34. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 35. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 36. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 37. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 38. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 39. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 40. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 41. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 42. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 43. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 44. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 45. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 46. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 47. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 48. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 49. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.S. 50. - Obj. d'art, tableaux, amoult. - M^{me} PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

هنا من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : plus calme à 9,50 F

En forte hausse mardi et mercredi, le dollar a consolidé sa reprise jeudi 25 avril, revenant de 9,56 F à 9,50 F et de 3,1350 DM à 3,11 DM. La veille, il s'était élevé brutalement de 9,26 F à 9,56 F et de 3,05 DM à 3,1350 DM. Le fait du jour est la fermeté du franc français vis-à-vis du deutschemark, dont le cours, à Paris, a glissé un moment au-dessous de 3,05 F, avant que la Banque de France n'intervienne pour le soutenir. Mercredi, elle avait déjà dû acheter 1 milliard de deutschemarks (3 milliards de francs).

Nationalisées : Pechiney « sort du rouge » et fait des bénéfices

Le groupe nationalisé Pechiney est « sorti du rouge » en 1984. Son bénéfice net consolidé s'est élevé à 546 millions de francs, contre une perte de 463 millions en 1983. La marge brute d'autofinancement de 3,17 milliards de francs, représentant 8,9 % du chiffre d'affaires (35,5 milliards de francs), contre 3,3 % en 1983, est le signe le plus significatif du redressement du groupe spécialisé dans la production d'aluminium et des métaux non ferreux. Son PDG, M. Bernard Pache, a attribué ce redressement à l'action engagée par M. Besse, devenu, depuis lors, patron de Renault, et marqué par une amélioration de 80 % de la productivité du travail. Cependant, Pechiney a aussi profité d'une conjoncture favorable sur le marché de l'aluminium.

Déficit de 7,8 milliards de francs pour Usinor

Le groupe sidérurgique nationalisé Usinor devrait afficher un déficit consolidé d'environ 7,8 milliards de francs pour 1984. (Les comptes définitifs ne sont pas arrêtés), contre 5,46 milliards en 1983. Cette dégradation globale masque une amélioration des comptes courants en pertes d'environ 3,7 milliards, contre 4,7 milliards en 1983. Cela reflète une meilleure activité industrielle du groupe : le chiffre d'affaires (38,7 milliards) est en progression de 19 %. Mais Usinor, comme Sefor, a dû « provisionner » 4,15 milliards de francs, dans son bilan 1984 (contre 636 millions en 1983), de dépenses exceptionnelles dues aux charges des futures suppressions d'emplois et à des dévalorisations d'actifs de filiales. Au total, les deux groupes sidérurgiques auront affiché des pertes de 15,9 milliards de francs en 1984.

Papier : déficit commercial accru en 1984

Le déficit commercial de la France pour les pâtes, papier et carton s'est creusé en 1984, passant de 6,94 milliards de francs en 1983 à 8,56 milliards (+ 23 %). Pourtant, le secteur a connu une « amélioration relative » de sa situation : sa production a atteint, en 1984, le nouveau record de 5,6 millions de tonnes, couvrant 81,7 % de la consommation nationale. La consommation moyenne par tête en 1984 a atteint près de 124 kilos de papier, indique la Fédération française des pâtes à papier.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	point	Rep. + ou -	point	Rep. + ou -	point	Rep. + ou -	point
S.E.-L.	9,560	9,507	+ 155	+ 170	+ 380	+ 330	+ 690	+ 790
S. can.	6,934	6,916	+ 12	+ 33	+ 41	+ 78	+ 57	+ 154
Yen (100)	3,785	3,786	+ 130	+ 147	+ 250	+ 274	+ 745	+ 890
DM	3,042	3,037	+ 113	+ 122	+ 225	+ 244	+ 654	+ 697
Fl. bel.	2,690	2,692	+ 76	+ 84	+ 151	+ 164	+ 444	+ 591
F.R. (100)	15,1418	15,1478	+ 78	+ 132	+ 185	+ 284	+ 482	+ 725
S.S.	3,697	3,697	+ 147	+ 162	+ 304	+ 325	+ 893	+ 935
L. (1 000)	4,757	4,778	- 114	- 92	- 243	- 211	- 855	- 761
F. franc.	11,696	11,699	- 267	- 201	- 481	- 387	- 1 041	- 843

TAUX DES EUROMONNAIES

	1	3	6	12	3	6	12	3	6	12
S.E.-L.	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
DM	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8
Fl. bel.	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4
F.R. (100)	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
S.S.	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4
L. (1 000)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F. franc.	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

Relèvement des allocations-chômage à compter du 1^{er} avril

Plusieurs des allocations de chômage sont revalorisées à compter du 1^{er} avril à la suite de décisions prises par le bureau de l'UNEDIC (organisme paritaire) et d'une décision du gouvernement.

Au bureau de l'UNEDIC, réuni le mercredi 24 avril, les partenaires sociaux se sont mis d'accord pour relever de 2,45 % le salaire de référence - la base de calcul - et pour porter de 41,40 francs à 42,80 francs par jour (+ 3,38 %) la partie fixe de l'allocation de base. Le minimum garanti de l'allocation est augmenté de 3,55 %, passant de 98,50 francs à 102 francs. L'allocation des chômeurs en « fin de droits » est portée de 41,40 francs à 43 francs, soit + 3,5 %. L'ensemble doit coûter 600 millions de francs sur 1985, dont 100 millions pour les « fin de droits ».

De son côté, le ministre du travail a décidé d'augmenter l'allocation d'insertion versée à certaines catégories de chômeurs (femmes seules avec enfants, détenus libérés...) en la portant au niveau de celle des « fin de droits ».

L'accord intervenu à l'UNEDIC entre le patronat et quatre syndicats (FO, CFDT, CFTC, CGC) est contesté par la COT qui y voit une « capitulation devant les exigences du patronat ». De leur côté, les partenaires de l'accord ont souligné, par la bouche de M. André Bergeron, président de l'UNEDIC, que « le problème des fins de droits n'est pas résolu » par les augmentations déci-

dées. Celles-ci « doivent donc être considérées comme une sorte d'« à valoir » sur les décisions que le gouvernement doit prendre avant le 30 juin ».

Le gouvernement propose une solution pour certains chômeurs âgés

Il y a également du nouveau dans l'affaire, compliquée et délicate, née des suites de l'accord conclu à l'UNEDIC le 10 octobre 1984 permettant d'étendre le bénéfice de la garantie à certains chômeurs âgés qui en avaient été écartés (le Monde du 13 octobre 1984).

Après avoir longuement tergiversé, et donc rendu impossible l'application de cette mesure attendue par près de dix mille personnes, le gouvernement a enfin décidé de faire connaître sa position. Dans une lettre adressée aux partenaires sociaux (patronat et syndicats), M. Michel Delebarre, ministre du travail, et M. Georges Dufoix, ministre de la solidarité nationale, expliquent pourquoi « il n'apparaît pas possible d'appliquer ce texte dans sa forme actuelle aussi longtemps que le mode de financement retenu n'est pas précisé ».

Bien que les partenaires sociaux aient tendance à interpréter cette réponse comme une fin de non-recevoir, la proposition pourrait constituer une relative ouverture.

Telle qu'elle avait été adoptée par le conseil d'administration de l'UNEDIC, la mesure avait pour effet d'opérer un transfert intégral, vers les ressources de l'Association pour la structure financière (ASF), qui supporte les frais des garanties de ressources et des préretraites, des chômeurs qui sont souvent indemnisés par l'assurance-chômage. Il en aurait coûté de 500 à 600 millions de francs. En outre, fait-on observer au ministère du travail, l'opération aurait conduit à ouvrir de nouveaux droits à la « garantie de ressources », alors que ce dispositif coûteux avait été fermé en juillet 1983.

Pour ces deux raisons, les ministres concernés se sont donc opposés à la proposition de l'UNEDIC. En revanche, ils admettent volontiers toute autre formule qui permettrait d'atteindre le même objectif par un montage financier différent. Ils seraient disposés à accepter, par exemple, un transfert partiel des charges; le système d'assurance-chômage pourrait supporter le coût des indemnités versées actuellement; l'ASF, pour sa part, financerait une allocation complémentaire dont le montant permettrait d'atteindre le niveau de la garantie de ressources. Dans ces conditions, estime-t-on au ministère, le surcoût pour l'ASF, qui reçoit une dotation de l'Etat, pourrait être de 100 à 150 millions de francs.

ALAIN LEBEAUCHE

LA PRÉPARATION DE LA NOUVELLE CONVENTION MÉDECINS-SÉCURITÉ SOCIALE

La quadrature du cercle des tarifs médicaux

Les généralistes qui limiteraient volontairement le nombre de leurs actes médicaux pourraient-ils recevoir un « bonus » sous forme d'une prime annuelle versée par la Sécurité sociale ? L'hypothèse avancée au cours d'une rencontre au ministère des affaires sociales avec les représentants des syndicats médicaux (et évoquée avec des chiffres précis par le *Quotidien du médecin* du mercredi 24 avril), crée un certain remue-ménage parmi les « parties signataires » qui préparent la nouvelle convention entre les médecins et la Sécurité sociale.

Un tel système présenterait des difficultés techniques certaines : par exemple, comment établir une limite chiffrée au nombre d'actes compte tenu de leur variété, et de la diversité de la situation des médecins ? Surtout, même si l'ombre de l'autorité de tutelle pèse sur les négociations en cours, celles-ci sont menées par les « parties signataires » (syndicats médicaux et caisses d'assurance-maladie), qui n'aiment pas se voir souffler des solutions. Certains parlent déjà d'un « charivari » du gouvernement : des décisions acceptées par les médecins en échange d'une revalorisation satisfaisante des tarifs médicaux.

Mais l'hypothèse du « bonus » élabo-

rée par le ministère cherche à répondre à plusieurs questions que tout le monde se pose en fait : comment maintenir (voire améliorer) la qualité de la médecine de « première ligne », assurée par les généralistes libéraux, et revaloriser dans la mesure du possible la situation de ceux-ci, qui se sentaient dévalorisés par les derniers relèvements tarifaires, et par l'évolution générale de la médecine... Le tout sans accroître les charges de la Sécurité sociale.

L'ensemble peut apparaître comme la quadrature du cercle. D'autant qu'il faut y ajouter les répercussions d'un relèvement des tarifs médicaux sur l'indice des prix : la Sécurité sociale par une visite ou une consultation (médicaments, examens complémentaires, arrêts de maladie, etc.) est trois fois plus importante que le remboursement des honoraires médicaux.

Les dispositions prévues par la convention de 1980 pour une « maîtrise concertée des dépenses de santé » ne se sont pas montrées très efficaces : les dépenses de pharmacie en particulier ont monté encore plus vite ces dernières années que les honoraires médicaux.

D'où la recherche d'un système qui, sans rétablir l'« enveloppe globale » (honoraires plus prescriptions) évoquée en 1980, et homologue des syndicats médicaux, intéresserait d'une façon quelconque les praticiens à la modulation des dépenses.

« La liberté de prescription suppose une discipline librement consentie. Je ne suis pas convaincu que la progression de 11,3 % des dépenses de pharmacie en 1984 soit parfaitement justifiée », nous déclarait en février dernier M. Maurice Durlin, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés.

INDUSTRIE

M. GRANGETTE A ÉTÉ NOMMÉ ADMINISTRATEUR DES CHARBONNAGES DE FRANCE

M. Francis Grangette a été nommé, par décret publié au *Journal officiel* du 24 avril, administrateur des Charbonnages de France (CDF). Le processus de nomination à la tête de CDF de M. Grangette, jusqu'alors président de la Compagnie française d'assurance pour les charbonniers (COFACE), est maintenant engagé après un blocage de plus d'un mois (le Monde du 21-22 avril).

Pour sa part, le directeur général des Charbonnages de France, M. Michel Hug, entre aussi au conseil d'administration de CDF, aux termes d'un autre décret paru au même *Journal officiel*. Cette nomination a été rendue possible par le départ du conseil de M. Christian Marin, un des représentants de l'Etat, M. Claude Allégre, déjà membre du conseil, ayant été nommé à sa place.

« Solidarité : Financier remporte un contrat en URSS. - Le groupe sidérurgique italien Finisider, contrôlé par l'Etat, vient de remporter un contrat de près de 2 milliards de dollars pour la livraison en URSS de 6 millions de tonnes d'acier (essentiellement des tubes) entre 1986 et 1990. Ce contrat double les quantités livrées chaque année par Finisider à l'URSS depuis un premier accord signé en 1974. Les Soviétiques paieront « cash » et en dollars, ce qui sera bien utile pour le groupe italien en difficulté restructuration et en pertes de 6,9 milliards de francs l'an passé.

GUY HENZLICH

AVIS D'APPEL D'OFFRES

La Société Coopérative de développement agricole (SOCADA) Bourg, BP 997, République, sous-traitance, lance un appel d'offres pour la fourniture des intrants, à lots individuels, à savoir :

- Lot n° 1 : 1 520 t d'engrais NPKS (22-8-24-1)
- Lot n° 2 : 760 t d'engrais (44 unités d'azote) utilisées pour fumure NPKS
- Lot n° 3 : 2 320 t d'engrais (44 unités d'azote) utilisées pour fumure NS
- Lot n° 4 : 1 160 t de sulfate d'ammoniaque (21 unités d'azote) utilisées pour fumure NS
- Lot n° 5 : Ce lot peut remplacer les lots n° 2, 3 et 4, et consiste en : 4 240 t d'engrais NS complets NS citraux 40 unités d'azote et 5 unités de soufre.
- Lot n° 6 : 200 000 litres insecticide acaricide ULV
- Lot n° 7 : 630 000 litres insecticide acaricide ULV
- Lot n° 8 : 4 000 appareils de traitement ULV
- Lot n° 9 : 500 000 piles électriques.

LEU DE LIVRAISON

Les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 sont à livrer CAF route Pointe-Noire en Etoiles.

Les lots 8 et 9 sont à livrer CAF Bourg.

DÉLAI DE LIVRAISON

Les engrais (lots 1-5 inclus) : avant le 31 octobre 1985. Les lots 6, 7 : le 31 janvier 1986. Les lots 8 et 9 avant le 31 mars 1986.

PARTICIPATION

Concours ouvert à tous les fournisseurs d'un pays membre de la REED, de Suisse et de Taiwan.

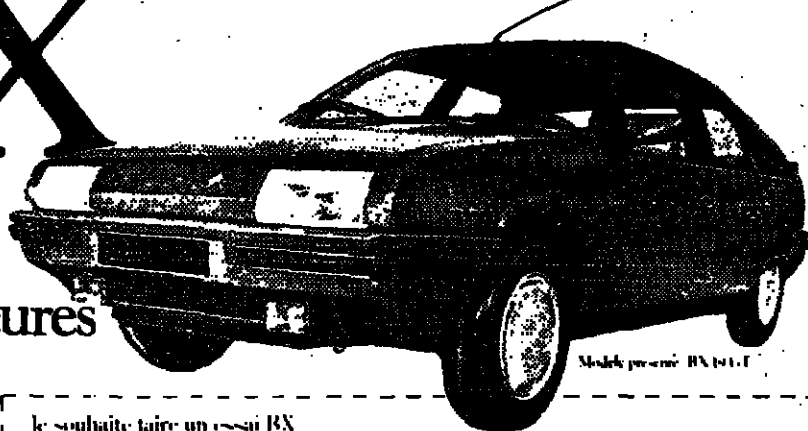
OFFRES

Les offres en langue française doivent parvenir à la SOCADA Bourg, BP 997, République, sous-traitance, en deux exemplaires en ces bureaux pour :

Lots 1-5 : le 17 juin 1985, 12 h décalé de rigueur.

Lots 6-9 : le 23 septembre 1985, 12 h décalé de rigueur.

du 15 au 30 avril
24 heures en BX



Essai libre gratuit 24 heures

Une voiture cela s'essaye.

Pour l'essayer, la comparer en famille, objectivement, partez où vous voulez, en France, 24 heures, au volant d'une BX, n'importe quelle BX.

Vous avez plus de 21 ans, votre permis depuis plus d'un an et vous êtes propriétaire d'un véhicule. Contactez le réseau Citroën. En échange de cet essai gratuit, 24 heures maximum (l'essai par famille) vous donneront simplement votre opinion, en remplissant un questionnaire et vous ne paierez que votre carburant.

Je souhaite faire un essai BX

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Code postal : _____ tel : _____
Véhicule possédé : _____



ÉTRANGER

LA RÉFORME DU RÉGIME DES RETRAITES EN ESPAGNE

Les syndicats mobilisent massivement contre le projet gouvernemental

De notre correspondant

Madrid. — L'annonce des Commissions ouvrières n'a guère surpris : ses relations avec le gouvernement sont en effet particulièrement tendues depuis plus d'un an. L'UGT, en revanche, avait jusqu'ici tenté, dans la mesure du possible, de défendre dans les milieux ouvriers les mesures d'austérité, souvent impopulaires, prises par le « parti frère ». Cette fois, un texte rejetant le projet de limitation des retraites élaboré par le gouvernement a été adopté par le comité fédéral de la centrale, par cent neuf voix sur cent vingt-cinq.

Face à ces remous, on fait valoir au ministère du travail que la situation de la sécurité sociale deviendra très rapidement « insupportable », si des mesures élargies ne sont pas prises immédiatement. C'est dans le domaine des pensions (retraite, invalidité et veuvage), qui représen-

La réforme de la sécurité sociale, et plus particulièrement du régime des retraites, est en train de provoquer un affrontement d'une durée sans précédent entre le gouvernement socialiste et les syndicats en Espagne.

Pour protester contre les projets du ministère du travail, les commissions ouvrières, la centrale proche du Parti communiste, ont annoncé pour le mois de juin une grève générale, la première, pour des raisons strictement syndicales, depuis la restauration de la démocratie. Pour sa part, la centrale socialiste, l'UGT (Union générale des travailleurs), a décidé d'organiser des mobilisations massives dans tout le pays.

Il n'en reste pas moins que les « pleins pouvoirs » dont le ministre de l'économie dispose inquiètent les dirigeants syndicaux, qui se sentent injustement tenus à l'écart. Et leurs critiques risquent de rencontrer un certain écho au sein du Parti socialiste.

THÉRIY MALINAK

Le projet de loi prévoit de réduire de 10 % le montant des pensions de retraite à compter de 1987. Entre 1977 et 1984, les frais de pension ont augmenté en valeur à un rythme de 24 % par an, soit neuf points de plus que le produit national brut à prix constants. Cette croissance rapide a complètement dés-

équilibré le système, obligeant l'Etat à compenser l'insuffisance des cotisations. En raison notamment du chômage croissant et du vieillissement de la population, le nombre de pensionnés n'a cessé d'augmenter, alors que diminuait celui des actifs.

Le gouvernement propose d'abord de durcir les exigences pour l'octroi de la retraite, en faisant passer de dix à quinze le nombre minimum d'années de cotisations requises, ensuite de réduire le niveau des retraites en calculant leur montant initial d'après la moyenne des salaires perçus pendant les huit dernières années, et non plus durant les deux dernières comme c'est le cas actuellement. En échange, le ministre du travail s'engage à réviser automatiquement les retraites en fonction du coût de la vie.

L'UGT hausse le ton à un moment où la politique économique semble susciter un sérieux débat au sein du parti au pouvoir. Le nouveau train de mesures, d'inspiration libérale, que vient d'annoncer le ministre de l'économie, M. Miguel Boyer, a apparemment provoqué certaines réticences, y compris au

Aux Pays-Bas

Les salariés ont perdu la bataille des trente-six heures

De notre correspondant

Pour le moment au moins, les syndicats néerlandais ont perdu la bataille des trente-six heures. Une série d'arrêts de travail dans un grand nombre d'industries-pilotes n'ont pas suffi ces dernières semaines à faire céder les organisations patronales.

Amsterdam. — Depuis le début de 1985, la grande majorité des Néerlandais travaillent trente-huit heures par semaine. Le syndicat, so-

cialiste FNV (près d'un million de membres) et le syndicat protestant CNV (300 000) s'étaient fixés comme objectif d'obtenir la semaine de trente-six heures pour 1986 afin de créer davantage d'emplois — le pays compte plus de 800 000 chômeurs, soit 16,5 % de la population active.

Pendant les négociations sur de nouvelles conventions collectives, les entreprises les plus importantes, dont Philips, Akzo et les Hauts Fourneaux, ont seulement promis qu'une réduction plus importante de la semaine de travail « fera l'objet d'études ».

En limitant leurs pressions à de brefs arrêts de travail, et non à des grèves, les Néerlandais n'ont guère montré d'enthousiasme pour la semaine de trente-six heures, qui implique une baisse de salaire en faveur de la création d'emplois.

Ces cinq dernières années, le pouvoir d'achat des salariés a été en baisse constante. Bon nombre de travailleurs ont préféré accepter la modeste augmentation de salaires qu'offrait le patronat. Un dirigeant de la FNV devait avouer : « Les résultats (des négociations) sont bons pour ceux qui ont du travail, mais mauvais pour les chômeurs ».

RENÉ TER STEEGE

LES VILLES AMÉRICAINES A PARIS

Boniment

Atlanta-Paris le 1^{er} avril. Les villes américaines ont à Paris la fréquence de l'inauguration des nouvelles lignes aériennes de leurs compagnies. Elles y sont accueillies par un public de plus en plus nombreux. Mais la réussite de ces missions commerciales dépend du « boniment », reconnaît M. Andrew Young, maire d'Atlanta, qui tente même d'emporter la vente en engageant l'attention à ne pas se contenter de lire les prospectus, mais à aller voir sur place.

En attendant la première, Delta Air Lines, la compagnie aérienne installée à Atlanta, a gagné le concours qui opposait à American Air Lines, sa rivale de Dallas-Fort-Worth. La concurrence entre les deux villes, et entre leurs compagnies d'aviation respectives, rappelle aux Français non seulement que les Etats-Unis ne se limitent pas à New-York et à la Californie, les classiques de l'implantation française, mais que les cinquante Etats ne sont pas toujours unis.

Par-delà leur concurrence commerciale, Texas et Georgia se retrouvent d'ailleurs pour dénoncer les Etats du Nord, qui ont une croissance économique plus faible et des réflexes protectionnistes. Au contraire, la Ceinture du soleil (Sun Belt) a l'avenir devant elle. D'après le président de la chambre de commerce de Dallas, M. John Johnson, miser sur le Texas, c'est miser sur l'Etat dont le poids électoral dépassera bientôt celui de l'Etat de New-York, préfigurant le glissement politique du nord vers le sud. Quant au maire d'Atlanta, c'est au contraire sa ville qu'il considère comme « la prochaine grande ville mondiale... comme Paris aujourd'hui ».

Le boniment, en l'occurrence, comporte de bons arguments. Dans le Sud, fait bon vivre. Et les entreprises profitent, en plus, d'impôts moins élevés, de prix intéressants dans l'immobilier et... d'un taux de syndicalisation moindre — donc d'un coût du travail moins élevé — que dans le reste du pays.

Silicon Prairies

Atlanta comme Dallas se considèrent, déjà comme, des « nouvelles Silicon Valley » du nom de la banlieue de San-

Francisco. Des Silicon Prairies associant aussi entreprises de haute technologie et universités, dont la qualité des professeurs est assurée à grand renfort de capitaux. Les deux villes sont d'autant plus ouvertes sur les échanges internationaux qu'elles sont spécialisées dans les activités de services. Dallas est le principal centre de distribution du monde et vient même d'ouvrir le premier marché de commerce de produits de haute technologie, Informart. Les deux régions sont des nœuds de transport : Atlanta, la seizième ville des Etats-Unis par la population, possède le premier aéroport du monde (39 millions de passagers par an) ; Dallas, la dixième ville américaine, abrite le quatrième (32,2 millions de passagers l'an).

Texas et Georgia proposent aux Français d'investir dans ces Etats qui « pratiquent le commerce à deux voles », libre et réciproque. Ils se disent intéressés par l'achat éventuel du TGV, du métro ou d'Airbus. Mais, aux importations des produits français, ils préfèrent l'investissement direct : ils invitent tous leurs hôtes à venir s'installer chez eux — créant même une zone franche à Dallas — pour être sur place au cas où le nord du pays, irrité par un déficit commercial croissant, imposerait des barrières aux échanges.

En contrepartie de ces investissements directs, Dallas et Atlanta proposent les « dollars vacances », les revenus du tourisme américain en France. Delta et American, les deux compagnies à l'origine des missions commerciales, envisagent de prendre en charge ce courant, businessmen français contre touristes américains.

Voilà le marché proposé aux Français, qui ont déjà pris du retard sur leurs concurrents occidentaux. A Atlanta, Angèle, Allemande et aussi Japonaise sont déjà deux fois plus nombreux qu'eux. Aux Français de comprendre qu'« autant en emporte le vent », selon le mot même du maire d'Atlanta, Rhett Butler copie J.R.R. et, plus efficace que le cinéma, la télévision change l'image de marque de Dallas. Les feuilletons aussi font partie du « baratin » commercial.

DOMINIK BAROUCHE

Le Club de Paris accorde à l'Equateur un réajustement portant sur trois années d'échéances

Pour la première fois, le Club de Paris qui réunit les représentants (hauts fonctionnaires du Trésor) des pays créanciers, a accordé à un pays débiteur un réajustement portant sur les échéances de plusieurs années. L'Equateur a obtenu des pays créanciers — dont la France — un étalement sur huit ans, dont une « période de grâce » (délai de carence) de trois ans, pour la totalité de ses dettes « publiques » — c'est-à-dire assortie d'une garantie du Trésor du pays dont le prêteur est ressortissant — échues en 1985 (et au deuxième semestre 1984), pour 85 % des dettes publiques à échoir en 1986 et 70 % de celles à échoir en 1987. Ce communiqué, publié à Paris, qui donne ces précises chiffres, ne le montant qui s'élève, selon des sources équatoriennes, à un total d'environ 400 millions de dollars.

A partir de mars 1986, le réajustement consenti par le Club de Paris demeure soumis à la reconduction régulière par le FMI de l'accord

de confirmation (credit stand-by) à Quito. En d'autres termes, c'est du feu vert donné chaque année par le Fonds à la politique de redressement engagée par l'Equateur qui dépend l'application effective de l'accord d'étalement. « C'est un bon accord pour un bon élève », mais les conditions posées le rendent « relativement dissuasif » pour les débiteurs latino-américains plus importants comme le Brésil ou l'Argentine, a déclaré à l'AFP un haut fonctionnaire proche du Club de Paris. L'accord, qui avait été précédé par l'octroi d'un crédit du FMI, devrait amener les banques commerciales à consentir à leur tour de larges délais de paiement à l'Equateur pour quelque 4,3 milliards de dollars de dettes échues ou à échoir.

Le Club de Paris a accordé des délais de paiement encore plus larges — dix ans dont une période de différé de cinq ans — au Costa-Rica, mais seulement pour les dettes publiques de 1984-1985 (environ 190 millions de dollars).

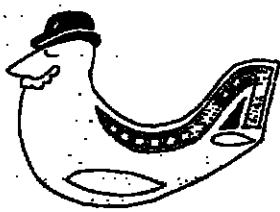
LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

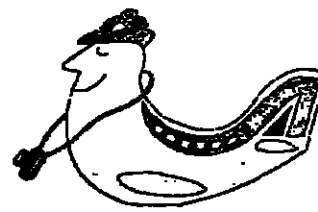
Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

CLCF

Le style made in Alitalia



Eurobusiness



Eurotourist



Alitalia renforce le potentiel de sa flotte européenne composée de DC9 30 par l'acquisition de Super 80. Les nouveaux sièges, réalisés en Italie, d'après un projet Alitalia, offrent aux passagers espace et confort.



Les bagages à main se placent facilement sous les sièges. Les couloirs et l'éclat de l'aménagement des appareils, signé Trussardi, sont dans la ligne du meilleur design italien. Les repas servis

Alitalia

à bord sont typiquement italiens.

La boutique du ciel présente, à des prix hors taxes, des articles exclusifs de la mode italienne. La carte d'embarquement multiple, règle, en une seule et unique opération, les formalités de correspondances sur les vols Alitalia.

Ces innovations ont été conçues à l'intention de tous les passagers d'Alitalia, pour les hommes d'affaires qui voyagent en Eurobusiness et pour les touristes de la classe Eurotourist.



Alitalia

ÉTRANGER

Modernisation à l'allemande

III. — La Ruhr tourne la page

De notre envoyé spécial HENRI DE BRESSON

L'industrie ouest-allemande possède aussi ses *Silicon Valley*, en Bavière et dans le Bade-Wurtemberg. Le sud de la RFA apparaît comme la terre d'élection des petites et moyennes entreprises porteuses des nouvelles technologies. Le Japon recule, dit-on à Munich (le Monde des 24 et 25 avril).

Essen. — Région-phare de l'industrie allemande, le bassin de la Ruhr poursuit lentement, mais avec application, sa mutation. Avec 15 % de taux de chômage, une croissance inférieure, depuis plusieurs années, à celle de l'ensemble de l'Allemagne fédérale, son image a pâli de la comparaison avec le sud, la Bavière ou le Bade-Wurtemberg, dont les industries, plus modernes, ont mieux su traverser la crise. A l'instar des vieilles maisons traditionnelles, comme Krupp et Thyssen, qui ont su entamer à temps leurs reconversions, la Ruhr est cependant en train peu à peu de tourner la page du charbon et de l'acier.

S'il y a une chose qui ne va pas encore, c'est le moral. Même si les puits de mine ont fermé massivement, même si les hauts fourneaux se sont faits plus rares, la Ruhr reste, d'une certaine manière, la région maudite. L'alerte au smog du mois de janvier — due à une concentration de pollution sous certaines

conditions atmosphériques défavorables — a été ressentie comme une profonde injustice. D'autres régions allemandes, où les contrôles ne sont pas si sévères, n'avaient pas été épargnées non plus, mais c'est pourtant là que toute la presse nationale et internationale s'est précipitée.

Il est vrai qu'avec l'incroyable imbrication de ses agglomérations sans grâce, de ses kilomètres d'autoroutes, la Ruhr, même sans ses crassiers, continue à effrayer. C'est aussi sa force qui explique vraisemblablement que, contrairement à des régions similaires dans le monde, comme la Lorraine française ou la Wallonie belge, elle ait trouvé assez de ressources pour éviter de sombrer avec la crise du charbon et de l'acier.

Si l'on fait le tour des responsables économiques, on se rend en effet très vite compte que, quels que soient les problèmes bien réels qui continuent à se poser, le « Revier » (le bassin) reste bien vivant. Sans doute des villes comme Duisbourg, Dortmund, Gelsenkirchen, avec des taux de chômage supérieurs à 16 %, ne savent plus très bien à quels saints se vouer pour se tirer d'affaire. Mais il reste une base éco-

nomique solide sur laquelle les responsables régionaux peuvent compter pour bâtir le futur.

Après avoir longtemps tenté de lutter contre une évolution inéluctable, ces derniers s'acharnent aujourd'hui à rattraper le temps perdu. Contrairement aux régions du sud, qui ont attiré après la guerre les industries nouvelles, en raison de la fois de meilleures conditions d'accueil et de salaires moins élevés, la Ruhr souffre surtout d'être sous-représentée dans les secteurs porteurs comme l'informatique, l'aéronautique, etc. Sa structure industrielle est également encore trop dominée par de grandes firmes, alors que tout le monde commence à se rendre compte de l'importance que les petites et moyennes entreprises ont eues ailleurs pour le dynamisme de l'économie et la stabilité de l'emploi.

Charbon et acier en déclin

L'emploi ! Tel est le maître mot d'une région qui, après avoir été l'un des pôles d'attraction de l'Europe entière, a perdu au cours des vingt dernières années 400 000 habitants

sur 5 millions, et qui continue de caracoler en tête dans les statistiques du chômage et de la régression démographique. Cette évolution était — au moins partiellement — inéluctable. Il n'y a plus maintenant que 25 puits de mines en exploitation contre 140 dans les années 50.

Malgré une stabilisation du marché du charbon, ces dernières années, les licenciements se sont poursuivis au rythme des épaissements et des mesures de rationalisation. La situation est à peu près identique dans la sidérurgie, la production d'acier étant tombée de 32,2 millions de tonnes en 1974 à 19,9 millions neuf ans plus tard. Ce sont bien évidemment à chaque fois des centaines d'emplois en moins dont la perte se répercute d'autant plus dramatiquement que ces deux secteurs représentent aujourd'hui encore, à eux seuls, 40 % de la main-d'œuvre industrielle de la région.

Le renouvellement du tissu industriel n'a pas réussi à suivre cette évolution, d'autant que les restructurations dans les autres secteurs n'ont pas épargné, elles non plus, la main-d'œuvre. L'industrie régionale a

perdu au total 250 000 emplois depuis 1970. Les grandes firmes traditionnelles ont su tirer à temps leur épingle du jeu, mais cela n'a pas suffi. Leur diversification s'est souvent opérée en dehors du « Revier » lui-même.

Là où Krupp employait 60 000 personnes à Essen, il n'en reste plus aujourd'hui que 10 000. Près de 30 % du chiffre d'affaires du groupe est maintenant réalisé dans le secteur des services et du commerce. Si le secteur tertiaire, qui représente actuellement près de 50 % de l'emploi, a pu éponger une partie de la perte des emplois industriels, sa croissance se heurte également à des limites.

Les autres secteurs, comme la chimie, l'électromécanique, la machine-outil ou l'industrie des biens de consommation, ont connu une évolution comparable à l'ensemble du pays. Là aussi on a rationalisé et modernisé, en attendant une reprise qui n'a commencé à faire véritablement sentir ses effets qu'à partir du deuxième semestre de 1983. Les bons résultats de la chimie et des biens de production, qui représentent à eux seuls près de la moitié du produit industriel de la région, n'avaient pu que très modérément compenser, en 1983, le naufrage qui se manifestait encore ailleurs (— 13,7 % pour l'électrotechnique, — 21,9 % pour les équipements industriels). Malgré le boom des exportations de 1984, dont la Ruhr a eu sa part en raison de sa bonne position dans la chimie et la machine-outil, on attend toujours une reprise des investissements intérieurs qui ne se dessine qu'avec retard.

Niveau international

Après les années noires de la période 1976-1981, il semble néanmoins que l'industrie régionale ait maintenant plus ou moins réussi à consolider sa base et puisse espérer voir arriver le bout du tunnel. Le taux de croissance s'est rapproché du niveau fédéral dont il avait décroché. « On ne peut plus parler de retard technologique dans la Ruhr. Nos produits sont de niveau international », estime le responsable de la chambre de commerce d'Essen, M. Thoma.

Le problème est maintenant d'élargir la palette des fabrications, de susciter un nouveau dynamisme, notamment chez les petites et moyennes entreprises. Habituées à vivre de la sous-traitance des grandes entreprises, et plus spécialement des mines et de la sidérurgie, les PME ont à fournir un gros effort de reconversion. « Notre but est de les aider à diminuer cette dépendance et à développer de nouveaux produits », indique M. Krebs, responsable de la planification du gouvernement Rhénanie du Nord-Westphalie.

C'était à Hambourg

Premier port de RFA, puissante par ses maisons de commerce et ses nombreux médias, la ville-Etat de Hambourg n'échappe pas au lent déplacement du centre de gravité industriel de l'Allemagne vers le sud. La troisième ville de RFA, où l'on se frotte parfois que l'anglais ne soit pas une langue étrangère, découvre avec amertume qu'il ne suffit plus d'être la porte vers le grand large pour réussir.

Les piliers de son industrie traditionnelle, les chantiers navals et la pétrochimie, n'ont pas résisté à la concurrence du monde. Il a fallu fermer les cales, reconstruire les sous-traitants, licencier, ce qui se traduit par un taux de chômage qui, s'il n'est pas celui de la Ruhr, n'en est pas moins supérieur à la moyenne nationale, 11,3 % contre 10,2 % au mois de décembre 1984.

L'industrie locale, qui ne représente que 27 % de l'emploi, dispose pourtant de quelques beaux fleurons, comme MBB (Messerschmitt-Bölkow-Blöhm), qui construit une partie de l'Airbus, ou Philips, qui fabrique des microchips. Beaucoup de firmes traditionnelles ont également reconstruit leurs activités maritimes pour se lancer dans le fin du fin de l'optique de la mécanique de précision. Des entreprises comme Hauni, premier fabricant mondial de machines-outils pour l'industrie du tabac, qui exporte 87 % de sa production, n'ont de leçon à recevoir de personne pour la qualité de leurs

A cet égard, l'évolution est en retard sur les régions du sud, où les autorités ont su jouer à temps la carte de la modernisation et où il y a eu davantage de stimulation entre les firmes elles-mêmes. Malgré des symptômes de changements, le grand marché pour l'informatique restait jusqu'à ces derniers temps dans le sud. Si tant est, comme le pense M. Peter Dietz, fondateur d'une petite entreprise d'ordinateurs et président du Zénith (organisme chargé d'aider à l'innovation, à Mulheim-sur-Ruhr), que l'ouverture aux nouvelles technologies est soumise à la prise de conscience, aussi bien des responsables régionaux que des intéressés eux-mêmes, de date que des dernières années.

Si certains croient pouvoir affirmer au gouvernement de Rhénanie du Nord-Westphalie que « le dynamisme du « Revier » est prêt à exploser », dans un délai de trois à quatre ans, les industriels se montrent nettement moins optimistes. « Le problème de la réanimation du « Revier » est difficile à résoudre et demandera du temps », affirme un document publié par l'Assemblée des chambres de commerce de la région au début de cette année. « Il n'est pas que plus urgent de prendre immédiatement les décisions nécessaires et de mettre en œuvre les mesures adéquates sans plus d'hésitations. Compte tenu de la dimension particulière du problème, de ses dangers et de son importance économique, la solution dépasse largement pour le moment les seules forces de la région ».

Siège de 57 des 500 plus grandes entreprises allemandes, la Ruhr a des atouts décisifs pour s'engager avec foi dans l'avenir. Elle se trouve au centre du plus vaste marché de l'Allemagne fédérale, le Rhénanie du Nord-Westphalie — 17 millions d'habitants, 20 000 entreprises. Elle a un accès direct à tout le pays de la Communauté européenne. Son réseau de voies de communication, — fluviales vers le Rhin, ferroviaires ou autoroutières — est particulièrement bien développé. C'est également un centre universitaire important, notamment dans les disciplines techniques. Elle dispose enfin d'une main-d'œuvre qualifiée.

Toutefois les contraintes sont importantes. D'abord un manque de place : les anciens terrains industriels laissés vacants exigent généralement des frais de réhabilitation considérables, alors que les zones encore à peu près intactes font l'objet de mesures de protection de l'environnement de plus en plus draconiennes. En outre, le niveau des salaires est paradoxalement, malgré le chômage, plus élevé qu'ailleurs. Autant d'obstacles que les responsables régionaux qui appartiennent au Parti social-démocrate se voient prioriser avec insistance d'apaiser en priorité.

FIN

FONCTIONNAIRES, NATIONALISÉS ET ASSIMILÉS.



PRÊTS IMMOBILIERS: LE CRÉDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES AGIT. DANS UN SEUL INTÉRÊT, LE VÔTRE.

En 1985, la puissance d'une association est parfois considérable. Le C.S.F., avec plus d'un million trois cent mille adhérents, en est une preuve irréfutable en matière de prêts immobiliers.

En y adhérant, on peut bénéficier de prêts à des taux souvent inférieurs à la plupart de ceux habituellement pratiqués.

Ce qu'offre précisément le C.S.F.

Si vous êtes fonctionnaire, agent du secteur public ou employé d'une entreprise nationalisée, le C.S.F. vous permet d'obtenir, par l'intermédiaire de son établissement financier, CRESERFI :

- des prêts immobiliers classiques
- des prêts immobiliers conventionnés
- des prêts à moyen terme avec ou sans hypothèque
- des prêts complémentaires au PAP
- des taux souvent en-dessous de la moyenne
- une protection large en cas de difficultés réelles de remboursement.

A l'heure actuelle, l'encours des prêts réalisés par CRESERFI s'élève à plus de huit milliards de francs.

Pourquoi de tels avantages

Le C.S.F. est une association à but non lucratif. En clair, elle ne travaille pas pour gagner de l'argent, mais pour vous en faire économiser.

Le C.S.F. fait le rappel, a été créé par des personnes appartenant à la fonction publique, qui avaient les mêmes problèmes en matière d'acquisition immobilière, de placement ou de protection financière et juridique.

En se regroupant, avec un véritable esprit de solidarité, ils ont réussi, au fil des années, à obtenir des avantages appréciables dont vous pouvez, aujourd'hui, vous aussi, profiter.

Le fonctionnement du cautionnement mutuel

Afin de pouvoir obtenir des conditions avantageuses de la part des banques réalisant les prêts, C.S.F./CRESERFI leur offre une garantie de remboursement solide grâce au principe du cautionnement mutuel.

Tout adhérent au C.S.F. qui contracte un emprunt, accepte la mise en réserve d'une caution ; cette somme alimente un fond commun de garantie.

Bien entendu, cette caution est en grande partie rendue en fin de remboursement de prêt.

Un rôle de "Conseil"

Au C.S.F. on ne parle pas seulement argent. Face aux innombrables sollicitations qui poussent chaque jour à consommer davantage, à s'endetter plus qu'on ne le devrait, le C.S.F. joue aussi un rôle de conseiller. Désintéressé, bien sûr.

Des experts, ayant pris parfaitement connaissance de vos projets et des possibilités liées à votre statut, sont à votre disposition pour vous aider à

mieux choisir, pour prendre en main vos dossiers d'acquisition et d'emprunt et pour vous assister jusqu'à la réalisation de vos travaux.

Comment en bénéficier

Pour bénéficier de tous ces avantages, il suffit d'adhérer au C.S.F. Formalité éclair, puisqu'il s'agit simplement d'en faire la demande en ayant seulement à justifier de son appartenance au secteur public ou assimilé.

Actuellement, l'adhésion à vie ne s'élève qu'à 320 F.

Autre avantage notoire du C.S.F. : on y est « chez soi », en tant que membre et non comme client. Ce statut confère un droit de regard permanent sur les comptes de l'Association. Même si on ne l'utilise pas, on conviendra que c'est une garantie morale non négligeable !

Pas seulement l'immobilier

Le C.S.F. est une association puissante. Et pas uniquement dans le domaine des prêts immobiliers. Grâce à lui, vous pouvez jouir d'une situation privilégiée dans trois secteurs qui relèvent des préoccupations quotidiennes de chacun :

- l'accès à des prêts personnels dont vous pouvez avoir besoin pour mille et une raisons : l'achat d'une voiture ou d'un bien d'équipement, au financement d'un voyage ou à l'achat d'une œuvre d'art dont vous avez envie. Par le C.S.F. vous pouvez obtenir jusqu'à trente mille francs sans même avoir à justifier de l'usage que vous ferez de la somme empruntée et jusqu'à 100 000 F avec un justificatif d'achat (devs, facture...).
- la constitution de placements qui permettent de mieux assurer votre avenir.
- une protection juridique permanente.

Soyez complètement informé

Pour vous faire une idée précise du C.S.F., il existe une brochure détaillée dans laquelle sont présentés et répertoriés tous les avantages auxquels on peut prétendre lorsqu'on est adhérent. C'est aussi là que figure la liste des 150 bureaux régionaux auprès desquels vous pourrez vous adresser.

La brochure "Solidaires pour vivre mieux" vous est envoyée gratuitement, sur simple demande, et sans aucun engagement de votre part.



SOLIDAIRES POUR VIVRE MIEUX

CRÉDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES

Envoyez-m'en, sans engagement de ma part, la brochure C.S.F. "Solidaires pour vivre mieux".

Renvoyez-la avec le bon C.S.F. Service courrier adhérent, 9, rue du Foulberg Polonois, 75442 PARIS CEDEX 09.

Tél. : (1) 246.72.36.

Nom : _____

Prénoms : _____

Tél. personnel : _____

Tél. bureau : _____

N° Rue : _____

Code Postal : _____

Ville : _____

CSF 2-25

AUTOMOBILE

La stratégie américaine de Renault sera poursuivie

« Du temps et du silence », c'est ce qu'a réclamé M. Besse, le nouveau président de Renault, à ses administrateurs qui se sont empressés de parler. Et M. Cresson n'a pas tardé, à l'Assemblée nationale, à définir ce que sera la stratégie du groupe : « L'amélioration sera progressive. L'exemple de Chrysler et de Fiat montre que le rétablissement passe par une série de mesures prises au jour le jour. »

De ces mesures au jour le jour on a déjà eu quelques idées avec le refus de la Régie de participer au redressement de l'entreprise de machines-outils HES (Hernault Somas), ou de réaliser les études pour la modernisation de l'usine soviétique Moskvitch, avec la décision de ne pas investir dans la tôle de Maubeuge et de ne plus être le chef de file français de la céramique ou des cristaux liquides.

Mais lors du conseil d'administration du 23 avril, M. Besse a été un peu plus précis. C'est ainsi que Renault restera aux Etats-Unis. Une lettre du président de Renault à celui d'American Motors, lue lors de l'assemblée générale d'actionnaires d'AMC, le 24 avril, confirme que « les intentions de Renault restent inchangées - malgré les difficultés actuelles de la Régie - » et sont bien de poursuivre la stratégie à long terme engagée avec AMC. Preuve supplémentaire de cette intention, Renault a apporté sa garantie à l'emprunt réalisé par sa filiale américaine pour construire une usine à Brampton, au Canada, un investissement de 675 millions de dollars approuvé par les autres actionnaires d'AMC.

L'usine mexicaine de moteurs ne sera pas non plus fermée, comme cela avait été suggéré. Les vingt mille voitures vendues au Mexique, les 9 % de pénétration sur ce marché et l'intérêt porté par l'Ellysée à ce pays ne sont pas étrangers à ce maintien.

Pour le reste chaque décision sera prise site par site (Douai

subira quatorze jours de chômage technique d'ici à la fin du mois de juin pour résorber les stocks), entreprise par entreprise (on cherche des partenaires européens pour suppléer Tenneco dans la reprise d'Ifi France), cas par cas y compris pour les suppressions d'effectifs. Cela suffira-t-il à désamorcer l'opposition syndicale et à dédramatiser le cas Renault ?

B.D.

PRECISION. - Dans le tableau présentant les résultats de Renault, publié dans nos éditions du 25 avril, le chiffre d'affaires était énoncé en millions et non en milliards comme cela était indiqué.

CITROËN : LE MINISTÈRE DU TRAVAIL REFUSE LE LICENCIEMENT DES SALARIÉS PROTÉGÉS

Le ministère du travail a refusé d'autoriser le licenciement de 31 salariés protégés des établissements Citroën que l'entreprise avait demandé en 1984 dans le cadre du licenciement économique concernant au total 1950 personnes dans ses usines d'Ile-de-France.

Citroën avait, après refus de l'inspecteur du travail, introduit des recours hiérarchiques (concernant plusieurs usines entre décembre 1984 et février 1985) auprès du ministère pour 37 salariés protégés (délégués du personnel, délégués syndicaux), pour qui les procédures de licenciement sont différentes de celles des autres salariés. Le ministère estime qu'il « est apparu, à l'examen du dossier, que six salariés n'étaient pas ou n'étaient plus protégés et ne relevaient plus de la procédure en cours ». « En ce qui concerne les 31 restants, indique le ministère, il est apparu qu'il existait une discrimination syndicale et que, dans ces conditions, leur licenciement ne pouvait être autorisé. »

UNE «TABLE RONDE» SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Assureurs, médecins, constructeurs automobiles joignent leurs efforts pour lutter contre les accidents

Les compagnies d'assurances semblent décidées à supprimer la surprime (qui peut atteindre 150 %) imposée aux jeunes conducteurs lorsque ceux-ci choisissent le système du permis probatoire impliquant deux ans de conduite accompagnée. Cette nouvelle a été annoncée le 24 avril par M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, à la fin de la « table ronde » sur la sécurité routière, qui a réuni, à Paris, cinq cents participants.

Cette rencontre avait pour but d'associer à la recherche de solutions concrètes tous ceux qui se sentent concernés par les 11 600 tués que l'on recense chaque année sur la route. Trois sujets étaient au centre des débats : comment l'assurance automobile peut-elle développer le sens des responsabilités des conducteurs ? Les professions de santé ont-elles les moyens de prévenir les accidents de la route ? Comment rendre moins agressive l'image de l'automobile véhiculée par les médias ?

Dans chacun de ces domaines, les intervenants ont apporté leurs propositions. Des assureurs se disent désormais prêts à financer des appareils de contrôle de l'acuité visuelle. D'autres se proposent de prêter à des taux réduits les fonds nécessaires à la construction de circuits d'apprentissage de la conduite.

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
INTERNATIONALE

Ils y trouveront une sélection
des informations,
commentaires et critiques
parus dans leur quotidien

Les professions de santé, pour leur part, ont décidé qu'un manuel destiné au médecin généraliste informerait celui-ci sur les rapports entre l'état du patient et la conduite. Les laboratoires pharmaceutiques vont être invités à préciser les effets des médicaments (calmants, anti-allergiques, analgésiques) sur les capacités du conducteur.

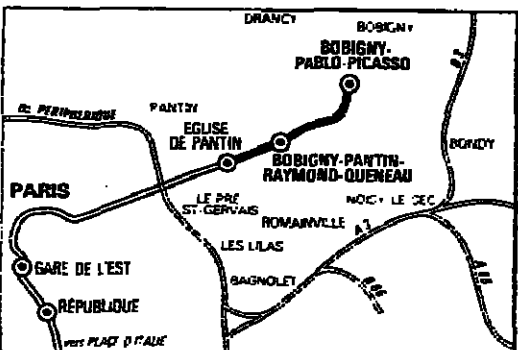
Enfin, les constructeurs automobiles ont promis qu'ils ne violeraient plus l'accord du mois d'avril 1984 par lequel ils s'engageaient à ne pas fonder leur publicité sur la vitesse de leurs véhicules.

M. Quilès s'est déclaré optimiste sur l'application de ces propositions et s'est réjoui des meilleurs résultats enregistrés sur la route pendant le week-end de Pâques : « Malgré une circulation plus importante de 15 %, il n'a été enregistré que quatre-vingt et un tués, soit trente-sept de moins qu'à Pâques 1984, a-t-il déclaré. C'est la première fois depuis 1964 que l'on descend en dessous de cent morts. La pensée est bonne. Il faut s'efforcer de l'accélérer. »

A.F.

TRANSPORTS

La ligne de métro n° 5 est prolongée jusqu'à Bobigny (Seine-Saint-Denis)



3 kilomètres de voies supplémentaires pour un coût de 608 millions de francs.

M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat chargé des transports, a inauguré, le 25 avril, le prolongement de la ligne de métro n° 5 (Place d'Italie/Eglise de Pantin) jusqu'à Bobigny (Seine-Saint-Denis).

La ligne n° 5 comporte désormais un peu plus de 3 kilomètres de voies supplémentaires qui desservent, au-delà d'Eglise-de-Pantin, les stations Bobigny-Pantin-Raymond-Queneau et Bobigny-Pablo-Picasso. Les prévisions tablent sur un trafic annuel de 11,6 millions de voyageurs. Le coût de l'opération s'élève à 608 millions de francs.

La station Bobigny-Pablo-Picasso est installée entre la préfecture, le centre commercial, la trésorerie

générale et l'hôtel des postes. Elle est reliée à un parc de liaison de trois cents six places, d'un coût de 15,1 millions de francs, financé en commun par la région Ile-de-France et le syndicat des transports parisiens (STP). Le stationnement est réservé aux utilisateurs des transports en commun avec une priorité accordée aux détenteurs de la carte orange. Bobigny-Pablo-Picasso comporte aussi un terminus de bus qui a coûté 17 millions de francs.

La mise en service du prolongement de la ligne n° 5 à Bobigny entraînera, à partir du 26 avril, une restructuration du réseau de bus de ce secteur.

LA CHINE ACHÈTE

200 LOCOMOTIVES AMÉRICAINES ET 10 AVIONS BRITANNIQUES

Le gouvernement chinois continue d'acheter des matériels destinés à améliorer les transports intérieurs dans le pays. Il a conclu, le 24 avril, un contrat avec l'américain General Electric pour la livraison de deux cents locomotives diesel d'un montant de 210 millions de dollars (2 milliards de francs).

Un autre accord a été signé, le même jour, avec le constructeur British Aerospace pour la livraison de dix avions court-courrier BAC-146 de quatre-vingt-six places qui seront livrés à partir du mois de juin 1986. Le montant de cette commande s'élève à 150 millions de dollars (1,4 milliard de francs).

AU COURS DES VINGT PROCHAINES ANNÉES

Airbus Industrie prévoit de vendre 2 600 avions

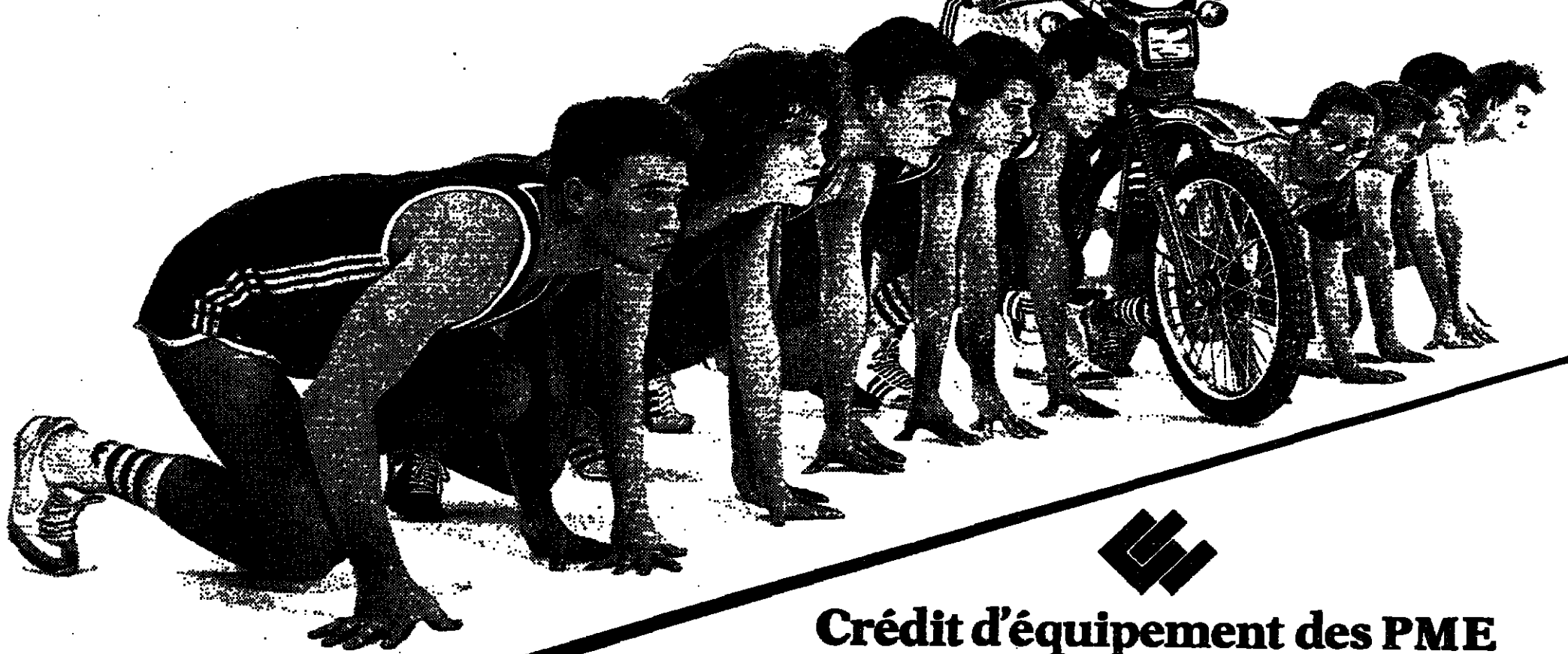
Les compagnies aériennes du monde entier achèteront, d'ici à l'an 2005, 9 100 avions pour un montant de 470 milliards de dollars. La dernière étude de marché d'Airbus Industrie, qui fait apparaître ces résultats, table sur une croissance moyenne du trafic passager de 5,6 % par an. Cette évolution provoquera un triplement du trafic en vingt ans et nécessitera un doublement du parc mondial des appareils.

Pour répondre à la croissance et remplacer les avions anciens de 205 compagnies, il faudra, selon l'étude, plus de 4 150 appareils court-moyen-courriers de 100 à 180 places, environ 3 650 court-moyen-courriers de plus de 200 places, et 1 300 appareils long-

courriers. Ces prévisions incluent les 650 avions en commande chez les constructeurs mais pas encore livrés.

Airbus Industrie espère se tailler une part de marché substantielle. Le consortium européen pense vendre au total 2 600 appareils (122 milliards de dollars) et obtenir 24 % du marché des court-moyen-courriers de petite capacité grâce à l'A 320, 32 % dans la catégorie des court-moyen-courriers grâce à l'A 310, et 16 % des long-courriers. Ce dernier pourcentage laisse à penser qu'Airbus Industrie parie sur le lancement de son quadricorridor long-courrier de 250 places, actuellement dénommé TA 11. Il croit pouvoir en vendre 300 exemplaires.

Investir c'est gagner.



Crédit d'équipement des PME

DERRIÈRE LES PME QUI GAGNENT, IL Y A SOUVENT LE CRÉDIT D'EQUIPEMENT DES PME. IL EST PRÉSENT DANS 31 VILLES : AJACCIO, AMIENS, ANNECY, BESANCON, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, DIJON, GRENOBLE, LILLE, LIMOGES, LYON, MARSEILLE, METZ, MONTPELLIER, NANCY, NANTES, NICE, NOISY-LE-GRAND, ORLÈANS, PAU, PERPIGNAN, POITIERS, PUTEAUX, QUIMPER, REIMS, RENNES, ROUEN, STRASBOURG, TOULON, TOULOUSE, PARIS, 14, RUE DU 4 SEPTEMBRE, 75002 PARIS. TEL. : 298.80.00

سكة حديد الجزائر

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'Assemblée générale ordinaire de la Banque française de l'agriculture et du crédit mutuel (BFA), réunie le 24 avril dernier, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1984, qui se soldent par un bénéfice net de 16,45 millions de F contre 3,3 millions de F pour l'exercice précédent. Le résultat brut d'exploitation progresse, quant à lui, de 24,4 millions à 62,4 millions.

Le Conseil d'administration a décidé de distribuer, au titre de l'exercice 1984, un dividende de 5,25 F par action (dont 1,75 F d'avoir fiscal) soit un coupon net de 3,50 F. La mise en paiement de ce dividende s'effectuera à partir du 15 mai prochain.

Le Carnet des Entreprises

• SODETEG

M. Patrick LAPORTE.

quarante ans, ingénieur de l'École de l'Air, vient de rejoindre la société d'ingénierie SODETEG (groupe Thomson), où il succède à M. Michel Rouyer à la direction de la division « Défense-Espace ».

En 1983 et 1984, M. Laporte a commandé la 2^e escadre de chasse de Dijon, première unité de l'Armée de l'Air française à être équipée du Mirage 2000.

Outre ses activités traditionnelles (étude et réalisation d'infrastructures militaires, de systèmes de défense, d'infrastructures de transport, formation et assistance technique) la division « Défense-Espace » de SODETEG entend faire porter, en 1985, tout particulièrement ses efforts sur le marché de l'ingénierie spatiale.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33.

BANQUE COMMERCIALE POUR L'EUROPE DU NORD (EUROBANK)

79-81, boulevard Haussmann
75382 Paris Cedex 08

L'Assemblée générale ordinaire réunie le 24 avril 1985 en présence de M. Y.A. Ivanov, président de la Banque pour le commerce extérieur de l'URSS et premier vice-président de la Banque d'Etat de l'URSS, a approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Les résultats ont été jugés satisfaisants. Le produit net d'exploitation bancaire enregistré une progression de 17 % sur l'exercice précédent pour atteindre 473 millions de francs. Les dotations nettes aux comptes de provisions, constituées essentiellement pour faire face aux risques « pays », totalisent près de 240 millions de francs contre 174 millions de francs en 1983. Le bénéfice net après amortissements, provisions et impôts s'établit à 60 281 000 F contre 56 310 000 F en 1983.

Le bilan au 31 décembre 1984 s'équilibre à 41,25 milliards de francs contre 35,5 milliards de francs au 31 décembre 1983.

L'assemblée a décidé, comme les années précédentes, de ne pas distribuer de dividende et d'incorporer le bénéfice aux réserves afin de renforcer les fonds propres.

D'autre part, l'assemblée a renouvelé, pour trois ans, les mandats d'administrateurs de MM. Bernard Dupuy et Vlastislav Simakov.

forinter

(Société d'investissement)
Ordonnance du 2-11-1945

Au 31 mars 1985, la valeur liquidative de Forinter se situait à F 1 115,53, le cours du dollar-titre retenu pour cette évaluation étant de 9,73. Ces chiffres étaient respectivement de F 1 168,43 et 10,63 à fin février.

La répartition des actifs par monnaies était la suivante : franc français 18 %, deutchmark 4 %, yen 13 %, ECU 2 %, franc suisse 1,4 %, livre sterling 0,1 %, dollar US 61,5 %. La répartition par nature de titres était : obligations convertibles 7 %, obligations à taux fixes classiques 38 %, obligations à taux variables 25 %, obligations à coupon zéro 5 %, divers 3 %, liquidités 22 %.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS à partir de 180 F HT par mois

- Réception et réexpédition du courrier ;
- Permanence téléphone/télex ;
- Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/296-41-12

56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

VEUVE CLICQUOT

Le conseil d'administration s'est réuni le 18 avril 1985 pour arrêter les comptes 1984 de la société (devenue société holding à la suite de l'apport fait le 29 juin 1984 de son activité « champagne » à une nouvelle société Veuve Clicquot Ponsardin) ainsi que les comptes consolidés.

Les comptes consolidés font apparaître les éléments suivants :

	1983	1984
	(en millions de francs)	
Chiffre d'affaires (hors taxes)	804,51	903,47
Résultat courant avant impôt	162,71	161,03
Bénéfice net comptable :		
- résultat de l'opération d'apport - propre à l'exercice	80,20	269,87
Bénéfice net ajusté (1)	77,20	86,28
Marge brute d'autofinancement	100,96	125,21

(1) C'est-à-dire après élimination de l'incidence des provisions à caractère purement fiscal.

Le bénéfice net comptable propre à l'exercice a été obtenu après, entre autres, accroissement de 16,82 millions de francs des provisions pour hausses des prix et constitution d'une provision fiscale pour investissements à l'étranger de 37,19 millions de francs.

Il sera proposé, à l'Assemblée générale convoquée pour le 25 juin 1985, la distribution d'un dividende net unitaire de 38 F (contre 35 F) aux 606 498 actions composant le capital social au 31 décembre 1984.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
246-72-23, poste 2412

OFFICIER MINISTÉRIEL VENTE PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 663.12.66

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS LE JEUDI 9 MAI 1985 A 14 H. EN UN SEUL LOT DEUX ATELIERS

Avec un outillage en rez-de-chaussée des bâtiments B et C dans un immeuble de

à PARIS-11^e
MISE A PRIX : 40 000 F
S'adresser à M^{re} RIBADEAU-DUMAS, avocat, 17, avenue de Lamballe à PARIS 16^e
Téléphone : 524.46.40

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS LE JEUDI 9 MAI 1985 A 14 H. EN UN SEUL LOT UN STUDIO

en 3^e étage dans un immeuble à PARIS-20^e
MISE A PRIX : 30 000 F

S'adresser pour tous renseignements à la SCP SCHMIDT et DAVID, avocats au Barreau de Paris, docteurs en droit (75017) 76, av. de Wagram, Tél. : 766-16-69 du lundi au vendredi entre 10 h et 12 h. Sur les lieux pour visiter. Pour connaître les jours et heures de visite, téléphoner au 766-16-69 du lundi au jeudi de 10 h à 12 h.

VENTE après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le jeudi 2 mai 1985 à 14 heures IMMEUBLE A VILLEPINTE (91)

Composant MAISON avec ROUTE, arrière-boutique, w.c., jardin. Avenue de la Gare, avenue 31. 100 000 F S'adresser à M^{re} R. MALINVAUD, avocat, 11, place de l'Alma, 75116 PARIS Tél. : 723-73-70 - M^{re} GOURDARD, syndic, 174, bd St-Germain, 75006 PARIS et tous avocats près Tribunal de Paris

VENTE après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le jeudi 2 mai 1985 à 14 heures - En un seul lot DIVERS LOCAUX COMMERCIAUX

au rez-de-chaussée, portant les numéros 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31 UN LOCAL COMMERCIAL

au premier sous au portant le numéro 42, servant de réserve dans immeuble 43 à 52, rue des Minimes et 36 à 40, rue de Wattignies à PARIS-12^e art - LIBRES

MISE A PRIX : 100 000 F AVEC OBLIGATION POUR L'ADJUDICATAIRE DE PAYER L'ARRIÈRE DES CHARGES DE COPROPRIÉTÉ «B» au 31/12/1984 à la somme de 98 181,09 F - S'adresser à M^{re} LYONNET DU MOUTIER, av. 182, rue de Rivoli, PARIS-1^{re}, Tél. : 260-48-09 - M^{re} M. MEILLE, syndic, 41, rue du Four, PARIS-6^e - Au greffe des criées du TGI de PARIS où le cahier des charges est déposé - Sur les lieux pour visiter.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS LE JEUDI 2 MAI 1985 A 14 H. - EN DEUX LOTS 2 APPARTEMENTS A PARIS-18^e

de trois pièces principales chacun. l'un au premier étage, escalier A, l'autre au sixième étage, escalier B, dans un ensemble immobilier 88-90-92, rue Philippe de Clèves

MISE A PRIX 100 000 F chaque lot

S'adresser à M^{re} RIBADEAU-DUMAS, avocat, 17, avenue de Lamballe à PARIS 16^e Téléphone : 524.46.40

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS LE JEUDI 9 MAI 1985 A 14 HEURES EN UN SEUL LOT LOCAL à usage COMMERCIAL

Lot (pour numéro 17590 F) Emplacement de voiture dans un immeuble 27 à 31, avenue Mozart à PARIS 16^e arrondissement

MISE A PRIX : 300 000 F S'adresser pour tous renseignements à la SCP SCHMIDT et DAVID, avocats, à Paris-17^e, 76, av. de Wagram, Tél. : 766-16-69 du lundi au vendredi de 10 h à 12 h. Sur les lieux pour visiter. Pour connaître les jours et heures de visite, téléphoner au 766-16-69 du lundi au jeudi de 10 h à 12 h.

VENTE sur saisi immobilière au Palais de Justice de PONTAISE LE JEUDI 9 MAI 1985 A 14 H. - EN UN SEUL LOT UN IMMEUBLE à ARGENTEUIL (95)

40, rue Kléber MISE A PRIX : 1 000 000 F

S'adresser : M^{re} R. FOUCHET, avocat, 11, rue Louis-Lebeuf à SARCELLES (95) - Téléphone : 990-42-43 - Tous états au Bureau de Pontaise - Au Greffe du TGI de PONTAISE où l'enchère est déposée.

VENTE SUR SURENCHÈRE DU DIXIÈME - Au Palais de Justice de PARIS LE JEUDI 9 MAI 1985 A 14 H. - EN UN LOT UN ENSEMBLE IMMOBILIER à IVRY-SUR-SEINE (94)

à usage INDUSTRIEL et d'HABITATION 91 à 99, rue Mirabeau, 1 à 11, rue René-Villain et 9 rue Mohamed-Boumoune

MISE A PRIX : 4 950 000 F S'ad. M^{re} Michel MAAREK, avocat au Barreau de PARIS 5, rue Marguerite, PARIS-17^e - Tél. : 227-11-36

De Beers

Extraits de l'allocution du Président Julian Ogilvie Thompson pour 1984

A la fin de 1984, Monsieur H. E. Oppenheimer a quitté la présidence de De Beers, poste qu'il occupait depuis 27 ans, mais continue de siéger au conseil d'administration. M. Julian Ogilvie Thompson lui succède et Nicholas Oppenheimer devient vice-président.

Le réalisable et disponible net progresse de R185 millions, passant à R282 millions, et le passif à moyen et long terme s'accroît de R465 millions, ce qui laisse apparemment une augmentation nette du financement de R280 millions. Ce chiffre

contrepartie inéluctable de la réduction des volumes en transit qui a provoqué notre politique. Nous estimons que pendant ces 5 années les stocks des centres de taille ont baissé de US\$5 milliards, soit le quintuple de l'augmentation enregistrée par nous.

La demande de diamants bruts se diversifie-les ventes de joaillerie diamantaire des détaillants atteignent un nouveau record

est toutefois inférieur à l'augmentation de R349 millions qui aurait résulté de l'application de la nouvelle parité rand/dollar aux éléments de passif et d'actif reportés à nouveau. Les emprunts restent bien en deça du total des facilités offertes à notre Groupe.

Les stocks actuellement détenus par les centres de taille sont donc faibles, comme en témoigne le fait que leur endettement auprès des banques se ramène désormais à un niveau plus raisonnable. Les stocks des fabricants et détaillants de bijoux ont également beaucoup baissé. De ce fait, si l'économie mondiale continue de croître, tout porte à croire que les ventes de diamants bruts pourraient de nouveau s'inscrire à la hausse.

Aux trois premières vues de 1985, lors desquelles la CSO a maintenu sa politique d'attribution sélective, les acheteurs ont heureusement manifesté un intérêt plus diversifié et les ventes de gros diamants se sont accrues. Le total des ventes a cependant pâti de la décision des diamantaires



Un brillant ovale de belle qualité

Les participations hors du secteur diamantaire se sont appréciées de R-40 millions au cours de l'exercice et ressortent à R3 167 millions (1 024,5 cents par action) elles ont rapporté R183 millions, contre R162 millions pour l'exercice précédent.

Aux Etats-Unis les ventes de bijoux en diamant des détaillants ont progressé de non moins de 19% en 1984. Ailleurs, elles n'ont augmenté que légèrement en monnaies locales. Dans l'ensemble, les ventes des détaillants exprimées en dollars, au plan mondial, de l'ordre de 6%. Il apparaît donc que les ventes de joaillerie diamantaire dépassent de nouveau, de façon marquée, la valeur correspondante des diamants bruts vendus aux centres de taille grâce à la politique de la CSO qui est de conserver les qualités par demandes, ce qui réduit de nouveau très nettement les volumes en transit entre la CSO et le consommateur final.

La forte augmentation qui accusait depuis quelques années nos stocks, passés de US\$930 millions en 1982 à US\$1 950 millions en 1984 est bien entendue la

indien de ne pas importer de brut pendant une période recouvrant la vue de février, à la suite de leurs difficultés d'industrialisation avec les autorités de Bombay. Reste à savoir si les ventes perdues de ce fait par la CSO seront rattrapées pendant le reste de l'exercice.

Côté industriel, l'exercice est de nouveau satisfaisant. On constate une amélioration sensible des ventes de grains naturels, mais les ventes de produits de forage restent frappées par la crise de la prospection. Les ventes de diamants synthétiques et de produits polycristallins, qui avaient franchi la barre des US\$100 millions l'an dernier, ont encore progressé de 15%, et les trois usines de synthèse du diamant voient leur productivité progresser à nouveau, grâce, entre autres, aux nouvelles techniques mises au point par le Diamond Research Laboratory. Nous estimons que le marché des grains naturels et synthétiques et des pierres de forage absorbe désormais environ 150 millions

Lors de la dernière assemblée générale ordinaire, Monsieur Oppenheimer a évoqué avec émotion le décès d'un accident d'avion, du Dr Louis Murray, qui était administrateur depuis 1975. Il fut pendant près de 20 ans chargé de nos activités de prospection au plan mondial, et ces sous-impulsion qu'il nous a données les ont rendues décisives pour le Botswana. En novembre, Monsieur Alex Barbour, administrateur de la Diamond Trading Company, est entré au conseil d'administration.

Le texte intégral de l'allocution du président figure dans le Rapport annuel de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 1984, qui a été adressé aux actionnaires nominatifs le 24 avril 1985.

De Beers Consolidated Mines Limited
Incorporée en République d'Afrique du Sud

Siège social
36 Stoddard Street, Kimberley, Afrique du Sud.
Bureau de Londres
40 Holborn Viaduct, Londres, EC1P 1AJ.

De Beers

Le nom propre du diamant

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 24 AVRIL

PARIS

24 avril

Dassault décolle Peugeot freine

L'événement mercredi à la Bourse de Paris a été le décollage de l'action Dassault (+ 8,4 %), parvenue à son plus haut de toujours (1 540 F.). L'événement ? Il serait plus exact de parler des événements, car il y en a eu un décennaire : un coup de frein de Peugeot (- 2,7 %).

Quel qu'il en soit, une façon générale, le marché a mieux réagi qu'il ne le paraît. Une reprise très sélective a été produite, et, en fin de séance, l'indicateur instantané enregistré une avance de 0,66 %.

Parmi les élus de la journée, figuraient pêle-mêle : Mammès, Presses de la Cité, Casino, Moulins, Club Méditerranée, Lafarge, Pirmagaz, Navigation Air, UCB, Rousteau, Compagnie bancaire, Leroy-Somer, Moët. « La Bourse aurait-elle fait un pas de plus vers la normalité ? », demandait un habitué.

« La hausse aurait dû avoir lieu hier, premier jour de liquidation d'ajustement, en conclusion : « Rien n'est plus comme avant ». En fait, le marché semble avoir été un peu stimulé par le redressement de Wall Street, et le raffermissement du dollar, bien que fragile, a atténué les craintes que sa faiblesse suscité. Mais tout cela n'a pas été très long. Les vendeurs de mardi ont repris quelques positions. Mais le plus grand nombre des opérateurs sont restés dans l'expectative.

La devise-titre est remontée dans le dollar et s'est échangée entre 9,74 F et 9,78 F contre 9,53 F (9,60 F).

L'or, en revanche, a baissé : 322,60 dollars l'once à Londres (contre 326,65 dollars).

À Paris, l'effet dollar l'a emporté et le lingot a gagné 500 F à 98 050 F. Le papier a repris son précédent cours de 575 F. Le volume des transactions a diminué : 7,45 millions de francs contre 8,55 millions de francs.

NEW-YORK

Très hésitant

Wall Street n'a pas tout ses promesses. Mercredi, après la bonne performance réalisée la veille, le marché s'est remis à patiner. Le plus belle de l'irrégularité. A la clôture, l'indice des industriels s'établissait à 1 278,49, soit à 0,22 point en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée est, toutefois, resté légèrement positif. Sur 1 984 valeurs traitées, 783 ont monté, 744 ont baissé et 457 n'ont pas varié.

Le seul événement de la journée a été la hausse des valeurs pétrolières sur lesquelles d'importants achats institutionnels ont été enregistrés. Selon les analystes, les actions de ces entreprises offrent actuellement avec celles des « services », les meilleurs rendements. D'une façon générale, les résultats trimestriels des compagnies pétrolières ont été meilleurs ou moins mauvais que ceux annoncés par les autres sociétés.

Certains spécialistes triomphent, qui, mardi, avaient prédit que le marché serait incapable de poursuivre son avance en raison de la constance des crédits dans les banques. D'autres, pour expliquer ce retour à la stagnation, évoquent la baisse de confiance dans la politique menée par le président Reagan et les difficultés que son plan de réduction du déficit budgétaire rencontrerait pour être adopté au Congrès.

L'activité s'est ralentie et 99,60 millions de titres ont changé de mains, contre 108,92 millions la veille.

VALEURS	Cours de 23 avril	Cours de 24 avril
Alcoa	112 1/2	112 1/2
A.T.T.	61 3/4	61 3/4
Boeing	61 3/4	61 3/4
Chemical Bank	57 1/4	57 1/4
Du Pont de Nemours	57 1/4	57 1/4
General Motors	57 1/4	57 1/4
IBM	128 3/4	128 3/4
Johnson & Johnson	128 3/4	128 3/4
Merck	128 3/4	128 3/4
Pharmacia	128 3/4	128 3/4
Schering	128 3/4	128 3/4
U.S. Steel	128 3/4	128 3/4
Westinghouse	128 3/4	128 3/4
Yale Corp.	128 3/4	128 3/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BAVER. - Comme attendu (le Monde du 25 avril), la firme chimique de Leverkusen a, elle aussi, après BASF et Hoechst, décidé de relever son dividende pour 1984 en le portant de 7 DM à 9 DM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST (SFH). - L'année 1984 a été exceptionnelle pour cette entreprise du groupe allemand Hoechst, la plus industrielle de toutes les filiales chimiques étrangères installées en France (près de 40 % de ses ventes proviennent de ses fabrications locales). Son chiffre d'affaires s'est accru de 19 %, ses bénéfices de 5,7 milliards de francs. Son résultat net, consolidé pour la première fois avec les Laboratoires Hoechst et Hoechst-Behring, progresse de 26,4 % et atteint 110 millions de francs. C'est la deuxième année consécutive que la SFH est

beneficiaire, après de nombreuses années déficitaires.

M. Monod, président du directoire, ne cachait pas sa satisfaction en présentant ses comptes. La SFH était surtout de voir, désormais, la SFH figurer au quatrième rang de classement des grands groupes chimiques français. De fait, maintenant que Hoechst lui a repris sa majorité de contrôle (54,5 %), dans Roussel-Uclaf, la SFH signe un chiffre d'affaires consolidé de 17 milliards de francs (+ 16 %), qui la place à la 12^e position des grands groupes chimiques français et s'en porte bien, si bien même qu'elle accroit ses investissements (950 millions de francs pour la période 1984-1986, contre 174 millions en 1983). Son chiffre d'affaires consolidé pour 1984, soit trois fois ce qu'avait été fait les trois précédentes années).

Pour 1985, M. Monod est prudent, mais pas pessimiste. Le chiffre d'affaires du premier trimestre est supérieur de 1,5 % à ce qu'il était l'an dernier à pareille époque. Son processus pour l'exercice entier est de 5,6 milliards de francs (+ 7,5 %). Mais les profits pourraient être moins bons. En 1983 et 1984, la SFH a profité d'un crédit d'impôt (145 millions de francs). C'est fini.

CIBA-GEIGY. - Si le premier trimestre 1985 a été plus mauvais qu'en 1984, pour le groupe suisse en revanche, il s'est révélé excellent. Les ventes mondiales ont augmenté de 17 %, à 5,74 milliards de francs suisses. Ciba-Geigy s'attend, néanmoins, à un ralentissement pour l'exercice entier.

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
2 %	23 30	1 083	Scania-Motors	700	874
3 %	46	1 137	S.E.P. (G.I.)	180	176 40
3 % ann. 45-54	71	2 195	Serv. Equip. Veh.	37 70	35 05
5 % 7 1/2 1977	3248	9 125	Soc. 1	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1978	118 20	9 125	Soc. 2	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1979	97 55	3 331	Soc. 3	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1980	99 50	8 884	Soc. 4	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1981	105 15	11 834	Soc. 5	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1982	108 25	7 221	Soc. 6	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1983	108 81	3 761	Soc. 7	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1984	113 10	10 417	Soc. 8	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1985	118 05	4 527	Soc. 9	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1986	118 23	14 027	Soc. 10	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1987	144 70	3 822	Soc. 11	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1988	107 80	11 834	Soc. 12	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1989	127 50	3 745	Soc. 13	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1990	102 35	3 745	Soc. 14	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1991	103 50	3 745	Soc. 15	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1992	103 20	3 745	Soc. 16	81 80	81 80
5 % 7 1/2 1993	102 34	3 745	Soc. 17	81 80	81 80

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	106	106	Scania-Motors	700	874
A.T.T.	61 3/4	61 3/4	S.E.P. (G.I.)	180	176 40
Boeing	61 3/4	61 3/4	Serv. Equip. Veh.	37 70	35 05
Chemical Bank	57 1/4	57 1/4	Soc. 1	81 80	81 80
Du Pont de Nemours	57 1/4	57 1/4	Soc. 2	81 80	81 80
General Motors	57 1/4	57 1/4	Soc. 3	81 80	81 80
IBM	128 3/4	128 3/4	Soc. 4	81 80	81 80
Johnson & Johnson	128 3/4	128 3/4	Soc. 5	81 80	81 80
Merck	128 3/4	128 3/4	Soc. 6	81 80	81 80
Pharmacia	128 3/4	128 3/4	Soc. 7	81 80	81 80
Schering	128 3/4	128 3/4	Soc. 8	81 80	81 80
U.S. Steel	128 3/4	128 3/4	Soc. 9	81 80	81 80
Westinghouse	128 3/4	128 3/4	Soc. 10	81 80	81 80
Yale Corp.	128 3/4	128 3/4	Soc. 11	81 80	81 80

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	106	106	Scania-Motors	700	874
A.T.T.	61 3/4	61 3/4	S.E.P. (G.I.)	180	176 40
Boeing	61 3/4	61 3/4	Serv. Equip. Veh.	37 70	35 05
Chemical Bank	57 1/4	57 1/4	Soc. 1	81 80	81 80
Du Pont de Nemours	57 1/4	57 1/4	Soc. 2	81 80	81 80
General Motors	57 1/4	57 1/4	Soc. 3	81 80	81 80
IBM	128 3/4	128 3/4	Soc. 4	81 80	81 80
Johnson & Johnson	128 3/4	128 3/4	Soc. 5	81 80	81 80
Merck	128 3/4	128 3/4	Soc. 6	81 80	81 80
Pharmacia	128 3/4	128 3/4	Soc. 7	81 80	81 80
Schering	128 3/4	128 3/4	Soc. 8	81 80	81 80
U.S. Steel	128 3/4	128 3/4	Soc. 9	81 80	81 80
Westinghouse	128 3/4	128 3/4	Soc. 10	81 80	81 80
Yale Corp.	128 3/4	128 3/4	Soc. 11	81 80	81 80

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	106	106	Scania-Motors	700	874
A.T.T.	61 3/4	61 3/4	S.E.P. (G.I.)	180	176 40
Boeing	61 3/4	61 3/4	Serv. Equip. Veh.	37 70	35 05
Chemical Bank	57 1/4	57 1/4	Soc. 1	81 80	81 80
Du Pont de Nemours	57 1/4	57 1/4	Soc. 2	81 80	81 80
General Motors	57 1/4	57 1/4	Soc. 3	81 80	81 80
IBM	128 3/4	128 3/4	Soc. 4	81 80	81 80
Johnson & Johnson	128 3/4	128 3/4	Soc. 5	81 80	81 80
Merck	128 3/4	128 3/4	Soc. 6	81 80	81 80
Pharmacia	128 3/4	128 3/4	Soc. 7	81 80	81 80
Schering	128 3/4	128 3/4	Soc. 8	81 80	81 80
U.S. Steel	128 3/4	128 3/4	Soc. 9	81 80	81 80
Westinghouse	128 3/4	128 3/4	Soc. 10	81 80	81 80
Yale Corp.	128 3/4	128 3/4	Soc. 11	81 80	81 80

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	106	106	Scania-Motors	700	874
A.T.T.	61 3/4	61 3/4	S.E.P. (G.I.)	180	176 40
Boeing	61 3/4	61 3/4	Serv. Equip. Veh.	37 70	35 05
Chemical Bank	57 1/4	57 1/4	Soc. 1	81 80	81 80
Du Pont de Nemours	57 1/4	57 1/4	Soc. 2	81 80	81 80
General Motors	57 1/4	57 1/4	Soc. 3	81 80	81 80
IBM	128 3/4	128 3/4	Soc. 4	81 80	81 80
Johnson & Johnson	128 3/4	128 3/4	Soc. 5	81 80	81 80
Merck	128 3/4	128 3/4	Soc. 6	81 80	81 80
Pharmacia	128 3/4	128 3/4	Soc. 7	81 80	81 80
Schering	128 3/4	128 3/4	Soc. 8	81 80	81 80
U.S. Steel	128 3/4	128 3/4	Soc. 9	81 80	81 80
Westinghouse	128 3/4	128 3/4	Soc. 10	81 80	81 80
Yale Corp.	128 3/4	128 3/4	Soc. 11	81 80	81 80

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	106	106	Scania-Motors	700	874
A.T.T.	61 3/4	61 3/4	S.E.P. (G.I.)	180	176 40
Boeing	61 3/4	61 3/4	Serv. Equip. Veh.	37 70	35 05
Chemical Bank	57 1/4	57 1/4	Soc. 1	81 80	81 80
Du Pont de Nemours	57 1/4	57 1/4	Soc. 2	81 80	81 80
General Motors	57 1/4	57 1/4	Soc. 3	81 80	81 80
IBM	128 3/4	128 3/4	Soc. 4	81 80	81 80
Johnson & Johnson	128 3/4	128 3/4	Soc. 5	81 80	81 80
Merck	128 3/4	128 3/4	Soc. 6	81 80	81 80
Pharmacia	128 3/4	128 3/4	Soc. 7	81 80	81 80
Schering	128 3/4	128 3/4	Soc. 8	81 80	81 80
U.S. Steel	128 3/4	128 3/4	Soc. 9	81 80	81 80
Westinghouse	128 3/4	128 3/4	Soc. 10	81 80	81 80
Yale Corp.	128 3/4	128 3/4	Soc. 11	81 80	81 80

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	106	106	Scania-Motors	700	874
A.T.T.	61 3/4	61 3/4	S.E.P. (G.I.)	180	176 40
Boeing	61 3/4	61 3/4	Serv. Equip. Veh.	37 70	35 05
Chemical Bank	57 1/4	57 1/4	Soc. 1	81 80	81 80
Du Pont de Nemours	57 1/4	57 1/4	Soc. 2	81 80	81 80
General Motors	57 1/4	57 1/4	Soc. 3	81 80	81 80
IBM	128 3/4	128 3/4	Soc. 4	81 80	81 80
Johnson & Johnson	128 3/4	128 3/4	Soc. 5	81 80	81 80
Merck	128 3/4	128 3/4	Soc. 6	81 80	81 80
Pharmacia	128 3/4	128 3/4	Soc. 7	81 80	81 80
Schering	128 3/4	128 3/4	Soc. 8	81 80	81 80
U.S. Steel	128 3/4	128 3/4	Soc. 9	81 80	81 80
Westinghouse	128 3/4	128 3/4	Soc. 10	81 80	81 80
Yale Corp.	128 3/4	128 3/4	Soc. 11	81 80	81 80

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Alcoa	106	106	Scania-Motors	700	874
A.T.T.	61 3/4	61 3/4	S.E.P. (G.I.)	180	176 40
Boeing	61 3/4	61 3/4	Serv. Equip. Veh.	37 70	35 05
Chemical Bank	57 1/4	57 1/4	Soc. 1	81 80	81 80
Du Pont de Nemours	57 1/4	57 1/4	Soc. 2	81 80	81 80
General Motors	57 1/4	57 1/4	Soc. 3	81 80	81 80
IBM	128 3/4	128 3/4	Soc. 4	81 80	81 80
Johnson & Johnson	128 3/4	128 3/4	Soc. 5	81 80	81 80
Merck	128 3/4	128 3/4	Soc. 6	81 80	81 80
Pharmacia	128 3/4	128 3/4	Soc. 7	81 80	81 80
Schering	128 3/4	128 3/4	Soc. 8	81 80	81 80
U.S. Steel	128 3/4	128 3/4	Soc. 9	81 80	81 80
Westinghouse	128 3/4	128 3/4	Soc. 10	81 80	81 80
Yale Corp.	128 3/4	128 3/4	Soc. 11	81 80	81 80

VALEURS

COTE DES CHANGES				AUX GUICHETS				MARCHÉ LIBRE DE L'ON									
MARCHÉ OFFICIEL				COURS préc.		COURS 24/4		Achat		Vente		MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.		COURS 24/4	
+ 532	232	Simor	234	233	233	0.42											
+ 88	1860	Sisa Resougné	1820	1808	1808	0.46											
+ 100	64	Carrière	64	64	64	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
- 197	488	Sogopre	487	488	488	0.48											
+ 100	64	Carrière	64	64	64	0.48											
+ 70	488	Sogopre	488	488	488	0.48											
+ 80	488	Sogopre	488	488	488	0.48											
+ 70	488	Sogopre	488	488	488	0.48											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48											
+ 258	2940	Socobito	2930	2900	2900	1.02											
+ 11	565	Sogopre	565	565	565	0.48									</		

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. MENTALITÉS : « Métropolitique à moyen terme », par Régis Meney ; « Une France anglo-saxonne ? », par Jean-Claude Eslin.

LU : l'Historien en cet instant, de Pierre Chénou.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
 - La reconduction du pacte de Varsovie.
 - La préparation du sommet des pays industrialisés.
4. EUROPE
 - L'implantation des Pershing II en RFA est suspendue.
 - La célébration en France du 70^e anniversaire du génocide des Arméniens de Turquie.
5. PROCHE-ORIENT
 - Le retrait de l'armée israélienne du sud du Liban.
6. AMÉRIQUES
 - ÉTATS-UNIS : les cafoillages de la Maison Blanche.
 - PÉROU : attentat contre le président de la commission du contrôle de l'élection présidentielle.

CFM 89

à Paris

Allé « le Monde »

232-14-14

Jeu 25 avril, à 18 h 45

M. Reagan

face aux défis

sud-américains

MANUEL LUCBERT

répond aux questions

des auditeurs et des lecteurs

Débat animé

par FRANÇOIS KOCH

POLITIQUE

- 7-8. Le débat sur la réforme électorale.
9. Le communiqué du conseil des ministres.
10. La situation en Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

11. JUSTICE : la tuerie d'Aurélien aux assises des Bouches-du-Rhône.
12. RELIGION : après la nomination de vingt-huit cardinaux.
14. SPORTS : la victoire de la Juventus de Turin sur Bordeaux.

LE MONDE DES LIVRES

15. Une promenade parisienne avec J.-M. Cocteau : Une invitation chez M^{me} de Tancin.
- 16-17. A LA VITRINE DU LIBRAIRE.
21. PORTRAITS : Gabriel Delaunay ; Marie Beuchamp.
- 22-23. LETTRES ÉTRANGÈRES : Henry James, Edith Wharton et Muriel Spark.
- 24-25. ANTIQUITÉ : le colosse Mommsen ; Moses I. Finley et « l'invention de la politique » à Athènes et à Rome.
26. LA FAMINE : que peuvent dire les écrivains ?
28. LE FEUILLETON : Sébastien, de Lawrence Sanders.

CULTURE

30. THÉÂTRE : Mercedes, de Thomas Brecht, au TNP.
32. COMMUNICATION : le 21^e MIP-TV à Cannes.

ÉCONOMIE

34. SOCIAL : relèvement des allocations de chômage à partir du 1^{er} avril.
- 35-36. ÉTRANGER : les syndicats espagnols mobilisent contre la réforme gouvernementale du régime des retraites.
- Modernisation à l'allemande (III), par Henri de Branson.
37. AUTOMOBILE : la stratégie américaine de Renault sera poursuivie.
- TRANSPORTS : prolongement de la ligne de métro n° 5 jusqu'à Bobigny.

RADIO-TÉLÉVISION (32)

INFORMATIONS

SERVICES (14) :

• Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés ; Loto ; Loterie nationale ; Tacotac.

Annexes classées (33) :

Carnet (33) ; Programmes des spectacles (31) ; Marchés financiers (39).

Le numéro du « Monde »

daté 25 avril 1985

a été tiré à 441 294 exemplaires

A B C D F G H

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

M. Perez de Cuellar a été reçu par M. Mitterrand

M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, en visite officielle à Paris depuis mardi 23 avril (le Monde du 24 avril), devait regagner New-York ce jeudi.

La journée de mercredi a été consacrée à différents entretiens et visites protocolaires. Il a notamment été reçu à l'Élysée par M. Mitterrand, avec lequel il a eu un échange de vues sur la situation internationale, en particulier les tensions en Amérique centrale, la guerre Iran-Irak, la dette du tiers-monde, le Liban, l'Afghanistan et le Sud-Est asiatique et la Namibie. Il a également rencontré M. Laurent Fabius à Matignon.

Le secrétaire général des Nations unies a, en outre, été entendu par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, dont le président, M. Claude Estier, a indiqué que M. Perez de Cuellar était revenu de son récent voyage à Téhéran un peu moins pessimiste sur l'éventualité de la fin du conflit avec Bagdad.

Après avoir pris part à un déjeuner offert en son honneur à l'Hôtel de Ville de Paris par M. Jacques Chirac, et s'être entretenu avec le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, et celui du Sénat, M. Alain Poirer, M. Perez de Cuellar a participé mercredi soir à un dîner au Quai d'Orsay. A cette

occasion, le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, lui a demandé « que la langue française soit maintenue dans ses droits » aux Nations unies.

Avant de quitter Paris, jeudi matin, M. Perez de Cuellar a annoncé qu'il avait envoyé en mission, à Jérusalem et à Beyrouth, M. P.-T. Liou, sous-secrétaire général de l'ONU, pour s'entretenir du problème de la FINUL avec les autorités israéliennes et libanaises. M. Perez de Cuellar voudrait en effet que les forces des Nations unies se déploient le long de la frontière israélo-libanaise, sans tenir compte d'une zone de sécurité qui serait contrôlée par l'armée du Liban-Sud, milice créée par Israël. Ce projet se heurte jusqu'à présent à l'hostilité de Jérusalem.

• Les partis socialistes des pays de l'OTAN et la sécurité européenne. - Une nouvelle rencontre entre partis socialistes de pays membres de l'alliance atlantique, faisant suite à celle qui avait eu lieu à Lisbonne en mars dernier, sera organisée l'automne prochain à Bonn, à l'invitation de M. Willy Brandt, président du SPD, a indiqué, mardi 23 avril, M. Jacques Hüntzinger, membre du secrétariat national du PS, chargé des questions internationales.

DEUX OFFICIERS SANCTIONNÉS POUR AVOIR INFLIGÉ UN GARDE-A-VOUS DE VINGT-DEUX HEURES

Deux officiers de l'armée de terre sont aux arrêts et passeront devant un conseil de discipline pour avoir infligé leur section (environ une quarantaine d'hommes) au garde-à-vous durant vingt-deux heures d'affilée à la suite d'un vol.

Les incidents se sont produits les 15 et 16 mars dernier au 11^e régiment d'artillerie de marine stationné à La Lande-d'Ouvé (Ille-et-Vilaine), et ils n'ont été connus qu'à l'issue des enquêtes diligentées, pour le compte du ministre de la Défense, par le commandement local, le contrôle général des armées et la gendarmerie. A la suite d'un vol de 600 francs dans une section d'engagés volontaires de dix-sept à dix-huit ans, deux officiers du régiment ont décidé, pour faire avouer le coupable, de laisser trente-neuf de leurs hommes au garde-à-vous durant

vingt-deux heures sans discontinuité, y compris pendant une nuit complète.

Après enquête, ces deux officiers du 11^e régiment d'artillerie de marine, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été mis aux arrêts et ils se sont vus infliger un conseil de discipline, seule instance habilitée à proposer au ministre de la Défense des sanctions maximales, comme, par exemple, des sanctions statutaires (l'exclusion de l'armée). Pour un officier, les arrêts s'effectuent à son domicile et peuvent durer un maximum de quarante jours.

M. Charles Hernu, ministre de la Défense, a indiqué qu'il était décidé à punir « impitoyablement » tout manquement à la discipline dans des affaires du type de celle-ci.

JE VOUS LE GARANTIS



STÉPHANE MEN'S N° 1

OU DISCOUNT DE LUXE VOUS OFFRE

LES GRANDES MARQUES SIGNÉES

DU PRÊT-A-PORTER MASCULIN

A DES PRIX É-TON-NANTS !

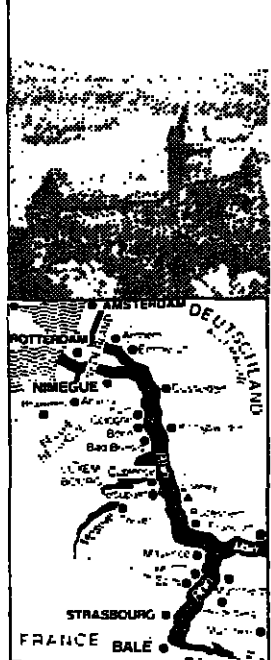
Toutes tailles et conformations jusqu'à 66

RAYON MESURE PAR ORDINATEUR DE 1 450 F à 2 350 F (T. Dormeuil)

OUVERT TOUS LES JOURS de 12 h à 19 h 30 au 8, rue d'AVRON (M^o Avron), 130, bd SAINT-GERMAIN (dans la cour), M^o et park. DEON 5, rue WASHINGTON (dans la cour), M^o et park. GEORGE V sur 300 m² et avec un TOUT NOUVEAU RAYON FEMININ

Le Rhin en Vogue

vivre un rêve sur l'eau douce...



...c'est partir durant 3, 4, 5 jours ou plus sur un bateau spacieux qui glisse paisiblement devant des sites remarquables. C'est aussi savoir apprécier des prestations de qualité dans un cadre prestigieux. Vous découvrirez, sans hâte et sans fatigue, le charme de la Vallée Romantique, la Lorelei, Cologne, le Rocher du Dragon, Mayence, Strasbourg, etc...

- Des visites bien organisées vous laisseront des impressions inoubliables. L'équipage, qui parle français, vous réservera un accueil chaleureux. Vous serez logés dans des cabines confortables (deux lits bas, douche et WC) avec vue sur le fleuve.
- Voyages circulaires de 7 ou 9 jours possibles (avec arrêts différents).
- Partez en privilège, pour une croisière « De Luxe », la formule de choix pour vivre pleinement quelques jours exceptionnels.

Inscription dans votre Agence de voyages habituelle. Pour une documentation gratuite, envoyer ce coupon avec votre carte de visite à

GROUPEMENT Agent Général - 9, rue Fbg St Honoré - 75008 Paris

Tél. : (1) 742.52.27

KD German Rhine Line 1000 kms tranquilles et légendaires.

LE PRIX DE LA LIBERTÉ 1985 AU « REFUZNİK » YOURI TARNOPOLSKY

Le prix de la Liberté, décerné chaque année à un écrivain qui, dans son pays, défend la liberté de pensée et d'expression, a été attribué pour 1985 au poète juif soviétique Youri Tarnopolsky, un « refuznik » purifiant actuellement une peine de trois ans de camp en URSS.

Agé de quarante-neuf ans, Youri Tarnopolsky, docteur en chimie organique et ancien professeur à l'Institut polytechnique de Krasnoïarsk, avait été radié de l'enseignement et perdu tout emploi après avoir déposé, en 1976, une demande de visa pour Israël.

Fondateur en 1980, à Kharkov, d'une « université libre » destinée aux enfants des « refuzniks », il avait été arrêté en mars 1983 après avoir mené une grève de la faim pour attirer l'attention sur le sort des juifs soviétiques auxquels est refusée l'autorisation d'émigrer en Israël, et pour avoir écrit à ce sujet un article publié en Occident.

Condamné à trois ans de camp pour « diffamation de l'État soviétique », il a été envoyé au camp de Tchernobyl en Sibérie orientale. Il est l'auteur d'un recueil de poèmes inédits en URSS et publié en France à l'initiative du comité constitué pour sa défense, la Clavière dans la pinède.

Le prix de la Liberté, créé en 1980 et parrainé par le Pen Club français, est attribué par un jury présidé par Eugène Ionesco et composé de MM. Georges-Emmanuel Clancier, Emmanuel Leroy-Ladurie, André Lwoff, Dimitri Stoïtchine, René Tavernier et Vercors.

TÉLÉ-MONTE-CARLO S'INTÉRESSE AU PROJET D'EUROPE 1 ET DE PUBLICIS

Télé-Monte-Carlo envisage un rapprochement avec le projet de chaîne privée préparée par Europe 1 et Publicis. Le conseil d'administration de la station a délégué deux observateurs auprès de la société TV Publicis-Europe 1 qui conduit les études. La présence de la SOFIRAD dans le capital d'Europe 1 et de Télé-Monte-Carlo n'est certes pas étrangère à ce rapprochement.

De son côté, M. Maurice Lévy, président-directeur général de Publicis Conseil, a souvent déclaré qu'il souhaitait un regroupement aussi large que possible de tous les partenaires autour du projet de chaîne privée.

TV Publicis-Europe 1 cherche d'autres partenaires régionaux, notamment auprès de la presse écrite. Des négociations sont en cours avec le *Provençal*, la *Dépeche du Midi* et l'*Est républicain*. L'équipe d'une trentaine de personnes qui travaille sur le projet vient de s'ajoutée la collaboration du producteur de cinéma, M. Christian Fechner. TV Publicis-Europe 1 songe aussi à engager Christine Ockrent pour s'occuper de l'information.

• Répit pour le Progrès.

La chambre commerciale de la Cour de cassation a cassé, mercredi 24 avril, la décision de 1981 de la Cour d'appel de Lyon condamnant M. Jean-Charles Lignel, PDG du Progrès de Lyon, à payer des arriérés estimés à 12 millions de francs à l'agence Aigles, société commune au Progrès et au *Deuxième libéré* du temps de leur accord. En mars dernier, ce jugement avait entraîné la vente aux enchères publiques de deux rotatives de l'imprimerie de Chassieu. L'affaire devra être jugée par la cour d'appel de Dijon.

Sur le vif

Noblesse

Je suis fier d'être journaliste, vous ne pouvez pas savoir. C'est le plus beau, le plus noble des métiers. Moi, il y a des confrères, surtout dans la presse populaire, qui m'en mettent plein la vue. France la façon dont il couvrait l'affaire du petit Grégory. Quelle délicatesse ! Quelle générosité ! Quelle discrétion ! C'est vrai, ils méritent un grand coup de chapeau.

Surtout les photographes. Acheter des jouets le jour de Noël et les apporter aux parents pour qu'ils puissent aller les déposer, sous les fesses, sur la tombe de l'enfant, il fallait y penser quand même. C'est formidable. Et Larocque sur son lit de mort, qu'est-ce qu'ils n'ont pas donné - des fortunes ! - pour être le premier à offrir ce poignant souvenir à sa veuve.

C'est ça qui me frappe le plus, c'est leur absence de cynisme, leur humanité, leurs efforts, largement déployés à la une des journaux, pour atténuer la portée des déclarations des personnes impliquées, pour calmer le jeu, pour ne pas exciter l'une contre l'autre Marie-Ange et Christine, pour dramatiser un drame dont les protagonistes sont devenus, grâce à eux, les superstars de l'actualité. Tenez, cette semaine encore, le *Canard enchaîné* a relevé, ému, des exemples, en gros titre, de cette délicatesse pleine de tact et de

retenue. « Marie-Ange : je m'étonne qu'on ne fasse pas d'enquête à Christine », ou bien « Christine : comment nous avons piégé Larocque ».

Ce qui m'épate aussi, c'est la totale objectivité des postes périphériques. Ils ne prennent jamais parti. Simplement, question de pure sympathie absolument désintéressée. - chacun à sa portée, celle qui, se sentant en confiance, lui ouvrira sa porte et son cœur à l'exclusion de l'autre.

Ce qui est, d'ailleurs, voyez-vous, c'est qu'on ne leur est pas assez reconnaissant, là-bas, à Lépanges, de ces trésors de gentillesse et de ces preuves d'attachement. C'est un collègue qui raconte : le mois dernier, je vois Larocque et je lui demande s'il ne reconnaît, il me dit : oui, oui, très bien, c'est vous qui m'avez piégé mon album de famille. Sur un ton incroyable ! A croire qu'il est reconnaissant !

Et le jour où l'un d'entre eux a voté la médaille d'argent à leur pour l'éternité, au cimetière, l'adorable sourire de la petite victime, certains ont eu le front de s'indigner. Je comprends pas. C'est par amour qu'il a fait ça. Il devait l'adorer, ce gamin. Et puis un journaliste qui trébale, en plus de sa posture de tour-névis, quelle belle conscience professionnelle !

CLAUDE SARRAUTE.

Accord de principe

entre la presse écrite belge et RTL

L'assemblée générale d'« Audipresse » - qui regroupe la quasi-totalité des éditeurs de la presse écrite quotidienne francophone belge - s'est réunie le 24 avril pour arrêter sa position concernant sa collaboration avec les chaînes de télévision et sa participation aux bénéfices publicitaires qui en découlent. L'assemblée a voté à l'unanimité le principe d'un accord de collaboration et de participation avec RTL-télévision. Cette décision met fin momentanément aux négociations en cours depuis deux ans avec la télévision publique francophone - la RTBF.

Reste évidemment à signer l'accord. Important. Si cela se fait, comme prévu, les éditeurs d'« Audipresse » collaboreront dès le 16 septembre à un quart d'heure d'information, dans le cadre du journal télévisé du soir assuré par RTL. « Audipresse » sera représentée par un rédacteur en chef qui travaillera en équipe avec son homologue de RTL.

En ce qui concerne la publicité, RTL garantit à « Audipresse » un chiffre d'affaires minimum pour une année de 120 millions de francs belges, si dans un premier temps,

« Audipresse » n'obtient pas suffisamment de publicité par lui-même.

Le cadre juridique dans lequel s'inscrira ce nouvel accord a été précisé. « Audipresse » prendra une participation de 34 % dans une société de droit belge aux côtés de RTL.

Dès le 24 avril au soir, M. Jean-Charles Delacour pour RTL, s'est réjoui de la position d'« Audipresse ». L'accord entrerait en application le 18 septembre pour une durée indéterminée, mais au moins égale à cinq ans - avec un préavis de deux ans en cas de rupture.

• Le Sénat et l'attribution des fréquences sur la FM.

Proposé par MM. Marcel Lucotte, Michel Miroudot, Pierre-Christian Taittinger, Philippe de Bourgoing, tous quatre Républicains indépendants, la constitution d'une commission chargée de contrôler les critères techniques qui président à l'attribution des fréquences sur la bande FM a été décidée, mercredi 24 avril, par le Sénat.

LE BYBLOS a ajouté des maisons à son "VILLAGE" de ST-TROPEZ



afin de mieux vous accueillir.

Que cache le bilan des grandes entreprises ?

Pertes ou profits, les comptes des grandes entreprises cachent un drôle de jeu d'écriture. Science & Vie Economie vous révèle le dessous de ces chiffres. 895 milliards de dollars : c'est le montant de la dette du Tiers-Monde ! Science & Vie Economie vous montre comment le krach a pu être reporté. Chaque mois, Science & Vie Economie vous explique tout. Clairement. Utilement. Avec Science & Vie Economie, vous entreprenez mieux, vous épargnez mieux, vous gérez mieux, vous investissez mieux. Bref, vous agissez mieux.

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

Comprendre pour agir.

